

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

SE PLAINDRE ET DÉNONCER : L'ÉTAT STALINIEN ET LA PAYSANNERIE
KOLKHOZIENNE D'APRÈS LE FONDS ANDREEV, 1946-1953

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR

ROXANE SAMSON-PAQUET

SEPTEMBRE 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Plusieurs individus et institutions ont permis la réalisation de ce projet de recherche. Voici l'occasion d'exprimer ma gratitude. Je remercie chaleureusement Jean Lévesque, qui est de fait un directeur incomparable. Patient, rigoureux, généreux et enthousiaste, Jean a non seulement partagé sa passion et ses propres recherches, inspirantes, mais il m'a toujours encouragée à aller au bout de mes idées et de mes capacités. Me laissant une grande liberté d'action, il m'a amenée à prendre confiance en moi et à me surpasser. De même, je remercie le département d'histoire pour son support. Je suis particulièrement reconnaissante aux professeurs Ellen Jacobs, Jean-Marie Fecteau et Martin Petitclerc pour leur encouragement constant et ces folles discussions. Je salue également l'aide inestimable de mes professeurs de russe à l'UQAM, à l'Université de Montréal, à l'Université McGill, à l'Université d'État de Saint-Petersbourg et à l'Université d'État de Moscou qui m'ont en définitive permis d'entreprendre ce projet. Merci aussi à mes collègues, spécialement à Jean-François Limoges, sans l'enthousiasme duquel je ne me serais sans doute pas risquée à lire Michel De Certeau. Je le remercie pour son humour et le partage de ses réflexions critiques et de ses trouvailles bibliographiques.

Les recherches conduites à l'automne 2009 dans les archives à Moscou ont été rendues possibles grâce à une bourse à la mobilité du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec. De plus, j'ai reçu du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture un généreux et crucial appui financier ; les bourses de maîtrise octroyées m'ont en effet permis de me consacrer entièrement à ce projet. À Moscou, j'ai pu bénéficier de l'aide et des conseils du professeur Igor S. Filippov de la Faculté d'histoire de l'Université d'État de Moscou. Je le remercie pour sa disponibilité, sa gentillesse et son intérêt.

Enfin, je remercie mes parents Jocelyne Samson et Raymond Paquet, à qui ce mémoire est dédié. Je suis peut-être la première de la famille à entreprendre des études universitaires, mais j'ai grandi dans un climat d'échanges, de lectures et de profondes réflexions. À la source du présent projet sont de fait la passion de la lecture et l'insatiable curiosité intellectuelle qu'ils m'ont transmises. Merci aussi du fond du cœur à ma famille de Montréal et du Lac St-Jean pour son amour inconditionnel, son support et sa patience héroïque. Finalement, le dernier mais non le moindre, je profite de l'occasion pour exprimer toute ma gratitude et mon amour à Sébastien Fleury, mon mari. Sans lui, pas un seul mot de ce mémoire n'aurait été écrit. Sa contribution et son influence se lisent à chacune des pages. Je demeure néanmoins seule responsable de ce mémoire et de ses possibles erreurs et lacunes.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	v
-------------	---

INTRODUCTION

L'ÉTAT STALINIE ET LA PÉTITION POPULAIRE – HISTORIOGRAPHIE ET MÉTHODES D'ANALYSE

0.1 La pétition au pouvoir et le régime stalinien	4
0.2 Retour sur l'historiographie	7
0.2.1 Penser les relations entre l'État stalinien et la société : le totalitarisme, le révisionnisme et le post-révisionnisme	8
0.2.2 Signification et fonction de la pétition dans le contexte stalinien – un débat historiographique	23
0.3 Problématiques et approche	37
0.4 Sources, limites et méthodes	40

CHAPITRE I

LE CONTEXTE PRATIQUE : L'APRÈS-GUERRE EN URSS ET LA RECONSTRUCTION DE L'AGRICULTURE, 1946-1953

1.1 L'après-guerre et le régime stalinien : bilan et interprétations	44
1.1.1 Les répercussions de la Deuxième Guerre mondiale en URSS	45
1.1.2 Les relations entre l'État stalinien et la société après la Grande Guerre patriotique	50
1.1.2.1 Le mécontentement populaire et le retour des vétérans	51
1.1.2.2 Une nouvelle élite ?	57
1.1.3 Restaurer le système stalinien	60
1.2 Andreï A. Andreev et la reconstruction de l'agriculture	63
1.2.1 Retour sur le système kolkhozien	65
1.2.2 La Deuxième Guerre mondiale et les campagnes soviétiques	67
1.2.3 Rétablir intégralement le système kolkhozien	70
1.3 Conclusion	76

CHAPITRE II	
ÉCRIRE AU POUVOIR STALINIE : QUI ? À QUI ? COMMENT ?	78
2.1 Les auteurs de lettre	79
2.1.1 Les membres du Parti	79
2.1.2 Les hommes de l'Armée rouge et leurs familles	81
2.1.3 Les lettres anonymes	85
2.1.4 Les lettres collectives	88
2.1.5 Les « simples » kolkhoziens et kolkhoziennes	90
2.1.6 Se définir et se créer	95
2.2 Le(s) destinataire(s)	97
2.3 S'adresser au pouvoir	100
2.4 Une écriture motivée	104
2.5 Conclusion	108
CHAPITRE III	
SE PLAINDRE ET DÉNONCER : QUOI ? POURQUOI ?	111
3.1 Formuler une demande	112
3.2 Représenter le système kolkhozien et le régime stalinien	120
3.2.1 Les cadres locaux	121
3.2.2 L'après-guerre et les politiques étatiques	132
3.3 Expliquer, justifier	138
3.4 Conclusion	142
CHAPITRE IV	
TRAITEMENT ET RÉPONSE DES AUTORITÉS	146
4.1 Le traitement des demandes	147
4.2 La réponse des autorités	155
4.3 Les résultats	164
4.4 Conclusion	171
CONCLUSION	174
BIBLIOGRAPHIE	182

RÉSUMÉ

Entre mai 1946 et mars 1953, le secrétariat du vice-président Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS reçut nombre de plaintes et dénonciations de la paysannerie soviétique. Dans le contexte de la reconstruction de l'agriculture, les kolkhoziens et kolkhoziennes (membres des fermes collectives) choisirent en effet de s'adresser aux organes centraux du pouvoir d'État.

Accessibles aux chercheurs depuis l'ouverture partielle des archives soviétiques en 1991, les pétitions de la population soviétique intéressent de plus en plus les historiens, qui se sont toutefois concentrés sur les lettres des années trente. Très peu d'études ont étendu le questionnement aux années d'après-guerre. Pourtant, le régime est à ce moment aussi répressif que dans les années trente, tâchant entre autres de restaurer le système kolkhozien. Se pourrait-il de fait que la Deuxième Guerre mondiale ait eu un impact sur la façon de s'adresser au pouvoir, sur les modalités et les stratégies des acteurs – elles-mêmes symptomatiques d'un changement de rapports entre l'État et la population ? C'est ce que ce mémoire tente d'étudier, proposant une analyse des lettres encore largement inédites conservées dans les archives d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres. Utilisant également une vaste sélection de sources primaires et secondaires afin de replacer ces pétitions dans leur contexte de production et enfin comparer, confronter nos résultats, le présent mémoire offre ainsi un regard original, bien que circonscrit et limité, sur les relations entre l'État stalinien et la paysannerie kolkhozienne dans les années d'immédiat après-guerre jusqu'à la mort de Staline, en mars 1953.

Après avoir, dans l'introduction, présenté la pratique de la pétition dans le contexte du régime stalinien et défini le sujet en regard des questions qu'il soulève et des approches qu'il reçues dans l'historiographie, le premier chapitre revient sur le contexte pratique : l'après-guerre en URSS et la reconstruction de l'agriculture. Il souligne ainsi le caractère coercitif de la reconstruction, l'état désastreux de l'agriculture et le mandat d'Andreev dans l'après-guerre, chargé entre autres de voir à la restauration du contrôle étatique dans les campagnes. À la lumière de ce contexte, le chapitre deux se penche alors sur les auteurs de lettres et à leur(s) destinataire(s), la façon de s'adresser au pouvoir et les motivations exprimées. Le chapitre trois s'intéresse ensuite au contenu des lettres : les demandes formulées, le propos des auteurs et la façon dont ils l'expliquent et le justifient. Enfin, le dernier chapitre étudie le traitement et la réponse des autorités, l'intérêt manifesté et les résultats des pétitions. De nombreux changements dans la pratique populaire de rédaction au pouvoir sont ainsi mis en lumière dans notre analyse, mais ceux-ci sont cependant, pour conclure, finalement mesurés.

En effet, notre analyse illumine de nouvelles normes d'identification et pratiques d'écriture. Néanmoins, l'impact du conflit mondial est nuancé. Si les pétitions de l'après-guerre ne sont pas que continuité de l'avant-guerre et présentent plusieurs innovations, elles insinuent aussi des problèmes persistants dans les campagnes. Enfin, le mémoire suggère que le conflit n'a pas réussi à intégrer la paysannerie soviétique, à rapprocher l'État et les kolkhoziens. Notre analyse éclaire en définitive les difficultés et la résistance rencontrées par l'État dans sa tentative d'augmenter la productivité et la discipline dans les kolkhozes ; elle suggère la faillite de la reconstruction de l'agriculture.

Mots-clés : URSS, régime stalinien, paysannerie kolkhozienne, après-guerre, relations État-citoyens, pétition au pouvoir, dénonciation, opinion populaire.

INTRODUCTION

L'ÉTAT STALINNIEN ET LA PÉTITION POPULAIRE – HISTORIOGRAPHIE ET MÉTHODES D'ANALYSE

Cher Andreï Andreevitch! Quoique je sois un simple moujik-kolkhozien¹, je comprends que vous avez beaucoup d'affaires d'État et du Parti. Cependant, je demande fort à vous transmettre cette lettre. (...) Aidez-moi, Andreï Andreevitch, indiquez-moi la vérité. Pardonnez que je prenne par cette plainte de votre temps, mais je ne peux plus me plaindre à personne. (...) Je vous demande de me répondre personnellement, qui a raison : moi, simple kolkhozien ou le secrétaire du comité de district. (Lettre du kolkhozien A. F. Kulešok à A. Andreev, au Conseil des Ministres de l'URSS, juin 1947).²

La pétition au pouvoir relève en Russie d'une longue tradition prérévolutionnaire³. En effet, les paysans, entre autres, avaient l'habitude d'appeler directement au pouvoir suprême, jugé mal informé, pour dénoncer les problèmes – et les cadres – locaux et implorer l'aide du tsar. À l'exception du règne de Catherine la Grande (1762-1796), rappelle l'historien Andrew Verner, les paysans russes

¹ Le terme russe « moujik », péjoratif, faisant référence au paysan et serf, est significativement archaïque.

² GARF (Archives d'État de la Fédération de Russie), f. 5446, op. 52, d. 2, l. 108-111. Les références aux archives russes suivront les normes établies : f. « *fond* » renvoyant au fonds d'archives, op. « *opis* » au numéro d'inventaire, d. « *delo* » au numéro de dossier, et enfin, l. « *list* » au numéro de la page. Sauf indication contraire, la langue originale des documents d'archives cités que nous traduisons est le russe. Tout au long du mémoire, nous utilisons pour la translittération le système international ISO 9, sauf dans le cas des personnages célèbres et des lieux communs afin de ne pas confondre le lecteur.

³ Elle est ainsi également, étudient H. W. Dewey et A.-M. Kleimola, un très ancien genre littéraire – qu'ils décrivent comme versatile et moins contraignant que les autres – qui s'est développé vers le seizième siècle en s'inspirant des pétitions officielles (« The Petitions (Čelobitnaja) as an Old Russian Literary Genre », *The Slavic and East European Journal*, 14, 3 (automne 1970), p. 284-301). François-Xavier Nérard soutient toutefois que la pétition n'est pas « un phénomène de masse qui s'enracine dans les profondeurs du pays. » (Nérard. *5% de vérité : la dénonciation dans l'URSS de Staline, 1928-1941*, Paris, Éd. Tallandier, 2004, p. 31.) Selon lui, à la fin du XIX^e siècle, les pétitions étaient surtout le fait de nobles et de fonctionnaires. La nuance est en effet importante, mais n'empêche pas *de facto* le fait que, quoique moins fréquemment ou massivement que les nobles et les fonctionnaires, les paysans aient traditionnellement fait appel au tsar. Nérard n'exclut d'ailleurs pas que les paysans aient pu se venger d'un propriétaire en dénonçant au tsar des propos malveillants prononcés par leur maître contre lui (*Ibid.*, p. 38).

ont toujours eu le droit d'adresser une pétition individuelle au tsar⁴. Les pétitions collectives, interdites sous Pierre le Grand (1682-1725) mais réadmissées par le tsar Alexandre I^{er} en 1801, devaient toutefois se restreindre aux griefs privés des signataires concernant l'action des propriétaires fonciers ou des fonctionnaires locaux, sous menace d'être automatiquement rejetées pour avoir violé le monopole du tsar de définir l'intérêt national⁵. En ce sens, elles participaient aussi de l'obligation de dénoncer les activités antigouvernementales. En effet, comme l'étudia Ann-Marie Kleimola, le tsar Michel Romanov avait en 1613, dans un contexte de tensions internes et de menaces extérieures, élargi de façon universelle à toute la population cette obligation – de fait inscrite, démontre-t-elle, depuis le quinzième siècle dans les serments de loyauté des élites⁶. Avec le développement du servage et la nature de la responsabilité collective à l'égard des taxes et des comportements illégaux, ajoute Richard Hellie, la dénonciation populaire avait en outre évolué, ne concernant plus seulement la sphère politique, mais également la criminalité⁷. Si les pétitions devaient donc se limiter à des problèmes circonscrits, elles se voulaient néanmoins un recours ultime pour les paysans et un outil de dialogue⁸.

L'historien Daniel Field a par exemple étudié comment les paysans du district de Šigirin ont en 1876 envoyé une pétition au ministre de la justice, puis au tsar Alexandre II en 1880 pour se plaindre des autorités locales et demander du secours⁹. Convaincus que les termes de l'émancipation des serfs octroyée en 1861 – particulièrement les termes du rachat des terres par les paysans qui ne les satisfaisaient pas – relevaient d'une initiative locale qui ne respectait pas les volontés du tsar (lequel ne pouvait vouloir que leur bien), les paysans de Šigirin avaient désiré informer Alexandre II de la situation et solliciter son aide. Impliqués dans une vaste révolte, ils affirmaient avoir ensuite été dupés par un imposteur qui, prétendant apporter la réponse du tsar, les avait incités à se révolter. Les paysans imploraient le pardon du tsar au nom de leur naïveté et de leur ignorance, soutenant n'avoir agi que par loyauté. Ainsi reproduisaient-ils le mythe du bon tsar et le mythe du naïf paysan, au cœur de ce que Field nomme le « monarchisme naïf »¹⁰. Or, les autorités centrales répondirent favorablement à ce discours en se montrant clémentes. Field en conclut que s'il est impossible d'évaluer le degré de

⁴ Andrew M. Verner. « Discursive Strategies in the 1905 Revolution : Peasant Petitions from Vladimir Province », *Russian Review*, 54, 1 (janvier 1995), p. 66.

⁵ *Ibid.*, p. 66.

⁶ Ann-Marie Kleimola. « The Duty to Denounce in Muscovite Russia », *Slavic Review*, 31, 4 (Décembre 1972), p. 759-779. Cette obligation, liée au développement de la notion de responsabilité collective, joua de fait selon elle un rôle important dans la domination croissante des princes de Moscou, puis des tsars de Russie (*Ibid.* p. 770).

⁷ Richard Hellie. « The Origins of Denunciation in Muscovy », *Russian History/Histoire Russe*, 24, 1-2 (printemps-été 1997), p. 11-26.

⁸ Voir par exemple le recueil de pétitions imprimées : *From Supplication to Revolution. A Documentary Social History of Imperial Russia*, Gregory L. Freeze, éd., New York et Oxford, Oxford University Press, 1988, 331 p. Les pétitions, explique Gregory L. Freeze, montrent de fait comment les différents groupes de la société « obtained – or usurped – the right to assert its grievances and aspirations (...) » (*Ibid.*, p. vii).

⁹ Daniel Field. *Rebels in the Name of the Tsar*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1976, p. 118-121, 197-201.

¹⁰ *Ibid.*, p. 200.

sincérité du « monarchisme naïf », celui-ci était manifestement utile et ce, autant au gouvernement, en permettant une stabilité, qu'aux paysans, qui pouvaient ainsi défendre leurs intérêts, excuser leur insubordination et résister à ce qu'ils jugeaient incompatibles avec le mythe du bon et paternel tsar¹¹.

Poursuivant dans cet ordre d'idées, Andrew Verner se refuse à prendre au mot les pétitions et l'expression du monarchisme des paysans. En effet, selon lui, ces documents ne sont pas transparents et ne doivent pas être interprétés au premier degré¹². Analysant les pétitions adressées en 1905 au tsar, à la Douma et au Conseil des Ministres par les paysans de la province (*gubernija*) de Vladimir, l'historien s'interroge sur le rôle que jouèrent les pétitions paysannes dans la Révolution de 1905. À la suite des troubles de 1905, le tsar Nicolas II avait en effet permis aux paysans de dépasser le cadre traditionnellement privé des pétitions et formuler des demandes politiques. Dans son analyse, Verner remarque notamment une forte insistance des pétitions sur l'aspect particulier des communes et de leur demande. Si ce particularisme reflète sans doute en partie les anciennes limites imposées aux pétitions, il témoigne également, selon Verner, de l'effort des communes pour s'affirmer contre les influences étrangères¹³. En communiquant leurs griefs particuliers dans le cadre d'une discussion plus générale – la Révolution de 1905 –, les paysans ont ainsi, soutient-il, aidé à atténuer les distinctions entre l'espace privé et public¹⁴. En somme, Verner approche les pétitions paysannes de 1905 comme faisant partie intégrale des négociations complexes entre les paysans et avec l'extérieur. Or, toute négociation, rappelle-t-il, implique une part de manipulation¹⁵. En effet, selon lui, en invoquant entre autres le mythe du bon tsar et en insistant sur la conformité de la réalité à la rhétorique officielle, les paysans se servaient de l'idéologie autocratique pour promouvoir leurs intérêts. Si le mythe du bon tsar protégeait le *statu quo* en redirigeant la critique sur les subordonnés, dans la lecture des paysans, soutient Verner, le même mythe servait aussi à défier le *statu quo*¹⁶. Rejetant l'idée d'une paysannerie soumise, naïve et homogène, Verner conclut enfin que les pétitions ont joué un rôle dans l'affirmation identitaire des paysans en 1905, tout en transformant leur perception d'eux-mêmes et des autres¹⁷.

Expression du monarchisme paysan ou instrument de négociation et de contestation, la pétition populaire au pouvoir était donc bien établie en Russie¹⁸. Avec la Révolution d'Octobre 1917

¹¹ *Ibid.*, p. 209-210, 213-214.

¹² Andrew M. Verner. *Loc. Cit.*, p. 65.

¹³ *Ibid.*, p. 71.

¹⁴ *Ibid.*, p. 72.

¹⁵ *Ibid.*, p. 68.

¹⁶ *Ibid.*, p. 69.

¹⁷ *Ibid.*, p. 90.

¹⁸ Sur les pétitions prérévolutionnaires et leur utilité à la fin du régime tsariste, voir également Jeffrey Burds. « A Culture of Denunciation : Peasant Labor Migration and Religious Anathematization in Rural Russia, 1860-1905 », *The Journal of Modern History*, 68, 4 (décembre 1996), p. 786-818; Emily E. Pyle. « Peasant Strategies for Obtaining State Aid : A Study of Petitions During World War I », *Russian History/Histoire Russe*, 24, 1-2 (printemps-été 1997), p. 41-64; Josh Stanborn. « Conscription, Correspondence, and Politics in Late Imperial Russia », *Russian History/Histoire Russe*, 24, 1-2 (printemps-été 1997), p. 27-40.

et la prise du pouvoir par le parti bolchevique, cette habitude de faire directement appel au pouvoir central pour implorer son aide et dénoncer les problèmes locaux, cette habitude de recourir au mythe du bienveillant pouvoir suprême, ne cessa pas¹⁹.

0.1 La pétition au pouvoir et le régime stalinien

De fait, dans le régime stalinien (1928-1953), le phénomène de pétition au pouvoir prit peut-être plus d'ampleur encore, étant, comme le rappelle F.-X. Nérard, un des rares moyens d'expression du mécontentement populaire²⁰. En effet, toutes oppositions, fussent-elles artistiques, à la ligne générale du parti communiste étaient alors sévèrement interdites, les grèves étaient réprimées et enfin, les libertés de parole et d'association étaient étroitement encadrées et limitées²¹. Dans ce contexte répressif, la population soviétique – aussi bien des milieux ruraux, en proie à la collectivisation forcée de l'agriculture lancée par Staline en 1928, que des milieux urbains, sujets aux sévères difficultés, tensions et désorganisations engendrées par l'industrialisation accélérée et l'urbanisation improvisée – écrivit nombre de lettres de plaintes et de dénonciations aux autorités. À titre d'exemple, en 1933, le secrétariat de M. I. Kalinine, alors président du Comité exécutif central, reçut près de deux cents vingt milles lettres de citoyens, majoritairement des paysans sensibles aux origines rurales du chef d'État et à son image médiatisée de dirigeant bienveillant, à l'écoute de la population²².

De fait, si déjà dans les années 1920 l'acte d'écrire au pouvoir pour « révéler » les problèmes locaux était officiellement encouragé par le pouvoir – par le biais entre autres du mouvement des correspondants ouvriers (*rabkory*) et paysans (*sel'kory*) qui agissaient à titre de journalistes amateurs sur le terrain²³ –, Joseph Staline, dirigeant suprême de l'URSS, sollicita et encouragea énergiquement cette pratique, invitant la population à la délation. La non-dénonciation devint une trahison au devoir de tout citoyen de « signaler » les problèmes et « ennemis du peuple » et donc, sévèrement punie par une privation de liberté d'un minimum de six mois, en vertu de l'article 58 alinéa 12 du code pénal de

¹⁹ Voir par exemple *Voices of Revolution, 1917*, Mark D. Steinberg, éd., trad. du russe par Marian Schwartz, New Haven, Yale University Press, coll. « Annals of Communism », 2001, 404 p.; *Pis'ma vo vlasti', 1917-1927. Zjavlenija, žaloby, donosy, pis'ma v gosudarstvennye struktury i bol'shevistskim voždjam*, A. Ja. Livšin et I. B. Orlov, éd., Moscou, Rosspen, coll. « Dokumenty sovetskoj istorii », 1998, 664 p.

²⁰ F.-X. Nérard. « Les bureaux des plaintes dans l'URSS de Staline (1928-1941) : la gestion du mécontentement dans un État socialiste », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XLIX, 2 (avril-mai 2002), p. 125-126.

²¹ *Id.* « La répression du désaccord public » dans *5% de vérité...*, *Op. Cit.*, p. 65-87.

²² *Ibid.*, p. 56-57, 197. Plusieurs lettres ainsi acheminées à Kalinine ont récemment été éditées. Voir par exemple *Nous autres, paysans. Lettres aux Soviétiques, 1925-1931*, Hélène Mondon, éd., Paris, Verdier, coll. « Poustiaki », 2004, 149 p.

²³ Sur les enjeux et impacts de ce mouvement, voir Jennifer Clibbon. « The Soviet Press and Grass-roots Organization : the Rabkor Movement, NEP to the First Five Year Plan », thèse de doctorat, Toronto, University of Toronto, 1993, 250 + 17 p.; Steven R. Coe. « Peasants, the State, and the Languages of NEP : the Rural Correspondents Movement in the Soviet Union, 1924-1928 », thèse de doctorat, Ann Arbor, University of Michigan, 1993, 466 p.; Michael S. Gorham. *Speaking in Soviet Tongues. Language Culture and the Politics of Voice in Revolutionary Russia*, DeKalb (IL), Northern Illinois University Press, 2003, p. 78-85.

1927²⁴. Si, comme le concède Nérard, il est difficile de savoir combien de personnes furent réellement accusées de ce délit, le « manque de vigilance », c'est-à-dire la non-dénonciation, devint l'une des principales raisons d'exclusion du Parti et du Komsomol (organisation de la jeunesse communiste) dans la deuxième partie des années trente²⁵.

Pour inciter, mais également encadrer la rédaction au pouvoir, les principaux journaux soviétiques publièrent des exemples de lettres²⁶. Étaient ainsi publiées de « bonnes » lettres, c'est-à-dire celles qui correspondaient alors à l'esprit de la campagne de l'autocritique (*samokritika*) de la classe ouvrière par elle-même, initiée en avril 1928. Cette campagne invitait les citoyens à dénoncer les incompetents, les corrompus et les saboteurs. Aussi les « bonnes » lettres se concentraient-elles sur les individus et ne remettaient pas en question les politiques staliniennes. Néanmoins, la définition des limites de ce que pouvait contenir une « bonne » dénonciation et l'importance qu'elle devait avoir dans les médias demeuraient problématiques. En effet, comme le souligne l'historien Matthew Lenoe qui analysa les dénonciations et les exposés publiés dans les mois qui suivirent le déclenchement de l'autocritique, le risque d'une submersion de la campagne par les masses mécontentes inquiétait.²⁷ Aussi l'incitation et la couverture médiatique du phénomène devaient-elles être mesurées. Le journal *Rabošaja gazeta* (Journal ouvrier), par exemple, fut accusé de sensationnalisme et de dangereuse démesure en accordant trop de place aux dénonciations²⁸. Son éditeur fut ainsi congédié et remplacé en 1928 par Feliks Kon, qui reçut le mandat de modérer et garder l'autocritique sous contrôle.

Car, en réponse ou non au stimulus de l'État stalinien, la population soviétique écrivait bel et bien²⁹. À qui précisément? Les destinataires étaient multiples. En plus de la police politique, les journaux, le parti communiste, le Komsomol, les syndicats, les secrétariats des personnalités publiques et les diverses administrations traitaient également, comme une fonction secondaire, les lettres de plaintes et de dénonciations. En outre, des « bureaux des plaintes » avaient spécifiquement pour tâche la gestion des plaintes. Quoiqu'ils existassent déjà dans les années vingt, ces bureaux ne devinrent selon Nérard véritablement significatifs qu'à partir de 1927, date où ils se dotèrent d'un personnel modeste, mais spécifique et – surtout – à partir de 1928, au moment de la création d'un bureau des

²⁴ F.-X. Nérard, *5% de vérité...*, *Op. Cit.*, p. 145 et 146.

²⁵ *Ibid.*, p. 148.

²⁶ Matthew Lenoe, « Letter-writing and the State : Reader Correspondence with Newspapers as a Source for Early Soviet History », *Cahiers du monde russe*, 40, 1-2 (janvier-juin 1999), p. 142.

²⁷ *Id.* *Closer to the Masses : Stalinist Culture, Social Revolution, and Soviet Newspapers*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 2004, p. 185-211.

²⁸ *Ibid.*, p. 185-186.

²⁹ Quoiqu'il concède le caractère partiel de ses sources (les lettres adressées aux journaux dans les années 1920-1930), Matthew Lenoe suggère que cette pratique continua d'être principalement le fait des membres du parti, du Komsomol ou des soviets (« Letter-writing and the State ... », *Loc. Cit.*, p. 151). Comme pour les plaintes de la période prérévolutionnaire, cette hypothèse nuance l'appréciation de l'ampleur quantitative du phénomène chez les masses, mais n'empêche pas qu'elles aient pu y participer. Dans tous les cas, l'hypothèse reste à être démontrée, si tant est qu'une telle étude quantitative soit possible, dans les conditions archivistiques actuelles et l'impossibilité de savoir combien de lettres furent écrites sans être conservées.

plaintes central commun à l'URSS et à la RSFSR, chargé de centraliser et contrôler le travail de l'ensemble des bureaux des plaintes³⁰. Organisés selon une structure pyramidale, ces bureaux étaient présents au niveau national, provincial et régional et se prolongeaient dans un réseau de gestion des plaintes « par services ». En avril 1935, chaque établissement public dut ainsi se doter d'un « livre des plaintes et des propositions » et s'occuper du suivi des plaintes. Celles-ci ne se faisaient toutefois pas qu'à l'écrit. Elles pouvaient également se faire oralement durant les heures de permanence, à la police politique comme au bureau local des plaintes, où elles étaient transcrites sur des fiches ou dans des cahiers. Si le plaignant s'exposait ainsi davantage, Nérard juge que le système d'enregistrement et de suivi des plaintes orales était approximativement le même que pour les plaintes écrites³¹.

En somme, l'acte d'écrire au pouvoir n'était pas la seule façon pour un citoyen de se plaindre et de dénoncer. Cet acte était néanmoins massivement pratiqué par les citoyens soviétiques. Dans son étude des lettres des années trente, l'historienne Sheila Fitzpatrick suggère que la population écrivait pour plusieurs motifs : dénoncer, certes, mais également se plaindre, solliciter de l'aide, affirmer son soutien, conseiller, se confesser, etc.³² Nérard propose que, selon la nature du problème, la population choisissait son interlocuteur selon son importance et son pouvoir d'action, sa « grandeur » pour reprendre l'expression utilisée par l'auteur³³. Ainsi, selon lui, le bureau des plaintes de l'Union soviétique aurait été « mieux placé » qu'un journal d'importance régionale, mais moins qu'un prestigieux homme politique. De fait, comme le remarque l'historien et archiviste russe Vladimir A. Kozlov, plusieurs envoyèrent leur lettre simultanément à plusieurs adresses³⁴. Certains s'adressèrent d'abord au pouvoir suprême, à un homme influent par exemple, tandis que d'autres s'adressèrent à lui par désespoir de cause, ayant épuisé les échelons inférieurs.

Dans tous les cas, l'étude de V. A. Kozlov suggère que c'est surtout le contenu de la lettre qui déterminait où et par qui elle devait être traitée³⁵. En effet, le destinataire original s'occupait le plus souvent d'acheminer la lettre à l'administration concernée, en la renvoyant à une administration régionale ou en l'acheminant à une instance supérieure, aux inspecteurs spéciaux de la police politique, etc. Le destinataire conservait néanmoins souvent, quoique la fréquence soit difficile, voire impossible à évaluer, une copie ou l'original de la lettre et s'assurait de son suivi. C'est par exemple le cas des journaux soviétiques comme la *Krest'janskaja gazeta* (Journal paysan) qui, recevant un nombre

³⁰ F.-X. Nérard. « Les bureaux des plaintes... », *Loc. Cit.*, p. 126-128.

³¹ *Ibid.*, p. 127.

³² Sheila Fitzpatrick. « Supplicants and Citizens: Public Letter-writing in Soviet Russia in the 1930s », *Slavic Review*, 55, 1 (printemps 1996), p. 78-105.

³³ F.-X. Nérard. « Les bureaux des plaintes... », *Loc. Cit.*, p. 132.

³⁴ Vladimir A. Kozlov. « Denunciation and its Functions in Soviet Governance: A Study of Denunciations and Their Bureaucratic Handling from Soviet Police Archives, 1944-1953 », *The Journal of Modern History*, 68, 4 (décembre 1996), p. 886.

³⁵ *Ibid.*, p. 887.

important de lettres, les publiait rarement et s'occupait plutôt de les acheminer et de s'assurer de leur prise en charge³⁶. Cet état de fait conduit Sheila Fitzpatrick à affirmer qu'il n'y avait pas vraiment de différences substantielles entre envoyer une dénonciation à un journal et l'envoyer à la police politique ou à une autre agence officielle³⁷. Néanmoins, si les différentes lettres envoyées à différentes adresses purent possiblement, peu importe le destinataire, présenter des caractéristiques semblables et mener aux mêmes résultats, le choix du destinataire ne fut sans doute pas innocent et n'est donc probablement pas, à notre sens, sans significations ni conséquences, par exemple sur le style, le propos ou encore l'identité de l'auteur qui aura choisi cet interlocuteur particulier. Une étude comparative pourrait sans doute nous en apprendre davantage ici. Dans tous les cas, la pratique populaire de pétition au pouvoir était rapidement devenue, dans le régime stalinien, un élément intégral de la gestion administrative, se retrouvant et étant traitée à tous les échelons du pouvoir stalinien³⁸.

Ainsi, si les lettres de plaintes et de dénonciations écrites par la population soviétique aux divers organes du pouvoir découlaient de la vieille habitude – liée au « monarchisme naïf » et à son utilité qu'analysa Daniel Field – de faire directement appel au pouvoir suprême pour se plaindre des problèmes locaux et implorer son aide, elles s'inscrivaient également dans un contexte particulier : le régime stalinien qui les sollicitait. De fait, la complexité de ce contexte de production se répercute sur le rythme de rédaction. Comme le suggère Nérard, deux rythmes se superposent : « Un temps long de la dénonciation « spontanée », envoyée en fonction des motivations propres, à un moment librement déterminé auprès d'instances que l'on choisit, sert de toile de fond au phénomène. S'y superposent des à-coups ponctuels, qui correspondent au moment où la demande du pouvoir est la plus insistante. »³⁹ Les campagnes et les purges auraient donc entraîné un pic dans la production. En somme, les lettres de plaintes et de dénonciations étaient aussi traditionnelles et spontanées que sollicitées, encadrées et traitées par l'État stalinien, à qui elles s'adressaient. Aussi cette situation explique-t-elle peut-être en partie le débat né récemment dans l'historiographie quant à leur signification et leur fonction.

0.2 Retour sur l'historiographie

De fait, les lettres de plaintes et de dénonciations, accessibles aux historiens occidentaux depuis l'ouverture partielle des archives soviétiques en 1991, intéressent de plus en plus les historiens,

³⁶ Matthew Lenoe. « Letter-writing and the State... », *Loc. Cit.*, p. 159.

³⁷ Sheila Fitzpatrick. « Signals from Below: Soviet Letters of Denunciation of the 1930s », *The Journal of Modern History*, 68, 4 (décembre 1996), p. 835.

³⁸ David Shearer suggère cependant que la dénonciation joua un rôle de moins en moins important dans le système répressif stalinien, au profit de formes de répression de masse tel le système de passeport (« Elements Near and Alien : Passportization, Policing, and Identity in the Stalinist State, 1932-1952 », *The Journal of Modern History*, 76, 4 (décembre 2004), p. 842).

³⁹ F.-X. Nérard. *5% de vérité...*, *Op. Cit.*, p. 196.

puisqu'elles sondent l'opinion populaire de la base sociale. Elles offrent en outre un regard inédit sur la vie quotidienne de la population soviétique et sur les relations entre l'État stalinien et la société, permettant alors une relecture du régime stalinien. Or, les historiens – qui se sont jusqu'à maintenant surtout concentrés sur les lettres des années trente – ne s'entendent pas sur la signification et la fonction de cette pratique. En effet, comme écrit Sheila Fitzpatrick, la dénonciation soulève la question de la loyauté à l'État, d'un côté, et à la famille et aux autres citoyens, de l'autre⁴⁰. Le phénomène témoigne-t-il donc de la loyauté à l'État stalinien? Doit-on parler de participation populaire? De soumission? De résistance? Les réponses divergent et ce, entre autres parce qu'elles dépendent en grande partie de la façon dont les relations entre l'État stalinien et la société sont pensées. Avant de se pencher sur les diverses approches de la pétition dans le régime stalinien, nous reviendrons donc sur ces différentes compréhensions des relations entre l'État stalinien et la société.

0.2.1 Penser les relations entre l'État stalinien et la société : le totalitarisme, le révisionnisme et le post-révisionnisme

En effet, l'origine et la nature du stalinisme ne font pas consensus. Les relations entre l'État stalinien et la société soviétique, qui définissent en bout de ligne le régime, reçurent diverses approches dans l'historiographie occidentale. Ces approches ne sont d'ailleurs pas étrangères aux différentes conceptions de l'histoire et aux tournants plus généraux de la pratique : les « positivistes » et l'histoire politique, les Annales et l'histoire sociale et économique, le « tournant linguistique » et l'histoire culturelle, etc. Mais outre l'influence d'une certaine logique interne à la discipline, les différentes écritures de l'histoire du stalinisme peuvent également être historicisées. En effet, elles s'insèrent elles-mêmes dans un contexte historique. La Guerre froide, par exemple, influença les conditions de la pratique et le discours historique; elle put conduire à une certaine politisation de l'histoire du régime⁴¹.

Avant l'adoption de la *glasnost* en 1985 et l'ouverture partielle des archives soviétiques qui devait suivre l'éclatement de l'URSS en 1991, les historiens occidentaux ne pouvaient baser leurs recherches que sur les documents étatiques officiels, les travaux des historiens soviétiques qui, dans le contexte de la déstalinisation et de la faiblesse économique des kolkhozes (fermes collectives), s'étaient penchés sur le régime stalinien, les témoignages des acteurs exilés et enfin, sur les archives de

⁴⁰ Sheila Fitzpatrick. « Introduction to the Practices of Denunciation in Modern European History », *The Journal of Modern History*, 68, 4 (décembre 1998), p. 748.

⁴¹ Dans le contexte de la Russie actuelle où, depuis l'élection de Vladimir Poutine en 2000, sont diffusées à la télévision nationale (officielle) de nouvelles téléseries sur Staline insistant sur son humanité et où – suite à l'intervention étatique – sont publiés de nouveaux manuels scolaires réhabilitant Staline, les historiens John Keep et Alter Litvin déplorent une nouvelle politisation de la question du rôle de Staline dans l'histoire de la Russie (J. Keep et A. Litvin. *Epokha Iusifa Stalina v Rossii. Sovremennaya istoriografiya*, Moscou, Rosspen, 2009, p. 5-11).

la ville de Smolensk, saisies par les Allemands en 1941 avant d'être partiellement récupérées par les Alliés occidentaux. En l'absence de sources permettant d'appréhender l'opinion populaire et la société soviétique dans son ensemble, la question des relations entre l'État stalinien et la société se posa un peu difficilement. Dans le contexte de la Guerre froide, les historiens furent souvent tentés de privilégier les témoignages des acteurs exilés au détriment des sources officielles, jugées suspectes. Le régime stalinien fut par conséquent souvent perçu comme totalitaire.

De fait, l'approche « totalitariste » du régime stalinien se définit selon Chris Ward par la reconnaissance à l'État stalinien de six caractéristiques jugées propres au totalitarisme : une direction centrale de l'économie, une supervision omniprésente par la police politique, la mobilisation de la population encadrée et dirigée par le parti, la monopolisation des moyens de communications de masses par le parti, l'adulation d'un chef unique et enfin, l'articulation d'une idéologie officielle projetant un état parfait et se prétendant prioritaire à l'ordre légal et à la conscience individuelle⁴². En l'absence d'acteurs autonomes et d'organismes de la société civile pouvant jouer un rôle significatif, la population est ainsi vue comme atomisée, inerte et soumise au pouvoir stalinien. S'inscrivant de ce fait dans la tradition historiographique initiée par les premiers historiens professionnels « positivistes » – qui étudièrent le passé par les institutions étatiques et les autorités politiques –, le changement est perçu possible uniquement sous l'impulsion et la direction de Staline ou de l'État stalinien.

Dans cette optique, en approchant la ville de Smolensk et ses archives comme le microcosme du régime stalinien, l'historien Merle Fainsod entreprit, en 1958, de passer à la loupe et expliquer le régime, qu'il présente comme un régime totalitaire qui contrôla progressivement toutes les sphères de la vie sociale et compensa son manque de légitimité par l'usage de la violence et la terreur⁴³. Ainsi, l'historien présente par exemple la collectivisation de l'agriculture comme une politique imposée par « en haut », c'est-à-dire par Staline et l'État stalinien, sur une population récalcitrante, mais sans défense, passive et graduellement résignée⁴⁴. Si Fainsod souligne qu'au départ, les cadres locaux purent parfois être réticents à appliquer les directives du pouvoir central, il soutient que ceux-ci ont rapidement néanmoins été disciplinés par les purges et la terreur – corollaire normal et nécessaire du stalinisme –, qui les ont finalement réduits au rôle de simples exécutants des politiques staliniennes⁴⁵.

Dans la même ligne de pensée, Robert Conquest présente en 1968 le régime stalinien comme un régime autocratique où « tout dépend de la volonté d'un seul homme »⁴⁶. De par son illégitimité,

⁴² Chris Ward. *Stalin's Russia*, Londres et New York, Oxford University Press, 1999 (1993), coll. « Reading history », p. 243.

⁴³ Merle Fainsod. *Smolensk Under the Soviet Rule*, Cambridge, Harvard University Press, 1958, p. 12.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 264.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 408.

⁴⁶ Robert Conquest. *La grande terreur. Les purges staliniennes des années trente*, trad. de l'anglais par M.-A. Revellat, Paris, Stock, 1970 (1968), p. 44.

écrit Conquest, le pouvoir de Staline était initialement fragile et instable. Le culte de la personnalité et la terreur étaient en ce sens selon lui nécessaires⁴⁷. Si pour Conquest la terreur résulte de la volonté de Staline, elle tire cependant ses racines dans le passé soviétique. En effet, s'il est, écrit-il, faux de prétendre que la terreur découlait inévitablement de la nature de la société soviétique ou de celle du parti communiste, « elle ne pouvait être entreprise que dans le cadre extraordinairement spécifique du régime bolchevique. »⁴⁸ De fait, Conquest présente la Révolution d'Octobre comme un coup d'État; les masses étaient restées neutres, passives et ne soutenaient pas le régime⁴⁹. Dans cette optique, Conquest interprète la collectivisation de l'agriculture comme découlant de la volonté de Staline – entreprise sans préparatifs et sans plan économique – d'imposer à tout prix aux paysans la volonté du Parti, c'est-à-dire celle de son chef. Conquest impute ainsi entièrement à Staline la responsabilité de la famine qui en résultat en 1932⁵⁰. Enfin, Staline n'exigea pas seulement selon lui la soumission de la population, mais sa complicité. Dans le contexte de la terreur, écrit l'auteur, nombre de dénonciations furent motivées par la peur; la société s'atomisa, nul n'osait plus se fier à personne⁵¹. Staline avait en définitive, selon Conquest, réussi à réduire les individus au silence, à « détruire jusqu'aux dernières racines de l'humanisme »⁵². La réussite de Staline et la résignation de la population étaient telles, ajoute-t-il, que la terreur ne fut plus même nécessaire après la Deuxième Guerre mondiale⁵³.

Dans le même esprit, Hélène Carrère d'Encausse, dressant le bilan des purges staliniennes, conclut sur la mise en place d'un nouveau système politique « caractérisé par le pouvoir absolu d'un homme, appuyé sur un appareil policier qui ne reconnaît d'autre autorité que celle de Staline. »⁵⁴ Tandis que la terreur à l'intérieur du Parti se transformait en un système de terreur généralisée⁵⁵, l'appel à la délation par Staline et l'instauration d'un principe de responsabilité collective ont selon elle ruiné les relations sociales et familiales en URSS et conduit à l'atomisation de la société⁵⁶. En outre, ajoute-t-elle, la société terrorisée se tourna parfois vers Staline comme derniers recours contre l'arbitraire, dont elle décelait, écrit l'auteure, mal l'origine⁵⁷. En effet, selon Carrère d'Encausse, c'est entre autres de ses rapports ambigus avec les masses désemparées que Staline tira sa légitimité. Cela

⁴⁷ *Ibid.*, p. 78.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 15.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 17.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 33. Dans des écrits ultérieurs, l'auteur ajoutera que cette famine avait été intentionnellement orchestrée par Staline pour exterminer la paysannerie ukrainienne – gardienne des traditions, de la culture et de l'identité nationale, écrit-il, dans l'esprit du romantisme du 19^e siècle –, bien qu'il admette que la tragédie n'affecta pas seulement l'Ukraine (Robert Conquest. *Harvest of Sorrow : Soviet Collectivization and the Terror-Famine*, Londres, Hutchinson, 1986, p. 217-225).

⁵¹ Robert Conquest. *La grande terreur...*, *Op. Cit.*, p. 262.

⁵² *Ibid.*, p. 44.

⁵³ *Ibid.*, p. 448.

⁵⁴ Hélène Carrère d'Encausse. *Staline, l'ordre par la terreur*, Paris, Flammarion, 1979, p. 68.

⁵⁵ L'historienne insiste en effet sur le fait que le système répressif s'est développé par étapes, « après maintes fluctuations et retours en arrière qui montrent les résistances du Parti et peut-être aussi les hésitations de Staline. » (*Ibid.*, p. 42.)

⁵⁶ *Ibid.*, p. 50 et 69.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 69.

dit, la conquête du pouvoir absolu et la dictature personnelle de Staline ne représentent selon l'historienne qu'un aspect du stalinisme. En effet, si Carrère d'Encausse admet la pertinence d'une explication personnaliste du régime stalinien, elle ne la juge pas suffisante⁵⁸. Elle propose ainsi l'hypothèse « qu'il existe un système global appelé stalinisme, que ce système a deux composantes : une théorie et une pratique d'une part, un projet de changement radical des sociétés d'autre part, et qu'enfin, il est le produit combiné du marxisme occidental et de la tradition russe. »⁵⁹ Ainsi, l'historienne définit le stalinisme à la fois par un système de pouvoir – caractérisé par la dictature totalitaire de Staline – et par un projet d'avenir. En effet, le stalinisme, écrit-elle, « c'est aussi un projet de modernisation de la Russie, d'une ampleur sans précédent, auquel Staline a appliqué des méthodes qui doivent beaucoup à son tempérament. »⁶⁰ Soulignant ainsi l'influence significative de l'action de Staline et de sa personnalité, elle insiste également sur la contribution de la tradition politique russe et du marxisme dans la conception du projet modernisateur et dans la conviction que celui-ci ne pouvait se faire que par « en haut », par l'État⁶¹. C'est ainsi selon elle que l'État stalinien imposa son projet totalitaire de transformation sociale à une société récalcitrante, mais atomisée, désorganisée et sans défense. Or, si Staline a selon elle réussi à contrôler la société soviétique et à accéder au pouvoir absolu, il n'a pas, nuance-t-elle, réussi son entreprise de modernisation, « car celle-ci suppose l'intégration de toute la société. »⁶² En effet, écrit-elle, Staline n'a pas intégré la paysannerie qui, bien que passive, resta selon elle étrangère au pouvoir soviétique et à son idéologie⁶³. À l'opposée de Conquest, l'historienne conclut donc sur le sentiment que la coercition et la terreur ont toujours été nécessaires au stalinisme, même – voire surtout – après la Deuxième Guerre mondiale⁶⁴.

Quoiqu'il ait eu accès aux archives soviétiques déclassifiées, Martin Malia a récemment poursuivi cette approche « totalitariste », défendant la thèse selon laquelle le stalinisme fut le résultat logique de la tentative d'appliquer l'idéologie marxiste⁶⁵. En effet, la chute rapide de l'URSS en 1991 vint selon lui valider le concept de totalitarisme en prouvant que le régime n'avait aucun support populaire. Ainsi, défend Malia, la coercition était nécessaire et inévitable à la suite de la Révolution d'Octobre, qu'il présente comme un coup d'État. Le stalinisme ne doit donc pas selon lui être attribué

⁵⁸ L'auteure s'inspire ici entre autres de la thèse de Robert C. Tucker qui, proposant dans sa biographie de Staline une analyse psychanalytique du dirigeant – qu'il replace dans son contexte politique plus large – pour expliquer sa conquête du pouvoir et les caractéristiques de son système politique, prévient qu'on ne peut réduire Staline à sa seule soif du pouvoir absolu puisque ce dernier a débouché sur la création d'un système véritable – le stalinisme – qui lui a survécu (Robert C. Tucker. *Stalin as Revolutionary, 1878-1929; A Study in History and Personality*, New York, Norton, 1973, 519 p.).

⁵⁹ H. Carrère d'Encausse. *Op. Cit.*, p. 242.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 244.

⁶¹ *Ibid.*, p. 245-246.

⁶² *Ibid.*, p. 40.

⁶³ *Ibid.*, p. 39.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 252.

⁶⁵ Martin Malia. « The Soviet Tragedy : A History of Socialism in Russia » dans David L. Hoffmann, dir. *Stalinism*, Londres, Blackwell Publishers Ltd., coll. « Essential readings in history », 2003, p. 65-79.

à la seule impulsion de Staline. Il n'est pas une déviance, écrit Malia; il a été déterminé par la logique du système et l'idéologie⁶⁶. D'ailleurs, les politiques staliniennes telle la collectivisation de l'agriculture ont selon lui réellement réalisé le programme instrumental du socialisme⁶⁷. Si celles-ci n'ont pas apporté les bienfaits promis, soutient-il, c'est que les fins et les moyens du socialisme – un projet utopique selon lui – sont à la base contradictoires⁶⁸. Malia explique en définitive le stalinisme par l'idéologie marxiste, insistant sur l'illégitimité du régime et la passivité des masses, manipulées.

En somme, si à l'intérieur du paradigme du « totalitarisme », des débats eurent lieu sur la question de savoir si les politiques staliniennes ont été initiées exclusivement par Staline ou encore celle de savoir si elles sont spécifiquement staliniennes ou découlent d'une tradition tsariste⁶⁹, léniniste ou marxiste, l'approche « totalitariste » du régime stalinien comprend les relations entre l'État stalinien et la société comme étant essentiellement coercitives. En conséquence notamment de l'incitation à la dénonciation, la population est vue comme atomisée et entièrement soumise à Staline, qui contrôle toutes les sphères de la vie. En effet, selon les « totalitaristes », le régime compensa son illégitimité par la coercition et la terreur, alors perçues comme un corolaire normal et nécessaire du stalinisme.

Aussi cette approche suscita, on s'en doute, une réaction des penseurs et historiens marxistes. En Union soviétique, l'interprétation officielle jusqu'à Gorbatchev présenta le régime stalinien comme une suite imprévue, mais logique de la Révolution d'Octobre⁷⁰. Rappelant la propagande de Staline qui insistait sur la continuité et la fidélité à la Révolution et à Lénine, cette interprétation, lorsqu'elle ne niait pas la spécificité de la période stalinienne, jugeait en effet que les excès du culte de la personnalité n'avaient pas ébranlé le Parti, infailliable, ni empêché l'URSS de poursuivre et réaliser la construction du socialisme. Dans ce cadre, la pétition populaire – qui perdura jusqu'à la fin du régime soviétique⁷¹ – relèverait de la démocratie socialiste. Après l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en 1985 et l'adoption de la *perestroïka* et de la *glasnost*, un débat s'engagea dans le pays sur l'origine et la

⁶⁶ *Ibid.*, p. 75 et 78.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 67.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Robert C. Tucker insiste par exemple sur la césure entre le léninisme et le stalinisme ainsi que sur l'influence de la culture politique préexistante en Russie – notamment les règnes de Ivan IV et de Pierre le Grand – dans la formation du stalinisme (Robert C. Tucker. *Stalin in Power : The Revolution from Above, 1928-1941*, New York, Norton, 1990, 707 p.). Pour le sociologue Nicholas S. Timasheff qui écrit en 1946, le régime stalinien témoigne en quelque sorte d'une résurgence de la Russie traditionnelle. En effet, il propose que par pragmatisme politique – notamment dans le contexte de la préparation à la guerre –, Staline a, partiellement du moins, abandonné le socialisme au profit d'un retour aux traditions, tels le patriotisme, la famille et la religion (Nicholas S. Timasheff. *The Great Retreat; The Growth and Decline of Communism in Russia*, New York, E. P. Dutton et Cie. Inc., 1946, 470 p.). Selon Timasheff, c'est en définitive cet abandon qui a permis à Staline d'assurer sa dictature et enfin, de gagner la guerre (*Ibid.*, p. 327-348). Avec un peu de sarcasme, Giuseppe Boffa nomme ce courant interprétatif « *Russia's Revenge* » (Giuseppe Boffa. *The Stalin Phenomenon*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1992, p. 45-60).

⁷⁰ Giuseppe Boffa. *Op. Cit.*, p. 14-29.

⁷¹ Le rôle des lettres populaires envoyées aux journaux soviétiques dans le mouvement de libéralisation du régime – et dans sa perte de contrôle – a déjà été souligné. Cf. *Dear Comrade Editor : Readers' Letters to the Soviet Press Under Perestroika*, Susan Bridger et James Riordan, éd., Bloomington, Indiana University Press, 1992, 235 p.

nature du stalinisme, notamment sur l'adéquation du régime avec le socialisme et la continuité linéaire de l'histoire soviétique⁷². Les réponses exprimées alors ne différèrent pas des interprétations occidentales, s'insérant de fait dans les principaux courants interprétatifs que nous discutons.

Comme le rappelle Giuseppe Boffa, l'idée du stalinisme comme phénomène historique particulier a d'abord été développée à l'intérieur du courant marxiste, par Léon Trotski⁷³. Quoique Trotski ne s'intéresse pas à la pratique de pétition au pouvoir, son analyse du régime stalinien mérite quelques mots. En effet, soucieux de montrer la rupture avec le bolchevisme, Trotski explique différemment l'origine et la nature du stalinisme, et ainsi, les relations entre l'État et la société. Comme les tenants de l'approche « totalitariste », Trotski reconnaît l'absolutisme du régime stalinien. En 1936, en émigration, il écrit : « Le régime avait acquis un caractère totalitaire plusieurs années avant que le terme ne nous vint d'Allemagne. »⁷⁴ Cependant, il l'explique autrement. Se référant au Thermidor pour imager la rupture avec le projet révolutionnaire, Trotski définit le stalinisme « comme la victoire de la bureaucratie sur les masses. »⁷⁵ À l'origine de cette victoire, il identifie une cause historique et sociale. Dans le contexte de la guerre civile et de l'intervention étrangère, écrit-il, la base sociale du Parti s'est affaiblie. Ce contexte, ajoute-t-il, joint au retard économique du pays et à son isolement, imposa l'interdiction provisoire des factions au sein du Parti, qui profita à la bureaucratie. Enfin, l'entrée massive dans le Parti de nouveaux membres issus des masses populaires et incultes politiquement acheva selon lui sa bureaucratisation. À cette cause historique s'ajoute, poursuit-il, la cause sociale : la fonction vitale de la bureaucratie, qui renvoie à ce qu'il nomme la « contradiction mortelle »⁷⁶ du système. En effet, ce système n'est selon lui ni capitaliste, ni socialiste. Par son rôle de gestionnaire, écrit-il, la bureaucratie est nécessaire à la préservation des acquis de la Révolution et à l'économie planifiée. Cependant, établissant et maintenant les privilèges, elle s'attribue la meilleure part, devient un facteur autonome et enfin, menace ces mêmes acquis de la Révolution. Cette contradiction conduit Trotski à définir le régime comme transitoire : l'évolution des contradictions motiverait soit la bureaucratie à chercher appui dans des rapports de propriété, signifiant le retour au capitalisme, soit le prolétariat à renverser la bureaucratie, marquant alors la renaissance de la révolution socialiste⁷⁷. Si Trotski avance la victoire totale de la bureaucratie et la soumission des masses, elles ne sont donc selon lui que provisoires. Soucieuses de préserver la Révolution, les masses attendent en effet selon lui le contexte favorable de la révolution mondiale. En somme, Trotski comprend l'État stalinien et la société comme deux forces en lutte. Cette interprétation nuance

⁷² Les historiens participèrent tardivement à la discussion. Sur ce débat, voir Giuseppe Boffa. *Op. Cit.*, p. 167-188.

⁷³ *Ibid.*, p. 91.

⁷⁴ Léon Trotski. *La révolution trahie*, Paris, Union générale des Éditions, 1969 (1936), p. 102.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 107.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 112.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 256.

quelque peu l'appréciation de la passivité des masses, mais soulève des difficultés, notamment au niveau de la définition de cette bureaucratie omniprésente et monolithique⁷⁸. De fait, le penseur sous-estime le rôle de Staline et, étant donné la date de rédaction, n'explique réellement ni l'appel à la délation des bureaucrates, ni l'ampleur de la terreur, qui toucha la bureaucratie entière. Aussi cette analyse sera plus ou moins féconde, en ce sens que les héritiers et adeptes de Trotski n'ajouteront rien de fondamentalement nouveau⁷⁹. Cela dit, en insistant sur la nécessité de replacer Staline et le stalinisme dans son contexte historique et socio-économique, la variante trotskiste du totalitarisme annonce et influence l'approche « révisionniste » du régime stalinien.

En effet, dans les années 1970-1980, une approche « révisionniste » du régime stalinien commença à questionner l'appréciation du totalitarisme du régime, la passivité et la soumission des masses soviétiques et le fait que l'État stalinien soit vu comme le seul agent de changement. Cette nouvelle conception du régime – et du pouvoir – s'accompagna d'un changement de méthodes et de sources. En effet, les « révisionnistes » avaient la conviction de faire de l'histoire véritablement scientifique et non de la politologie, car ils travaillaient sur des sources, tels les journaux soviétiques, même si elles sont difficiles à analyser. Étant devenus à la fin des années 1980 la nouvelle orthodoxie, ils furent en outre les premiers à accéder aux matériaux des archives soviétiques déclassifiées. Ainsi, influencée entre autres par le débat entre intentionnalistes et structuralistes dans l'historiographie du III^e Reich⁸⁰, par le développement des « *Subaltern Studies* »⁸¹ et de l'« *History from Below* »⁸² et enfin, par l'École des Annales en France et l'essor de l'histoire sociale et économique, l'approche « révisionniste » questionne le rôle de Staline, son autonomie et sa possibilité de tout contrôler.

De fait, l'historien Moshe Lewin – pionnier de l'histoire sociale du stalinisme – développa la thèse selon laquelle l'État stalinien est en fait un produit du milieu historique dans lequel il agit⁸³. En effet, pour Lewin, le régime stalinien ne peut être expliqué uniquement par la coercition ou l'idéologie. Aussi tâche-t-il de retracer ses déterminants historiques et sociaux. Tout comme il démontre que les

⁷⁸ Pour une lecture critique de l'école interprétative trotskiste, voir Giuseppe Boffa. *Op. Cit.*, p. 91-105.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 99.

⁸⁰ Au centre de ce débat est la question du rôle d'Adolf Hitler dans la mise en œuvre de l'Holocauste. Les intentionnalistes présentent l'Holocauste comme le résultat de la volonté programmée de Hitler tandis que les structuralistes insistent sur l'évolution discontinue de la politique nazie ainsi que sur le rôle du contexte et des réseaux de pouvoir, questionnant la toute-puissance et le contrôle de Hitler, son rôle prépondérant.

⁸¹ Dans le contexte de la décolonisation, qui motiva un certain intérêt pour les survivances et la résistance, les « *Subaltern Studies* » – initiées entre autres par J. C. Scott et R. Guha qui étudièrent l'Inde et l'Asie du Sud – s'intéressent aux subalternes du pouvoir comme agents de changement, éclairant comment ils réussissent à résister et combattre l'exploitation étatique.

⁸² Initiée par l'École des Annales – dont l'objet d'étude glisse de l'État vers les masses populaires, du politique vers le social et l'économique, de l'événement vers le quotidien répétitif – et popularisée dans les années 1960 par les historiens anglo-saxons marxisants, l'« *History from Below* » s'intéresse à la perspective des individus ordinaires auparavant délaissés par l'historiographie, tels les travailleurs et les femmes, plutôt qu'à celle des dirigeants politiques.

⁸³ Moshe Lewin. *La formation du système soviétique : essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, trad. de l'anglais par P.-E. Dauzat, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1987 (1985), p. 13.

paysans russes ont influencé et modelé le christianisme à leur image et selon leurs besoins⁸⁴, Lewin soutient que la paysannerie soviétique a conditionné les politiques staliniennes, en faisant obstacle à la modernisation et en entraînant un certain statisme. En effet, reprenant le cadre d'analyse trotskiste, l'historien note que le contexte de la Révolution et de la guerre civile a affaibli les ouvriers et les intellectuels, accroissant l'importance de la paysannerie et entraînant donc selon lui une certaine archaïsation de la société⁸⁵. Or, souligne-t-il, le régime n'eut d'autres choix que de composer avec cette société archaïque. En ce sens, Lewin présente la collectivisation de l'agriculture comme la réponse de Staline à la pression des circonstances⁸⁶. Si le régime, improvisant, devint de plus en plus violent, écrit-il, c'est entre autres parce qu'il se heurta à la résistance des paysans qui, par exemple, tuèrent leur cheptel et réduisirent les emblavures. Cette archaïsation fut, ajoute-t-il, ensuite exacerbée par l'industrialisation accélérée qui déboucha sur l'arrivée massive dans les villes de paysans analphabètes et désorientés, formant alors ce qu'il nomme une « société de sable mouvant »⁸⁷. Cette « ruralisation » des villes aurait selon lui eu pour conséquence une déculturation et l'effondrement de la discipline de travail. Suivant Trotski, Lewin insiste de même sur la dégénérescence du parti bolchevique qu'entraîna l'arrivée des nouveaux membres issus de ces masses archaïsées. Ainsi, la société soviétique a selon lui déterminé la nature autoritaire du régime et l'essor de la bureaucratie. Le culte de la personnalité et le retour aux modèles tsaristes sont par exemple, soutient-il, adaptés à l'imaginaire paysan, tout comme les purges ont selon lui repris une démonologie importante dans la culture populaire⁸⁸. Ici, l'historien nuance cependant en rappelant que les courant culturels de l'ère stalinienne ne sont pas nécessairement des réponses à ce que les masses souhaitaient réellement obtenir, mais plutôt à ce que Staline en comprit, s'ils ne furent pas simplement l'expression de ses propres besoins psychiques. En somme, à l'inverse des « totalitaristes », Lewin conçoit moins le pouvoir comme le résultat d'une volonté politique organisée que comme le fruits des interactions constantes entre l'État et la société, questionnant ainsi la passivité des masses.

Poursuivant ce courant « révisionniste », J. Arch Getty remet également en question le fait que Staline ait tout initié et contrôlé en URSS. En effet, dans sa magistrale étude de la Grande Terreur, l'historien suggère que la terreur des années trente ne résulte pas d'un plan prédéterminé et contrôlé par Staline, mais doit plutôt être comprise dans le cadre des interactions, pressions et surenchères entre le centre et les périphéries⁸⁹. D'ailleurs, la terreur ne constitue pas, écrit-il, un phénomène unifié; les

⁸⁴ *Ibid.*, p. 87.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 27.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 153-154.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 65.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 395-396.

⁸⁹ J. Arch Getty. *Origins of the Great Purges: The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 276 p.

procès publics, la *šistka* (purges des membres du parti) et la *ežovšina* (terreur généralisée) ont des origines et des cibles différentes⁹⁰. Ainsi, selon lui, les relations entre les autorités centrales et locales ont influencé l'évolution des politiques staliniennes et limité le pouvoir de Staline. Les tentatives de Moscou de reprendre le contrôle et réformer les pratiques des membres du Parti se sont soldées selon Getty par un échec. En effet, Getty éclaire les marges d'autonomie des autorités locales⁹¹. Plus que de simples exécutants des politiques staliniennes, les cadres locaux participèrent selon lui à la formation des politiques. Ils purent en outre, écrit-il, décider de ne pas les appliquer, de les minimiser ou au contraire de les exagérer, selon leurs intérêts. S'il est souvent assumé par les « totalitaristes » que Staline prémédita la mort de Kirov comme prétexte pour lancer son programme de terreur, Getty – bien qu'il admette l'importance cruciale du rôle de Staline – doute que Staline ait organisé le meurtre; les purges de 1934 furent selon lui une réponse panique à la mort d'un dirigeant⁹². En somme, Getty questionne le totalitarisme du régime stalinien, insistant sur les limites du contrôle étatique, le chaos bureaucratique et l'importance des négociations entre les autorités centrales et locales.

Dans le même esprit, Sheila Fitzpatrick, revenant sur les relations entre l'État stalinien et la paysannerie après la collectivisation de l'agriculture, s'efforce d'éclairer les limites du pouvoir étatique et les marges de manœuvre et d'influence des paysans soviétiques⁹³. En effet, insistant moins sur les possibles déterminants historiques du régime que sur l'agentivité (*agency*) des paysans, l'historienne conçoit, comme Lewin, le pouvoir en terme de dialogues entre l'État et la société. Étudiant les stratégies de résistance quotidienne des paysans dans le contexte de la collectivisation initiée et imposée par l'État stalinien, Fitzpatrick suggère que les paysans ont activement participé au processus d'élaboration et de fixation des termes de la politique, à commencer par la signification concrète d'un *kolkhoze* (ferme collective). Soulignant les intérêts multiples et contradictoires au sein de l'État-Parti – loin du monolithisme – et le caractère impréparé, voire improvisé des politiques, elle écrit : « *As far as its internal arrangements were concerned, the kolkhoz was what peasants and local officials made of it; it was not a given, but something that was in the process of being invented.* »⁹⁴ En effet, l'historienne situe les mécanismes de création du sens moins au niveau du discours lui-même que dans la pratique, par ses divers usages. Autrement dit, ce sont selon elle les interactions constantes et quotidiennes entre les autorités centrales, locales et la société paysanne qui fixèrent le sens de la collectivisation. Elle démontre ainsi que plusieurs détails, qui définissent en bout de ligne le *kolkhoze*, furent décidés, négociés au jour le jour. Les paysans se sont, écrit-elle, efforcés de modeler le

⁹⁰ *Ibid.*, p. 6.

⁹¹ *Ibid.*, p. 38-92.

⁹² *Ibid.*, p. 207-210.

⁹³ Sheila Fitzpatrick. *Stalin's Peasants: Resistance and Survival in the Russian Village After Collectivization*, New York, Oxford University Press, 1994, 386 p.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 7.

kolkhoze le plus possible selon leurs intérêts. En effet, Fitzpatrick insiste sur les marges de manœuvre des paysans. Par exemple, ce qu'elle nomme « le village Potemkine » – la représentation idéalisée et déformée par l'État du kolkhoze et de la vie rurale – put forcer les paysans à jouer leur rôle et à participer, mais il créa aussi selon elle des opportunités de manipulation, en légitimant par exemple leurs protestations. En effet, Fitzpatrick juge que les procès publics et les purges « *could almost be described as expressions of peasant protest legitimized by the Potemkin façade.* »⁹⁵ Elle suggère ainsi le rôle des masses populaires dans la terreur, laquelle peut selon elle être vue comme un renversement provisoire du *statu quo*⁹⁶. Aussi, confrontés à l'État stalinien, les paysans firent appel selon elle à diverses stratégies de résistance, qu'elle divise en quatre catégories : l'accommodation active – tel devenir président de kolkhoze –, l'accommodation passive – c'est-à-dire accepter les nouvelles règles du jeu pour les utiliser à son propre avantage –, la résistance active – très rare selon elle, telle la révolte armée ou la criminalité – et enfin, la résistance passive – comme travailler le moins possible. Si les paysans purent ainsi, insiste-t-elle, résister à la volonté étatique et défendre leurs intérêts, ils le firent par contre à l'intérieur du paradigme de la collectivisation imposée par l'État. Selon l'auteure, ce fatalisme relatif – la relative acceptation du paradigme – serait peut-être imputable à la rumeur – autre forme de résistance passive – que le système ne pourrait durer de toutes façons, qu'une nouvelle guerre surviendrait et entraînerait la dé-collectivisation⁹⁷. Cette rumeur n'en prouve pas moins selon elle le fait que les paysans soviétiques des années trente n'acceptèrent pas le kolkhoze comme un état permanent et lui résistèrent. En somme, Fitzpatrick conclut sur les limites du pouvoir étatique, les marges de manœuvre des paysans et leur participation à la définition concrète des politiques.

Partageant cette approche « révisionniste », Lynne Viola va plus loin encore dans la logique de résistance paysanne, reprochant à Fitzpatrick d'exagérer le fatalisme des paysans et de sous-estimer l'importance des révoltes paysannes⁹⁸. De fait, Viola présente la collectivisation de l'agriculture comme une guerre civile, un conflit entre deux cultures : « *[it] was in reality a war of cultures, a virtual civil war between state and peasantry, town and countryside.* »⁹⁹ Pour l'historienne, la culture paysanne – rurale – et la culture étatique – urbaine – sont alors en URSS essentiellement conflictuelles; elles relèvent de deux mondes étrangers, hostiles l'un à l'autre. L'enjeu de la collectivisation est dans cette optique selon elle la domination et la destruction de la culture paysanne par l'État stalinien; le but visé est la colonisation intérieure de la paysannerie¹⁰⁰. Se concentrant surtout sur les événements de

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*, p. 261 et 297.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 293-296.

⁹⁸ Lynne Viola. *Peasant Rebels Under Stalin : Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, New York, Oxford University Press, 1996, p. 4.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 3.

¹⁰⁰ *Ibid.*

1930 – l'année clé selon elle de la collectivisation –, Viola remet donc en question la passivité et l'atomisation de la paysannerie en éclairant les diverses stratégies de résistance des paysans soviétiques, unis dans l'adversité. Elle démontre ainsi que si au départ, les paysans optèrent pour des stratégies non violentes – tels le ludisme, la fuite, la pétition au pouvoir –, ils se résolurent enfin à une résistance active et violente, caractérisée entre autres par des révoltes armées, des meurtres des autorités locales et des activistes, des lynchages etc. Pour la seule année 1930, Viola dénombre ainsi 13 794 troubles paysans impliquant plus de deux millions de participants¹⁰¹. Graduellement néanmoins, souligne Viola, la résistance active fut abandonnée au profit d'une résistance quotidienne plus passive – tels l'alcoolisme, l'indiscipline, le marché noir, le sabotage¹⁰². Or, bien que passive, cette stratégie n'en est pas moins selon elle importante. En effet, si les rébellions paysannes étaient vouées à l'échec, Viola conclut sur le sentiment que la victoire étatique fut plus apparente que réelle; l'État stalinien n'a pas réussi à dominer et détruire la culture paysanne, marquant ainsi l'échec relatif de l'entreprise colonisatrice¹⁰³. En somme, comprenant l'État et la paysannerie comme deux cultures en lutte, Viola éclaire les limites du pouvoir étatique dans le fonctionnement quotidien du système.

Ainsi, l'approche « révisionniste » du régime stalinien questionne le totalitarisme du régime, la passivité et l'atomisation des masses soviétiques et le fait que l'État stalinien soit vu comme le seul agent de changement. De fait, éclairant les limites du pouvoir étatique, les « révisionnistes » insistent sur les marges de manœuvre et d'influence de la population et des cadres locaux, sur la résistance de la société soviétique et/ou sur sa participation à la définition des politiques staliniennes. Dans ce cadre, le pouvoir stalinien est en définitive déterminé par les interactions constantes et quotidiennes entre l'État stalinien – qui est lui-même loin du monolithisme – et la population soviétique. Pour les « révisionnistes », le rôle de Staline doit donc être nuancé.

Or, cette approche est maintenant remise en question dans l'historiographie. En effet, dans le sillage du « tournant linguistique »¹⁰⁴ et de l'essor de l'histoire culturelle, une nouvelle approche « post-révisionniste » ne situe dès lors plus les origines du stalinisme dans les rapports sociaux et administratifs, mais dans les représentations – idéologie – qui déterminent les possibilités d'action.

Dans son étude de la ville de Magnitogorsk dans les années trente, Stephen Kotkin replace ainsi le stalinisme dans le contexte de l'héritage de l'Europe des Lumières – de sa croyance que la

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 102.

¹⁰² *Ibid.*, p. 206.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 238-239.

¹⁰⁴ Ce terme se réfère communément aux critiques « postmodernes » qui, inspirées par le poststructuralisme foucauldien et derridien et par les critiques des linguistes et littéraires, affirment notamment l'appartenance de l'histoire au récit, insistant sur son caractère discursif et construit et sur le rôle structurant du langage. Postulant que la réalité « objective » n'est appréhendée que par représentation discursive, ces critiques défendent l'utilité de la déconstruction du discours pour retracer les mécanismes de création et fixation du sens, les diverses luttes de pouvoir et exclusions. L'objet d'étude glisse ainsi du social vers le culturel.

science peut créer l'ordre social et le progrès¹⁰⁵. En ce sens, selon lui, le stalinisme n'est pas une anomalie produite par Staline, le marxisme ou des déterminants socioéconomiques particuliers; il est une forme extrême, socialiste, de l'État Providence européen. Aussi le stalinisme ne peut pas, selon lui, être compris sans considérer ce projet de transformation sociale : « *Stalinism was not just a political system, let alone the rule of an individual. It was a set of values, a social identity, a way of life.* »¹⁰⁶ Ainsi, selon Kotkin, le régime ne peut pas être vu uniquement comme un organe répressif; il fut également productif. Il créa les possibilités et les nouveaux modes d'identification, même si plusieurs s'identifièrent en opposition avec lui¹⁰⁷. En effet, si les « révisionnistes » insistent sur l'agentivité (*agency*) de la population dans la défense de ses intérêts, Kotkin soutient que la perception de la population d'elle-même et de ses intérêts – qui détermine en bout de ligne sa possibilité d'agir – ne put pas apparaître indépendamment du système dans laquelle elle vivait. En somme, Kotkin conçoit le stalinisme à la fois comme le fruit des interactions entre l'État et la société et comme un créateur de subjectivité. Suivant cette logique, il éclaire d'abord, au moment de la création de la ville, le chaos, la résistance populaire et les limites du pouvoir étatique. Ensuite, il démontre que la population a ainsi rapidement appris ce que l'État attendait d'elle, ce qu'elle devait faire pour obtenir ce qu'elle voulait; elle apprit à « parler bolchevique »¹⁰⁸. De fait, Kotkin défend l'idée que la population ne se divisa pas, comme les « révisionnistes » ont tendance à affirmer, entre victimes et agents du régime, puisque tous participèrent indirectement au projet stalinien. Aussi insiste-t-il sur l'importance de l'idéologie : « (...) *To dismiss or downplay the significance of ideology in the USSR of the 1930s because the ideological precepts were changed or violated in practice (...) is to render the behavior and thinking of contemporaries incomprehensible.* »¹⁰⁹ Naturellement, dans cette optique, l'agentivité (*agency*) des individus, comprise comme leurs possibilités d'action autonomes et rationnelles, est compromise. En somme, Kotkin situe le stalinisme – qu'il approche finalement comme une forme de civilisation, avec ses croyances, normes et pratiques – moins au niveau des relations sociales, qu'à celui des représentations, marquant ainsi un glissement de l'histoire sociale vers l'histoire culturelle.

Poursuivant ce courant interprétatif, Jochen Hellbeck, dans son analyse du journal intime du citoyen soviétique Stepan Podlubnyi, revient sur le processus de formation identitaire dans le régime stalinien, insistant, comme Kotkin, sur le fait que l'identité ne peut se former à l'extérieur du système dans lequel elle s'inscrit¹¹⁰. En effet, Hellbeck insiste sur la nature productive du régime stalinien et

¹⁰⁵ Stephen Kotkin. *Magnetic Mountain. Stalinism as a Civilization*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1995, p. 6.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 23.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 22.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 198.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 152.

¹¹⁰ Jochen Hellbeck. « Fashioning the Stalinist Soul : The Diary of Stepan Podlubnyi, 1931-9 » dans Sheila Fitzpatrick, dir.

sur sa capacité de définir l'identité sociale de Podlubnyi : « *Because of the degree of his commitment and the lack of alternatives sources of identity (...), Podlubnyi's attempts to detach himself from the ruling culture proceeded painfully and eventually proved to be unsuccessful.* »¹¹¹ Par exemple, remarque-t-il, si dans le journal, la relation entre Stepan et son père dékoulakisé reproduit un modèle culturel – le nouveau contre le vieux –, c'est selon lui parce que Stepan se sentit encouragé d'articuler le conflit en ces termes¹¹². L'historien suggère en effet que Podlubnyi ne possédait aucune notion de sphère privée dans laquelle il aurait pu ancrer un sens de lui-même et développer des valeurs divergentes des normes publiques. De fait, selon Hellbeck, les sphères publiques et privées sont étroitement liées, voire indissolubles. Aussi rejette-t-il la présupposition populaire – souvent implicite dans l'interprétation « révisionniste » – que sous le stalinisme, les individus mentent en public et disent la vérité en privé¹¹³. En ce sens, Hellbeck insiste sur le rôle primordial de l'idéologie, sans toutefois abandonner la notion d'agentivité (*agency*) des individus. Il défend en effet une certaine synthèse : « *A synthesis of these positions would rehabilitate ideology and at the same time maintain a sense of individual agency, agency that is not autonomous in nature, but is produced by, and dynamically interacts with, ideology.* »¹¹⁴ D'ailleurs, souligne-t-il, l'idéologie n'est pas un texte donné, stable et monolithique; elle est souple et varie constamment tandis qu'elle interagit avec la subjectivité des individus. Ainsi, par exemple, Hellbeck souligne que, dans la réception par Stepan Podlubnyi des éléments de l'idéologie dominante, les valeurs furent souvent redirigées et déformées, de telle sorte que l'appropriation de Podlubnyi peut selon lui être appelée un « bolchevisme personnel »¹¹⁵. En effet, pour Hellbeck, la subjectivité individuelle forme le stalinisme. Or, selon lui, en essayant d'instrumentaliser le langage soviétique pour ses propres intérêts, Podlubnyi continua d'être formé par lui. Aussi l'historien conclut-il son analyse du journal intime sur le sentiment que Podlubnyi ne pouvait défier la légitimité du processus révolutionnaire, puisqu'il était lui-même personnellement impliqué et ce, même si sa vie était un échec¹¹⁶. En somme, Hellbeck situe non seulement le stalinisme dans les représentations, mais dans le cœur même des individus, leur subjectivité formée par elles.

Partageant cette approche « post-révisionniste », David L. Hoffmann insiste aussi sur la nature productive du stalinisme. En effet, on ne peut selon lui comprendre le régime stalinien sans considérer son projet de créer un « homme nouveau », de changer la nature humaine et de lui inculquer des

Stalinism : New Directions, Londres et New York, Routledge, coll. « Rewriting histories », 2000, p. 77-116.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 80.

¹¹² *Ibid.*, p. 92.

¹¹³ Jochen Hellbeck. *Revolution on My Mind. Writing a Diary Under Stalin*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 2006, p. 85-98.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 12.

¹¹⁵ Jochen Hellbeck. « Fashioning the Stalinist Soul... », *Loc. Cit.*, p. 98-99.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 110.

valeurs socialistes¹¹⁷. Si le stalinisme reflète ainsi selon lui le mouvement des Lumières, il se distingue, précise-t-il, par son interventionnisme virtuellement sans limite et son attachement aux valeurs socialistes. Dans son étude de ce qu'il nomme ainsi la « modernité soviétique »¹¹⁸, Hoffmann interprète la coercition étatique et les politiques staliniennes – telles les tentatives pour inculquer des normes d'hygiène et de discipline, l'importance accordée au sport etc. – comme participant pleinement de ce projet de transformation sociale¹¹⁹. En ce sens, selon lui, le stalinisme ne rompt pas avec le socialisme; il ne marque pas une retraite vers des méthodes traditionnelles tsaristes¹²⁰. En effet, écrit Hoffmann, le sentiment de Staline d'avoir, en 1934, atteint le socialisme a permis l'utilisation des institutions et méthodes traditionnelles – par exemple la famille et le patriotisme –, non dans le but de revenir à un conservatisme, mais pour les instrumentaliser à des fins de mobilisation moderne. Ainsi, Staline et les leaders du régime n'abandonnèrent pas selon lui l'idéologie marxiste qui, de fait, ajouta-t-il, déterminait leurs possibilités d'action. En effet, tout comme pour la population, les leaders staliniens ne peuvent selon lui se situer et s'identifier à l'extérieur du système qu'ils dirigent : « *Not only had they dedicated their entire lives to fighting for socialism, but their mentalities and categories in which they viewed the world were thoroughly shaped by Bolshevik ideology.* »¹²¹ Aussi insiste-t-il sur l'importance de l'idéologie, qu'il présente comme un « écosystème culturel »¹²² – un écosystème, précise-t-il, formé notamment par les interactions socio-économiques et pouvant donc changer – qui englobe et détermine la réalité soviétique. Dans quelle mesure, cependant, les leaders et la population intériorisèrent-ils l'idéologie, cela n'est pas, écrit-il, clair. En effet, Hoffmann suggère que la majorité a appris à vivre dans le système sans accepter ses valeurs socialistes¹²³. Dans tous les cas, par cette insistance sur l'idéologie, la poursuite du projet socialiste par Staline et les limites de l'autonomie des individus, le « post-révisionnisme » de Hoffmann se rapproche inconfortablement de l'approche « totalitariste », inconfort que Hoffmann note d'ailleurs lui-même dans son article sur la « Grande retraite » stalinienne, avant de préciser que ses conclusions n'impliquent nullement que le stalinisme était socialiste; la réalité stalinienne fut selon lui en contradiction avec l'idéologie, sans doute, suggère-

¹¹⁷ David L. Hoffmann. *Stalinist Values; The Cultural Norms of Soviet Modernity, 1917-1941*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2003, p. 3.

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ L'auteur rejoint ici la thèse de Peter Holquist qui suggère que la Grande Terreur a pleinement participé au projet de transformation sociale, reflétant selon lui la même ambition interventionniste et la même vision idéalisée de l'ordre sociale qui donna naissance à l'État Providence (Peter Holquist. « State Violence as a Technique : The Logic of Violence in Soviet Totalitarianism » dans David L. Hoffmann, dir. *Stalinism*, Londres, Blackwell Publishers Ltd., coll. « Essential readings in history », 2003, p. 129-156).

¹²⁰ David L. Hoffmann. « Was There a 'Great Retreat' from Soviet Socialism? Stalinist Culture Reconsidered », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 5, 4 (automne 2004), p. 652. Hoffmann répond ici entre autres à la thèse de Nicholas S. Timasheff sur l'abandon du projet socialiste par Staline dans les années trente (cf. note 69 de notre introduction).

¹²¹ *Ibid.*, p. 653.

¹²² *Ibid.*, p. 654.

¹²³ David L. Hoffmann. *Stalinist Values...*, *Op. Cit.*, p. 187.

t-il, en raison de l'influence des politiques modernes de masse et de l'impossibilité d'atteindre des buts utopiques par la coercition¹²⁴. Or, Hoffmann reçut ici entre autres la critique d'Evgeny Dobrenko qui, influencé par le poststructuralisme foucauldien et les critiques postmodernes, va plus loin encore dans le « post-révisionnisme » en insistant sur l'inutilité de comparer la « réalité soviétique » au « socialisme » puisque, la réalité objective ne pouvant être appréhendée que par représentation discursive, ils sont selon lui tous deux construits discursivement, idéologiquement¹²⁵. Par une autre approche – qui insiste davantage sur le contexte pratique –, l'historien Matthew Lenoe questionna non seulement la définition du socialisme de Hoffmann, mais les fondements de sa thèse : « *It was cheap enough for Stalin and his fellows to proclaim their continuing work to transform human nature and 'enlighten the masses'.* »¹²⁶ En effet, Lenoe soutient plutôt que dans les faits, si non en rhétorique, Staline a dès 1928 abandonné tout projet de transformation sociale.

Ainsi, si au sein du « post-révisionnisme » le consensus n'est pas parfait, cette approche situe dans tous les cas moins le stalinisme dans les rapports sociaux et administratifs que dans les représentations – idéologie – qui déterminent subjectivités et possibilités d'action. Si l'idéologie est approchée comme le fruit des interactions entre l'État stalinien et la société, elle tend ainsi à conditionner et englober la réalité soviétique. Aussi cette approche « post-révisionniste » peut-elle se rapprocher de l'approche « totalitariste ». Néanmoins, contrairement à l'interprétation « totalitariste », selon les « post-révisionnistes », l'État et la population participent tous deux au régime stalinien; la société ne se divise pas entre agents et victimes du régime. Dans ce cadre cependant, l'agentivité des individus, comprise comme leurs possibilités d'actions autonomes et rationnelles, est compromise.

En somme, les origines et la nature du stalinisme ne font pas consensus, presque vingt ans après l'ouverture des archives soviétiques. De notre bilan historiographique s'esquissent en effet trois principales approches du régime stalinien, composées elles-mêmes, nous l'avons vu, de différents courants et nuances, qui alimentent la discussion : le totalitarisme et sa variante trotskiste fort différente¹²⁷, le révisionnisme et enfin, le post-révisionnisme. Les relations entre l'État stalinien et la société soviétique reçurent ainsi diverses interprétations. Si les « totalitaristes » ont tendance à penser ces relations comme étant essentiellement coercitives et à voir les masses populaires comme passives, atomisées et soumises au contrôle totalitaire de Staline, les « révisionnistes » éclairent plutôt les

¹²⁴ *Id.* « Was There a 'Great Retreat'... », *Loc. Cit.*, p. 672-673.

¹²⁵ Evgeny Dobrenko. « Socialism as Will and Representation, or What Legacy Are We Rejecting? », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 5, 4 (automne 2004), p. 677.

¹²⁶ Matthew Lenoe. « In Defense of Timasheff's Great Retreat », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 5, 4 (automne 2004), p. 726.

¹²⁷ En définissant l'interprétation trotskiste comme variante du « totalitarisme », nous suivons Chris Ward qui se base ici sur le critère de la reconnaissance de l'autoritarisme du régime (Chris Ward. *Op. Cit.*, p. 124-126).

marges d'autonomie de la population, son agentivité, sa résistance et sa participation. Enfin, si à leur tour les « post-révisionnistes » admettent la participation de la société, ils insistent sur la nature productive du régime et sur l'importance de l'idéologie, questionnant l'agentivité des individus. En résumé, c'est donc dans le cadre de cette discussion fort animée que s'inscrit le débat sur la pétition au pouvoir stalinien. Doit-on parler de participation populaire? De résistance? De soumission?

0.2.2 Signification et fonction de la pétition dans le contexte stalinien – un débat historiographique

En effet, les historiens ne s'entendent pas sur la signification et la fonction de la pétition populaire dans le régime stalinien. De fait, avant l'ouverture partielle des archives soviétiques en 1991, les chercheurs purent réfléchir sur ce phénomène par les témoignages des acteurs exilés et les lettres publiées dans les journaux soviétiques, mais aussi grâce à un échantillon – restreint et limité – de lettres écrites par la population aux journaux, au Parti et aux autorités locales, contenu dans les archives de Smolensk, partiellement récupérées par les Alliés durant la Deuxième Guerre mondiale.

En 1950, le sociologue américain Alex Inkeles, étudiant les lettres publiées dans les journaux soviétiques, présente alors les plaintes et dénonciations populaires comme un outil de contrôle de la bureaucratie, un réseau de communication directe entre le Parti et la population et un moyen d'éduquer les masses et de leur enseigner à diriger¹²⁸. Or, puisque le Parti n'est pas prêt de transférer le pouvoir, écrit-il, la participation des masses à l'autocritique sert aussi finalement de substitut à ce transfert¹²⁹. Constituant un lien direct entre le Parti et les masses, elle offre le moyen à la population d'exprimer ses griefs et ses demandes et au Parti d'obtenir des informations sur l'humeur des masses et de contrôler les cadres inférieurs sans dépendre de l'appareil bureaucratique. Aussi il juge : « *As such it constitutes one of the most important strength of the Soviet social and political system.* »¹³⁰ De façon latente, la rédaction populaire permet ainsi également selon lui de relâcher les tensions et rediriger le mécontentement vers les cadres inférieurs. Néanmoins, nuance Inkeles, la pratique a aussi des aspects dysfonctionnels : il y a toujours la possibilité qu'elle se tourne contre le régime et qu'elle ait un effet boomerang sur l'opinion publique, en créant des attentes¹³¹. Enfin, étant donné les problèmes de représentativité et d'autocensure, elle est selon lui inadéquate pour juger l'opinion publique.

Analysant les lettres publiées cette fois dans les années soixante-dix et quatre-vingt, Nicholas Lambert en vient à une conclusion semblable, percevant les plaintes et dénonciations de la population

¹²⁸ Alex Inkeles. *Public Opinion in Soviet Russia. A Study in Mass Persuasion*. Cambridge, Harvard University Press, 1967 (1950, 1958), p. 215.

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ *Ibid.*, p. 203.

¹³¹ *Ibid.*, p. 217.

soviétique comme une source d'information privilégiée pour le régime, une aide cruciale dans l'implémentation des politiques et comme une force idéologique, une source de légitimité et d'unité potentielle entre l'État-Parti et les masses¹³². Lambert nuance cependant en concluant sur les limites du contrôle étatique, sur la puissance des réseaux de contact des cadres locaux, qui font notamment obstacle au traitement des plaintes, et sur les dangers potentiels des attentes populaires créées¹³³.

En 1958, Merle Fainsod, dans son analyse « totalitariste » – déjà abordée – de Smolensk, comprend quant à lui la pétition populaire comme un instrument du contrôle totalitaire de Staline. En effet, dans son chapitre « The Right of Petition – Letters to the Press and Party Headquarters », Fainsod interprète les lettres de la population conservées dans les archives de Smolensk comme « *the nearest approximation to a spontaneous dialogue between the leaders and their subjects which the Soviet system afforded.* »¹³⁴ Notons qu'il emploie ici le nom « sujets » et non « citoyens », insinuant que la population est soumise aux dirigeants. De fait, si le système soviétique peut se « permettre » ce dialogue, c'est en définitive selon Fainsod parce qu'il constitue un important outil de gestion, de contrôle et de discipline et qu'en outre, il diffuse et localise l'expression du mécontentement populaire qui, de cette façon, ne se dirige pas contre le centre lui-même. En somme, participant de l'insécurité calculée par l'État-Parti pour s'assurer la soumission de la population et le contrôle des cadres inférieurs – étant donné qu'ils pouvaient eux-mêmes, explique-t-il, craindre d'être dénoncés – la pétition au pouvoir est selon Fainsod : « *one of the most important techniques developed by the regime to use the Soviet citizenry to spy on one another and to report on the abuses of local officialdom, to take the measure of popular grievances and move, where necessary, toward their amelioration.* »¹³⁵

Quoiqu'elle ait analysé les mêmes sources, c'est-à-dire les lettres conservées dans les archives de Smolensk, Roberta T. Manning en vint pour sa part en 1989 à une interprétation toute autre. En effet, participant du courant « révisionniste », l'historienne insiste plutôt sur la réceptivité de l'État-Parti aux plaintes des paysans – du moins dans le district de Belyi en 1937, la seule année disponible dans les archives de Smolensk – et sur la forte volonté que le Parti témoigna selon elle dans la résolution des plaintes d'accommoder les paysans et, dans une certaine limite, d'adapter les politiques agraires aux désirs des paysans¹³⁶. Elle remarque entre autres que les paysans de Belyi s'adressaient aux autorités locales d'égal à égal, en insistant sur leurs droits en tant que citoyens soviétiques et en

¹³² Nicholas Lambert. *Whistleblowing in the Soviet Union. Complaints and Abuses under State Socialism*, Londres et Basingstoke, Macmillan, 1985, p. 7 et 66.

¹³³ *Ibid.*, p. 132-133, 144-145.

¹³⁴ Merle Fainsod. *Op. Cit.*, p. 407.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 378.

¹³⁶ Roberta T. Manning. « Peasants and the Party : Rural Administration in the Soviet Countryside on the Eve of World War II » dans John W. Strong, éd. *Essays on Revolutionary Culture and Stalinism. Selected Papers from the Third Congress for Soviet and East European Studies*, Columbus, Slavica Publishers, 1989, p. 230-231, 234.

faisant preuve d'une bonne connaissance de la loi. Combinées au fait que les paysans purent à son avis profiter de la faiblesse du Parti dans les campagnes pour élaborer des stratégies permettant, selon ses termes, de « battre » le système kolkhozien et défendre leurs intérêts, ces lettres remettent en question selon elle l'appréciation de l'impact permanent de la collectivisation de l'agriculture¹³⁷. En effet, l'historienne reproche à l'historiographie d'avoir souvent exagéré l'impact de la collectivisation sur la position politique de la paysannerie, en affirmant par exemple que les paysans n'auraient pas bénéficié des droits et statuts des autres citoyens¹³⁸. Selon elle, les paysans bénéficiaient de nombreux droits comparativement à la période prérévolutionnaire – la Révolution aurait, écrit-elle, pour la première fois « *opened up the political system to peasants* »¹³⁹ – et c'est de cet accès au système politique dont relèveraient les lettres. En somme, les lettres étudiées témoignent selon elle de la participation des paysans au système politique et de leur pouvoir d'action. Notons que si Manning déplore l'exagération de l'état de servitude des paysans après la collectivisation de l'agriculture, elle a légèrement tendance à se tourner vers l'autre extrême, exagérant, peut-être, le – nouveau – bien-être des paysans soviétiques, leurs droits et pouvoirs ainsi que la bonne volonté de l'État stalinien.

Dans tous les cas, l'ouverture partielle des archives soviétiques en 1991 rendit théoriquement possible une relecture du régime stalinien. L'accès aux nombreux dépôts de lettres permit par exemple aux historiens d'élargir et de confronter leur appréciation du phénomène¹⁴⁰. Aussi un important travail d'édition de ces nouvelles sources s'amorça. Les historiens russes V. Ja. Livšin et I. V. Orlov éditérent par exemple en 1998 un premier recueil des différentes lettres de la population conservées dans plusieurs fonds et rédigées entre 1917 et 1927¹⁴¹. Ces lettres permettent de fait selon eux d'étudier la dynamique des changements après la Révolution, les relations entre le pouvoir et la société et une histoire sociale de la vie quotidienne durant ces années¹⁴². Elles peuvent être analysées, expliquent-ils, comme la réalisation d'un contrat entre le pouvoir et la population par lequel chaque côté des contractants accepte ainsi de jouer un jeu qui modèle leurs actions¹⁴³. En 2002, Livšin, Orlov et Oleg Khlevniuk éditérent ensuite un recueil des lettres des années 1928-1939¹⁴⁴. Jugeant que dans le régime stalinien ces lettres sont outre une part significative de l'opinion publique, un élément important du mécanisme de gouvernance, les éditeurs expliquent alors qu'un important critère dans la sélection des

¹³⁷ *Ibid.*, p. 228-229, 236.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 224.

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ Sur les différents fonds d'archives désormais accessibles ayant préservé des pétitions populaires et sur leur importance dans l'historiographie, voir Sheila Fitzpatrick. « Editor's Introduction: Petitions and Denunciations in Russian and Soviet History », *Russian History/Histoire Russe*, 24, 1-2 (printemps-été 1997), p. 1-9.

¹⁴¹ *Pis'ma vo vlast', 1917-1927...*, V. Ja. Livšin et I. V. Orlov, éd. *Op. Cit.*

¹⁴² *Ibid.*, p. 5.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 8.

¹⁴⁴ *Pis'ma vo vlast', 1928-1939. Zayavlenija, žaloby, donosy, pis'ma v gosudarstvennye struktury i sovetskim voždjam*, A. Ja. Livšin, I. B. Orlov et O. V. Khlevniuk, éd., Moscou, Rosspen, coll. « Dokumenty sovetskoj istorii », 2002, 528 p.

lettres fut le désir de montrer le rôle des différents appels en tant qu'instrument des relations de pouvoir et source d'information pour le pouvoir¹⁴⁵. Si, comme dans la période précédente, les lettres constituent selon eux un dialogue dans lequel chaque parti suit ses objectifs propres et met en place des stratégies discursives, ils insistent également sur le rôle qu'elles jouèrent dans la terreur, dans le fonctionnement des mécanismes de pouvoir et d'information du régime stalinien¹⁴⁶.

Aussi l'ouverture des archives s'accompagna d'un énorme enthousiasme des historiens, qui pouvaient dès lors accéder à ce qui était auparavant caché, interdit. C'est du moins souvent dans cet esprit que les historiens approchèrent les lettres de la population, étant à l'affut de cette vérité vraie, dissimulée. L'historien russe V. F. Zima par exemple, dans son importante étude de la famine de 1946-1947 en URSS – sur laquelle nous reviendrons dans notre discussion de l'après-guerre –, s'appuie massivement sur les lettres de la population car, explique-t-il, elles nous révèlent une situation catastrophique qui avait été jusqu'alors dissimulée¹⁴⁷. De fait, la famine de 1946-1947 en URSS avait été niée par les autorités et cachée à la population. Aussi Zima approche-t-il les pétitions au premier degré. Comparées aux sources officielles, ces lettres permettent enfin, écrit-il, d'appréhender les événements du point de vue des masses populaires¹⁴⁸. Par leur lecture, Zima peut ainsi selon lui jauger de la mise en place et de l'impact des politiques étatiques. Ainsi, par exemple, écrit-il, les plaintes populaires révèlent que les politiques furent souvent détournées, falsifiées, minimisées ou exagérées par les autorités locales. Ces plaintes témoignent en outre selon lui du fait que les masses ne comprenaient pas, n'acceptaient pas la situation et demandaient aux autorités justice et réparations¹⁴⁹. Or, ces plaintes furent selon Zima rarement satisfaites. En effet, l'historien cite l'exemple de la région (*oblast'*) de Gorki où, des cinquante plaintes reçues le 1^{er} janvier 1949, quarante furent étudiées et une seule satisfaite¹⁵⁰. En somme, si les lettres de la population ont selon Zima permis aux autorités d'être bien informées de la situation catastrophique de l'agriculture – d'où selon lui leur grand intérêt pour les historiens –, elles furent le plus souvent, écrit-il, envoyées dans les archives et oubliées¹⁵¹.

Un peu dans le même esprit, l'historien russe V. P. Popov présente et compare, dans son recueil de documents d'archives, les sources officielles et les lettres paysannes¹⁵². De fait, selon lui, les lettres de la population sont une source privilégiée pour l'étude de la situation réelle et de la vie

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 6.

¹⁴⁶ *Ibid.* p. 6-11.

¹⁴⁷ V. F. Zima. *Golod v SSSR 1946-1947 godov : proisхождение i posledstvija*, Moscou, Institut rossiskoj istorii RAN, 1996, p. 48.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 185.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 198.

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 16.

¹⁵² *Krest'janstvo i gosudarstvo (1945-1953)*, Vasilii P. Popov, éd., Paris, Presses du YMCA, coll. « Issledovanija novejšej russkoj istorii », 1992, 298 p.

quotidienne du peuple¹⁵³. Or, la pratique de rédaction populaire au pouvoir ayant été selon lui développée principalement en réaction aux agissements de l'État, les lettres ainsi produites ne témoignent pas seulement, écrit-il, de la situation matérielle des paysans et de l'originalité de leurs idées, mais également de l'opposition de deux forces extrêmes : les masses rurales et la couche de fonctionnaires¹⁵⁴. Les plaintes populaires envoyées au pouvoir central étaient en effet selon Popov un moyen ultime de protestation et de défense contre les fonctionnaires locaux. En ce sens, elles servirent également selon lui l'État, en lui permettant un contrôle sur les cadres inférieurs et un moyen pour remplacer les indésirables et les opposants¹⁵⁵. Cependant, le contrôle étatique et la protection des paysans étaient en définitive, écrit Popov, limités; les fonctionnaires étaient assez forts selon lui pour écarter la menace, non seulement en raison de leurs possibilités matérielles pour corrompre les autorités, mais aussi en raison de la peur des paysans des possibles répercussions de leurs plaintes.

Percevant de même la pétition populaire comme une forme de protestation sociale, les historiens russes M. A. Beznin et T. M. Dimoni approchent moins les lettres pour les faits qu'elles relatent que pour les stratégies – qu'ils appréhendent, expliquent-ils, par les thématiques, les sujets, la structure des lettres et leur argumentation¹⁵⁶ – dont elles témoignent. En effet, dans leur étude de l'oblast' de Vologda, les auteurs incluent l'acte d'écrire au pouvoir dans les stratégies de résistance passive mises en place par les paysans devant l'exploitation étatique¹⁵⁷. Les lettres paysannes éclairent entre autres selon eux leur peu de confiance envers le pouvoir, ce que manifeste, soulignent-ils, la progression des lettres anonymes. Beznin et Dimoni remarquent ainsi que les paysans ne perçoivent pas le pouvoir stalinien comme monolithique, s'adressant différemment aux autorités du village, du district, de l'oblast' et de Moscou¹⁵⁸. Dans leur analyse des lettres de l'après-guerre, ils notent que les paysans s'adressent souvent aux autorités centrales avec familiarité et qu'ils accusent généralement les cadres locaux de tous les problèmes¹⁵⁹. S'arrêtant à l'observation de cette différence d'écriture, Beznin et Dimoni concluent enfin sur le sentiment que le but des protestations paysannes n'est pas tant le renversement du système, mais qu'il réponde le plus possible aux intérêts et besoins des paysans¹⁶⁰. De fait, à la suite de l'ouverture des archives soviétiques, deux principaux courants s'esquissent dans l'historiographie quant au sens et la fonction de la pétition au pouvoir stalinien.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 16.

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 21.

¹⁵⁶ M. A. Beznin et T. M. Dimoni. « Social'nyj protest kolhoznogo krest'janstva (vtoraja polovina 1940-x-1960-e gg.) », *Otečestvennaja istorija*, no. 3 (1999), p. 83.

¹⁵⁷ *Id.* « Krest'janstvo i vlast' v Rossii v konce 1930-x-1950-e gody » dans V. P. Danilov et al, éd. *Mentalitet i agrarnoe razvitie Rossii (XIX-XX vv.) Materialy meždunarodnoj konferencii*, Moscou, Rosspen, 1996, p. 163.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 163-164.

¹⁵⁹ M. A. Beznin et T. M. Dimoni. « Social'nyj protest kolhoznogo krest'janstva... », *Loc. Cit.*, p. 93.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 96.

D'un côté, l'historienne Sheila Fitzpatrick, souvent présentée comme la chef de file du courant « révisionniste », s'intéressa vivement à ce type de sources. Insistant sur les limites du pouvoir étatique et l'agentivité des paysans, Fitzpatrick perçoit les lettres paysannes comme une expression de la résistance paysanne, « l'arme des faibles » qui aurait permis aux paysans de manipuler l'État pour leurs fins propres, par exemple une revanche malicieuse sur un ennemi ou encore le dénigrement du chef du kolkhoze dans le but d'en prendre soi-même la direction¹⁶¹. En effet, selon elle, l'appel et la réponse du régime stalinien à la dénonciation le rendirent très vulnérable à la manipulation. Le phénomène, quoiqu'il ait pu servir les intérêts étatiques, eut ainsi selon elle un impact désastreux sur l'efficacité du gouvernement et sur son instabilité en campagne, de sorte que ce sont surtout les paysans qui en bénéficièrent et ce, malgré certains risques que la dénonciation se retourne contre son auteur¹⁶². À son avis, cette pratique sollicitée d'écriture au pouvoir « *can be seen in « top down » terms as a state control mechanism and a means of monitoring public opinion. But there is also a possible « bottom up » interpretation of the function of denunciation: if the state used this practice to control its citizens, individual citizens could also use it for the purpose of manipulating the state.* »¹⁶³ Par ailleurs, contrairement à l'interprétation de Fainsod, l'écriture des plaintes et dénonciations dans les années trente n'entraîna pas selon elle l'atomisation de la société. Les divers réseaux de sociabilité, particulièrement les liens familiaux, seraient demeurés forts, voire auraient même été renforcés par la terreur. En effet, malgré la publicité faite au jeune Pavlik Morozov qui avait dénoncé son père, la délation entre les membres d'une famille fut selon elle extrêmement rare dans les années trente, étant donné que si l'un des membres était étiqueté « ennemi du peuple », toute la famille en souffrait¹⁶⁴. En somme, pour Fitzpatrick, les lettres de plaintes et de dénonciations éclairent l'historien sur la façon dont les paysans travaillent le système, protègent et font avancer leurs intérêts dans le régime stalinien.

Un peu dans le même esprit, Steven R. Coe insiste dans son étude des correspondants paysans (*sel'kory*) entre 1924 et 1928 sur les marges de manœuvre des auteurs qui, malgré l'ambition étatique de modeler le mouvement comme outil de propagande – afin qu'il diffuse l'influence étatique dans les campagnes, où elle était alors virtuellement absente, et ainsi encourage la consolidation de l'autorité du Parti, tout en permettant l'acquisition d'information privilégiée – purent donc selon lui profiter du mouvement pour avancer leurs intérêts et leur position dans la société¹⁶⁵. Les correspondants ayant selon lui ainsi pu gagner une certaine autorité dans les campagnes, le mouvement témoigne selon Coe des sources conflictuelles d'autorité durant la période, conduisant à une lutte de pouvoir dans les

¹⁶¹ Sheila Fitzpatrick. « Signals from Below... », *Loc. Cit.*, p. 864.

¹⁶² *Id.* *Stalin's Peasants...*, *Op. Cit.*, p.16.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 255.

¹⁶⁴ Sheila Fitzpatrick. « Signals from below... », *Loc. Cit.*, p. 849-850.

¹⁶⁵ Steven R. Coe. « Peasants, the State, and the Languages of NEP: the Rural Correspondents Movement in the Soviet Union, 1924-1928 », thèse de doctorat, Ann Arbor, University of Michigan, 1993, p. 434-438.

campagnes¹⁶⁶. Enfin, l'expérience des correspondants suggère en définitive selon lui que la ligne stalinienne n'était pas inévitable; leur rédaction témoigne du pluralisme limité durant la Nouvelle Politique Économique et des différents discours alternatifs¹⁶⁷.

L'historien Nicolas Werth, pour sa part, analysant les lettres contenues dans les archives du secrétariat de M. I. Kalinine pour l'année 1930, interprète les persistances prérévolutionnaires qu'il remarque un peu comme une opposition paysanne au régime stalinien, à la collectivisation forcée. En effet, selon lui, si les paysans employèrent les nouvelles terminologies marxistes, le champ sémantique du servage est présent dans la quasi-totalité des lettres, « illustrant par trop leur conscience que ce que l'on tente de leur imposer est un nouveau servage »¹⁶⁸. Ces persistances éclairèrent ainsi selon lui la relative marge d'autonomie de l'opinion populaire, invalidant la thèse officielle de l'inclinaison des campagnes à l'agriculture collectivisée. Dans cet article, Nicolas Werth s'intéresse particulièrement, sans toutefois se pencher sur la fonction de cette écriture, sur sa sollicitation par l'État, sur ses résultats ou encore sur sa possible utilisation par les paysans – qui de fait tendent à être vus comme de plus en plus impuissants et soumis à un « nouveau terrorisme d'État »¹⁶⁹ –, aux interprétations populaires des événements. Il en conclut que « c'est, le plus souvent, un cri de haine – et d'impuissance – qui sourd de ses lettres, annonciateur de violences sporadiques et de résistances sans lendemain. »¹⁷⁰ Dans un article postérieur (1997), Werth situe l'appel à la délation de Staline dans le contexte de tensions entre le pouvoir central et les périphéries¹⁷¹. Comprenant cet appel comme un recours stratégique de Staline au populisme visant à instrumentaliser le ressentiment et le mécontentement populaire, il conclut alors que si cet encouragement doit être totalement maîtrisé et contrôlé, cela n'est pas toujours le cas¹⁷². Werth cite de fait l'exemple des procès publics des dirigeants locaux, dont la valeur opérationnelle, écrit-il, par leur caractère incontrôlable et leur submersion par les masses mécontentes, fut quasi nulle.

Éditant des lettres de la population rédigées entre 1925 et 1931, principalement au président du Soviet suprême M. I. Kalinine et à la rédaction de la *Krest'janskaja Gazeta* (Journal paysan), Hélène Mondon juge dans la même ligne de pensée que ces documents témoignent du grand malentendu qui s'est installé entre le pouvoir et la paysannerie, qui était prête à changer, conclut-elle, mais pas dans la direction voulue par les Bolcheviks¹⁷³. Ces lettres invalident alors, écrit-elle, la conception

¹⁶⁶ Id. « Struggles for Authority in the NEP village : The Early Rural Correspondents Movement, 1923-1927 », *Europe-Asia Studies*, 48, 7 (novembre 1996), p. 1166-1167.

¹⁶⁷ Id. « Peasants, the State, and the Language of NEP... », *Op. Cit.*, p. 439-441.

¹⁶⁸ Nicolas Werth. « Cher Kalinouchka...Lettres paysannes à Kalinine, 1930 », *De Russie et d'ailleurs*, Mélanges M. Ferro, Paris, 1995, p. 237.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 240.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 239.

¹⁷¹ Nicolas Werth. « L'appel au petit peuple selon Staline », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 56, Numéro spécial : Les populismes (octobre-décembre 1997), p. 132-141.

¹⁷² *Ibid.*, p. 141.

¹⁷³ *Nous autres paysans...*, Hélène Mondon, éd. *Op. Cit.*, p. 17.

officielle de la paysannerie comme étant profondément divisée par des classes antagonistes et montre la désillusion et la résistance des paysans à l'égard du socialisme¹⁷⁴. Elles permettent enfin selon elle d'étudier l'impact et le déroulement local de la collectivisation forcée de l'agriculture, les abus des cadres locaux qui « permettront de porter un coup fatal à la paysannerie dans son ensemble. »¹⁷⁵

Dans un esprit un peu différent, Sarah Davies insiste également sur les marges d'autonomie de l'opinion populaire entre 1934 et 1941¹⁷⁶. En effet, la machine de la propagande étatique ne put selon elle imposer un discours monolithique, ni en fixer les significations. Dans son chapitre « Affirmative Representations of the Leader and Leader Cult », l'historienne s'intéresse par exemple à la réception et à l'utilisation par la population soviétique du culte de la personnalité de Staline. Elle se penche alors sur les diverses lettres adressées aux organes du pouvoir de Leningrad, cherchant à étudier comment la population utilisa le discours officiel et choisit de mettre l'accent sur différentes facettes, selon leur propre situation, besoins et idées¹⁷⁷. Dans les lettres étudiées, le leader était le plus souvent représenté, remarque-t-elle, comme le « défenseur traditionnel du peuple »¹⁷⁸. Elle en conclut que l'aspect populiste et paternaliste du culte, qui rappelle la tradition prérévolutionnaire de pétition au tsar, fut accepté et utilisé par la population. Néanmoins, tout comme pour la pratique prérévolutionnaire, cela ne veut pas nécessairement signifier, souligne-t-elle, que la population vénérât et idéalisait sincèrement le leader, mais bien plutôt que ce discours était encore utile pour faire avancer leurs intérêts¹⁷⁹. En effet, selon elle, la façon dont le langage officiel était compris et utilisé fut loin d'être passive. Les citoyens se le réapproprièrent pour leurs propres desseins, en formulant leurs demandes et leurs plaintes par le langage officiel¹⁸⁰. Si Davies insiste ainsi sur l'agentivité des citoyens, elle rejette toutefois l'idée d'une opposition ou résistance populaire au régime. En effet, en guise de conclusion elle écrit : « *The dissonant views expressed in the 1930s cannot simply be equated with or regarded as a symptom of unequivocal opposition or non-conformity. (...) Elements of consent and dissents, conformity and resistance, could coexist within the same individual.* »¹⁸¹

D'un autre côté, si certains historiens insistent sur l'agentivité des auteurs de lettres et sur leur possible utilisation de cette écriture pour faire avancer leurs intérêts, F.-X. Nérard retire plutôt de son analyse la conviction de la réussite stratégique de Staline d'encadrer et étouffer le mécontentement

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 20.

¹⁷⁶ Sarah Davies. *Popular Opinion in Stalin's Russia. Terror, Propaganda and Dissent, 1934- 1941*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 236 p.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 155.

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 162.

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 8.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 185-186.

populaire en étant la seule forme d'expression possible, le personnel mis en place à cet effet étant volontairement peu qualifié, instable et insuffisant¹⁸². En effet, selon lui, la dénonciation, en concentrant la critique sur les individus, marque la fin de la protestation collective et contribue ainsi à l'atomisation de la société¹⁸³. Il suggère que le régime rechercha délibérément l'échec du système de gestion des plaintes et des dénonciations. Cela aurait finalement permis au régime de faire perdurer l'image d'un pouvoir à l'écoute de son peuple sans pour autant menacer la survie physique, politique et sociale de ceux qui sont principalement dénoncés : les cadres intermédiaires du pouvoir stalinien¹⁸⁴. Par ailleurs, cette gestion fut selon lui un enjeu de pouvoir entre les diverses hiérarchies de l'administration, dont Staline est à la tête, qui permit de faire peur, de manifester sa puissance¹⁸⁵. Ainsi, les masses populaires collaborèrent selon Nérard – consciemment ou non – à renforcer le pouvoir stalinien et sa centralisation vers le sommet.

Étudiant le mouvement des correspondants ouvriers (*rab'kory*) entre 1924 et 1932, Jennifer Clibbon démontre en fait les limites du contrôle étatique, l'échec du mouvement de servir comme outil de propagande – lequel était de fait, illustre-t-elle, plus complexe et dynamique et ne fonctionna pas comme une arme loyale dans les mains du Parti –, l'agentivité des auteurs et enfin, leur possible utilisation de cette rédaction pour leurs propres intérêts. Néanmoins, elle conclut de même que la campagne de l'autocritique, les correspondants amateurs et les plaintes et dénonciations de la population ont facilité l'introduction des politiques staliniennes, empêché la constitution d'autorités qui auraient pu défier le pouvoir stalinien émergent et enfin, apporté au Parti le support, le prétexte dont il avait besoin pour éliminer ses ennemis réels ou imaginaires¹⁸⁶.

Dans son analyse des lettres écrites à la police politique entre 1944 et 1953, Vladimir A. Kozlov perçoit quant à lui la rédaction populaire au pouvoir comme un élément essentiel du système traditionnel de gouvernance bureaucratique en Russie, qui doit être vu comme « *a specific case of paternalistic statism in an 'underdeveloped' country.* »¹⁸⁷ Il juge alors que cette pratique fut essentielle pour assurer au gouvernement central un contrôle sur ses agents locaux. Elle servit en outre selon lui de substitut aux cours juridiques et autres institutions de la société civile, permettant à la population de défendre leurs droits et de se protéger de la malfaisance des bureaucrates, en faisant appel au pouvoir central afin qu'il rétablisse la justice¹⁸⁸. Enfin, selon lui, elle préserva par la même occasion une aura

¹⁸² F.-X. Nérard. *5 % de vérité...*, Op. Cit., p. 380-381.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 382.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 381.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 382.

¹⁸⁶ Jennifer Clibbon. « The Soviet Press and Grass-roots Organization : the Rabkor Movement, NEP to the First Five Year Plan », thèse de doctorat, Toronto, University of Toronto, 1993, p. 243-250.

¹⁸⁷ Vladimir A. Kozlov. *Loc. Cit.*, p. 868.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 868 et 891.

d'infailibilité et de vertu au pouvoir central en redirigeant le mécontentement populaire. Dans son analyse, Kozlov distingue deux types de dénonciations : la première, désintéressée, qui relèverait d'une fois sincère en le socialisme et la seconde, intéressée, qui ne serait qu'une cynique imitation et une manipulation calculée de citoyens visant avant tout leurs propres intérêts¹⁸⁹. Les cadres locaux – principalement visés par les deux types de dénonciations – avaient néanmoins, souligne-t-il, divers moyens légaux et illégaux pour se protéger : le réseau de dépendances personnelles assurant le maintien d'un cadre, l'intimidation et la saisie de lettres, etc. Néanmoins, ce système de défense pouvait à l'occasion mal fonctionner, explique-t-il, par exemple sous l'impulsion du pouvoir central et du lancement de purges, permettant alors à la population de se venger. Ainsi, la pratique de la dénonciation relève selon Kozlov du conflit permanent – et nécessaire – entre la population et la bureaucratie. Il écrit : « *The regime's chiefs were the arbiters of the inevitable compromise : indeed, their own power depended upon this conflict between the 'masses' and the 'apparatus'. The denunciation in its turn was one of the instruments of control that maintained the equilibrium of the entire system of relationships that constituted soviet society.* »¹⁹⁰ En ce sens, si la dénonciation put servir les intérêts de la population, le grand gagnant de cette pratique n'en est pas moins selon lui le pouvoir central, conforté dans son rôle de médiateur. Kozlov termine enfin son article en déplorant la fin de cette pratique en Russie postsoviétique qui, dans un contexte de crises dans les années 1990, produit une situation « *in which the populace has no place to turn and government institutions are corrupted as never before. The bureaucracy has torn itself free of all restraints, no one today exercises any control over it (...).* »¹⁹¹ Notons au passage la propension de l'auteur à présupposer la malversation des bureaucrates. En somme, dans l'esprit « totalitariste », la fonction de la dénonciation est selon Kozlov de les contrôler, d'assurer l'équilibre social et de renforcer le pouvoir central.

S'intéressant aux pétitions des victimes privées de leurs droits civiques, l'historienne Golfo Alexopoulos démontre pour sa part comment de victimes, les auteurs de lettres deviennent des participants actifs dans le système de répression stalinien.¹⁹² En effet, soutient Alexopoulos, en tâchant de retrouver leurs droits perdus, l'écriture des auteurs des pétitions analysées tend à légitimer les politiques stalinienne. Elle remarque notamment la propension des auteurs à invoquer les politiques étatiques et la représentation officielle d'un ennemi dans le but de renforcer leur autoreprésentation comme victime¹⁹³. Si ce discours des victimes était persuasif, explique l'historienne, c'est parce qu'il était familier à une audience soviétique officielle qui insistait elle-même sur la polarisation sociale et

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 886.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 897.

¹⁹¹ *Ibid.*

¹⁹² Golfo Alexopoulos. « Victim Talk : Defense Testimony and Denunciation Under Stalin », *Law and Social Inquiry*, 24, 3 (été 1999), p. 637-654.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 638 et 643.

son conflit avec les classes exploitantes. Dans ce contexte qui rendait disponible le discours dénonciateur, suggère-t-elle, « *accusations against others may have simply been a constituent feature of the construction of social identity in everyday life.* »¹⁹⁴ Ainsi, les auteurs de pétitions transfèrent volontiers la culpabilité à autrui et accusent d'autres individus d'être les véritables ennemis. En somme, en se présentant comme une exception, souligne Alexopoulos, les auteurs acceptent la règle et ont intérêt à sa continuation. Aussi l'historienne conclut-elle sur le sentiment de la grande efficacité du système répressif stalinien, qui invite les victimes à participer.

Dans la même optique, Matthew Lenoe, étudiant les lettres adressées au pouvoir par le biais des journaux en 1920-1930, perçoit ces lettres comme une source privilégiée d'information sur les pratiques quotidiennes du contrôle étatique¹⁹⁵. En effet, les sujets soviétiques – tel est le nom employé tout au long de l'article –, en dénonçant leurs pairs, auraient renforcé les mécanismes de la surveillance étatique. Comme F.-X. Nérard, Matthew Lenoe insiste sur le chaos dans la gestion des plaintes et des dénonciations, lequel vint selon lui consolider la domination étatique¹⁹⁶. Par ailleurs, écrit-il, ces lettres étaient souvent sollicitées par l'État, de sorte que selon lui, elles reflètent surtout « l'agenda » étatique. L'historien en vient ainsi à la conclusion que cette écriture fut avant tout un instrument du pouvoir stalinien par lequel ce dernier modela l'identité publique de ses sujets. Avant d'espérer obtenir un résultat, les auteurs de lettres devaient en effet selon lui d'abord maîtriser le langage officiel, porter des dénonciations susceptibles d'être agréées par l'État. Ainsi, selon Lenoe, cette écriture permit à l'État de jauger et surveiller l'opinion populaire, contrôler les cadres locaux, faciliter l'ajustement et la centralisation de la distribution des biens, privilèges et pouvoirs et enfin, d'éduquer politiquement et culturellement les masses.¹⁹⁷ En somme, par une approche difficile à caractériser – un « post-révisionnisme » à forte saveur « totalitariste » –, Lenoe insiste avant tout sur l'asymétrie de la relation entre l'État et l'écrivain : « *It was agents of the state who defined the terms of discussion, decided which letters would be published, and determined which denunciations to act upon.* »¹⁹⁸

Quoiqu'il ait analysé des lettres produites dans un contexte différent – c'est-à-dire les lettres des travailleurs des sovkhozes (fermes d'État) qui, ayant gagné en 1934-1935 un concours de production, avaient été invités à écrire au syndicat sur leur situation et leurs besoins –, Lewis Siegelbaum suggère, comme Lenoe, que si les auteurs de ces lettres purent obtenir biens et privilèges, ils durent se conformer au modèle qu'imposait en retour l'État et justifier leur écriture, leurs

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 650.

¹⁹⁵ Matthew Lenoe. « Letter-writing and the State... », *Loc. Cit.*, p. 169.

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 140, 144, 164.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 168.

privilèges¹⁹⁹. En effet, selon lui, les auteurs et l'État s'aidèrent et se définirent l'un l'autre. Ainsi, poursuivant le courant « post-révisionniste », Siegelbaum conclut sur le sentiment que les auteurs, gagnants du concours, participèrent par cette correspondance à la définition du « paternalisme socialiste » de l'État stalinien – à la centralisation de la distribution des biens, privilèges et pouvoirs. En retour, explique-t-il, l'État participa à la formation de leur subjectivité : « *Their instruction of prizewinners in how to live up to the image of a notable, which meant justifying the attention devoted to them, was a case of power and identity constituting themselves and each other.* »²⁰⁰

Dans le même sens, Michael S. Gorham, étudiant le mouvement des correspondants ouvriers et paysans (*rabsel'kory*) dans les années 1920, conclut sur le rôle « éducatif » de cet encouragement à l'écriture²⁰¹. En effet, dans le contexte d'un fossé culturel au lendemain de la Révolution entre le centre et les périphéries et entre l'élite du Parti et les masses populaires, ces dernières avaient été invitées à écrire et révéler leurs conditions de vie. Or, cette écriture permit selon Gorham l'éducation politique des masses, en incitant à terme à l'utilisation du langage officiel²⁰². Étant donné le rôle de médiation joué par le langage entre signification, autorité et identité, Gorham conclut que, quoiqu'il ait pu être utilisé et manipulé par la population pour ses intérêts propres, la diffusion du langage officiel joua un rôle crucial dans la définition de l'identité publique de la population soviétique et dans le renforcement de l'autorité du Parti²⁰³.

Analysant l'évolution des représentations publiques soviétiques entre 1917 et 1953, Jeffrey Brooks situe pour sa part la création innovatrice d'une sphère interactive dans la presse soviétique et les lettres de la population dans le contexte du développement de ce que Brooks nomme « l'économie morale du don » – la représentation des relations de pouvoir selon laquelle les citoyens soviétiques sont en tout redevables aux leaders, au Parti et à l'État, transférant ainsi les pouvoirs d'action de la société à l'État²⁰⁴. Les autorités soviétiques, explique Brooks, traitaient les lettres de la population comme un indicateur de l'opinion populaire et les utilisaient pour évaluer les politiques²⁰⁵. L'incorporation de ces voix au discours officiel maintint, écrit-il, un lien entre le gouvernement et ses supports et facilita la mise en place des politiques stalinienne. Si le gouvernement échoua à rejoindre les masses populaires, il réussit, défend l'historien, à établir son hégémonie non seulement

¹⁹⁹ Lewis Siegelbaum. « « Dear Comrade, You Ask What We Need » : Socialist Paternalism and Soviet Rural « Notables » in the Mid-1930s », *Slavic Review*, 57, 1 (printemps 1998), p. 124.

²⁰⁰ *Ibid.*

²⁰¹ Michael S. Gorham. « Tongue-tied Writers : The *Rabsel'Kor* Movement and the Voice of the « New Intelligentsia » in Early Soviet Russia », *The Russian Review*, 55 (July 1996), p. 428.

²⁰² *Ibid.*, p. 428.

²⁰³ Michael S. Gorham. *Speaking in Soviet Tongues...*, *Op. Cit.*, p. 4 et 176.

²⁰⁴ Jeffrey Brooks. *Thank You, Comrade Stalin! Soviet Public Culture from Revolution to Cold War*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p. 3-19.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 17.

sur la presse, mais sur la représentation publique de la société.²⁰⁶ Ainsi, les lettres populaires aux journaux soviétiques auraient participé au développement de l'économie morale du don, une performance théâtrale qui peut être lue, explique Brooks, « *as a rite of incorporation, a transition through which participants acquired new values and new social standing.* »²⁰⁷ La fonction pédagogique était primordiale : « *To ignore the official vocabulary was beyond the power of many common readers of lower-class origins. Most were probably unable to maintain fully two parallel cultural systems (...).* »²⁰⁸ La pleine citoyenneté étant finalement limitée aux participants actifs de la performance – qui pouvaient profiter pour eux-mêmes de leur participation –, Brooks conclut donc également sur le sentiment de la victoire hégémonique de l'État.

En somme, rappelant la complexité du contexte de production des pétitions et les différentes compréhensions des relations entre l'État stalinien et la société, la rédaction populaire aux autorités staliniennes pose un défi d'interprétation. D'un côté, elle est perçue comme une forme d'opposition sociale, un témoignage des marges d'autonomie de l'opinion populaire, une stratégie de résistance de la population dans la défense de ses intérêts ou encore une forme de participation populaire au système politique. D'un autre côté, elle tend plutôt à être vue par les « totalitaristes » et « post-révisionnistes » comme un instrument du contrôle étatique qui, s'il peut parfois avantager la population, profite surtout à l'État en facilitant par exemple la centralisation de la distribution des biens et pouvoirs, en modelant l'identité publique de la population et en renforçant par conséquent l'autorité de l'État-Parti.

Dans tous les cas, à l'exception de M. A. Beznin et T. M. Dimoni, V. P. Popov et – dans une moindre mesure, la pratique de la pétition n'étant pas son objet d'analyse – V. F. Zima, très peu d'études se sont intéressées aux lettres de l'après-guerre. Vladimir A. Kozlov se penche bien sur un corpus de lettres adressées à la police politique entre 1944 et 1953, mais il fait étrangement peu de cas du contexte. En effet, s'il admet que les lettres furent colorées par la période, il écrit : « *I should note right away that in my opinion the denunciations sent to the NKVD from 1944 to 1953 differ little from denunciations of earlier or later periods (...). They differ somewhat from the hysterical denunciations made during the « Great Terror » in the 1930s, but the differences lie more in their numbers than in their motivations, techniques of composition, and rhetoric.* »²⁰⁹ Kozlov témoigne à tout de moins de la persistance du phénomène et de son importance dans les années qui suivirent le conflit mondial.

De fait, cette pratique reçue peut-être, après la guerre, une attention renouvelée du pouvoir central. En effet, F.-X. Nérard souligne que c'est principalement dans les années d'immédiat après-

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 74.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 52-53.

²⁰⁹ Vladimir A. Kozlov. *Loc. Cit.*, p. 869 et 871.

guerre que se développa de façon significative la popularisation du jeune Pavlik Morozov, qui avait dénoncé son père dans les années trente²¹⁰. C'est par exemple, rappelle Nérard, en 1945 que Pavlik Morozov fut inscrit sous le numéro 001 dans le livre d'honneur des pionniers, et dans les années cinquante que fut monté à Moscou l'opéra de M. Krasev « Pavlik Morozov ». Dans ce contexte, la pratique d'écriture au pouvoir put changer. C'est du moins ce que suggère une étude récente (2005) de Sheila Fitzpatrick, qui cette fois analysa les lettres acheminées entre 1945 et 1952 au Parti communiste de Lettonie, territoire annexé en 1944 à l'URSS. Une des principales conclusions que l'historienne tire alors de son étude est que, contrairement aux années trente, les femmes dénoncèrent fréquemment leur mari ou leur amant aux autorités, citant des délits maritaux, mais aussi d'autres offenses, parfois même criminelles²¹¹. Le Parti au même moment aurait selon elle semblé beaucoup plus intéressé à écouter ce type de plaintes et à intervenir dans la vie privée de ses membres, en les punissant ou – plus typiquement – en les conseillant. Ce changement s'expliquerait entre autres selon la chercheuse par le contexte de l'après-guerre : les ruptures liées aux séparations pendant la guerre, le fossé démographique qui laisse les femmes supérieures en nombre, la loi de juillet 1944 qui rendit le divorce plus difficile à obtenir etc. Admettant le fait que son échantillon soit basé sur une élite – les membres du Parti, russophones qui plus est –, elle suggère que les femmes – plus que les hommes – furent enclines à accueillir et solliciter l'intervention du Parti dans leur vie privée, intervention qui augmenta dans les années d'après-guerre²¹². Fitzpatrick conclut enfin sur le sentiment d'une « guerre des sexes » où le niveau d'hostilité entre les femmes et les hommes aurait atteint un niveau sans précédent dans la période de l'avant-guerre²¹³. Assurément, cette impression appelle de futures investigations. Elle suggère dans tous les cas une transformation des relations et des pratiques sociales dans l'après-guerre.

Enfin, Julianne Fürst a récemment analysé les lettres envoyées à l'organisation ukrainienne du Komsomol et au journal *Komsomolskaya Pravda* entre 1941 et 1953. S'intéressant aux lettres des jeunes auteurs présentant un récit de confession, elle conclut que le processus d'écriture au pouvoir était autant une affirmation du système qu'un témoignage de ses échecs²¹⁴. En effet, cette écriture reflète selon elle à la fois l'intégration profonde des valeurs staliniennes par les auteurs et le fossé entre l'idéologie et la réalité. En outre, écrit-elle, si les lettres servent une fonction d'intégration, l'action

²¹⁰ F.-X. Nérard. *5% de vérité...*, *Op. Cit.*, p. 157. Nicolas Werth suggère toutefois qu'après la Deuxième Guerre mondiale, Staline changea de stratégie, ayant davantage recours au nationalisme qu'au populisme : « Le pouvoir central ne fit désormais plus appel, même symboliquement, à la « base » pour dénoncer les brebis galeuses des appareils bureaucratiques. » (N. Werth. « L'appel au petit peuple selon Staline », *Loc. Cit.*, p. 140.) Cette suggestion reste cependant à être étudiée, démontrée.

²¹¹ Sheila Fitzpatrick. « Wives' Tales », *Tear Off the Masks! Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2005, p. 241.

²¹² *Ibid.*, p. 260.

²¹³ *Ibid.*, p. 259.

²¹⁴ Julianne Fürst. « In Search of Soviet Salvation : Young People Write to the Stalinist Authorities », *Contemporary European History*, 15,3 (2006), p. 327.

d'écrire a un effet émancipatoire et possiblement subversif qui conduit à une perception de soi plus individuelle²¹⁵. En effet, selon Fürst, écrire une lettre était une façon à la fois d'exprimer son identité comme citoyen soviétique et de la créer. Or, si elle se penche peu sur le contexte, Fürst suggère une transformation dans l'après-guerre des normes d'identification et d'écriture des auteurs de lettres. En effet, elle remarque entre autres un changement dans la présentation autobiographique des auteurs qui, si dans les années trente insistaient sur la classe sociale, se concentrent après 1945 sur l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale, laquelle détermina ainsi selon elle de nouvelles normes et pratiques²¹⁶.

0.3 Problématiques et approche

De fait, les historiens se sont principalement concentrés sur les lettres des années trente, par exemple sur l'impact de la collectivisation forcée de l'agriculture ou celui de la Grande Terreur. Très peu d'études ont étendu le questionnement aux années d'après-guerre. Pourtant, le régime est à ce moment aussi répressif que dans les années trente, tâchant entre autres de restaurer le système kolkhozien (fermes collectives), dont la Deuxième Guerre mondiale avait permis un certain relâchement. En octobre 1946 fut, en effet, créé le Conseil des Affaires kolkhoziennes qui, placé sous la direction d'Andreï A. Andreev, également vice-président (*zamestitel' predsedatelja*) du Conseil des Ministres de l'URSS, reçut le mandat de restaurer et consolider le contrôle sur les fermes collectives. Ouvrant en parallèle et en partenariat avec les organisations gouvernementales et du parti communiste déjà en place, le Conseil des Affaires kolkhoziennes et ses représentants régionaux devaient ainsi – quoiqu'ils n'eussent pas de pouvoir législatif propre – limiter les abus du Statut kolkhozien (*i.e.* charte définissant les droits et devoirs des kolkhoziens) et favoriser l'augmentation de la discipline et du rendement agricole. Or, dans ce contexte critique de la reconstruction d'après-guerre, la population adressa maintes plaintes et dénonciations aux autorités. Le secrétaire du Conseil des Affaires kolkhoziennes, G. Golubev note par exemple dans son bilan du 8 janvier 1951, qu'entre 1947 et 1950, le Conseil reçut 92 795 plaintes et déclarations – desquelles 41% furent étudiées et de ce nombre, 70% confirmées par l'enquête²¹⁷. De fait, V. F. Zima suggère que la croyance de plusieurs kolkhoziens selon laquelle le Conseil avait été créé pour la défense de leurs intérêts motiva nombres de lettres de la population rurale désemparée et en fit un destinataire privilégié²¹⁸. Si nous pouvons douter de la naïveté des kolkhoziens, ils n'en écrivirent pas moins bel et bien. Or, pourquoi et comment écrivirent-ils? Se pourrait-il, de fait, que la Deuxième Guerre mondiale ait eu un impact sur la façon de

²¹⁵ *Ibid.*, p. 344-345.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 335-336.

²¹⁷ Document no. 13 dans *Krest'janstvo i gosudarstvo (1945-1953)*, Vasili P. Povov, éd., *Op. Cit.*, p. 94.

²¹⁸ V. F. Zima. *Op. Cit.*, p. 45-46.

s'adresser au pouvoir, par exemple sur les modalités et stratégies – elles-mêmes symptomatiques des changements de rapports entre l'État et la population? C'est ce que ce mémoire tentera d'étudier, se concentrant sur les années d'immédiat après-guerre jusqu'à la mort de Staline, en 1953.

Si la rédaction au pouvoir concerna autant la population urbaine que rurale, nous nous concentrerons sur les lettres écrites par les kolkhoziennes et kolkhoziens. Comment les masses rurales vécurent-elles le régime stalinien, l'après-guerre et le rétablissement intégral du système kolkhozien? Qui écrivit et pourquoi? Comment les auteurs de lettres se présentèrent-ils, se définirent-ils? Comment formulèrent-ils et justifièrent-ils leur demande? Comment représentèrent-ils le pouvoir, le système kolkhozien, l'après-guerre et la pratique de la pétition? Enfin, comment les autorités répondirent-elles? Voilà autant de questions auxquelles s'intéressera notre étude. En ce sens, présentant une analyse de documents encore largement inédits, ce mémoire offre un regard original, bien que circonscrit et limité, sur les relations entre l'État stalinien et la paysannerie kolkhozienne après la Deuxième Guerre mondiale. Proposant une réflexion sur la pratique de la pétition populaire au pouvoir stalinien – et sur ses possibles transformations – dans l'après-guerre, il contribue ainsi à l'avancement des connaissances, en ouvrant la porte à de plus vastes recherches.

De fait, les lettres de pétition aux autorités staliniennes peuvent être approchées comme un discours écrit. Or, dans *L'ordre du discours*, Michel Foucault propose que « dans toute société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité. »²¹⁹ Il retrace ainsi diverses procédures : d'exclusion (l'interdit, l'opposition entre la raison et la folie et l'opposition entre ce qui est reconnu comme vrai et faux par le biais d'un support institutionnel dans un contexte particulier²²⁰), de contrôle et de délimitation du discours (procédures internes de classification, d'ordonnancement et de distribution²²¹) et enfin, de raréfaction des sujets parlants (la qualification, perçue comme « la mise en œuvre d'un rituel qui détermine pour les sujets parlants à la fois des propriétés singulières et des rôles convenus. »²²²). En ce sens, les kolkhoziennes et les kolkhoziens furent contraints, croyons-nous, de se plier à ces procédures implicites qui déterminent en bout de ligne les possibilités du discours – ce qui, à un moment précis, peut être dit, comment et par qui. Michel Foucault ajoute : « Le discours, en apparence, a beau être bien peu de choses, les interdits qui le frappent révèlent très tôt, très vite, son lien avec le désir et avec le pouvoir. (...) Le discours n'est pas simplement ce qui traduit les

²¹⁹ Michel Foucault. *L'ordre du discours. Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard, 1971, p. 10.

²²⁰ *Ibid.*, p. 21.

²²¹ *Ibid.*, p. 23.

²²² *Ibid.*, p. 41.

luttres ou les systèmes de dominations, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer. »²²³ Autrement dit, comme l'exprima l'historienne du genre Joan W. Scott, le discours reflète autant qu'il crée les relations de pouvoir²²⁴. Il est le lieu par lequel sont établies les significations. En effet, suivant Joan W. Scott, le discours présente une représentation qui ne fait pas que refléter le signifiant, l'expérience matérielle objective, le contexte, mais en construit les significations, en perpétuelles variations²²⁵. Aussi approcherons-nous moins les lettres pour les faits qu'elles relatent que pour les représentations qu'elles construisent.

Or, si les auteurs de lettres furent contraints de ce plier aux normes implicites qui déterminent les possibilités d'écriture, il importe de nuancer l'importance de l'État et de l'idéologie dominante dans l'élaboration des normes. En effet, le discours étatique, l'idéologie n'englobe pas la réalité soviétique. Lynne Viola, en présentant l'État stalinien et la paysannerie kolkhozienne comme deux cultures en lutte, suggère en effet la confrontation de deux univers subjectifs différents – régis par des normes et des pratiques différentes²²⁶. C'est dans le même esprit que le slaviste Pierre Pascal écrit en 1969 : « En Russie, la campagne existe, elle n'a pas une vie secondaire, diminuée, réduite à quelques particularités curieuses, épisodiques. Elle a sa vie à elle, originale, totale et quotidienne, matérielle et morale. »²²⁷ La civilisation paysanne de Pierre Pascal serait ainsi autonome de la civilisation stalinienne que décrit Stephen Kotkin. C'est du moins ce que suggère l'étude d'Hélène Carrère d'Encausse qui, par une approche « totalitariste », conclut sur l'échec de l'intégration de la paysannerie au stalinisme²²⁸. Cela dit, comme nous prévient David Shearer, le régime stalinien ne peut pas non plus être réduit à une simple dichotomie, un conflit rural/urbain; les paysans, démontre-t-il par l'exemple du système de passeport, ne sont pas les seules victimes de la discrimination stalinienne²²⁹. Dans sa fine discussion du concept de résistance, Lynne Viola rappelle en outre que l'État stalinien n'était ni monolithique, ni extérieur et étranger à la société. Aussi insiste-t-elle sur les interconnections et hybridités²³⁰.

Dans tous les cas, l'État stalinien ne put pas imposer un discours monolithique, ni en fixer les significations. Nous devons donc relativiser l'influence déterminante de l'idéologie officielle. En effet, dans sa magistrale étude de la vie quotidienne, Michel de Certeau suggère que la consommation – par exemple du discours et du langage officiels – n'est pas passive : « On suppose qu' » assimiler »

²²³ *Ibid.*, p. 12.

²²⁴ J. W. Scott. *Gender and the Politics of History*, Columbia, Columbia University Press, rev. éd, 1999, p. 2.

²²⁵ *Ibid.*, p. 4-5. L'historienne déconstruit par exemple le concept de « genre » qui ne fait pas que refléter une différence biologique, matérielle entre les hommes et les femmes, mais en construit les significations, variantes, par luttres de pouvoir.

²²⁶ Lynne Viola. *Op. Cit.*, p. 29.

²²⁷ Pierre Pascal. *La civilisation paysanne en Russie*, Lausanne, Éd. L'Âge de l'homme, 1969, p. 11.

²²⁸ voir note 58.

²²⁹ David Shearer. *Loc. Cit.*, p. 839. Shearer s'oppose à l'argument d'un second servage stalinien.

²³⁰ Lynne Viola. « Introduction » dans *Contending with Stalinism. Soviet Power and Popular Resistance in the 1930s*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2002, p. 9 et 15. La société n'était d'ailleurs pas davantage homogène, ajoute-t-elle.

signifie nécessairement « devenir semblable à » ce qu'on absorbe, et non le « rendre semblable » à ce qu'on est, le faire sien, se l'approprier ou réapproprier.²³¹ Aussi la réception du discours et des représentations étatiques purent-elles produire de l'incontrôlé et de l'incontrôlable.

De fait, Andrew Verner rappelle que les discours, comme les mots, peuvent avoir plusieurs sens; les significations dépendent du contexte dans lequel ils sont employés²³². Dans cette optique, les significations du discours normatif se situent moins au niveau du discours lui-même que dans la pratique. En effet, insistant également sur l'agentivité et les compétences des individus pour interpréter le monde, l'historien Bernard Lepetit rappelle que les représentations sont produites par les interactions sociales²³³. L'historien défend alors une position intermédiaire – entre la conception du discours comme miroir d'une réalité matérielle et la négation complète de cette réalité : si les concepts et représentations n'ont pas de nature, ils ont des usages²³⁴. Ainsi, suivant Lepetit, le discours n'englobe pas la réalité, ne flotte pas, puisqu'aucune norme n'existe sans pratique.

En ce sens, si notre analyse se situe au niveau des représentations, le discours écrit des kolkhoziennes et kolkhoziens n'est pas non plus désincarné. Aussi reviendrons-nous sur le contexte pratique dans lequel émerge ce discours. En effet, les circonstances entourant la production des pétitions et la façon dont elles vinrent s'inscrire dans un contexte particulier – celui de l'après-guerre en URSS et de la reconstruction de l'agriculture – ne sont pas sans significations. De fait, l'écriture au pouvoir stalinien est d'abord une pratique. Une pratique qui renvoie aux relations, au dialogue entre le pouvoir stalinien et la population ainsi qu'à la façon, pour paraphraser Michel de Certeau, dont la population *construit* des phrases propres avec un vocabulaire et une syntaxe *reçus*²³⁵. Dans ce cadre, les auteurs de lettres ne sont donc pas passifs; les lettres témoignent de leur agentivité et de leurs stratégies. En somme, participant ainsi de l'approche « révisionniste », c'est donc sur cette pratique – cette « manière de faire »²³⁶ – que ce mémoire réfléchira, en se demandant dans quelles mesures l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale influa sur la façon de s'adresser au pouvoir.

0.4 Sources, limites et méthodes

Notre étude s'appuiera essentiellement sur une analyse des lettres de plaintes et de dénonciations conservées à Moscou dans les archives centrales du secrétariat d'Andrei A. Andreev au

²³¹ Michel de Certeau. *L'invention du quotidien. Tome 1 : Arts de faire*, Paris, Union générale d'édition, 1980, p. 280.

²³² Andrew M. Verner. *Loc. Cit.*, p. 88.

²³³ Bernard Lepetit. « Histoire des pratiques, pratique de l'histoire », *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, 1995, p. 15-17, 21.

²³⁴ *Ibid.*, p. 13.

²³⁵ Michel de Certeau. *Op. Cit.*, p. 12.

²³⁶ *Ibid.*, p. 14 : « Ces « manières de faire » constituent les mille pratiques par lesquelles des utilisateurs se réapproprient l'espace organisé par les techniques de la production socioculturelle. »

Conseil des Ministres de l'URSS : GARF (Archives d'État de la Fédération de Russie), f. 5446 (Conseil des Ministres de l'URSS), op. 52 (Secrétariat de A. A. Andreev), d. 1-41. De fait, ce fonds d'archives contient un large éventail de lettres manuscrites, encore largement inédites, écrites le plus souvent par des kolkhoziennes et kolkhoziens de diverses régions et situations sociales et acheminées à Andreï A. Andreev²³⁷. Regroupant 41 dossiers d'environ 500 pages chacun, il s'agit pour la période de l'après-guerre de l'un des plus grands dépôts de lettres provenant des campagnes soviétiques et traitant des problèmes de l'agriculture collective. Par ailleurs, ces lettres – parfois retapées à la dactylo, souvent surlignées par le secrétariat d'Andreev – sont généralement accompagnées de leur suivi, laissant ainsi percevoir l'attention que les autorités leur accordèrent, de même que la réponse qu'elles jugèrent appropriée. Elles sont en outre parfois précédées d'un court résumé (*spravka*) rédigé par le secrétariat, qui résume l'essentiel du point de vue des autorités centrales et les directives jugées nécessaires. Le fonds d'archives – accessible aux chercheurs depuis l'ouverture des archives soviétiques en 1991 – est ainsi constitué des archives secrètes d'Andreï A. Andreev et contient des lettres reçues entre mai 1946 et mars 1953. Certains dossiers contiennent essentiellement des lettres en provenance des kolkhozes ainsi que leur suivi, présentés par une table des matières. D'autres semblent moins organisés ; ils ne présentent pas de liste des cas, regroupent des rapports seuls ou des lettres éparées et ne se limitent pas aux campagnes (demandes d'appartement, lettres de détenus, etc.). C'est notamment le cas des premiers dossiers, qui rappellent peut-être la fonction encore plus ou moins définie d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres. La constitution du fonds commença en 1951. Le premier dossier (1946) fut placé dans les archives le 13 octobre 1951, tandis que le dernier (1953) le fut le 20 mars 1953, peu après la mort de Staline et la destitution d'Andreev au Conseil des Ministres. Ce dernier dossier ne contient pas les résultats des directives, sans doute abandonnées dans les circonstances. Une sélection de lettres choisies parmi une douzaine de dossiers à partir des nombres impairs et échantillonnées par année, entre 1946 et 1953, nous permettra par conséquent d'étudier les relations entre l'État stalinien et la paysannerie dans le contexte de la reconstruction d'après-guerre²³⁸. De fait, ces documents sont de plus en plus utilisés par les historiens, puisqu'ils sondent l'opinion populaire et offrent un regard inédit sur la vie quotidienne de la population.

Néanmoins, ce type de source a plusieurs limites, à commencer par les problèmes de représentativité. En effet, si les lettres sont majoritairement signées, il est impossible de connaître le pourcentage de représentativité de ce phénomène. De fait, les lettres expriment des cas particuliers et

²³⁷ Andreï A. Andreev (1895-1971), membre du Comité central (CC) du parti bolchevique depuis 1920, membre du Politburo du CC de 1932-1952, membre de l'Orgburo du CC de 1922-1928 et de 1939-1946, secrétaire du CC de 1924-1925 et de 1935-1946, Commissaire du peuple à l'agriculture de 1943-1946, vice-président du Conseil des Ministres de l'URSS de 1946-1953, président de la Commission centrale de contrôle (KPK) du CC de 1939-1952 et enfin, président du Conseil des Affaires kolkhoziennes de 1946-1953. (cf. *Krest'iansvo i gosudarstvo (1945-1953)*, Vassili P. Povov, éd., *Op. Cit.*, p. 282.)

²³⁸ Plus précisément, les dossiers 1-3-5-9-13-17-21-25-29-33-37-41 (total : 12 dossiers) ont été consultés.

ne peuvent donc être généralisées qu'avec précaution. Il est en outre impossible de connaître combien de kolkhoziens au total écrivirent aux différents organes du pouvoir. Les conditions des archives déclassifiées sont loin d'être idéales : les documents sont conservés dans plusieurs lieux de dépôts distincts, classés parfois selon le destinataire, parfois selon la personne qui l'a pris en charge, d'où l'impossibilité d'une étude exhaustive de tous ces documents regroupés. Nous pouvons de fait supposer que seule une minorité opta pour cette rédaction au pouvoir. Il est enfin impossible de savoir précisément pourquoi et dans quel pourcentage ces lettres furent conservées par leur destinataire. De fait, dans le dernier dossier (41), un bilan daté du 19 mars 1953 suggère l'ampleur des destructions :

Le 19 mars 1953, nous, soussignant l'assistant administrateur du secrétariat M. M. Kramanov, le secrétaire V. A. Filippov, le secrétaire N. I. Rybnikov, établissons l'acte présent au sujet du nombre total de fichiers détruits sur les lettres des travailleurs au secrétariat du vice-président du Conseil des Ministres de l'URSS, camarade A. A. Andreev pour :

1946 : 1328 fichiers
 1947 : 2469 fichiers
 1948 : 2469 fichiers²³⁹
 1949 : 2500 fichiers
 1950 : 2033 fichiers
 1951 : 4006 fichiers
 1952 : 5099 fichiers
 1953 : 497 fichiers
 Signatures (3).²⁴⁰

Ainsi, au moins 20 401 fichiers auraient été détruits en 1953. Ne connaissant ni le nombre total des lettres reçues, ni les critères qui déterminèrent leur entreposage dans les archives, nous ne pouvons par conséquent jauger de leur représentativité. Enfin, notre échantillon – partiel – ne peut prétendre à une représentativité parfaite. À ces problèmes quasi insolubles s'ajoute le fait que le déchiffrement de ces lettres, souvent écrites au crayon de plomb sur du papier de mauvaise qualité, représente un obstacle certain aux recherches des historiens, les obligeant à rejeter les lettres devenues illisibles. Or, les lettres les mieux rédigées, les mieux conservées ne sont peut-être pas les plus représentatives.

Les lettres de plaintes et de dénonciations soulèvent en outre plusieurs problèmes, notamment en ce qui a trait à l'exagération, voire au mensonge des auteurs. Comme l'explique Mireille Bossis, la lettre, comme objet d'écriture, appartient au domaine de la représentation, passe par l'imaginaire de celui qui écrit et reflète donc un choix, une interprétation²⁴¹. Néanmoins, Anne-Marie Sohn note que la présentation matérielle des lettres, la suscription, les formes de politesse, les niveaux d'écriture et de langage sont autant d'éléments marqués par la norme qui renseignent à la fois sur son temps et sur le

²³⁹ Le même nombre ayant été inscrit pour 1947 et 1948 suggère une erreur possible dans le bilan.

²⁴⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 41, l. 100a.

²⁴¹ Mireille Bossis, dir. *La lettre à la croisée de l'individuel et du social*, Paris, Éd. Kimé, 1994, p. 9.

scripteur²⁴². Ainsi, la lettre souligne les relations entre l'écrivain et sa société, entre le particulier et le général. Elle est, comme écrit Mireille Bossis : « à la croisée de l'individuel et du social »²⁴³.

En ce sens, ce ne sont pas tant les faits révélés dans les lettres de plaintes et de dénonciations qui nous importent, que la subjectivité même des auteurs de lettres. Notre étude s'intéressera aux diverses stratégies discursives, aux multiples mises en scène de la subjectivité des auteurs de lettres (leurs identités, leurs motivations, leurs choix de terme, leurs propos, etc.). Nous nous pencherons donc sur les modes de représentation de soi et des autres. Si notre analyse se situe ainsi au niveau des représentations, celles-ci ne sont néanmoins pas désincarnées. Nous utiliserons par conséquent de façon extensive un vaste répertoire de sources primaires – notamment des recueils de documents d'archives édités récemment par les chercheurs russes sur les questions de la paysannerie et de l'après-guerre – et de sources secondaires en langue française, anglaise et russe afin d'ancrer notre réflexion sur la pétition dans son contexte pratique de production et enfin, de comparer, confronter nos résultats.

Nous avons jusqu'à maintenant introduit la pratique de la pétition populaire dans le contexte du régime stalinien et défini le sujet en regard des questions qu'il soulève et des diverses approches qu'il reçues dans l'historiographie – approches qui s'inscrivent de fait dans le cadre d'une discussion plus générale sur les relations entre l'État stalinien et la population. Le premier chapitre reviendra sur le contexte pratique : l'après-guerre et le régime stalinien. Après un retour sur le bilan et les interprétations de la période, il présentera Andreï A. Andreev et la reconstruction de l'agriculture. Le chapitre suivant se penchera ensuite sur les auteurs des lettres et leurs motivations : qui écrit ? À qui exactement ? Comment les auteurs s'introduisent-ils et représentent-ils le(s) destinataire(s) ? Seront ainsi analysés les modes de représentation de soi et des autres, les façons de s'adresser aux autorités, les motivations exprimées. Le troisième chapitre réfléchira par la suite sur ce qui est dans ces lettres dénoncé et plaint. Il s'attardera donc sur le propos des auteurs et la façon dont ils le formulent, l'expliquent et le justifient. Enfin, le quatrième chapitre s'intéressera au traitement et à la réponse des autorités, l'intérêt manifesté, les résultats des pétitions etc. Notre conclusion reviendra finalement sur les nombreux changements dans la pratique populaire de pétition mis en lumière dans notre analyse, lesquelles apparaissent néanmoins en conclusion mesurés. En effet, l'impact du conflit mondial est en définitive nuancé.

²⁴² Anne-Marie Sohn, dir. *La correspondance, un document pour l'histoire*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 2002, p. 12.

²⁴³ Mireille Bossis. *Op. Cit.*, p. 165. C'est un peu dans cet esprit que Julianne Fürst présente les lettres comme l'endroit où les sphères publique et privée se heurtent, « tournant le sujet soviétique pour un bref moment en citoyen soviétique. » (Julianne Fürst. *Loc. Cit.*, p. 327.)

CHAPITRE I

LE CONTEXTE PRATIQUE : L'APRÈS-GUERRE EN URSS ET LA RECONSTRUCTION DE L'AGRICULTURE, 1946-1953

La victoire de l'URSS signifie premièrement que l'organisation sociale a vaincu, que l'organisation sociale a passé avec succès l'épreuve de feu de la guerre et prouvé sa viabilité. La victoire de l'URSS signifie deuxièmement que l'organisation étatique a vaincu, que l'État multinational soviétique a passé toutes les épreuves de la guerre et prouvé sa viabilité. La victoire de l'URSS signifie troisièmement que (...) l'Armée rouge a vaincu (...). Cette victoire historique mondiale ne pouvait être obtenue que sur la base des conséquences de la préparation préalable de tout le pays à la défense active. (...) Les possibilités matérielles de la préparation du pays (...) ont été créées (...) avant tout grâce à la politique soviétique d'industrialisation du pays et à la politique de collectivisation de l'agriculture. (« Loi sur la plan quinquennal de reconstruction et de développement de l'économie nationale de l'URSS pour 1946-1950 », promulguée le 18 mars 1946).¹

1. 1 L'après-guerre et le régime stalinien : bilan et interprétations

La Deuxième Guerre mondiale est traditionnellement interprétée comme un point tournant pour l'Union soviétique : économiquement, elle fut le premier test sérieux de la planification centrale, politiquement, elle imposa au monde l'URSS et enfin, socialement, elle fournit une force de cohésion auparavant déficiente dans la société soviétique². C'est ainsi que Nicholas Timasheff conclut par

¹ *Direktivy KPSS i Sovetskogo Pravitel'stva po hozjajstvennym voprosam. Sbornik dokumentov*, vol. 3 : 1946-1952, Moscou, Gosudartvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, 1958, p. 7.

² Susan J. Linz. « Introduction : War and Progress in the USSR » dans Susan J. Linz, dir. *The Impact of World War II on*

exemple en 1946 que la lutte contre le nazisme a entraîné la formation d'une « union sacrée » solide – en ralliant à la cause même ceux qui n'acceptaient pas le régime – et prouvé le plein droit de la Russie de faire partie du « *Big Three* » (les trois puissances dirigeantes) au sein des Nations Unies³. Nous reviendrons donc sur les legs du conflit mondial en URSS et les interprétations de l'après-guerre.

1.1.1 Les répercussions de la Deuxième Guerre mondiale en URSS

De fait, le bilan de ce conflit – significativement nommé la Grande Guerre patriotique en Russie – est lourd de conséquences. Nicolas Werth rappelle les pertes chiffrées par les autorités soviétiques : 32 000 usines et fabriques, 65 000 kilomètres de voies ferrées, 50% du nombre de chevaux, 65% du cheptel porcin, 20% du cheptel bovin, en plus des 1 700 villes et bourgs et des 70 000 villages – qui privaient d'abri plus de 25 millions d'habitants – avaient été détruits ou abattus en Union soviétique⁴. En septembre 1945, le montant des pertes directement occasionnées par la guerre fut ainsi estimé par les autorités soviétiques à 679 milliards de roubles, soit l'équivalent de cinq fois et demi le revenu national de 1940⁵. À ce bilan déjà accablant venaient s'ajouter les pertes humaines. En incluant les combattants, les prisonniers de guerre, les déportés du travail et les victimes civiles, Alain Blum cite de 26 à 27 millions de décès en sus des décès habituels, pour une population atteignant, en 1941 dans les frontières actuelles, 195 millions d'habitants⁶. Malheureusement, le premier recensement réalisé après la guerre – qui nous aurait peut-être permis d'en savoir plus – ne fut fait qu'en 1959 en URSS. Dans tous les cas, l'impact démographique du conflit changea à coup sûr la composition de la force de travail. Comme le souligne Susan J. Linz, tandis qu'en 1939, il y avait sept millions plus de femmes que d'hommes dans la population, ce chiffre grimpa à 20 millions en 1959⁷.

Par conséquent, ce bilan ne fut sans doute pas sans répercussions sur les pratiques quotidiennes de la population soviétique. Alain Blum se pencha par exemple sur la famille – site par excellence, écrit-il, où s'enracinent les relations entre l'individu et la société⁸ – et remarqua une rupture : « Les familles sont, dans un premier temps, rompues; les femmes restent seules avec leurs enfants. Les solidarités plus larges sont brisées, surtout dans un pays où domine la famille élargie et patriarcale. Les difficultés du mariage et la concurrence entre remariage et mariage s'accroissent à

the Soviet Union, Totowa (N.J.), Rowman and Allenheld, 1985, p. 1-11.

³ Nicholas S. Timasheff, *Op. Cit.*, p. 400-401. L'auteur rappelle cependant que la patrie pour laquelle les masses populaires se battirent était leur patrie traditionnelle, légèrement modifiée; Staline avait en effet selon lui abandonné le projet socialiste dans les années trente. Timasheff envisageait en ce sens une probable démocratisation du régime après la guerre (*Ibid.*, p. 403-417).

⁴ Nicolas Werth. *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États Indépendants, 1900-1991*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 5^e éd., p. 365.

⁵ *Ibid.*

⁶ Alain Blum. *Naître, vivre et mourir en URSS*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 2004 (1994, Plon), p. 120.

⁷ Susan J. Linz. « WWII and Soviet Economic Growth, 1940-1953 » dans Susan J. Linz, dir. *Op. Cit.*, p. 19.

⁸ Alain, Blum. *Op. Cit.*, p. 191.

nouveau (...).»⁹ Néanmoins, Blum nous prévient contre la tentation de percevoir l'après-guerre essentiellement comme une rupture, une nouvelle période et/ou un recommencement. Le taux des naissances, souligne-t-il par exemple, renoua après la guerre avec les tendances longues au déclin, l'URSS ne connaissant pas de baby-boom. Cela conduit par conséquent l'historien à noter : « Ainsi, les simples courbes démographiques de la population de l'URSS enregistrent les conséquences des événements politiques, qui, plus que dans n'importe quel pays, semblent infléchir le destin des hommes; et pourtant, dans le même temps, elles indiquent que perdure un imperturbable mouvement de long terme, interrompu par ces ruptures dramatiques. »¹⁰ Alain Blum en conclut alors sur la relative autonomie du social par rapport au politique¹¹.

Or, si le social peut dans une certaine mesure faire preuve d'indépendance avec le politique, il ne peut, suivant Amir Weiner, être perçu – et vécu – indépendamment de l'idéologie. En effet, Amir Weiner écrit : « *The war and its aftermath could not be distinguished from the Revolution at large. As long as the revolutionary ethos retained its viability, it was the prism through which Soviet contemporaries made sense of the cataclysmic events that shaped their lives.* »¹² Cependant, l'idéologie n'est pas pour autant selon lui statique, insensible au contexte dans lequel elle émerge : « *But it [la Deuxième Guerre mondiale] also shifted conceptions and practices of the Revolution, superimposing a new set of tropes into prewar categories.* »¹³ En effet, selon lui, la Deuxième Guerre mondiale transforma physiquement et symboliquement le régime soviétique, forçant les individus à se repenser, à tenir de nouveaux rôles et à faire de nouvelles demandes¹⁴. Weiner suggère entre autres que l'origine sociale cessa de servir de critère dans la détermination du statut sociopolitique, au profit de l'ethnicité¹⁵. Il rejoint ici Alain Blum, lequel nota que, après le conflit, la différenciation ethnique a pris le pas sur la différenciation sociale dans la littérature sociologique soviétique¹⁶.

Ainsi, la Deuxième Guerre mondiale influa sur les pratiques et représentations (idéologie) de la population et de l'État soviétique. C'est du moins ce que suggère également Elena Zubkova dans son étude de l'opinion populaire de l'après-guerre. En effet, l'historienne russe soutient que la liberté du temps de guerre – qu'elle explique par le fait que, durant la guerre, l'initiative de la population compensa pour l'incompétence du système stalinien – a non seulement donné naissance à un sentiment de responsabilité personnelle devant la patrie et à une vision personnelle de ce que la nation devait

⁹ *Ibid.*, p. 127.

¹⁰ *Ibid.*, p. 129.

¹¹ *Ibid.*, p. 247.

¹² Amir Weiner. *Making Sense of War; The Second World War and the Fate of the Bolshevik Revolution*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2001, p. 17.

¹³ *Ibid.*, p. 8.

¹⁴ *Ibid.*, p. 7-8.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Alain Blum. *Op. Cit.*, p. 72.

devenir, mais elle a également créé ses propres modes d'associations de personnes qui ne se seraient jamais croisées; elle a réuni villages et villes, étudiants universitaires et anciens détenus¹⁷. En ce sens, la guerre a selon elle imposé la connaissance de la multiplicité des façons de vivre et la valeur du choix personnel¹⁸. Elle a enfin, ajoute Zubkhova, apporté dans l'après-guerre l'habitude des commandes militaires et l'habitude de penser en termes de « nous contre eux », laissant le « eux » vide et prêt à être comblé, défend-elle, dans l'imaginaire populaire par l'État stalinien¹⁹.

En fait, la Deuxième Guerre mondiale, étudia Richard J. Brody, démontra les limites du pouvoir central et l'inefficacité de l'idéologie officielle comme système de croyance²⁰. En effet, elle accentua, défend l'historien, les problèmes fondamentaux dans l'identité du parti communiste comme instrument de mobilisation politique, éclairant une plus profonde disjonction entre l'idéologie officielle et les mentalités politiques de la société soviétique²¹. Étant donnée la désintégration des réseaux de communication (presse, radio, cinéma), explique Brody, la guerre montra l'importance de l'*agitprop* (l'agitation propagandiste auprès des masses) non comme outil de persuasion, mais comme outil de simple communication²². Or, Brody souligne les divers problèmes rencontrés durant les années de guerre par les agents de l'*agitprop* : manque de ressources et de personnel, problèmes d'organisation et de priorités entre le centre et les cadres locaux, manque de formation, fossé culturel entre l'élite et les masses, entre les idéologues du Parti et les agents propagandistes, etc. Ces problèmes confirmèrent donc, écrit Brody, l'inefficacité de l'*agitprop* comme outil de propagande, voire même comme moyen de communication²³. Puisque les masses étaient néanmoins forcées d'écouter le message des agents propagandistes, Brody en déduit que la principale fonction de l'*agitprop* était finalement symbolique : « *It was not necessary a question of belief, but a instead one of acknowledging and participating in the party's discourse (its language of power).* »²⁴ L'*agitprop* symbolisait l'autorité du Parti et les relations du pouvoir, il maintenait une façade du pouvoir étatique. Or, puisque ce langage était en réalité selon

¹⁷ Elena Zubkova. *Russia After the War : Hopes, Illusions, and Disappointments, 1945-1957*, trad. du russe par Hugh Ragsdale, Armonk (N. Y.) et Londres, M. E. Sharpe, coll. « The New Russian History », 1998, p. 14-17.

¹⁸ L'auteure rejoint ici Richard Stites qui note l'émergence durant la Deuxième Guerre mondiale d'une culture populaire plus indépendante, spontanée et axée sur l'individualité, les sentiments intimes et l'authenticité – culture qui, malgré la terreur de l'après-guerre qui la visait notamment, écrit-il, resurgit à la mort de Staline (Richard Stites. « Soviet Russian Wartime Culture : Freedom and Control, Spontaneity and Consciousness » dans Robert W. Thurston et Bernd Bonwetsch, éd. *The People's War. Responses to World War II in the Soviet Union*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 2000, p. 171-184).

¹⁹ Elena Zubkhova. *Op. Cit.*, p. 18-19. En fait, cette habitude de penser en termes de « nous » contre « eux » n'était pas nouvelle. Voir notamment Sarah Davies. « « Us Against Them » Social Identity in Soviet Russia, 1934-1941 » dans Sheila Fitzpatrick, dir. *Stalinism : New Directions, Op. Cit.*, p. 47-70.

²⁰ Richard J. Brody. « Ideology and Political Mobilization. The Soviet Home Front During World War II », *The Carl Beck papers in Russian and East European Studies*, 1104 (octobre 1994), 45 p.

²¹ *Ibid.*, p. 1.

²² *Ibid.*, p. 6.

²³ *Ibid.*, p. 24.

²⁴ *Ibid.*, p. 29.

lui peu observé dans le cas soviétique, Brody conclut finalement sur la faiblesse du contrôle étatique, éclairée par l'expérience de la guerre²⁵.

La Deuxième Guerre mondiale n'aurait donc pas solidifié le contrôle et le pouvoir de Staline. C'est du moins en ces termes en effet qu'un important courant dans l'historiographie parle volontiers d'un « *wartime thaw* », d'une relaxation du régime dans les années de guerre. Roger Pethybridge par exemple, dans son histoire de l'après-guerre en Russie, insiste sur le réel danger que représentait après 1945 pour le régime la libéralisation du temps de guerre – libéralisation qui se manifesta par exemple par l'importance de l'entreprise privée et les concessions religieuses²⁶. Ce danger était amplifié, explique-t-il, par l'occupation allemande, les relations avec les Alliés et enfin, la présence des troupes soviétiques à l'étranger. Aussi l'historien explique-t-il les politiques de l'après-guerre par la volonté de Staline de restaurer l'ordre d'avant-guerre, afin de rétablir la stabilité et sécuriser l'URSS et les nouveaux territoires acquis. En effet, dans les circonstances, écrit Pethybridge, Staline n'avait pas de marge de manœuvre : il se devait de revenir au système éprouvé car une expérimentation aurait été suicidaire²⁷. Par conséquent, en raison d'une continuation dans le leadership et dans les structures du pouvoir, Pethybridge décrit la période de l'après-guerre comme une simple continuité de l'avant-guerre : « *In this sense, the war was only an interlude, catastrophic though its effects had been.* »²⁸

Dans le même esprit, Jeffrey Brooks présente dans son analyse des représentations publiques soviétiques les années de guerre comme une disruption, une relaxation de la culture et des politiques de l'avant-guerre²⁹. Il identifie de fait plusieurs changements. Les journalistes par exemple, explique-t-il, gagnèrent une relative indépendance avec le recul initial de Staline de l'avant-scène. De même, souligne Brooks, le concept du temps changea, délaissant le passé et l'avenir au profit du présent. Ainsi, les métaphores se transformèrent : « *War became the « teacher » and Stalin relinquished the metaphorical position.* »³⁰ Les années de guerre virent donc, écrit l'historien, naître une pluralité de discours et de significations. Comme Elena Zubkhova, Brooks identifie ainsi les legs de la Deuxième Guerre mondiale entre autres dans la naissance d'une vision plus personnelle : « *To many, victory depended on their own efforts, and not Stalin's. (...) Yet the mix of narratives reflected participants' own pride in conducting the war and therefore a symbolic transfer of value from state, party and leader to « society » in their persons.* »³¹ L'après-guerre se caractérisa par conséquent selon Brooks par l'effort de Staline et des leaders de supprimer cette relaxation, effort qui ne rencontra, nuance-t-il,

²⁵ *Ibid.*, p. 30.

²⁶ Roger Pethybridge. *A History of Postwar Russia*, New York, The New American Library Inc., 1966, p. 26.

²⁷ *Ibid.*, p. 50.

²⁸ *Ibid.*, p. 51.

²⁹ Jeffrey Brooks. *Op. Cit.*, p. 175.

³⁰ *Ibid.*, p. 184.

³¹ *Ibid.*, p. 173-174.

qu'un succès partiel³². Enfin, comme Roger Pethybridge, Brooks conclut sur un retour dans l'après-guerre au système d'avant-guerre. L'économie morale du don³³ fut de fait, soutient-il, non seulement réintroduite, mais élargie : dans la performance théâtrale, les citoyens soviétiques n'étaient plus les seuls à devoir une gratitude totale à l'État stalinien; le monde entier lui devait la liberté³⁴.

Dans son analyse des politiques soviétiques entre 1945 et 1953, le politologue Timothy Dunmore accepte également l'idée d'une relaxation du régime stalinien pendant la Deuxième Guerre mondiale : « *In terms of both policies and political structures the Soviet system had become markedly more liberal during the war.* »³⁵ Il s'oppose cependant à l'interprétation de l'après-guerre comme un simple retour aux politiques d'avant-guerre, une restauration de l'orthodoxie stalinienne. En effet, revenant sur la formulation et la mise en place des politiques soviétiques dans l'après-guerre, Dunmore conclut que les décisions politiques résultèrent en fait de compromis entre les factions divergentes à l'intérieur et à l'extérieur du Politburo³⁶. Insistant sur la relative faiblesse de Staline dans l'après-guerre et le rôle des cadres inférieurs, Dunmore interprète finalement la période comme un conflit, une bataille entre le Parti, dont l'influence avait selon lui décliné durant la guerre, et l'État³⁷.

Si plusieurs auteurs acceptent donc l'idée d'un « *wartime thaw* » et présentent les années de guerre comme une libéralisation du régime, un relâchement du contrôle stalinien, l'historien Thomas J. Green, néanmoins, questionne cette interprétation. En effet, étudiant les relations entre la paysannerie soviétique et l'État stalinien pendant la Deuxième Guerre mondiale, Green soutient que toute forme de relaxation durant le conflit fut non intentionnelle³⁸. De fait, si le pouvoir stalinien ne fut pas, écrit-il, consolidé par l'expérience de la guerre³⁹, le régime maintint ses politiques répressives durant toute la période : « *With very few exceptions there was not to be a wartime « thaw ». Rather, the imagined and real existence of fifth columnists magnified the arbitrariness and ruthless intensity of repression which culminated in « the wave of 1944-1946 » that flooded the penal system.* »⁴⁰ Aussi l'attitude du régime et ses politiques d'exaction envers les campagnes soviétiques restèrent, démontre-t-il, les mêmes. Par conséquent, Green interprète les années de guerre comme une continuation logique des relations entre l'État soviétique et la paysannerie depuis la guerre civile. En effet, selon Green, la Deuxième Guerre mondiale résuma et renforça les conséquences de la collectivisation forcée de l'agriculture, rendant un

³² *Ibid.*, p. 194.

³³ Voir notre introduction, p. 32.

³⁴ Jeffrey Brooks. *Op. Cit.*, p. 195.

³⁵ Timothy Dunmore. *Soviet Politics, 1945-1953*, Londres et Basingstoke, The Macmillian Press LTD, 1984, p. 1.

³⁶ *Ibid.*, p. 2.

³⁷ *Ibid.*, p. 152.

³⁸ Thomas J. Green. *The End of the World Must Be at Hand : The Collective Farm Peasantry and the Soviet State During the Great Patriotic War, 1941-1945*, thèse de doctorat, Toronto, University of Toronto, 1999, p. 142.

³⁹ L'État fut par exemple, démontre-t-il, confronté à plusieurs difficultés et limites, notamment sur la question du contrôle des grains, de la production et de l'approvisionnement (*Ibid.*, p. 133).

⁴⁰ *Ibid.*, p. 73.

changement encore plus improbable après la victoire. La guerre, conclut-il, ne rapprocha pas l'État et les paysans – lesquels contribuèrent il est vrai à la victoire, mais par une agentivité (*agency*), explique Green, qui leur était propre, par leurs stratégies autonomes de survie.⁴¹ De fait, dans le contexte notamment de l'occupation ennemie et de l'importance accrue pour le ravitaillement du lot privé des kolkhoziens, la guerre contribua plutôt, souligne Green, à renforcer le mythe du paysan traître et profiteuse, de même qu'à accroître les tensions entre les mondes rural et urbain⁴². Elle aurait donc amplifié la suspicion mutuelle entre l'État stalinien et la paysannerie kolkhozienne. En somme, la Deuxième Guerre mondiale, écrit Green, « *served to reinforce the ideological underpinning of Stalinism, the economic imperatives of the state, and the assumptions upon which the Soviet system was constructed in the countryside.* »⁴³ En ce sens, la période de l'après-guerre représenterait autant une continuation des années de guerre, que des politiques d'avant-guerre.

Si la question de la définition des politiques étatiques durant la Deuxième Guerre mondiale dépasse le cadre de notre recherche, il apparaît donc que l'expérience du conflit – qui, avec son bilan désastreux en URSS, influa sur les pratiques et les représentations soviétiques – ne consolida peut-être pas le régime stalinien. De fait, la force de cohésion de la guerre est maintenant remise en question.

1.1.2 Les relations entre l'État stalinien et la société après la Grande Guerre patriotique

En effet, il fut souvent assumé que la victoire rapprocha le pouvoir stalinien et les masses. Or, Elena Zubkova remet cette interprétation en question, insistant sur la divergence croissante des intérêts entre l'État et la population après la guerre. Ainsi, par exemple, dans son chapitre « *The State and the Peasant : Village Antagonism to the Collective Farm* », l'historienne se base entre autres sur une lecture – au premier degré – des pétitions paysannes pour démontrer que si à la fin de la guerre les paysans attendaient une relaxation et libéralisation du régime – à commencer par la décollectivisation de l'agriculture –, ils perdirent graduellement tout espoir, se heurtant à l'État stalinien qui avait plutôt opté pour la consolidation du système et la répression⁴⁴. En ce sens, Zubkova soutient que la terreur de l'après-guerre ne fut pas un phénomène artificiel; elle visait l'intimidation d'une réelle menace. Les vétérans auraient entre autres selon elle représentés une potentielle force d'opposition⁴⁵. Néanmoins, écrit-elle, cette force ne se concrétisa pas et l'espoir populaire s'essouffla vers 1947-1948, au moment

⁴¹ *Ibid.*, p. 245.

⁴² *Ibid.*, p. 231.

⁴³ *Ibid.*, p. 5.

⁴⁴ Elena Zubkova. *Op. Cit.*, p. 59-67. Dans les campagnes soviétiques, l'auteure situe la désillusion populaire en 1948, au moment du décret visant la déportation de ceux qui ne travaillent pas le minimum requis, décret par lequel « *the authorities succeeded in extracting obedience from the peasants, or at least the appearance of obedience and loyalty.* » (*Ibid.*, p. 66-67).

⁴⁵ *Ibid.*, p. 27.

de la répression des intellectuels⁴⁶. À son avis, l'État et la répression ne doivent toutefois pas être vus comme les seuls responsables de l'absence de réformes : « (...) *Neither the Party elite nor the general public was rich in reformist ideas.* »⁴⁷

Par le même procédé, V. P. Popov documente l'opposition qu'il constate après la guerre entre la paysannerie et les fonctionnaires d'État⁴⁸. Comparant sources officielles et pétitions populaires, il tâche alors de démontrer que si tout le village espérait des changements positifs – notamment, écrit-il, les soldats démobilisés qui avaient vu les conditions des paysans d'Europe –, les paysans soviétiques rencontrèrent plutôt un durcissement des politiques agraires et une détérioration constante durant la période de leurs conditions de vie, lesquelles devinrent de fait selon lui pires que durant la guerre⁴⁹.

1.1.2.1 Le mécontentement populaire et le retour des vétérans

De fait, les relations après la Deuxième Guerre mondiale entre l'État stalinien et les vétérans soviétiques posent particulièrement problème. Pour Elena Zubkova et V. P. Popov, les vétérans représentaient une potentielle force d'opposition au régime. Questionnant le – nouvel – ascendant de l'État stalinien sur les masses populaires après 1945, l'historien Mark Edele s'intéressa également au mouvement des vétérans, qui ne fut selon lui ni le résultat de la volonté étatique, ni une expression d'opposition au régime : « *Rather, it was driven by its own logic – a logic which emerged from the peculiarly Soviet experience of war and demobilization, but did so not in a planned, engineered, or controlled fashion.* »⁵⁰ De fait, allant plus loin que Zubkova, Edele suggère que les vétérans – qu'il définit comme un « *entitlement group* »⁵¹ en ce qu'ils partagent le sentiment d'une dette à leur égard et tendent à agir de la même façon, même s'ils ne se reconnaissent pas comme un groupe et sont de fait divisés par diverses barrières tels le genre, la situation sociale, l'ethnie, le grade militaire, etc. – étaient en fait riches en idées de réformes⁵². Relevant, écrit-il, des changements de l'après-guerre et des nouvelles possibilités de pensées, les vétérans acquièrent selon lui le sentiment d'avoir mérité un nouveau statut qui leur donnait droit à un traitement spécial de la part de l'organisation sociale. Or, la démobilisation se caractérisa, écrit-il, par la confusion et le chaos; malgré ses ambitions totalitaires, le régime était en effet loin selon lui de la bureaucratie efficace capable de tout contrôler et de prodiguer

⁴⁶ *Ibid.*, p. 117.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 204.

⁴⁸ *Krest'janstvo i gosudarstvo (1945-1953)*, V. P. Popov, éd. *Op. Cit.*, p. 7-18.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 13-14.

⁵⁰ Mark Edele, *Soviet Veterans of the Second World War : A Popular Movement in an Authoritarian Society, 1941-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 18-19.

⁵¹ *Id.* « Soviet Veterans as an Entitlement Group, 1945-1955 », *Slavic Review*, 65, 1 (spring 2001), p. 111-137.

⁵² *Id.* « More than Just Stalinists : the Political Sentiments of Victors, 1945-1953 » dans Juliane Fürst, dir. *Late Stalinist Russia. Society between Reconstruction and Reinvention*, Londres et New York, Routledge, coll. « Russian and East European Studies », 2006, p. 167.

le bien-être. Frustrés, les vétérans qui ne voulaient pas rester les mains vides, explique Edele, devaient demander de l'aide, notamment par le biais de la pétition au pouvoir. Or, si la chance de voir leurs demandes satisfaites était aléatoire, le sentiment des vétérans de mériter un statut spécial en sortit selon lui renforcé : « *At the same time, the march through the institutions, the writing of supplications, the entire process of lobbying on one's behalf also reinforced a sense of special entitlement.* »⁵³ D'ailleurs, l'État ne joua selon lui qu'un rôle minime dans la résolution des problèmes des vétérans ; celle-ci dépendait en fait d'une variété de réseaux sociaux et d'institutions. De fait, ce nouveau statut des vétérans impliquait également des devoirs : « *Official discourse during demobilization also implied that a special status had been earned – a status which bound the veterans to be model citizens. (...) The veteran was meant to be a 'faithful helper of the local organs of Soviet power and a passionate propagandist of the ideas of the party of Lenin-Stalin'.* »⁵⁴ Or, les opinions politiques des vétérans, telles qu'accessibles dans les rapports officiels produits en réaction à leurs pétitions, étaient en fait selon Edele complexes. Plus que de simples stalinien, les vétérans pouvaient par exemple faire preuve de loyauté envers certains aspects du stalinisme, mais s'opposer à d'autres⁵⁵. L'historien s'éloigne ainsi d'Amir Weiner, qui avance que les vétérans de l'Armée rouge, produits d'une institution soviétique, ne critiquèrent pas ce qu'ils les élevèrent et se révélèrent de parfaits stalinistes⁵⁶. Enfin, si le discours officiel devint, écrit Edele, moins ambigu en 1948 à la fin de la démobilisation – lorsque les vétérans cessèrent d'être reconnus par l'État comme ayant droit à un statut particulier –, la pression non coordonnée des vétérans finit à terme, conclut Edele, par obliger l'État à s'éloigner de ses préconceptions idéologiques pour permettre d'abord l'essor d'un mouvement organisé de vétérans, puis la croissance de leurs privilèges légaux⁵⁷. Le statut spécial des vétérans fut ainsi juridiquement reconnu en 1978. En somme, les legs de la Deuxième Guerre mondiale ne pouvaient selon l'historien disparaître et ce, malgré la volonté étatique ; une culture de la mémoire se développa et les vétérans participèrent activement à la construction du culte de la guerre.

Tout récemment (2010), Robert Dale revint sur l'expérience de la démobilisation à Leningrad et sur le mythe de la réinsertion réussie des vétérans, questionnant l'interprétation courante voulant que ces derniers aient été les principaux bénéficiaires de l'après-guerre, ayant amélioré leur position⁵⁸. Soulignant les nombreux problèmes des vétérans – par exemple la pénurie d'uniformes les obligeant à

⁵³ Mark Edele. *Soviet Veterans of the Second World War...*, *Op. Cit.*, p. 53-54.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 35.

⁵⁵ Mark Edele. « More than Just Stalinists... », *Op. Cit.*, p. 174.

⁵⁶ Amir Weiner. *Op. Cit.*, p. 366.

⁵⁷ Mark Edele. *Soviet Veterans of the Second World War...*, *Op. Cit.*, p. 11.

⁵⁸ Robert Dale. « Rats and Resentment : The Demobilization of the Red Army in Postwar Leningrad, 1945-50 », *Journal of Contemporary History*, 45, 1 (2010), p. 113-133. Eric J. Duskina suggéra par exemple qu'après la Deuxième Guerre mondiale, plusieurs vétérans exploitèrent leur valeur sur le marché pour obtenir de meilleurs emplois et de meilleurs salaires (E. J. Duskina. *Stalinist Reconstruction and the Confirmation of a New Elite, 1945-1953*, Basingstoke et New York, Palgrave, 2001, p. 20).

un retour humiliant, l'attente et la lenteur de la démobilisation, organisée par groupes d'âges, les difficultés du voyage de retour, les problèmes entourant l'obtention d'un logement, d'un travail, de vêtements ou de nourriture, etc. –, Dale insiste sur le fossé que rencontrèrent les vétérans entre la réalité et la propagande, fossé qui les emplit selon lui de déception et de colère⁵⁹. En effet, citant Elena Zubkova, Dale suggère que l'espoir des vétérans pour une vie meilleure se muta rapidement en ressentiment⁶⁰. De fait, la lecture – au premier degré – des lettres privées des vétérans, dans lesquelles ils expriment leur déception et leur colère, confirme selon lui que, contrairement à la représentation officielle du vétéran comme citoyen exemplaire, les vétérans de Leningrad étaient profondément mécontents de leur traitement pendant et après la démobilisation⁶¹. Ce mécontentement, explique Dale, était créé par les interactions entre les vétérans et l'appareil d'État chargé de leur réintégration; il se dirigeait vers les bureaucrates, renvoyant ainsi selon lui non seulement à l'écart séparant vétérans et civils et au ressentiment des vétérans envers ceux qui s'étaient sauvés du service militaire, mais également à la corruption et à la croissante bureaucratisation du régime dans l'après-guerre. En effet, selon Dale, les rapports officiels produits en réaction aux lettres des vétérans reflètent « *more than the attitudes of a disaffected minority of veterans, or censors' over-active imagination. They reflected the reality that many demobilized veterans encountered callous officials and corrupt bureaucrats in the process of adapting to civilian life.* »⁶² Si les vétérans, concède-t-il, étaient en mesure d'anticiper les difficultés de la démobilisation et la corruption – via par exemple les lettres de leur famille –, ils devinrent selon lui plus agressifs et mécontents lorsqu'ils confrontèrent les bureaucrates face-à-face⁶³. Dale conclut en somme sur cette opposition entre les vétérans et les fonctionnaires – qui profita finalement, écrit-il, au pouvoir central – et sur le sentiment que la Guerre patriotique ne rapprocha pas les individus, mais continua d'endommager la cohésion sociale et de créer de profondes tensions⁶⁴.

Enfin, Catherine Merridale, dans son étude de l'Armée rouge pendant la Deuxième Guerre mondiale, juge également fausse la supposition du renforcement de la cohésion sociale par la guerre : « *The war created hierarchies, winners and losers, millions of dead. And physical separation, hunger, and violence do not unite communities.* »⁶⁵ L'historienne insiste notamment sur le fossé qui se creusa entre les vétérans et la société civile – fossé qui s'exprima par exemple selon elle par les conflits entre les soldats et leur femme et/ou leur famille et les conflits entre les vétérans et les fonctionnaires

⁵⁹ Robert Dale. *Loc. Cit.*, p. 120, 122-124.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 123.

⁶¹ *Ibid.*, p. 122, 125.

⁶² *Ibid.*, p. 131.

⁶³ *Ibid.*, p. 126.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 132.

⁶⁵ Catherine Merridale. *Ivan's War. Life and Death in the Red Army, 1939-1945*, New York, Metropolitan Books, 2006, p. 226.

pendant la démobilisation⁶⁶. Cependant, à l'inverse de Robert Dale, Merridale suggère que plusieurs vétérans purent améliorer leur situation et en être reconnaissants au régime stalinien. Elle cite par exemple le cas du soldat Kirill qui, avant de connaître le prestige fourni par l'expérience militaire et l'Armée rouge, était sans le sou, originaire d'une petite localité isolée en Ukraine et n'avait que peu de perspectives d'avenir⁶⁷. En effet, la Deuxième Guerre mondiale permit selon Merridale aux soldats soviétiques de saisir un sens du progrès individuel; l'Armée rouge, écrit-elle, fit progresser des milliers de carrières. De fait, l'historienne rappelle que ni la coercition étatique ni la seule idéologie ne pouvait obliger les hommes et les femmes à ce battre; les soldats y trouvèrent selon elle leur compte, ils n'étaient pas passifs⁶⁸. Or, Merridale conclut néanmoins sur le sentiment de la victoire de Staline et de l'État stalinien : « *Mass death and suffering rendered the patriotic impulse sacred. (...) War veterans (...) were trapped. They could not be unpatriotic and they could not stand against the government. (...) It did not take the veterans long to turn into conservative bastions of Soviet rule.* »⁶⁹ S'éloignant du courant interprétatif initié entre autres par Elena Zubkova, elle suggère ainsi l'instrumentalisation des vétérans, qui avaient selon elle peu à gagner à défier l'interprétation étatique. En somme, la Guerre patriotique profita selon Merridale davantage à l'État stalinien qu'aux vétérans⁷⁰.

Force d'opposition ou bastions du pouvoir, assurément, les rapports entre l'État stalinien et les vétérans après la Deuxième Guerre mondiale n'étaient pas simples. Roger Pethybridge suggère que, dans la mesure où l'Armée rouge – dont les liens traditionnels avec la paysannerie, écrit-il, dataient de la Révolution⁷¹ – était majoritairement formée de kolkhoziens, et que ceux-ci étaient le groupe social le plus insatisfait du régime, il était vital pour Staline de rétablir son contrôle sur l'armée : « *If the latent combination of the armed forces and the peasants had materialized, it might have proved fatal to the regime.* »⁷² Dans tous les cas, Alexander Werth note dès 1944 des signes de tensions entre le Parti et l'Armée; les soldats qui avaient visité l'Europe et/ou qui avaient été faits prisonniers de guerre, écrit-il,

⁶⁶ *Ibid.*, p. 315, 363.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 37.

⁶⁸ Cela est par exemple manifeste, écrit Merridale, dans la violence extrême des viols de masses que les soldats soviétiques perpétrèrent en sol ennemi : « *That said, the men had their motives of their own. They were not passive and, despite the power of their state, they were not helpless.* » (*Ibid.*, p. 313)

⁶⁹ *Ibid.*, p. 373-374.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 375, 387. Dans une optique différente, Kees Boterbloem insista, dans son étude de l'oblast' de Kalinine dans l'après-guerre, sur la force d'endoctrinement et de pacification de l'Armée rouge : « *The Army was an important and convenient means for creating conformity among young Soviet males. Before joining the Army, a boy could escape most indoctrination by avoiding politics. However, the Army would make an obedient and acquiescent Soviet citizen out of him.* » (Kees Boterbloem. *Life and Death under Stalin. Kalinin Province, 1945-1953*, Montréal et Kingston; Londres; Ithaca, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 117.) Cela expliquerait entre autres selon lui l'enthousiasme des autorités pour le recrutement dans les rangs du Parti de ceux qui avaient servi dans l'Armée rouge, particulièrement durant la guerre (*Ibid.*). Or, si Catherine Merridale conclut sur la victoire étatique et la complicité des vétérans, ainsi piégés, elle souligne cependant les difficultés et la résistance que rencontrèrent les *politruks* (officiers politiques) et l'impossibilité pour l'Armée d'imposer un discours unique et monolithique, de transformer les soldats en ambassadeurs propagandistes et en citoyens modèles (Merridale. *Op. Cit.*, p. 49-81).

⁷¹ Roger Pethybridge. *Op. Cit.*, p. 25.

⁷² *Ibid.*, p. 65.

posaient de nouveaux défis idéologiques aux autorités⁷³. Or, le conflit latent entre ces deux entités était, rappelle Werth : « *a highly complicated one, since obviously no clear dividing line can be traced between the two.* »⁷⁴ En effet, par ses décrets d'août et décembre 1941 qui encourageaient les soldats à entrer dans le Parti, quasi sans formalités ou formation idéologique, le Parti tâcha, explique-t-il, de créer une unité organique entre l'Armée et lui. Ainsi, si seule une minorité des vétérans devinrent membres du Parti, ce dernier tendit à être numériquement dominé par les vétérans⁷⁵. Alexander Werth suggère en ce sens que ces nouveaux membres, qui demandèrent à leur retour d'être intégrés dans les organisations locales du Parti, contribuèrent – quoiqu'ils ne fussent pas tous incorporés – au déclin général du niveau idéologique de ces organisations et de leur efficacité⁷⁶.

Dans tous les cas, l'État stalinien sembla soucieux du mécontentement des vétérans. Dans la région de l'Oural par exemple, le secrétaire du comité de district (*rajkom*) de Taliths, dans un rapport adressé à la section militaire du comité régional (*obkom*) de Sverdlovsk le 5 novembre 1945, confirme avoir appliqué la loi sur la démobilisation des membres les plus âgés de l'Armée rouge : des réunions ont été organisées en préparation de leur réception, les soldats ont été accueillis à la gare par une délégation des diverses organisations sociales et du Parti, ils ont ensuite été conduits au district où les meilleurs stakhanovistes les ont remercié pour leur bravoure tandis qu'ils leur expliquaient ce qu'ils avaient eux-mêmes fait pour le front, chaque vétéran a été pourvu en nourriture, cigarettes et cadeaux de tout genre et a reçu de l'aide pour le transport dans sa famille, pour la reconstruction de son logement etc., de telle sorte, conclut-il enfin, qu'aucune plainte de la part des démobilisés n'a été reçue⁷⁷. Il insiste ainsi sur l'aide octroyée et les mesures prises pour les vétérans, mais également sur l'explication qui leur a été donnée quant à l'importance de l'effort civil. Enfin, que ce rapport soit ou non véridique, sa conclusion sur l'absence de mécontentement suggère un certain intérêt des autorités.

Or, si le rapport du secrétaire du district de Taliths est positif et optimiste, celui du mandataire de la Commission centrale de Contrôle (KPK) du Comité central du Parti pour l'oblast' de Saratov, I. A. Jagodkin, l'est beaucoup moins. Adressant son rapport le 29 septembre 1945 à G. M. Malenkov, alors secrétaire du CC, Jagodkin atteste des problèmes des autorités dans la réinsertion des vétérans : malgré la volonté du gouvernement central, écrit-il, des vingt-cinq milles invalides de guerre aptes au

⁷³ Alexander Werth. *Russia : The Post-war Years*, ép. par H. E. Salisbury, New York, Taplinger Publishing Company, 1971, p. 100.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Nicolas Werth ajoutera pour sa part que, par l'intégration de l'Armée dans le Parti, la mise à l'écart des chefs militaires et la dépersonnalisation de l'histoire de la guerre, Staline a réussi à empêcher l'Armée de jouer un rôle propre et de se constituer en un corps social conscient et autonome capable de servir de contrepoids à son pouvoir (Nicolas Werth. *Op. Cit.*, p. 407).

⁷⁶ Alexander Werth. *Loc. Cit.*, p. 103-106.

⁷⁷ Document no. 186 dans *Kolhoznaja žizn' na Urale, 1935-1953*, H. Kessler et G. E. Kornilov, éd., Moscou, Rosspen, coll. « Dokumenty sovetskoj istorii », 2006, p. 630-631.

travail dans l'oblast' de Saratov, trois milles demeurent sans travail⁷⁸. En addition, rapporte-t-il, les invalides ne reçoivent pas d'aide matérielle; ils vivent dans des conditions difficiles et même ceux qui travaillent, écrit-il, ont souvent un emploi sans égard pour leur spécialité⁷⁹. Il conclut enfin en portant la faute aux autorités locales qui n'ont pas à cœur, écrit-il, d'appliquer les résolutions du gouvernement⁸⁰. Dans le même sens, V. D. Petrov, administrateur de la section de la Direction des cadres du CC, constate dans son rapport du 25 avril 1945 à G. M. Malenkov l'insuffisance de l'aide médicale apportée aux invalides de guerre, problème qui s'explique selon lui par l'insuffisance des ressources et des spécialistes et par une mauvaise organisation⁸¹. Il souligne dans ces circonstances une forte augmentation du nombre de plaintes des invalides de la Grande Guerre patriotique⁸².

De fait, dans ce contexte, le mécontentement des vétérans put prendre diverses formes. L'administrateur de la section des lettres du journal *Pravda* rapporte par exemple à la direction du journal le 30 mars 1946 que, durant le mois, plusieurs lettres furent reçues par le journal de la part des militaires qui se plaignent de leur situation jugée insatisfaisante, du manque d'aide, du comportement des autorités locales, du fait qu'ils ne soient pas encore démobilisés, etc.⁸³ Dans un rapport sur la situation de l'agriculture dans l'oblast' de Kursk adressé à G. M. Malenkov le 18 juin 1945, l'instructeur de la section agraire du CC, I. M. Šul'pin note pour sa part que plusieurs invalides de guerre aptes au travail refusent de travailler dans les champs collectifs et se consacrent à leurs lots privés ou encore, à la spéculation⁸⁴. Šul'pin conclut ainsi son rapport sur la nécessité de rappeler aux vétérans leur rôle dans la consolidation de l'agriculture collective⁸⁵. Enfin, dans son rapport adressé le 10 février 1947 au secrétaire du Comité central, N. S. Patoličev, l'administrateur de la section de la Direction des organes du Parti du CC, I. I. Poznjak constate une augmentation de la criminalité – qui prend selon lui un caractère de masse – et identifie spécialement les militaires comme source de nombre de violations de l'ordre : meurtres, vols, intimidations, hooliganisme, alcoolisme, etc.⁸⁶

En somme, la Grande Guerre patriotique ne rapprocha peut-être pas tant l'État stalinien et les masses populaires, qui purent exprimer un certain mécontentement. La question du retour des vétérans et de leur rôle dans l'après-guerre, notamment, pose problème. Aussi la possibilité d'une nouvelle entente après la guerre entre le pouvoir stalinien et la société est-elle débattue dans l'historiographie.

⁷⁸ Document no. 101 dans *Sovetskaja žizn', 1945-1953*, Elena Zubkova et al, éd., Moscou, Rosspen, coll. « Dokumenty sovetskoi istorii », 2003, p. 311.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 311-314.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 313-314.

⁸¹ Document no. 100 dans *Sovetskaja žizn', 1945-1953*, Elena Zubkova et al, éd. *Op. Cit.*, p. 308-310.

⁸² *Ibid.*, p. 309.

⁸³ Document no. 108 dans *Sovetskaja žizn', 1945-1953*, Elena Zubkova et al, éd. *Op. Cit.*, p. 327-329.

⁸⁴ Document no. 58 dans *Sovetskaja žizn', 1945-1953*, Elena Zubkova et al, éd. *Op. Cit.*, p. 218.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Document no. 54 dans *Sovetskaja žizn', 1945-1953*, Elena Zubkova et al, éd. *Op. Cit.*, p. 202-206.

1.1.2.2 Une nouvelle élite ?

Dans sa récente étude de la vie privée sous le régime stalinien, Orlando Figes – qui maria histoire orale et analyse des archives familiales, des journaux intimes, etc. – suggère que, encouragée par son expérience de la guerre, la population soviétique n'eut après 1945 plus peur d'exprimer son mécontentement⁸⁷. En témoignent selon lui les quelques 500 000 lettres envoyées par la population à la police politique pour la seule année 1945-1946⁸⁸. S'il a tendance à délaissier les vétérans, l'historien avance, malgré les limites de ses sources, que le scepticisme et la dissidence étaient particulièrement développés au sein de la communauté étudiante de l'après-guerre, qui se distanciat, écrit-il, de plus en plus du Komsomol⁸⁹. De fait, un document confidentiel du Comité central du Komsomol daté de juin 1946 corrobore cette impression : les autorités du Komsomol se disent consternées par les informations reçues par la police politique quant à la hausse des agissements antisoviétiques des étudiants de la ville Tcheliabinsk et par la faillite de l'organisation de répondre aux angoisses et ambitions des jeunes⁹⁰. Néanmoins, Kees Boterbloem note une hausse en URSS des membres du Komsomol dans l'après-guerre, qui passèrent de 9,3 millions en mars 1949 à plus de 16 millions en août 1952⁹¹. L'historien nuance toutefois en mentionnant que la popularité du Komsomol dans les kolkhozes resta toujours plus faible que désirée après 1947⁹². En outre, écrit Boterbloem, la croissance du Komsomol dans l'après-guerre – qui se transforma selon lui d'une organisation élitiste en une organisation de masse – rendit encore plus impossible le contrôle de l'orthodoxie idéologique de tous les membres et la supervision des organisations locales, lesquelles furent ainsi, écrit-il, souvent laissées à elles-mêmes⁹³.

Dans tous les cas, Orlando Figes ajoute que l'après-guerre vit également la consolidation d'un nouveau type de classe moyenne éventuellement loyale. En effet, il souligne qu'entre 1945 et 1950, le nombre d'étudiants universitaires doubla, donnant naissance à une nouvelle classe professionnelle de techniciens et de gérants⁹⁴. Cette nouvelle élite témoigne par conséquent selon lui d'une nouvelle emphase du régime sur les capacités professionnelles, plutôt que sur l'idéologie. Figes en conclut alors : « *Through these ordinary Stalinists, the millions of technocrats and petty functionaries who did its bidding, the regime was routinized, its practices bureaucratized, and the revolutionary impulses that had led to the Terror gradually transformed into the stable culture of a loyal professional elite.* »⁹⁵

⁸⁷ Orlando Figes. *The Whisperers : Private Life in Stalin's Russia*, Londres, Allen Lane, 2007, p. 459.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ *Ibid.*, p. 460.

⁹⁰ Document no. 110 dans *Sovetskaja žizn', 1945-1953*, Elena Zubkova et al, éd. *Op. Cit.*, p. 332-340.

⁹¹ Kees Boterbloem. *Op. Cit.*, p. 118.

⁹² *Ibid.*

⁹³ *Ibid.*, p. 119, 121.

⁹⁴ Orlando Figes. *Op. Cit.*, p. 470.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 472.

Dans la même optique, Eric J. Duskin avance que l'après-guerre se caractérise par « *the Soviet Union's passage from the convulsion and disorder of revolution to the routinized professionalization common to most industrial societies.* »⁹⁶ En effet, remettant en question l'interprétation de l'après-guerre comme simple continuité de l'avant-guerre, Duskin suggère que, par la tentative de reconstruire le système d'avant-guerre, les autorités ont transformé la fonction de l'éducation supérieure et changé les mécanismes de formation de l'élite. Pour restaurer l'ordre et la discipline, explique-t-il, une hiérarchie de supervision plus stable et autoritaire s'imposa. En ce sens, la reconstruction de l'après-guerre marque selon lui une victoire de la rationalisation – qui donne priorité à la planification centrale et juge nécessaire une élite technique professionnelle pour l'application rationnelle des plans – sur le volontarisme – défini par Duskin comme un populisme stalinien prônant la mobilisation des masses, le surpassement des quotas planifiés et un certain antiélitisme. Ainsi, comme Orlando Figes, Duskin constate dans l'après-guerre une croissance du nombre d'étudiants dans les instituts techniques et les universités et, parallèlement, une relative exclusion des *praktiki* (ouvriers promus à un poste de supervision sur la base de l'expérience pratique) de la nouvelle élite technique. De fait, les *praktiki*, note-t-il, ne représentaient plus que 40% de l'intelligentsia professionnelle en 1957, comparativement à 60% en 1941, reflétant ainsi en partie selon lui le problème de l'inexpérience de la force de travail dans l'après-guerre⁹⁷. Par conséquent, écrit Duskin : « *More than a Party membership, certification as a specialist marked an individual as a leader in Soviet industry.* »⁹⁸ Or, Duskin conclut sur le sentiment que cette nouvelle élite technique, qui connut sécurité d'emploi et meilleur statut social, en se concentrant sur le service d'État plutôt que sur l'idéologie, servit en bout de ligne de base politique loyale au régime stalinien, expliquant alors selon lui l'absence de révolte à la mort de Staline.

Approchant l'oblast' de Kalinine comme le microcosme du régime stalinien dans l'après-guerre, Kees Boterbloem juge pour sa part que le maintien de la coercition dans la région jusqu'en 1953 – laquelle visa entre autres, insiste-t-il, l'intelligentsia – discrédite l'hypothèse d'un « *Big Deal* » entre les autorités et une classe moyenne⁹⁹. En effet, Boterbloem identifie l'élite de l'après-guerre non pas dans l'intelligentsia, mais dans la Nomenklatura – les communistes, presque toujours urbains, précise-t-il, qui, nommés par le centre, détiennent une position de direction dans le Parti, le gouvernement et l'économie¹⁰⁰. De fait, ce groupe privilégié ne peut selon lui être associé à

⁹⁶ Eric J. Duskin. *Op. Cit.*, p. 129.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 66, 68.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 62.

⁹⁹ Kees Boterbloem. *Op. Cit.*, p. 226.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 189. Moshe Lewin éclaira pourtant cependant le chaos, l'importance des négociations et les limites du pouvoir central dans le contrôle, après la Deuxième Guerre mondiale, des procédures de nomination et de formation de la Nomenklatura, qui était, conclut Lewin, loin de monolithisme imposé et contrôlé par le centre – aussi emploie-t-il le terme au pluriel (Moshe Lewin. « Rebuilding the Soviet Nomenklatura, 1945-1948 », *Cahiers du monde russe*, 44, 2/3, Les pratiques administratives en Union soviétique, 1920-1960 (avril-septembre 2003), p. 219-251).

l'intelligentsia : si plusieurs en sont également membres, écrit-il, tous les membres de l'intelligentsia ne font pas partie de l'élite. Or, si la Nomenklatura fut selon lui privilégiée en tant qu'entité abstraite, les individus étaient soumis à une plus grande insécurité : « (...) *The staggering turnover of Party functionaries at all level contradict the idea of the Big Deal in Stalin's last years.* »¹⁰¹ Ainsi, quoiqu'il nuance l'opposition fondamentale entre le Parti et la population¹⁰², Boterbloem préfère parler dans l'après-guerre « *of a rigid dichotomy between vlast' and narod in postwar Kalinin province, than of an integration between the two as a result of the opportunities for social climbing.* »¹⁰³ Suivant Elena Zubkova, l'historien conclut que tout espoir populaire ou comportement indépendant, permis par la désorganisation du temps de guerre, fut rapidement confronté à la coercition étatique.

Enfin, Katerina Clark et Evgeny Dobrenko, dans leur recueil de documents d'archives commentés, définissent plutôt le stalinisme d'après-guerre par la formation d'un nouveau contexte sociopolitique qui donna naissance à de nouvelles formes de représentations idéologiques et culturelles – parmi elles, la « routinisation de la terreur »¹⁰⁴. Celle-ci cessa de fait selon eux d'être considérée comme de la terreur. Ils expliquent : « *This « routinization » was conditioned by a completely new situation : for the first time, power did not have to prove its legitimacy. (...) During the war the system not only withstood the test of its stability but became stronger (...).* »¹⁰⁵ En effet, les deux chercheurs rejettent l'hypothèse d'une liberté du temps de guerre. Se basant sur des documents du Politburo, ils soulignent que la guerre n'apporta pas d'indulgence idéologique; le front culturel demeura strictement administré et encadré. De même, ils rejettent l'idée que le jdanovisme – terme qu'ils emploient pour se référer aux résolutions initiées par A. A. Jdanov jusqu'à sa mort en 1948¹⁰⁶ – aurait été initié dans le but d'intimider la population emplie d'espérance : « (...) *The intelligentsia (like any other strata of Soviet society) was in no need of « curbing ». (...) As for « expectations and hopes » for improvement in society – such improvements as occurred were to be found almost wholly in the material sphere, in daily life, and not in politics and ideology. The new generation that came of age during the war was wholly Soviet.* »¹⁰⁷ De fait, Clark et Dobrenko présentent les résolutions de Jdanov comme des documents symboliques qui signifient le nouveau statut de l'État : « *Virtually the sole public function*

¹⁰¹ Kees Boterbloem. *Op. Cit.*, p. 227.

¹⁰² La population dénonçait souvent aux autorités, écrit-il, ceux de ses membres coupables d'abus, tandis qu'un certain degré d'enthousiasme pour la reconstruction de la patrie, voire pour la construction du socialisme put être présent (*Ibid.*, p. 136).

¹⁰³ *Ibid.*, p. 267-268.

¹⁰⁴ Katerina Clark et Evgeny Dobrenko. *Soviet Culture and Power. A History in Documents, 1917-1953*, trad. du russe par Marian Schwartz, New Haven et Londres, Yale University Press, 2007, p. 348.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ En effet, ces résolutions sur l'orientation de la culture se distinguent selon eux de la campagne contre le cosmopolitisme qui succéda, laquelle doit, écrivent-ils, être considérée dans le contexte international de la Guerre froide et dans le contexte intérieur de la préparation d'une nouvelle vague de terreur, à laquelle le pays n'échappa que par la mort de Staline (*Ibid.*, p. 351).

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 349-350.

of the State becomes the demonstration of itself (all other functions, from disciplinary to economy, have become completely concealed). »¹⁰⁸

1.1.3 Restaurer le système stalinien

Si, à l'inverse de Clark et Dobrenko, nous pouvons douter de la soumission et de la passivité des masses populaires et de la capacité de contrôle de l'État durant et après la guerre, si nous pouvons enfin nuancer la force de cohésion de la guerre et la consolidation du régime stalinien ainsi permis, il n'en demeure pas moins que Staline et l'État stalinien interprétèrent la Deuxième Guerre mondiale comme un test que réussit le système stalinien. Alexander Werth se demande d'ailleurs « *whether the Stalinist regime had any intention of liberalizing itself after the war.* »¹⁰⁹ En effet, le changement de direction, écrit l'historien Jean Lévesque, était improbable; l'avantage de l'administration centrale, du contrôle sévère de la collecte des grains et de la distribution centralisée avait été pleinement perçu par Staline¹¹⁰. D'ailleurs, Staline ne fut pas le seul à percevoir cet avantage, ajoute-t-il; les occupants nazis ont également opté pour le maintien du système kolkhozien¹¹¹. Étudiant la reconstruction de l'agriculture, l'historien note ainsi dès 1943 des signes très clairs de la volonté du régime de restaurer le système d'avant-guerre, qui lui avait tant profité. Aussi pouvons-nous par conséquent comme Jean Lévesque douter de l'euphorie populaire et de l'espoir généralisé à la fin de la guerre¹¹².

De fait, si Werner G. Hahn suggère que certains leaders politiques – voire Staline lui-même – auraient également en 1946 attendu une relative relaxation¹¹³, l'après-guerre se caractérise par la tentative de restauration et de consolidation du système stalinien ainsi que par le renforcement de la coercition. C'est entre autres ce qui motive Nicolas Werth à écrire : « D'une grande cohérence, la période 1945-1953 apparaît aujourd'hui comme un achèvement, celui de la logique économique et politique mise en place à la fin de la NEP. »¹¹⁴ Les années qui suivirent la victoire marquent ainsi selon lui l'apogée du système concentrationnaire. Il rejoint ici Alain Blum, lequel évalue qu'en 1953, il y avait 2,7 millions de « déplacés spéciaux » – c'est-à-dire de déportés de force dans de nombreuses régions de l'URSS –, alors qu'ils étaient 900 000 en 1938 et 2,2 millions en 1945¹¹⁵. Étaient alors entre autres déportés des peuples entiers, jugés coupables de collaboration avec l'ennemi. En parallèle

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 351.

¹⁰⁹ Alexander Werth, *Op. Cit.*, p. 98.

¹¹⁰ Jean Lévesque, « *Part-Time Peasant* » : *Labour Discipline, Collective Farm Life, and the Fate of Soviet Socialized Agriculture after the Second World War, 1945-1953*, thèse de doctorat, Toronto, University of Toronto, 2003, p. 45-46.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 45.

¹¹² *Ibid.*, p. 52.

¹¹³ Werner G. Hahn, *Postwar Soviet Politics. The Fall of Zhdanov and the Defeat of Moderation, 1946-1953*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1982, p. 10.

¹¹⁴ Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique...*, *Op. Cit.*, p. 373.

¹¹⁵ Alain Blum, *Op. Cit.*, p. 122.

à cette répression des nationalités, se développa dès 1946 une série plus ou moins cohérente de résolutions – regroupées dans l'historiographie sous le vocable « jdanovisme » selon son initiateur A. A. Jdanov – axées sur un nationalisme un peu flou et le contrôle des intellectuels¹¹⁶. À la mort de Jdanov en 1948, la répression des intellectuels coupables de « cosmopolitisme », de soumission à l'Occident se durcit et prit souvent une tournure antisémite. Enfin, le dernier « complot des blouses blanches » de janvier 1953, où des médecins en grande partie d'origine juive furent accusés de tentative de meurtre sur Staline, laisse croire à la préparation d'un nouveau mouvement de terreur auquel le pays n'échappa que par la mort de Staline, le 5 mars 1953. Insistant sur les antagonismes entre les élites dirigeantes, les raisons du durcissement du système dans l'après-guerre reposent selon Werner G. Hahn « *not only in the worsening relations with the West but also in developing domestic economic difficulties, in Stalin's character and method of rule, and in intensifying political competition within the Soviet leadership.* »¹¹⁷ En effet, Hahn soutient que Jdanov participait en fait d'un courant modéré, mais fut contraint au durcissement en raison de luttes internes pour le pouvoir¹¹⁸.

Dans tous les cas, comme auparavant, une croissance de la bureaucratisation accompagna cette tentative d'accroître le contrôle étatique et de restaurer l'ordre d'avant-guerre. Nicolas Werth note par exemple une expansion des organes de répression policière; le NKVD (police politique) fut ainsi en 1946 divisé en deux organismes : le ministère de l'Intérieur (MVD) et le ministère de la Sécurité d'État (MGB)¹¹⁹. John Crowfoot et Mark Harrison ont également étudié l'expansion de l'État stalinien dans l'après-guerre, soulignant l'influence des événements politiques. Ils constatent ainsi une expansion des ministères en 1945-1946, liée aux nouvelles politiques de mobilisation des ressources pour la reconstruction; le morcellement et la spécialisation des ministères devant accroître leur capacité de contrôle¹²⁰. Ainsi, par exemple, le Commissariat du peuple à l'Agriculture fut le 28 mars 1946 réorganisé en ministères de l'Agriculture, de l'Élevage animal, des Cultures industrielles, du Génie mécanique agricole, en plus de la Direction centrale de l'industrie forestière et du bois de construction

¹¹⁶ Antoine Baudin et Leonid Heller ont éclairé les problèmes liés entre autres au concept de « russité », son dynamisme, son imprécision et les diverses tensions qui le travaillent, questionnant ainsi le monolithisme du jdanovisme et le pouvoir de contrôle absolu du Parti (A. Baudin et L. Heller. « La question russe et la littérature à l'époque du jdanovisme » dans Michel Niqueux, dir. *La question russe. Essais sur le nationalisme russe*, Paris, Éditions Universitaires, 1992, p. 131-146).

¹¹⁷ Werner G. Hahn, *Op. Cit.*, p. 182.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 11.

¹¹⁹ Nicolas Werth. *Op. Cit.*, p. 263.

¹²⁰ John Crowfoot et Mark Harrison. « The USSR Council of Ministers Under Late Stalinism, 1945-1954: Its Production Branch Composition and the Requirements of National Economy and Policy », *Soviet Studies*, 42, 1 (janvier 1990), p. 55. Les auteurs soulignent toutefois l'effet pervers de cette tendance, l'accroissement de la bureaucratie rendant plus difficile sa supervision (*Ibid.*, p. 42). Cette expansion, expliquent-ils, fut suivie par une amalgamation des ministères en 1948-1949 – liée au tournant dans la planification économique vers une plus grande emphase sur l'équilibre et l'efficacité –, puis rapidement, par un nouveau morcellement en 1949-1950, dans le contexte de l'Affaire de Leningrad – purges du Parti à Leningrad (*Ibid.*, p. 52).

(*Glavlesoohrana*)¹²¹. Le 8 février 1947, une résolution du Politburo instaure finalement un Bureau de l'Agriculture, lequel devait superviser les ministères de l'Agriculture collective, des Sovkhozes (fermes d'État), de la Collecte des grains, des Réserves alimentaires, du Génie mécanique agricole ainsi que la Direction centrale de l'industrie forestière et du bois de construction pour l'URSS¹²². De fait, cette résolution donnait au Conseil des Ministres de l'URSS la quasi exclusivité de la juridiction économique, tandis que le Politburo se préservait les questions de nature politique¹²³. Yoram Gorlizki interprète ainsi cette relative délégation du pouvoir par Staline comme participant d'un tournant général dans l'après-guerre vers ce qu'il nomme le « stalinisme ordinaire » : « *a system of centrally regimented decision making that, free of the emergency pressures of purge and war, might assume more of a routine and everyday character.* »¹²⁴ Le Conseil des Ministres reflète selon lui l'entrée du régime dans une phase de consolidation postrévolutionnaire. Constatant néanmoins l'influence constante de Staline sur le Conseil, Gorlizki définit l'État stalinien de l'après-guerre comme « néopatrimonial » : « *patrimonial authority coexisting alongside quite modern routine forms of high-level decision making.* »¹²⁵ De fait, les membres du Conseil des Ministres étaient souvent également membres du Politburo et du CC. Ainsi, malgré la division théorique des tâches, il s'agissait souvent des mêmes individus. En outre, des sections analogues du Comité central du Parti œuvraient de façon parallèle aux bureaux du Conseil des Ministres et signaient souvent conjointement les résolutions.

Cette transformation et expansion de l'appareil politique n'impliquèrent dans tous les cas pas un changement dans les priorités de la planification centrale, axées sur l'industrialisation accélérée aux dépens du secteur de l'agriculture. C'est entre autres ce qui conduit Alexander Werth à conclure que, comme précédemment, la reconstruction de l'URSS se fit par l'exploitation de la paysannerie¹²⁶.

¹²¹ Document 9 dans *Politburo CK VKP(b) i Sovet Ministrov SSSR, 1945-1953*, Oleg V. Khlevniuk *et al.*, éd., Moscou, Rosspen, coll. « Dokumenty sovetskoi istorii », 2002, p. 30. En effet, le Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS avait été le 15 mars 1946 transformé en Conseil des Ministres de l'URSS et les commissariats, en ministères (Document 5 dans *Ibid.*, p. 25). Nicolas Werth interprète ce changement comme une plus grande rupture du régime après la guerre avec le léninisme (Nicolas Werth. *Op. Cit.*, p. 403). De même, Moshe Lewin l'interprète dans le cadre de ce qu'il perçoit comme le troisième volet de la construction du stalinisme, visant « à se débarrasser de l'idéologie fondatrice au profit d'une idéologie de « grande puissance » nationaliste, comparable à celle du tsarisme (...) » (M. Lewin. *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard, 2003, p. 187.)

¹²² Document 16 dans *Politburo CK VKP(b) i Sovet Ministrov SSSR, 1945-1953*, O.V. Klevniuk *et al.*, éd., *Op. Cit.*, p. 39-44.

¹²³ *Ibid.*, p. 42.

¹²⁴ Yoram Gorlizki. « Ordinary Stalinism: The Council of Ministers and the Soviet Neopatrimonial State, 1946-1953 », *Journal of Modern History*, 74, 4 (décembre 2002), p. 700. Cette délégation reflète en outre selon lui un tournant dans les priorités personnelles de Staline, qui se concentra de plus en plus sur la diplomatie et la politique extérieure, au détriment, écrit-il, de la politique intérieure, en particulier des questions économiques (*Ibid.*, p. 706). Moshe Lewin présente cette redéfinition et séparation des tâches comme une solution à ce qu'il nomme l'« économisation » du Parti, c'est-à-dire une perte d'indépendance des organisations du parti bolchevique durant la guerre : « *The « economization » of the party was the name of the game that alarmed the leadership more than ever before. What seemed to be at stake in this context was the very existence of the party as a ruling institution.* » (Moshe Lewin. « Rebuilding the Soviet Nomenklatura, 1945-1948 », *Loc. Cit.*, p. 237.)

¹²⁵ Yoram Gorlizki. *Loc. Cit.*, p. 701. Les aspects patrimonial et moderne de l'État étaient, ajoute-t-il, en perpétuelle tension (*Ibid.*, p. 702).

¹²⁶ Alexander Werth. *Op. Cit.*, p. xiii, 19-21.

1.2 Andreï A. Andreev et la reconstruction de l'agriculture

Le 18 juillet 1945, l'instructeur de la section agraire du Comité central, I. M. Šul'pin trace dans son rapport au secrétaire du CC, G. M. Malenkov, un portrait désastreux de l'agriculture dans l'oblast' de Koursk¹²⁷. Les kolkhoziens, débute-il, ne reçoivent pas suffisamment de grain en salaire pour leurs jours de travail (*trudodni*¹²⁸) : plus de la moitié des kolkhozes (2656) ont reçu moins de 300g de grain par *trudoden*', tandis que 216 kolkhozes n'en n'ont reçu aucun¹²⁹. Il constate alors un agrandissement des lots privés des kolkhoziens au détriment de la terre collective et une disproportion entre l'élevage collectif et privé. Ainsi, ajoute-t-il, la discipline de travail a significativement baissé; les kolkhoziens ne travaillent pas le minimum de *trudodni* requis et les organisations locales du Parti, accuse-t-il, ne prennent pas de mesures¹³⁰. Or, tout cela contribue selon lui à la propagation d'une rumeur sur la liquidation des kolkhozes. En effet, écrit-il, les kolkhoziens disent que les Alliés occidentaux vont obliger Staline à décollectiviser l'agriculture¹³¹. Cette rumeur est particulièrement forte, insiste-t-il, dans les districts qui connurent l'occupation nazie. La complication de la situation politique se constate également, ajoute-t-il, par la forte progression de la pratique religieuse – qui vire selon lui au fanatisme : même les jeunes, les femmes des soldats de l'Armée rouge, les femmes des présidents de kolkhozes, écrit-il, pratiquent massivement la religion; les fêtes religieuses durent ainsi deux-trois jours¹³². Enfin, l'instructeur déplore le manque criant de ressources pour entreprendre des travaux politiques et idéologiques, avant de conclure finalement – nous l'avons vu – sur la faillite des vétérans de répondre à leur devoir dans la consolidation de l'agriculture collective¹³³.

Pas plus que les expressions qu'il relate de la ferveur religieuse ou de l'espérance populaire en une liquidation des kolkhozes¹³⁴, ce rapport ne peut être interprété uniquement au premier degré. En effet, ce document n'est pas transparent; il relève du contexte de production, par exemple des relations entre les hiérarchies bureaucratiques et entre Moscou et les périphéries – Šul'pin rapporte ici à ses

¹²⁷ Document 58 dans *Sovetskaja žizn', 1945-1953*, Elena Zubkova *et al*, éd. *Op. Cit.*, p. 215-218.

¹²⁸ Le *trudoden*', évalué selon la nature et la qualification de la tâche et inscrit dans le « livre de travail » des kolkhoziens, est l'unité de mesure du travail utilisée pour la rétribution des kolkhoziens.

¹²⁹ Document 58 dans *Sovetskaja žizn', 1945-1953*, Elena Zubkova *et al*, éd. *Op. Cit.*, p. 215.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 216.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² *Ibid.*

¹³³ *Ibid.*, p. 217-218.

¹³⁴ Timothy Johnston a récemment étudié les rumeurs dans le régime stalinien de l'après-guerre, qui fonctionnèrent selon lui comme des « nouvelles ». Leur transmission orale permit ainsi, écrit-il, le renforcement des réseaux sociaux après la guerre et peut également, ajoute-t-il, être approchée comme une forme de résistance populaire. Enfin, Johnston conclut que si leur survie dépendit davantage de leur plausibilité que de leur pouvoir subversif, la propagation des rumeurs reflète l'échec du discours officiel de convaincre les masses et de contrôler leurs interprétations et renvoie aux marges d'autonomie de l'opinion populaire (T. Johnston. « Subversive Tales? War Rumours in the Soviet Union, 1945-1947 » dans Julianne Fürst, dir. *Op. Cit.*, p. 62-78). Dans son étude de la résistance paysanne à la collectivisation, Lynne Viola va plus loin et présente les rumeurs comme une contre-culture, une arme de résistance des paysans qui leur permet de transmettre la peur et d'assurer la cohésion et la mobilisation des communautés devant l'exploitation étatique (Lynne Viola. *Op. Cit.*, p. 45-46).

supérieurs les résultats de l'enquête qu'ils ont commandée et justifie sa fonction –, mais également de la construction des significations. L'instructeur présente un choix, une interprétation. Or, il situe volontiers la reconstruction de l'agriculture dans le contexte d'un affaiblissement du système et d'un certain antagonisme entre le Parti et la paysannerie. Il cible de fait divers problèmes : la récupération des terres que les kolkhoziens se sont illégalement appropriées, la discipline de travail, le rendement de l'agriculture collective et l'insuffisante rétribution des kolkhoziens, le relatif relâchement idéologique et la perte de contrôle des autorités – problèmes qu'il explique par l'occupation allemande, le manque de ressources et le comportement des autorités locales et des vétérans.

C'est également dans ces termes que débute la résolution conjointe du Comité central du Parti et du Conseil des Ministres de l'URSS du 19 septembre 1946 – résolution qui allait donner le ton à la reconstruction de l'agriculture¹³⁵. Intitulée « Sur les mesures pour la liquidation des violations du Statut kolkhozien dans les kolkhozes », cette résolution est dès les premières lignes justifiée par les informations obtenues par les enquêtes menées dans les oblasts quant à la présence de sérieuses violations du Statut kolkhozien (charte définissant droits et devoirs des kolkhoziens) qui s'expriment, écrit-on, par la dépense incorrecte des *trudodni*, le pillage de la terre collective du kolkhoze, la dilapidation du bien kolkhozien, les abus de la part des autorités locales du district et des autres organisations du Parti et la violation de la démocratie kolkhozienne dans l'élection du président et de la direction du kolkhoze et dans la consultation des kolkhoziens par des assemblées générales¹³⁶. Le Conseil des Ministres de l'URSS et le Comité central du Parti jugent de fait, écrit-on plus loin, ces violations dangereuses pour toute la construction socialiste du pays¹³⁷. Considérant par conséquent essentiel d'y mettre fin « définitivement et irrévocablement »¹³⁸, ils établissent une série de mesures répressives visant essentiellement à récupérer les terres illégalement appropriées, à reprendre le contrôle et à rétablir intégralement le système kolkhozien. Le dernier point – exceptionnel¹³⁹ – de la résolution prévoit en ce sens la création du Conseil des Affaires kolkhoziennes de l'URSS « dans le but d'instaurer un contrôle sévère du respect du Statut kolkhozien, de garantir les kolkhozes contre les tentatives de violations du Statut et de même, de résoudre les questions du système kolkhozien »¹⁴⁰. Ainsi, la résolution venait définir la reconstruction de l'agriculture par cette volonté étatique de reprendre le contrôle sur les campagnes et de restaurer entièrement, à tout prix le système kolkhozien.

¹³⁵ Jean Lévesque. *Op. Cit.*, p. 55.

¹³⁶ *Direktivy KPSS i Sovetskogo Pravitel'stva po hozjajstvennym voprosam*. *Op. Cit.*, p. 91.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 94.

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ Il était en effet très rare, souligne Jean Lévesque, qu'une résolution du gouvernement ou du Parti s'accompagne de la création d'un nouvel organe gouvernemental (Jean Lévesque. *Op. Cit.*, p. 55).

¹⁴⁰ *Direktivy KPSS i Sovetskogo Pravitel'stva po hozjajstvennym voprosam*. *Op. Cit.*, p. 97

1.2.1 Retour sur le système kolkhozien

Le système kolkhozien avait de fait été créé à la suite de la collectivisation forcée de l'agriculture lancée par Joseph Staline en 1928¹⁴¹. Développé dans un contexte de famine et de conflits violents entre l'État et la paysannerie soviétique, il visait entre autres à faciliter l'acquisition des grains et ressources agricoles par l'État. Comme le souligne Jean Lévesque, le sort des campagnes soviétiques pendant – et après – la Deuxième Guerre mondiale fut étroitement lié à la façon dont les dirigeants soviétiques concevaient leur rôle dans l'économie générale¹⁴². De fait, les politiques stalinienne s'appuyaient sur le concept de l'« accumulation primitive », d'abord formulé par Marx, puis développé par Evgueni Preobrajenski, allié de Léon Trotski, qui défendait la nécessité d'extraire les ressources peu chères – en l'occurrence dans le contexte russe, les ressources agricoles – dans le but de financer l'industrialisation du pays¹⁴³. Débouchant sur l'exploitation de la paysannerie, l'agriculture servait en ce sens de réservoir pour le développement des autres secteurs de l'économie.

Si la collectivisation signifiait une adhésion volontaire à un kolkhoze (ferme collective) et la mise en commun des terres, du bétail et des outils agricoles, elle fut en fait réalisée dans un contexte de profondes tensions et divisions par un recours à la coercition. Confrontée à la résistance des paysans, elle s'accompagna de la dékoulakisation – la répression, l'expropriation et la déportation massive des paysans arbitrairement définis comme riches, qui servirent de boucs émissaires à la faillite de la politique et permirent son financement partiel ainsi que l'élimination des opposants potentiels –, laquelle devint de fait partie intrinsèque et essentielle de la collectivisation de l'agriculture soviétique. Nicolas Werth dresse ainsi le bilan : « Comme le confirment les archives aujourd'hui accessibles, la collectivisation forcée des campagnes fut une véritable guerre déclarée par l'État soviétique contre toute une nation de petits exploitants. Plus de deux millions de paysans déportés, dont un million huit cents milles rien qu'en 1930-1931, six millions morts de faim, des centaines de milliers morts en déportation [...] »¹⁴⁴. C'est en somme sur ce bilan que s'était développé le système kolkhozien.

La principale caractéristique du système, résume Jean Lévesque, était l'approvisionnement de nourriture¹⁴⁵. Le système kolkhozien était fondé sur des normes de livraisons fixées par les autorités étatiques avant la récolte sur la base d'un rendement hypothétique généralement exagéré, pouvant être

¹⁴¹ Sur la collectivisation forcée de l'agriculture et le système kolkhozien, voir S. Fitzpatrick. *Stalin's Peasant ...*, *Op. Cit.*; L. Viola. *Peasant Rebels under Stalin...*, *Op. Cit.*; A. Graziosi. *The Great Soviet Peasant War : Bolsheviks and Peasants, 1917-1933*, Cambridge, Harvard University Press, 1997, 77 p.

¹⁴² Jean Lévesque. « A Peasant Ordeal : The Soviet Countryside » dans David R. Stone, éd. *The Soviet Union at War*, Londres, Pen and Sword, 2010, p. 183.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 185.

¹⁴⁴ Nicolas Werth. « Un État en lutte contre son peuple : violences, répressions, terreurs en URSS » dans Stéphane Courtois *et al.*, *Le livre noir du communisme : crimes, terreurs, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 164.

¹⁴⁵ Jean Lévesque. *Loc. Cit.*, p. 187.

jusqu'à trente pourcents supérieurs à la récolte véritable¹⁴⁶. À ces livraisons s'ajoutaient les paiements en nature faits aux MTS (Stations des Machines et Tracteurs) en rétribution du travail contractuel accompli sur les terres du kolkhoze. Enfin, les kolkhozes étaient soumis aux achats obligatoires de l'État, selon les prix fixés par le gouvernement – prix qui avaient été fixés dans les années vingt et qui n'ont pas augmenté jusqu'à la mort de Staline, en 1953¹⁴⁷. Le peu qui restait aux kolkhozes était destiné à la réserve de grains et de semences et enfin, au paiement des kolkhoziens selon le nombre de *trudodni* travaillés, lesquels – nous l'avons dit – étaient établis de façon assez complexe selon la nature et la qualification des tâches accomplies. Ce paiement étant généralement insuffisant, les kolkhoziens devaient se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement, telle l'exploitation de leur lot privé.

Comme l'étudia Sheila Fitzpatrick, le développement du système kolkhozien et la définition concrète du kolkhoze se firent progressivement, par négociations, au jour le jour. En effet, Fitzpatrick nous rappelle par exemple qu'au départ, la forme que devait prendre la collectivisation n'était pas établie; ce sont les circonstances sur le terrain qui privilégièrent l'artel (les paysans cultivent un champs collectivement mais conservent individuellement leur économie ménagère) aux dépens de la commune (toutes les propriétés sont gardées en commun)¹⁴⁸. La principale concession faite aux paysans au cours de ces négociations fut notamment le droit à un lot privé. En 1935, l'adoption du Statut kolkhozien tâcha de définir légalement les diverses composantes du système kolkhozien ainsi que les droits et les devoirs des kolkhoziens. Le droit des kolkhoziens à un lot privé par ménage fut alors confirmé, et circonscrit. Les kolkhoziens avaient en outre le droit de posséder un nombre limité d'animaux, de commercer sur le marché kolkhozien, de participer à la vie politique du kolkhoze – principalement élire la direction du kolkhoze et son président, surveiller leur administration, voter l'expulsion ou l'adhésion d'un membre – et de travailler à l'extérieur du kolkhoze – mais seulement si la direction l'autorisait¹⁴⁹. Les devoirs des kolkhoziens incluaient quant à eux le travail sur la ferme, les taxes sur le lot et le bétail privés, le travail forestier et l'entretien des routes¹⁵⁰. En 1939, étant donné la faiblesse de la discipline de travail et de la production kolkhozienne, un minimum obligatoire de *trudodni* fut finalement imposé à tous les membres des kolkhozes. La résolution proposa alors que les kolkhoziens qui faillaient à travailler le minimum requis devaient être exclus du kolkhoze et donc, privés des droits définis dans le Statut kolkhozien, notamment celui à un lot privé¹⁵¹.

Ainsi, le système kolkhozien, conclut Jean Lévesque, était impopulaire et improductif, mais il était « *a system capable of extracting large amounts of food from peasants to be used by the Soviet*

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ Sheila Fitzpatrick. *Stalin's Peasants...*, *Op. Cit.*, p. 103-106.

¹⁴⁹ Jean Lévesque. *Loc. Cit.*, p. 190.

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ *Ibid.*

state for fulfilling its own priorities. »¹⁵² Or, la Deuxième Guerre mondiale et l'occupation allemande – qui imposèrent entre autres à des régions qui n'étaient pas, traditionnellement, les principales productrices alimentaires de pallier à l'approvisionnement du pays – avaient compromis le système.

1.2.2 La Deuxième Guerre mondiale et les campagnes soviétiques

De fait, la Deuxième Guerre mondiale avait entraîné un relâchement du système kolkhozien. John Barber et Mark Harrison ont entre autres souligné que puisque que le système de rationnement était nettement insuffisant pour assurer l'alimentation de la population soviétique et que d'ailleurs, les kolkhoziens – c'est-à-dire la majorité de la population, une majorité urbaine n'étant en effet confirmée qu'avec le recensement de 1959 – n'y avaient pas droit, presque tout le monde avait dû se tourner vers des sources locales et non officielles d'approvisionnement.¹⁵³ Le marché libre était ainsi rapidement devenu indispensable, fournissant 50% des achats alimentaires des citadins, comparativement à 20% à la veille de la guerre¹⁵⁴. En effet, les autorités locales, affaiblies par la mobilisation de la majorité des 200 000 communistes ruraux, avaient dû s'y résigner¹⁵⁵.

Le Parti avait néanmoins tâché de maintenir et accroître son autorité sur les campagnes. Un des principaux changements politiques durant la guerre, note Jean Lévesque, fut ainsi le rétablissement en novembre 1941 des Sections politiques dans les MTS, qui devaient prévenir tout affaiblissement du pouvoir central, maintenir la production et promouvoir la discipline de travail, jugée problématique¹⁵⁶. En avril 1942, le minimum obligatoire de *trudodni* fut augmenté et, pour la première fois, les adolescents âgés de douze à seize ans furent forcés d'accomplir un minimum de cinquante *trudodni*, sous peine de poursuites¹⁵⁷. Néanmoins, les actions contre les kolkhoziens et kolkhoziennes fautifs étaient, souligne Jean Lévesque, peu fréquentes et même dans les cas où ils furent poursuivis, ajoute l'historien, les sanctions étaient inutiles; elles n'étaient pas appliquées par le président de kolkhoze, ni vérifiées par les autorités et enfin, les tentatives de priver un kolkhozien de son lot étaient fortuites puisque les lots n'étaient pas attribués aux individus, mais aux foyers¹⁵⁸.

La guerre avait ainsi pu se traduire par une relative baisse d'influence et de contrôle du Parti. C'est du moins ce que déplore en avril 1943 un rapport secret de la police politique adressé à l'*obkom*

¹⁵² *Ibid.*, p. 189.

¹⁵³ John Barber et Mark Harrison. *The Soviet Home Front, 1941-1945 : A Social and Economic History of the USSR in World War II*, Londres et New York, Longman, 1991, p. 82-83.

¹⁵⁴ Nicolas Werth. *Op. Cit.*, p. 354.

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ Jean Lévesque. *Loc. Cit.*, p. 198.

¹⁵⁷ La nouveauté, écrit Jean Lévesque, ne résidait pas vraiment dans le travail des adolescents, déjà fréquent, mais dans la criminalisation de ceux qui refusaient de s'y soumettre (*Ibid.*, p. 196).

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 197-198.

de Kourgan, dans la région de l'Oural, qui dénonce par exemple que, étant donné la faiblesse des organisations du Parti et des travaux idéologiques dans les campagnes, des éléments antisoviétiques en profitent pour lancer des rumeurs néfastes sur la liquidation des kolkhozes¹⁵⁹. Dans tous les cas, les années de guerre virent un certain affaiblissement de la discipline et l'essor d'une deuxième économie. Cynthia Hooper a d'ailleurs démontré cette omniprésence après la guerre de la corruption, des réseaux de clientèle et du marché noir qui vinrent durablement limiter le pouvoir central¹⁶⁰. Dans ces circonstances, les paysans avaient agrandi leur lot privé, au détriment de la terre collective.

L'historien soviétique Ū. V. Arutûnjan, s'étant en 1963, dans le contexte de la déstalinisation et de la faiblesse économique des kolkhozes, penché sur la situation de la paysannerie soviétique durant la guerre, rappelle cependant la nécessité de nuancer l'accroissement de l'influence et de la richesse des paysans : dans le contexte du manque de main d'œuvre, de machines agricoles et de chevaux, auquel s'ajoutèrent les destructions et l'occupation ennemie, les kolkhoziens, écrit-il, ne se sont généralement pas enrichis, au contraire¹⁶¹. En effet, l'historien insiste sur la contribution de la paysannerie qui, en plus de représenter la majorité des conscrits, a donné tout ce qu'elle pouvait à l'État : les kolkhoziens n'ont pas seulement durant la guerre rien reçu pour leur travail, écrit-il, ils ont également servi de réservoir sans fond pour le développement des autres secteurs de l'économie¹⁶². Aussi conclut-il sur le sentiment qu'ils ont payé la guerre au prix fort. L'historien constate de fait une baisse quantitative et qualitative de la paysannerie après la guerre. Elle diminua, écrit-il, de 18% pendant les quatre ans de guerre¹⁶³. En effet, en addition aux décès, plusieurs kolkhoziens n'étaient pas retournés au village, au profit de la production industrielle en ville¹⁶⁴. Or, cette situation critique de l'agriculture fragilisait le système kolkhozien. À tel point qu'Alec Nove affirme qu'à certains endroits, par exemple en Ukraine, le régime devait à la fin de la guerre re-collectiviser les terres¹⁶⁵. Dans ses mémoires produits à la suite de son émigration en Allemagne de l'Ouest en 1951, le vétéran

¹⁵⁹ Document 111 dans *Kolkhoznaya zhizn' na Urale, 1935-1953*, Kh. Kessler et G. E. Kornilov, éd., *Op. Cit.*, p. 425-428.

¹⁶⁰ Cynthia Hooper. « A Darker 'Big Deal': Concealing Party Crimes in the Post-Second World War Era » dans Julianne Fürst, dir. *Op. Cit.*, p. 142-165.

¹⁶¹ Ū. V. Arutûnjan. *Sovetskoe krest'janstvo v gody Velikoi Otečestvennoj vojny*, Moscou, Izdatel'stvo Akademii nauk SSSR, 1963, p. 7-19. Dans le même sens, Alec Nove souligna que les kolkhoziens ne purent pas pleinement profiter de la hausse des prix sur le marché libre, notamment en raison des problèmes de transport et du manque de bras, d'outils et de temps (Alec Nove. « Soviet Peasantry in World War II » dans Suzan J. Linz, dir. *Op. Cit.*, p. 83). Voir également Thomas J. Green. *Op. Cit.*, p. 228-237.

¹⁶² Ū. V. Arutûnjan. *Op. Cit.*, p. 378.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 317. John Barber et Mark Harrison évaluent en outre qu'il y avait, en 1945, 13 millions plus de kolkhoziennes que de kolkhoziens en URSS (J. Barber et M. Harrison. *Op. Cit.*, p. 207). L'agriculture devint ainsi de plus en plus dépendante du travail féminin. Norton D. Dodge et Murray Feshbach cite que si les femmes représentaient en 1926 50% de la force de travail en agriculture, le pourcentage grimpa à 62% en 1959 (« The Role of Women in Soviet Agriculture » dans B. Farnsworth et L. Viola, éd. *Russian Peasant Women*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1992, p. 262).

¹⁶⁴ Sheila Fitzpatrick interprète cette forme d'exode rurale dans le cadre d'une relative mobilité sociale permit par le service militaire. Elle ajoute néanmoins que plusieurs kolkhoziens ne purent tout simplement pas retourner dans leur village natal, la démobilisation de la société et la transition vers la paix s'étant fait, insiste-t-elle, très lentement et sans succès (Sheila Fitzpatrick. « Postwar Soviet Society : The 'Return to Normalcy', 1945-1953 » dans Susan J. Linz, dir. *Op. Cit.*, p. 129-130).

¹⁶⁵ Alec Nove. *Op. Cit.*, p. 83.

Fedor Belov, président de kolkhoze dans un village ukrainien entre 1947 et 1950, fait alors le même constat : « *Promptly after the departure of the Germans, the kolkhoz was again set up. This was not, however, simply the reestablishment of the prewar kolkhoz; it was the creation of a new organization, since the entire process had to be started over from the beginning, just as in 1930.* »¹⁶⁶

En ce sens, Jacques Sapir considère la Deuxième Guerre mondiale comme la première remise en cause du système stalinien; c'est en s'écarter du schéma stalinien originel, écrit-il, et non grâce à lui, que la victoire fut possible¹⁶⁷. En effet, il rappelle par exemple que si l'économie ne s'est pas effondrée, c'est en grande partie grâce à l'aide américaine et au développement de la petite production marchande. Il rejoint ici Julie Hessler, laquelle nota une extension du secteur privé en URSS après la guerre et une croissance du rôle du marché privé – qui de fait ne se limita pas, souligne-t-elle, au seul marché paysan¹⁶⁸. Ainsi, l'économie du temps de guerre se caractérise selon Jacques Sapir par un accroissement des déséquilibres de l'économie mobilisée – par exemple la pénurie en biens de consommation –, par une gestion de ces déséquilibres qui fit appel aux prix plus qu'au rationnement des quantités, accroissant le rôle de la monnaie et enfin, par un renouvellement important de la classe ouvrière – qui permet, écrit-il, une réactivation des procédures d'intégration sociale¹⁶⁹. L'après-guerre vit donc selon lui une transformation du système et une crise du militarisme paradoxal – qui n'avait pu dissuader la guerre, ni en permettre une résolution rapide et peu coûteuse. Or, conclut néanmoins Sapir, la situation en 1945 ne peut que favoriser un retour au système stalinien : « L'URSS, en effet, est à nouveau prise dans la contradiction à laquelle ce système se veut une solution. Elle doit assumer des responsabilités et un statut mondial, à l'heure même où son économie est affaiblie (...) »¹⁷⁰

Un peu dans le même esprit, Moshe Lewin conclut que : « La victoire de 1945 a, en quelque sorte, « réhabilité » le stalinisme, y compris, en partie, sur la scène mondiale, au moment précis où le système et Staline en personne entraient dans une phase de déclin marqué. »¹⁷¹ Staline avait en effet selon lui perdu la capacité de diriger efficacement le pays. Reprenant le cadre d'analyse trotskiste, il explique ce déclin par les contradictions internes du régime : « Il y avait désormais une incompatibilité profonde entre cet absolutisme d'un autre âge et l'industrialisation à marche forcée lancée pour répondre aux défis des temps nouveaux. »¹⁷² Ainsi, par exemple, le stalinisme était, écrit-il, incapable

¹⁶⁶ Fedor Belov. *The History of a Soviet Collective Farm*, trad. du russe par Anna Vakar, New York, Frederick A. Praeger Publishers, coll. « Studies of the Research Program on the U. S. S. R. », 1955, p. 21.

¹⁶⁷ Jacques Sapir. « Le système économique stalinien face à la guerre », *Annales ESC*, 2 (mars-avril 1989), p. 293.

¹⁶⁸ Julie Hessler. « A Postwar Perestroika? Toward a History of Private Enterprise in the USSR », *Slavic Review*, 57, 3 (automne 1998), p. 516-542.

¹⁶⁹ Jacques Sapir. *Loc. Cit.*, p. 286.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 293.

¹⁷¹ Moshe Lewin. *Le siècle soviétique*, *Op. Cit.*, p. 192.

¹⁷² *Ibid.*, p. 187. Il définit alors le régime stalinien comme un despotisme agraire (*Ibid.*, p. 191).

de s'accommoder de la bureaucratie, dont il dépendait pourtant. Quoique Staline donna l'impression d'une domination régénérée par la guerre, il ne pouvait selon Lewin contrôler les bureaucrates.

De fait, par mesure d'efficacité, la guerre avait motivé une certaine décentralisation du pouvoir et une plus grande autonomie des autorités locales. Dans ce contexte, l'historien Donald Filtzer, qui étudia les tentatives étatiques de restaurer le système dans l'industrie, soutient que l'État stalinien « *had to restore a shattered economy, and at the same time it had to reconstruct the institutional foundations through which it had managed that economy.* »¹⁷³ En effet, lié à l'impératif économique, l'État dut également selon lui faire face à un impératif politique : non seulement réaffirmer son contrôle, mais également le faire par le biais des institutions politiques et des hiérarchies du pouvoir à travers lesquelles il dirigeait avant la guerre. Ainsi, l'accélération de l'accumulation primitive – essentielle selon Filtzer non seulement à la reconstruction économique, mais également au maintien du pouvoir et des privilèges des élites politiques –, requerra à son avis, outre le maintien de la priorité donnée à l'industrie lourde, un exercice de contrôle sans précédent pour les ouvriers et semblable à la collectivisation forcée de l'agriculture pour les paysans. Les ouvriers, sur lesquels il se concentra, développèrent néanmoins des stratégies pour résister à ce contrôle et le rendre vivable, par exemple l'indiscipline au travail, la fuite, la difficile socialisation des jeunes, etc. Ce n'est finalement selon lui que l'amélioration des conditions de vie et de consommation après 1948 qui assura, écrit-il, la consolidation du système soviétique¹⁷⁴. Filtzer conclut finalement que le système soviétique ne se réforma pas après la Deuxième Guerre mondiale parce qu'il n'était pas réformable.

1.2.3 Rétablir intégralement le système kolkhozien

Si cette conclusion est discutable et si Filtzer, en proposant la consolidation du régime par l'amélioration des conditions de vie et de consommation en 1948, tend à réduire excessivement la résistance ouvrière, la reconstruction de l'agriculture se caractérisa par la volonté étatique de restaurer le système économique d'avant-guerre et de reprendre le contrôle sur les campagnes soviétiques, notamment sur les autorités locales. Le 8 octobre 1946, une résolution conjointe du Conseil des Ministres de l'URSS et du Comité central du Parti enregistra la création du Conseil des Affaires kolkhoziennes, prévue dans la résolution antérieure du 19 septembre 1946. Pour mener à bien sa tâche de contrôler et assurer le respect du Statut kolkhozien, le nouveau Conseil des Affaires kolkhoziennes de l'URSS se vit alors confirmer par cette nouvelle résolution des représentants régionaux – au niveau

¹⁷³ Donald Filtzer. *Soviet Workers and Late Stalinism. Labour and the Restoration of the Stalinist System after World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 7.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 251.

des républiques, des territoires autonomes et des oblasts – qui, en qualité de contrôleurs du centre, étaient indépendants des autorités locales¹⁷⁵. En ce sens, l'instauration du Conseil des Affaires kolkhoziennes peut être vue comme participant d'un mouvement général de répression étatique après la guerre contre les autorités régionales pour les déficits de l'agriculture¹⁷⁶.

Ce nouvel organe, composé entre autres d'agronomes, de spécialistes du Gosplan et de représentants des kolkhozes modèles, fut placé sous la direction d'Andreï A. Andreev (1895-1971). Andreev, qui avait été au début des années trente responsable de la collectivisation du Caucase du Nord, était également membre du Comité central du Parti (depuis 1920) et membre du Politburo (depuis 1932). Il était aussi, de 1939 à 1952, président de la Commission centrale de contrôle des cadres (KPK) qui, étudia Moshe Lewin, devait en 1946 – dans le contexte d'une certaine perte d'indépendance des organisation du Parti durant la guerre, suggère Lewin – reconstruire la Nomenklatura soviétique, reprendre le contrôle sur les procédures de nomination des cadres¹⁷⁷. Andreev était enfin également vice-président (*zamestitel' predsedatelja*) du Conseil des Ministres de l'URSS, mais sans portefeuille. En effet, s'il fut durant la Deuxième Guerre mondiale secrétaire du Comité central (1935-1946) et Commissaire du peuple à l'Agriculture (1943-1946), le ministère de l'Agriculture revint en 1946 à Ivan A. Benediktov¹⁷⁸. Lors du plenum du Comité central du Parti du 18 mars 1946, Staline justifie cette destitution par la mauvaise santé d'Andreev; un ministre doit être en santé, explique-t-il, il doit pouvoir se consacrer entièrement et sans relâche à son travail¹⁷⁹. Staline mentionne alors avoir eu à ce sujet un entretien avec Andreev, qui ne s'objecte pas, rapporte Staline, à cette décision. Étant donné la nouvelle division des ministères, affirme Staline, Andreï A. Andreev doit à son avis être vice-président du Conseil pour la supervision des travaux de tous les ministères relevant de l'agriculture et le nomme conséquemment membre du Bureau opérationnel (*Operativnoe Buro*)¹⁸⁰. En février 1947, le Bureau de l'Agriculture nouvellement créé – en charge des ministères relevant de l'agriculture – fut toutefois placé sous la direction de G. M. Malenkov¹⁸¹. Andreï A.

¹⁷⁵ *Direktivy KPSS i Sovetskogo Pravitel'stva po hozjaistvennym voprosam. Op. Cit.*, p. 105.

¹⁷⁶ Jean Lévesque. « Part-Time Peasant... », *Op. Cit.*, p. 53. Cette instauration fut accompagnée de la création de l'Administration pour le contrôle des cadres qui renforçait le contrôle sur les organisations régionales (*Ibid.*). Roger Pethybridge cite que 27% des secrétaires de comité de districts furent alors remplacés fin 1947 (Roger Pethybridge. *Op. Cit.*, p. 59).

¹⁷⁷ Moshe Lewin. « Rebuilding the Soviet Nomenklatura, 1945-1948 », *Loc. Cit.*, p. 219-251. Lewin conclut de fait, nous l'avons dit, sur les limites du pouvoir central dans cette entreprise (*Ibid.*, p. 246-251).

¹⁷⁸ Document no. 7 dans *Politburo CK VKP(b) i Sovet Ministrov SSSR, 1945-1953*, O.V. Khlevniuk et al, éd., *Op. Cit.*, p. 28.

¹⁷⁹ *Ibid.* (note 1), p. 29. Yoram Gorlizki cite par ailleurs les problèmes de santé chroniques de Andreev et son surmenage comme exemple de l'influence patrimoniale de Staline sur le Conseil des Ministres, sur les horaires nocturnes et la surcharge de travail (Yoram Gorlizki. *Loc. Cit.*, p. 722-724).

¹⁸⁰ Document no. 7 dans *Politburo CK VKP(b) i Sovet Ministrov...*, O.V. Khlevniuk et al, éd., *Op. Cit.*, p. 29 (note 1).

¹⁸¹ Document no. 16 dans *Politburo CK VKP(b) i Sovet Ministrov...*, O.V. Khlevniuk et al, éd., *Op. Cit.*, p. 41. Le bureau sera le 27 février 1947 renommé Bureau de l'Agriculture et de la Collecte des grains (Document 21 dans *Ibid.*, p. 46).

Andreev a souvent été dépeint comme l'homme de Staline en agriculture dans l'après-guerre¹⁸². Néanmoins, Jean Lévesque rappelle que si le Conseil des Affaires kolkhoziennes avait une importance capitale dans le contrôle de la vie kolkhozienne, la majorité des ressources était investie dans les collectes de grains, lesquelles dépendaient principalement de Malenkov¹⁸³. En outre, le Conseil des Affaires kolkhoziennes œuvrait, de façon indépendante, en parallèle et en partenariat avec les organisations gouvernementales et du Parti déjà en place, mais n'avait pas de pouvoir législatif propre. L'influence personnelle d'Andreï A. Andreev semble par ailleurs avoir considérablement diminué en 1950, au moment du débat public avec Nikita Khrouchtchev sur la question du meilleur cadre de travail des kolkhoziens. Andreev défendait l'utilité du maillon (subdivision formée de six à huit kolkhoziens, souvent parents) sur la brigade (consistant environ de trente-cinq kolkhoziens, parfois d'un village entier)¹⁸⁴. Or, cette approche fut critiquée au profit du projet d'amalgamation des unités de travail de Khrouchtchev. Andreev écrivit alors à Staline une lettre autocritique, qui fut ensuite, avec quelques modifications, publiée dans le journal Pravda du 28 février 1950¹⁸⁵. John Crowfoot et Mark Harrison suggèrent qu'Andreev « *retained his government post for the time being, but suffered Party demotion, and the damage to his career proved permanent.* »¹⁸⁶ Il sera finalement exclu du Politburo en 1952 et démis de son poste au Conseil des Ministres de l'URSS en 1953, à la mort de Staline.

Dans tous les cas, le Conseil des Affaires kolkhoziennes accompagna la reconstruction de l'agriculture et le rétablissement intégral du système kolkhozien. Jean Lévesque présente à ce jour la plus complète et approfondie étude de la reconstruction de l'agriculture en URSS, qu'il appréhende par le prisme des mesures étatiques visant à raffermir la discipline de travail et augmenter la productivité dans les kolkhozes. De fait, par cette pression étatique mise sur les paysans, écrit-il, la période de la reconstruction d'après-guerre « *resembles the collectivization period in many ways and can be seen as a blow to a peasantry already weakened by wartime sacrifices and disastrous harvest.* »¹⁸⁷ Or, les diverses mesures instaurées par l'État stalinien pour consolider le système kolkhozien se révélèrent,

¹⁸² Dans le contexte de ce qu'il interprète comme un conflit entre le Parti et l'État, Timothy Dunmore décrit A. Andreev comme l'homme du Parti, le principal responsable voué à l'agriculture (Timothy Dunmore. *Op. Cit.*, p. 80).

¹⁸³ Jean Lévesque. *Op. Cit.*, p. 56 (note 34). L'historien questionne par ailleurs les compétences de Andreev en agriculture. En effet, Andreev, cite-t-il, au retour d'une mission dans la Caucase en 1928, a confessé à la session du plénum de novembre du CC : « Je n'ai pas encore totalement liquidé mon illettrisme agraire, alors je peux parfois être confus avec la terminologie. » À quoi Sergo Ordzhonikidze a simplement répondu « Ce n'est rien. C'est égal. » (*Ibid.*) Si cette confession suggère en effet l'absence de formation et d'expérience en agriculture de A. A. Andreev, ce dernier put peut-être cependant bénéficier des vingt années passées depuis à l'administration de l'agriculture. Il put dans tous les cas acquérir une solide expérience dans la gestion administrative et la coercition. C'est du moins ce que soutient l'historien russe V. F. Zima qui, dans le contexte de la famine de 1946-1947, présente Andreev – le responsable, écrit-il, de la supervision des opérations – comme le « spécialiste » des collectes de grains de 1932 (V. F. Zima. *Op. Cit.*, p. 27). En effet, selon lui, les dirigeants en charge de la crise « savaient tous très bien quoi attendre des gens dans les kolkhozes et les sovkhozes après l'entière saisie du pain. » (*Ibid.*)

¹⁸⁴ Jean Lévesque. *Op. Cit.*, p. 104 (note 128) et Nicolas Werth. *Op. Cit.*, p. 369. Le maillon a souvent tendance à répéter les mêmes travaux sur différents lopins, alors que la brigade est responsable de toutes les étapes du même lopin.

¹⁸⁵ Document no. 271 et 273 dans *Politburo CK VKP(b) i Sovet Ministrov...*, O.V. Khlevniuk et al, éd., *Op. Cit.*, p. 331-333.

¹⁸⁶ John Crowfoot et Mark Harrison. *Loc. Cit.*, p. 54.

¹⁸⁷ Jean Lévesque. *Op. Cit.*, p. 2.

démontre l'historien, limitées au court terme; elles n'obtinrent pas les résultats escomptés et n'augmentèrent pas la productivité du travail kolkhozien. Elles rencontrèrent notamment la résistance des kolkhoziens et kolkhoziennes. Lévesque revient en effet sur les diverses stratégies subalternes des paysans face à l'exploitation étatique : l'utilisation du Statut kolkhozien pour leur propre avantage, les fausses séparations des familles pour obtenir un lot privé supplémentaire, le refus des jeunes de joindre le kolkhoze, la faible discipline de travail, les départs saisonniers ou permanents, autorisés ou non du kolkhoze, etc.¹⁸⁸ Se distanciant ici quelque peu de Donald Filtzer, pour Jean Lévesque, ces actes de résistance paysanne « *cannot be dismissed as a results of either low income or of a total absence of labor incentives.* »¹⁸⁹ En témoigne selon lui le fait que la productivité n'augmenta pas après la hausse des salaires sous Khrouchtchev à la fin des années cinquante. Enfin, l'historien se pencha sur le rôle – instrumental – des représentants locaux du pouvoir stalinien, principalement les présidents de kolkhoze et les autorités du district, dans l'application des politiques locales, éclairant non seulement leurs marges d'autonomie, mais leur complicité tacite sur le terrain avec les stratégies paysannes – laquelle contribua finalement, écrit-il, à faire de la discipline de travail, un slogan vide de sens¹⁹⁰. Aussi conclut-il finalement sur le sentiment de l'échec de la reconstruction de l'agriculture¹⁹¹.

De fait, la résolution conjointe du Comité central du Parti et du Conseil des Ministres de l'URSS du 19 septembre 1946 visant entre autres à récupérer les terres appropriées illégalement durant la guerre n'obtint pas les résultats escomptés; sa mise en place fut longue et difficile et ses effets, plus ou moins nuls tandis que les paysans rendaient au kolkhoze leurs terres en trop seulement pour agrandir leur lot privé l'année suivante¹⁹². Comme le constata Jean Lévesque, les kolkhoziens et les présidents de kolkhozes furent parmi les plus visés et les plus poursuivis en justice¹⁹³. En ce sens, écrit-il, « *state involvement played a central role in targeting collective farm chairmen and their prosecution.* »¹⁹⁴ En effet, un rapport adressé à A. A. Andreev par l'administrateur de la section juridique du Conseil, N. Sudarikov le 10 juin 1947 suggère l'ampleur de la répression des présidents de kolkhozes : entre 1945 et 1947, écrit-il, 17 769 présidents ont été condamnés¹⁹⁵. À tel point que la désorganisation croissante de l'agriculture obligea le Comité central à ordonner la fin de ces arrestations de masse par la résolution du 14 juin 1947 intitulée « Sur l'injustifiable et fréquent congédiement des présidents de kolkhoze et sur leur injustifiable poursuite en justice »¹⁹⁶.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 184-255.

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 42.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 260.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 310.

¹⁹² *Ibid.*, p. 61.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 64.

¹⁹⁴ *Ibid.* et V. F. Zima. *Op. Cit.*, p. 102-106.

¹⁹⁵ Document no. 2 dans *Krest'janstvo i gosudarstvo...*, V. P. Popov, éd. *Op. Cit.*, p. 41.

¹⁹⁶ Citée dans Jean Lévesque. *Op. Cit.*, p. 65.

Car ces mesures s'inscrivaient dans un contexte particulièrement difficile : la famine de 1946-1947 en URSS. Dans sa magistrale étude du sujet, l'historien russe V. F. Zima propose que si la famine ne fut pas planifiée par l'État, elle découle néanmoins des conséquences de la guerre, de la sécheresse et des mauvaises récoltes de 1946, mais également de la politique étatique inhumaine et dangereuse de collecte des grains; le gouvernement soviétique approcha la famine, écrit-il, dans le but de défendre son réservoir de pain et de le vendre à l'étranger¹⁹⁷. En outre, ajoute-t-il, la famine a été utilisée comme moyen éprouvé pour stimuler la productivité de travail dans les kolkhozes et les sovkhozes et forcer les paysans à travailler pour manger¹⁹⁸. De fait, les politiques étatiques ont contribué, démontre-t-il, à étendre la famine au pays entier et à en prolonger la durée, parfois jusqu'en 1949 dans certaines régions¹⁹⁹. L'aide fut enfin insuffisante et mal organisée. Il démontra récemment par exemple l'insuffisance et l'incohérence de l'aide médicale organisée par l'État²⁰⁰. Il évalue ainsi à deux millions le nombre de décès causés par la famine de 1946-1947 en URSS²⁰¹.

Or, une des conséquences de la famine que V. F. Zima identifie est une relative perte d'influence et de contrôle de l'État stalinien. En effet, la famine convainquit, écrit-il, entre autres les paysans de l'importance du lot privé et des sources non officielles d'approvisionnement²⁰². La discipline et la productivité de travail diminuèrent encore. Dans ces circonstances, le Conseil suprême de l'URSS vota en juin 1948 un décret – qui fut pour la première fois rendu public par la *perestroïka* et l'ouverture des archives soviétiques en 1991 – annonçant l'orchestration d'une campagne de déportation des éléments jugés improductifs et parasites des fermes collectives. Vu en rétrospective, ce décret, écrit Jean Lévesque « *must be understood as the paroxysm of all state attempts to control the labor of the collective farm peasantry.* »²⁰³ Les kolkhoziens étaient sensés voter en assemblée la déportation de ceux parmi eux qui ne travaillaient pas le minimum requis, qui n'avaient pas de liens avec le kolkhoze ou pour tout autre motif proposé à l'assemblée par les autorités locales. De fait, V. F. Zima présente les politiques agraires de l'État dans l'après-guerre et particulièrement le décret de Juin 1948 comme une deuxième dékoulakisation²⁰⁴. Or, ce décret rencontra la résistance des kolkhoziens et

¹⁹⁷ V. F. Zima. *Op. Cit.*, p. 10-11. Récemment, Nicholas Ganson critique et s'oppose à la thèse de V. F. Zima, questionnant la responsabilité du gouvernement dans la famine (*The Soviet Famine of 1946-47 in Global and Historical Perspective*, New York et Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009, 218 p.). S'efforçant de replacer la crise dans un contexte global plus large et dans la longue durée de l'histoire russe, il défend que la famine n'est pas « *man-made, premeditated, and politically motivated* » (*Ibid.*, p. 5). Pourtant, si Zima insiste sur la responsabilité des politiques étatiques de collecte des grains – lesquelles Ganson tend de fait à négliger –, il ne présente en fait pas la crise comme une famine politique, planifiée ou désirée par l'État.

¹⁹⁸ V. F. Zima. *Op. Cit.*, p. 11.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 11, 65-96.

²⁰⁰ V. F. Zima. « Golod, medicina, vlast' : 1946-1947 gody », *Otečestvennaja istorija*, no. 1 (2008), p. 117- 126.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 120.

²⁰² *Ibid.*, p. 125 et V. F. Zima. *Golod v SSSR...*, *Op. Cit.*, p. 180.

²⁰³ Jean Lévesque. *Op. Cit.*, p. 123.

²⁰⁴ V. F. Zima. « Btoroe raskulačivanie (agraraja politika konca 40-x- načala 50-x gg.) », *Otečestvennaja istorija*, no. 3 (1994), p. 109-125.

kolkhoziennes. V. F. Zima note ainsi par exemple que plusieurs refusèrent simplement de voter²⁰⁵. En outre, son application dépendait des autorités locales qui purent falsifier le protocole, les quotas, déporter des personnes qui n'étaient pas visées par le décret, mais qui étaient des cibles faciles comme les veuves et les malades, etc.²⁰⁶ Enfin, quoique le décret soit demeuré en vigueur jusqu'en mars 1953, lorsque le pouvoir central cessa après 1949 de mettre de la pression sur les organisations régionales et ne requerra plus de bilans et de rapports sur la mise en place des politiques, les autorités locales arrêtaient d'encourager son application²⁰⁷. En somme, ce décret non plus ne semble pas avoir réussi à forcer les kolkhoziens à travailler davantage dans les champs collectifs.

Le 30 mai 1950, le Comité central du Parti vota finalement une résolution intitulée « Sur l'amalgamation des petits kolkhozes et sur les tâches des organisations du Parti dans ce dossier »²⁰⁸. C'est ainsi que de 222 741 kolkhozes en URSS en 1946, le nombre baissa à 94 655 kolkhozes à la fin de l'année 1952.²⁰⁹ Cette résolution était dans les premières lignes motivée par l'impossibilité d'un travail efficace du MTS, de la rotation appropriée des sols et enfin, l'impossibilité d'obtenir une force de travail suffisante et qualifiée dans les petits kolkhozes²¹⁰. Néanmoins, I. V. Karasev, situant cette nouvelle résolution dans le contexte de l'inefficacité des mesures répressives de l'État et de l'inefficacité des kolkhozes dans l'oblast' de Pskov, soutient que « *the real reason for the amalgamation was the inability to control small kolkhozy (...)* »²¹¹. En effet, la réduction du nombre de kolkhozes se voulait une mesure économique, mais elle permettait à terme une augmentation du contrôle étatique. Dans son étude – en cours – de la campagne de l'amalgamation des kolkhozes dans l'oblast' d'Arkhangel'sk, le doctorant de l'Université de Toronto, Auri Berg suggère que si la campagne peut être vue comme un projet utopique imposé par Moscou sans aucune considération des connaissances locales, les autorités locales purent profiter des marges d'autonomie accordées par l'indécision et la confusion de Moscou – notamment sur les questions de l'organisation et de la consolidation de ces nouvelles fermes amalgamées²¹². Les autorités locales purent de même, soutient le doctorant, influencer cette campagne par leurs propres motivations, concrètes et particulières, liées au problème de la déficience après la guerre dans l'oblast' d'Arkhangel'sk de la force de travail en agriculture. Cependant, conclut néanmoins Auri Berg, les décisions centrales et le manque de ressources ont finalement ruiné leurs espoirs; la campagne de l'amalgamation des kolkhozes ne régla

²⁰⁵ V. F. Zima. *Golod v SSSR...*, Op. Cit., p. 184.

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 185-186 et Jean Lévesque. Op. Cit., p. 158-160.

²⁰⁷ Jean Lévesque. Op. Cit., p. 177.

²⁰⁸ *Direktivy KPSS i Sovetskogo Pravitel'stva po hozjajstvennym voprosam*. Op. Cit., p. 500-502.

²⁰⁹ Jean Lévesque. Op. Cit., p. 109 (tableau 2.13).

²¹⁰ *Direktivy KPSS i Sovetskogo Pravitel'stva po hozjajstvennym voprosam*. Op. Cit., p. 500.

²¹¹ I. V. Karasev. « The Reconstruction of Agriculture in Pskov Oblast, 1945-1953 », *Soviet Studies*, 43, 2 (1991), p. 305.

²¹² Auri Berg. « Seeing Like an Oblast': The Kolkhoz Amalgamation Campaign of 1950-1951 in Arkhangel'sk », communication présentée à la conférence de l'Association canadienne des slavistes, Montréal, Université Concordia, mai 2010.

pas leur problème²¹³. Aussi, conclut finalement I. V. Karasev, l'agriculture dans l'oblast' de Pskov ne devint pas plus productive²¹⁴. Au contraire, l'instauration de cette politique – durant la période des semailles – tendit à désorganiser les travaux agraires. En ce sens, Kees Boterbloem affirme : « *Collectivization had failed miserably, and the amalgamation of 1950 further aggravated the poverty and resentment of the peasantry.* »²¹⁵

En somme, la reconstruction de l'agriculture se caractérisa par la volonté étatique de restaurer et consolider le système kolkhozien. Or, cette volonté rencontra divers problèmes liés à son application par les autorités locales et à la résistance des kolkhoziens et kolkhoziennes. V. F. Zima a par exemple noté la montée de la criminalité en réaction à la famine de 1946-1947²¹⁶. De même, les historiens russes M. A. Beznin et T. M. Dimoni éclairèrent diverses stratégies de résistance des paysans dans l'après-guerre : la faible discipline de travail, les vols, les confrontations physiques, les rumeurs, la pétition au pouvoir, etc.²¹⁷ Une des formes de résistance les plus difficiles à masquer et à gérer pour les autorités fut l'exode massif des kolkhoziens vers la ville, lequel s'intensifia après l'amalgamation des kolkhozes. Un rapport daté du 5 mars 1953 et adressé à Andreï A. Andreev par les spécialistes du Conseil des Affaires kolkhoziennes, Čuvikov et Bardin suggère l'ampleur des départs : entre 1950 et 1951, écrivent-ils, la population des kolkhozes du Nord-Est baissa de 9,7%, celle des kolkhozes de la zone centrale des terres non noires de 12,5%, des kolkhozes de la zone centrale des terres noires de 8,7% et enfin, des kolkhozes du nord du Caucase et de la Crimée de 7,6%²¹⁸. Cela se traduisit par exemple par 115 700 départs dans l'oblast' de Kirov entre 1949 et 1951²¹⁹.

1.3 Conclusion

En conclusion, la Deuxième Guerre mondiale laissa les campagnes soviétiques dans un état appauvri et exsangue par les pertes sévères et les destructions de la guerre, l'occupation ennemie et les politiques étatiques de collecte des grains – liées au rôle des campagnes dans l'économie générale. De fait, les répercussions de la guerre allaient se révéler durables en URSS. Le bilan, désastreux, du conflit influa sur les pratiques et les représentations de la population soviétique. S'il fut souvent

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ I. V. Karasev. *Loc. Cit.*, p. 305.

²¹⁵ Kees Boterbloem. *Op. Cit.*, p. 260.

²¹⁶ V. F. Zima. *Golod v SSSR...*, *Op. Cit.*, p. 96-128.

²¹⁷ M. A. Beznin et T. M. Dimoni. « Social'nyj protest kolhoznogo krest'janstva (vtoraja polovina 1940-x-1960-e gg.) », *Otečestvennaja istorija*, no. 3 (1999), p. 81-99.

²¹⁸ Document 77 dans *Sovetskaja žizn', 1945-1953*, Elena Zubkhova et al., éd. *Op. Cit.*, p. 264.

²¹⁹ *Ibid.*

assumé que la victoire rapprocha l'État stalinien et les masses soviétiques, nous pouvons en définitive douter de la force de cohésion de la guerre et du renforcement du régime, ainsi permis.

Au lendemain de la Grande Guerre patriotique, la situation de l'agriculture était de fait particulièrement critique. Le conflit avait, nous l'avons vu, motivé un certain relâchement – involontaire – du système kolkhozien et une baisse relative de l'influence et du contrôle étatique. Aussi l'après-guerre se caractérisa par la volonté étatique de restaurer l'ordre d'avant-guerre et par la coercition. Dans un contexte de destructions et de famine, la reconstruction de l'agriculture en URSS signifia le rétablissement intégral du système kolkhozien. L'État se montra soucieux d'accroître son emprise sur les campagnes et d'augmenter la discipline et la productivité des kolkhozes.

Or, les kolkhoziens et les kolkhoziennes – c'est-à-dire la majorité de la population soviétique, une majorité urbaine n'étant en effet confirmée qu'avec le recensement de 1959 – résistèrent à ce nouvel assaut. Aussi Kees Boterbloem conclut-il par conséquent dans son étude de l'oblast' de Kalinine sur l'échec de l'intégration après la guerre des paysans au stalinisme : « *The family household remained the central focus of their life; their culture was decidedly distinct from Soviet urban culture; they enjoyed little prestige or status within the Soviet society (...). More than thirty years after the onset of collectivization, Soviet communism had not changed the essential quality of the peasants' reality.* »²²⁰ Un peu dans le même esprit, Jean Lévesque défend l'impossibilité de considérer la Deuxième Guerre mondiale comme l'intégration finale de la paysannerie : « *The postwar period showed many signs of a specific agenda that had been manipulated by the regime during the war.* »²²¹ L'historien nuance cependant en soulignant que si dans le court terme, les paysans ont résisté dans l'après-guerre aux assauts de l'État stalinien, dans le long terme, ils ont échoué en tant que groupe; plusieurs, rappelle-t-il, ont abandonné l'agriculture et se sont transformés en hybrides socioculturels²²².

C'est en somme dans ce contexte critique de tensions et de reconstruction d'après-guerre que furent acheminées nombre de pétitions des kolkhoziens et kolkhoziennes au secrétariat de Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS – acteur qui, nous l'avons vu, était finalement chargé de voir au rétablissement intégral du système kolkhozien. Or, qui écrivit? À qui exactement? Comment les auteurs de lettre se définirent-ils et représentèrent-ils le(s) destinataire(s)? Comment enfin s'adressèrent-ils au pouvoir et exprimèrent-ils leurs motivations?

²²⁰ Kees Boterbloem. *Op. Cit.*, p. 231. Dans la même logique de pensée, Thomas J. Green clôt sa thèse de doctorat sur une appréciation de l'après-guerre et des conséquences de la continuité des politiques étatiques : « *Hence, the political economy of the postwar world perpetuated the so called « backwardness » of the countryside which, in turn, reinforced the « otherness » of the peasantry in the eyes of urbanities.* » (Thomas J. Green. *Op. Cit.*, p. 314).

²²¹ Jean Lévesque. *Op. Cit.*, p. 41.

²²² *Ibid.*, p. 253.

CHAPITRE II

ÉCRIRE AU POUVOIR STALINIEU : QUI ? À QUI ? COMMENT ?

Cher Andreï Andreevitch, je suis kolkhozien. J'ai déjà soixante-dix ans. Je suis dans le kolkhoze « Noble Lénine » depuis 1934. Dans notre kolkhoze, il y a des violations du Statut kolkhozien, mais nous les kolkhoziens n'avons pas d'exemplaires du Statut, nous ne connaissons pas le Statut et nous ne pouvons pas combattre ces violations. (...) Je vous demande de m'envoyer un exemplaire du Statut kolkhozien à mon adresse (...). Je vous souhaite la santé et un heureux succès dans vos travaux sur la construction kolkhozienne. Avec respect, vers vous. (Lettre du kolkhozien Demidov, oblast' de Dniepropetrovsk, Ukraine, à A. A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS, juin 1950).¹

De mai 1946 à mars 1953 furent acheminées au secrétariat du vice-président du Conseil des Ministres de l'URSS, Andreï A. Andreev, de très nombreuses pétitions en provenance des campagnes soviétiques. Dans le contexte critique de la reconstruction de l'agriculture, la paysannerie soviétique choisit ainsi de s'adresser aux organes centraux du pouvoir d'État. Les lettres alors produites nous éclairent de fait sur les stratégies des acteurs. Dans les dossiers consultés, cinq principaux types d'auteurs de lettres se démarquent : les membres du Parti, les hommes de l'Armée rouge et leurs familles, les auteurs anonymes, les auteurs collectifs et les « simples » kolkhoziens et kolkhoziennes². Ce chapitre reviendra donc sur les différents auteurs de lettres et leur(s) destinataire(s), les modes de représentation de soi et des autres et enfin, les façons dont les auteurs s'adressent au pouvoir et expriment leurs motivations à écrire.

¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 388. La lettre, rédigée en langue russe, contient beaucoup d'erreurs d'orthographe.

² Rappelons cependant qu'étant donné notre intérêt pour les relations entre l'État stalinien et la paysannerie kolkhozienne, nous avons délaissé les pétitions en provenance des milieux urbains, des sovkhozes (fermes d'État) ou adressées par des représentants officiels du pouvoir. Sur notre échantillon et les limites de nos sources, voir notre introduction, p. 38-41.

2.1 Les auteurs de lettres

2.1.1 Les membres du Parti

Le 19 octobre 1948, le membre du parti bolchevique, Ali U. Satdykov, de l'oblast' d'Oulianovsk, amorce une lettre qu'il adresse au vice-président du Conseil des Ministres, Andreï A. Andreev par une brève introduction : « Moi, Ali U. Satdykov, membre du Parti depuis 1938, numéro de membre 1928486, me tourne vers vous et rapporte ce qui suit. »³ Une seule caractéristique suffit donc à Satdykov pour s'introduire à Andreï A. Andreev : sa qualité de membre du Parti, qui résume ici son identité. De fait, cette qualité témoigne selon l'auteur de sa valeur et de la valeur de ses propos; elle est gage de bonne volonté et de vérité. En effet, Satdykov conclut sa lettre en écrivant : « Me tournant vers vous avec cette lettre, je n'ai pas pu écrire tous les faits. En tant que communiste, je vous assure de l'exceptionnelle justesse des faits cités et je suis prêt à répondre de la justesse de ces faits. »⁴ Ainsi, l'appartenance au parti bolchevique, sur laquelle Satdykov insiste, vient finalement selon lui valider son écriture, et son identité. Satdykov se dit communiste comme un chevalier du Moyen Âge put se dire chevalier; son adhésion au Parti, au cœur de son autoreprésentation, signifie pour lui honneur et statut, mais également devoir et honnêteté. Il se dit prêt à en répondre.

De fait, les auteurs membres du Parti – ceux qui ne précisent pas avoir servi dans l'Armée rouge, notamment durant la guerre, et avoir alors rejoint le Parti à ce moment – sont très rares dans notre échantillon (cinq pourcent). Quoiqu'ils aient été minoritaires dans les campagnes soviétiques, ils ont possiblement pu opter, tout simplement, pour une autre adresse. Typiquement, dans les lettres acheminées à Andreï A. Andreev, une brève mention de l'adhésion au parti bolchevique suffit à ces auteurs pour les définir. Begali Umarov, du kolkhoze amalgamé « Karl Marx », oblast' de Leninabad, Tadjikistan, se contente par exemple en février 1951 d'inscrire dans le coin supérieur droit de sa lettre : « De Umarov, Begali, administrateur des chevaux et membre du parti bolchevique, Tadjikistan (...). »⁵ Notons que la mention de son adhésion au Parti vient ici par contre après celle de sa fonction dans le kolkhoze, son implication dans le Parti et dans le kolkhoze allant de pair à ses yeux pour le définir.

Le membre féminin du Parti, F. A. Škol'nikova, du kolkhoze « 28 ans d'Octobre », oblast' de Tchernivtsi, Ukraine, mentionne aussi brièvement dans le coin supérieur droit de sa lettre, reçue le 30 août 1949 par Andreev : « Du membre du parti bolchevique, Škol'nikova, Fajna Arkad'evna » et signe

³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 164. L'auteur de la lettre précise qu'il s'agit d'une copie certifiée conforme à l'originale.

⁴ *Ibid.*, l. 162.

⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 21, l. 434. Il s'agit cependant d'une traduction en russe du secrétariat d'Andreï A. Andreev. La lettre originale en langue tadjike ne se trouve pas dans le dossier. Dans le cas où cette brève mention serait le fait du traducteur, elle serait tout de même révélatrice de l'intérêt des autorités et de la réception de cette présentation.

à la main « Membre du parti bolchevique, Škol'nikova »⁶. Pour elle, cependant, cela ne suffit pas. Škol'nikova revient en effet en cours de rédaction sur son adhésion : « Je vis et je travaille dans le village indiqué depuis le mois de février 1946. Depuis ce temps, je suis sur la liste des membres de l'organisation du Parti. »⁷ Et de conclure finalement : « Je suis une simple (*rjadovoj*) communiste, mais je n'ai pas la force d'observer en silence comment l'ennemi taille (*točit*) le corps en santé du kolkhoze. »⁸ De fait, cette lettre est particulièrement intéressante. En effet, si les lettres écrites par des membres du Parti sont peu fréquentes dans notre échantillon, celles écrites par des femmes le sont également (dix pourcent). Peut-être cela est-il dû à la plus faible alphabétisation des femmes dans les campagnes soviétiques. Dans tous les cas, Fajna A. Škol'nikova revient à plusieurs reprises sur sa qualité de membre du parti bolchevique. Sa présentation d'elle-même et de son parcours débute ainsi en février 1946, après son admission dans les rangs du Parti. Si elle a été, peut-on lire dans la lettre, secrétaire du parti bolchevique dans le kolkhoze « 28 ans d'Octobre » – avant son exclusion du Parti en juin 1949 pour avoir dénoncé le président du kolkhoze, ce qui explique en grande partie son insistance –, elle s'identifie volontiers à la base du Parti, comme simple communiste qui n'occupe pas de poste administratif. Le Parti apparaît alors dans l'autoreprésentation de Škol'nikova comme une entité hétérogène, hiérarchisée. Cette volonté qu'elle manifeste – et qui relève des stratégies discursives sur lesquelles nous reviendrons, l'auteure tâchant ici entre autres d'obtenir sa réintégration dans le Parti – rappelle de fait l'appel de Staline dans les années trente à l'écoute des communistes de base, dont le devoir était de dénoncer les cadres coupables d'abus, de bureaucratisme, etc.⁹

Comme le constata également Sheila Fitzpatrick dans son étude des lettres des années trente¹⁰, les membres du Parti qui écrivent dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev se présentent donc souvent comme de justes et simples communistes qui accomplissent leur devoir. Le 12 septembre 1952, N. A. Mercalov, du kolkhoze amalgamé « Grand Lénine », oblast' d'Orel, signant sa lettre « Membre du parti bolchevique depuis 1952, billet du Parti no. 10190763 »¹¹, écrit par exemple : « Respecté Andreï Andreevitch! Je considère de mon devoir au Parti de vous mettre au courant de ce qui suit. »¹²

Ainsi, dans les lettres de l'après-guerre que nous analysons, les membres du Parti s'introduisent typiquement à leur destinataire et résument leur identité par leur appartenance au Parti,

⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 551 et 549. La lettre, non datée, est tapée à la dactylo sur des feuilles quadrillées – ce qui est exceptionnel, la très grande majorité des lettres étant manuscrite.

⁷ *Ibid.*, l. 551.

⁸ *Ibid.*, l. 549.

⁹ Voir par exemple Nicolas Werth, qui cite le cas exemplaire – alors largement diffusé par les autorités staliniennes – de la mise à l'écart en 1937 du premier secrétaire du comité régional (*obkom*) de Kiev, P. Postyšev, grâce à l'instrumentalisation par Staline de la plainte d'une certaine Nikolajenko, simple communiste qui avait été, avant l'intervention du pouvoir central, exclue du Parti par Postyšev pour ses délations (Nicolas Werth, « L'appel au petit peuple selon Staline », *Loc. Cit.*, p. 132-141).

¹⁰ Sheila Fitzpatrick, « Suplicants and Citizens... », *Loc. Cit.*, p. 85.

¹¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 33, l. 119.

¹² *Ibid.*, l. 122.

gage de leur valeur et de leur justesse. Aussi ces auteurs se définissent-ils volontiers comme de simples et loyaux agents du régime stalinien qui, en cette qualité, accomplissent leur devoir.

2.1.2 Les hommes de l'Armée rouge et leurs familles

Si les pétitions des membres du Parti sont rares dans les dossiers consultés, les hommes de l'Armée rouge et leurs familles, en revanche, écrivirent massivement à Andreï A. Andreev après la Deuxième Guerre mondiale. Ils constituent en effet le type d'auteur le plus important numériquement (trente-cinq pourcent de notre échantillon), rappelant ainsi la complexité des rapports entre l'État et les vétérans. Ces derniers, dont la démobilisation, effectuée par groupes d'âges, s'échelonna jusqu'en 1948, voire parfois au-delà, relevaient de fait, nous l'avons vu, des changements d'après-guerre. Or, bastions du pouvoir ou force potentielle d'opposition, les militaires et les vétérans de l'Armée rouge adressèrent maintes plaintes et dénonciations à A. A. Andreev, au Conseil des Ministres de l'URSS.

Reflétant peut-être l'incitation du Parti à la réflexion sur leur autobiographie et leur rôle personnel dans la reconstruction d'après-guerre, les lettres des hommes de l'Armée rouge présentent fréquemment une longue autoreprésentation des auteurs. Le vétéran et président de kolkhoze A. I. Osipov, du district de Voljsk, République autonome de Maris, amorce par exemple le 25 mai 1950 son récit en écrivant : « Comme président de kolkhoze, je travaille depuis 1947 à nos jours. J'ai participé à la Guerre patriotique, j'ai plusieurs médailles. J'ai une éducation de niveau secondaire. J'ai terminé en 1947 l'école du Parti au comité régional (*obkom*). »¹³ Significativement, son autobiographie débute après la Deuxième Guerre mondiale, qui tend à détenir une importance centrale dans sa définition identitaire. En effet, Osipov souligne d'abord spécialement sa contribution et ses exploits militaires.

Plus souvent, les auteurs respectent une chronologie débutant à leur naissance. La Deuxième Guerre mondiale n'en occupe cependant pas moins une place centrale dans cette tentative des auteurs de se définir, de se présenter à leur destinataire. Le vétéran et comptable Èrgaš Hajdarov, d'Ouzbékistan, écrit ainsi à Andreev le 18 août 1950 : « Je suis né en 1914, je suis membre du Parti depuis 1939, j'ai participé à la Grande Guerre patriotique. J'ai travaillé 18 ans à divers emplois, parmi ce nombre comme secrétaire de comité de district (*rajkom*) et directeur de sovkhoze. J'ai à ma charge cinq enfants et ma mère, qui a quatre-vingt ans. »¹⁴ Notons que l'auteur, qui débute par une chronologie linéaire, cite son entrée dans le Parti et sa participation à la guerre avant sa longue expérience de travail, pourtant antérieure. Son adhésion au Parti et sa contribution militaire, qui

¹³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 343.

¹⁴ GARF f. 5446, op. 52, d. 13, l. 557. La lettre est traduite de l'ouzbek par le secrétariat d'Andreev (la lettre originale a été conservée dans le dossier, l. 555-552).

occupent une place de premier plan et sont liées dans une même phrase, introduisent ici un sens des responsabilités et du devoir, que l'expérience de travail vient confirmer. Et Hajdarov de conclure finalement sur ses responsabilités familiales et les personnes à sa charge.

En juin 1952, le vétéran S. V. D'jakov, de l'oblast' de Koursk, commence pour sa part sa lettre en écrivant :

Camarade Andreev, je demande d'examiner ma plainte (...). J'ai vécu comme ouvrier agricole (*batrak*) de 1925 à 1929, en 1930, j'ai joint le kolkhoze, j'ai travaillé dans le kolkhoze deux ans. En 1932, je suis entré dans l'Armée et j'ai servi jusqu'en 1935. De 1935 à 1941, j'ai travaillé à la production. En 1941, je suis parti au front et j'ai défendu la patrie (...). En 1942, je suis entré dans le parti bolchevique. Au moment le plus critique, je n'ai pas eu peur qu'Hitler tue ma famille et me torture et les Allemands voulaient que ma femme les pourvoie et elle ne leur a pas donné le lait et au moment actuel, mon fils sert dans l'Armée soviétique depuis le mois de novembre 1951. Ma femme travaille dans le kolkhoze depuis 1930 jusqu'à nos jours, elle travaille bien. Moi, après la guerre, depuis 1949, je travaille dans un autre district, dans la ville Volujki (...).¹⁵

Ainsi, D'jakov débute son autobiographie avant la collectivisation forcée de l'agriculture, soulignant avoir rejoint, comme sa femme, un kolkhoze dès 1930, au début de la campagne de collectivisation. Il rappelle en outre sa condition antérieure d'ouvrier agricole, à l'extrême opposé du paysan riche (*koulak*), stigmatisé par le régime. Dans son étude des lettres des années trente, Sheila Fitzpatrick interprète de fait cette stratégie comme une tentative de se rapprocher de l'État « ouvrier », d'établir sa loyauté¹⁶. Au cœur de la présentation de l'auteur apparaît enfin la Grande Guerre patriotique. Ayant défendu la patrie et rejoint le Parti, D'jakov insiste de fait avec émotion sur sa contribution et celle, sans tache, de sa famille. En une seule phrase saccadée, il signale en effet sa bravoure et son infaillibilité durant la guerre, ainsi que la résistance de sa femme pendant l'occupation allemande. À quoi il ajoute enfin le récent service militaire de son fils, qui répond à son devoir patriotique. Aussi cette longue phrase témoigne-t-elle du souci de l'auteur de rappeler son irréprochabilité et sa loyauté, exceptionnelle, tandis qu'il s'introduit à Andreev. Il ancre en effet son identité et celle de sa famille dans un patriotisme ardent et sans faille et manifeste ainsi un fort sentiment de son mérite.

Le double vétéran de la Guerre civile et de la Grande Guerre patriotique, S. S. Četverikov, du kolkhoze « Andreev », oblast' de Koursk, suit un peu le même schéma narratif, tandis qu'il se présente à Andreï A. Andreev. Le 6 avril 1952, il écrit :

Moi, kolkhozien S. S. Četverikov du kolkhoze « Andreev » (...), suis né en 1895. Depuis les tous débuts de la collectivisation de l'agriculture, j'ai rejoint le kolkhoze et jusqu'à maintenant, je

¹⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 37, l. 228-228ob. La lettre, rédigée au plomb par une calligraphie enfantine, contient plusieurs fautes d'orthographe. Si nous ne les reproduisons pas, nous avons respecté la syntaxe, fautive, mais intéressante de l'auteur. Elle reproduit l'image d'un plaignant qui s'embrouille et lance, précipitamment, tous ses arguments en une phrase saccadée.

¹⁶ Sheila Fitzpatrick. « Supplicants and Citizens... », *Loc. Cit.*, p. 97.

suis resté kolkhozien. Jusqu'à la Révolution d'Octobre, j'étais ouvrier agricole (*batrak*) chez un propriétaire où j'ai expérimenté une vie de misère. La Révolution socialiste d'Octobre m'a ouvert les yeux et j'ai reconnu la justice du pouvoir soviétique. J'ai participé à la guerre civile, à la lutte pour une vie meilleure (...). La Grande Guerre patriotique contre les fascistes allemands a de même exigé des kolkhoziens qu'ils partent à la défense de la patrie. J'ai été appelé dans l'Armée soviétique et au front (...), en 1942, j'ai été sévèrement blessé et envoyé à l'hôpital (...). Par la commission des médecins, en tant qu'invalidé, j'ai été renvoyé au pays pour relever le kolkhoze des destructions de l'occupation allemande. À la Grande Guerre patriotique est mort mon fils, né en 1924 (...). Les membres de notre famille : ma femme, vieille kolkhozienne, née en 1893; ma fille, née en 1929, a terminé la dixième année et au moment actuel étudie (...) à la ville Chebekino (...); mon fils, né en 1926, a participé à la Grande Guerre patriotique et a passé sept ans dans l'Armée soviétique. Après sa démobilisation de l'Armée soviétique, il est entré travailler aux raffineries de sucre « Budennyi » et au moment actuel, il y travaille comme spécialiste.¹⁷

Ici, l'auteur insiste particulièrement sur sa participation à la Guerre civile et à la Deuxième Guerre mondiale. Ayant établi son appui au régime soviétique depuis la Révolution d'Octobre et rappelé à propos l'ambition bolchevique de créer une vie meilleure, il relève en effet sa contribution et ses lourds sacrifices – son invalidité et la perte de son fils aîné. Il note en outre la participation de son fils cadet à la guerre et les sept ans ainsi passés dans l'Armée rouge. Aussi manifeste-t-il, comme D'jakov, un fort sentiment de son mérite et de sa valeur – en définitive conférés par le devoir accompli, l'exploit militaire et les sacrifices. S'il rappelle son origine sociale, l'appréciation de sa contribution le définit donc à ses yeux davantage que la classe sociale. Enfin, Četverikov mentionne à Andreev être revenu au kolkhoze pour répondre à son devoir, à son rôle dans la reconstruction de l'agriculture.

Pour Nikolaj I. Karpov qui écrit en février 1953, la Deuxième Guerre mondiale se présente finalement comme une rupture :

Cher camarade A. A. Andreev, avec de chaleureuses salutations pour vous de Nikolaj Ivanovič Karpov. (...) Avant de vous expliquer pour quelles raisons je me tourne notamment vers vous, je décrirai brièvement mon autobiographie. Je suis né en 1926 dans le village Čency (...), oblast' de Iaroslav, dans une famille de paysans. J'ai terminé l'école élémentaire. J'ai travaillé dans le kolkhoze « Voie de Lénine » à ce même endroit où je suis né. J'occupai la fonction de simple kolkhozien. Mais voilà que survint la Grande Guerre patriotique. Les envahisseurs hitlériens attaquèrent notre bien-aimée patrie soviétique. Mon père est parti défendre (...) notre patrie. J'étais le plus vieux dans la famille. Tous les travaux domestiques sont tombés sur mes épaules. En 1944, je suis également parti au front, où je suis resté jusqu'à la fin de la guerre. J'ai été blessé trois fois, je possède deux médailles pour mon utilité contre l'Allemagne. Une fois démobilisé, je suis de nouveau entré travailler dans mon kolkhoze natal. Puisque dans l'Armée, j'ai servi sous le camarade Rokossovski¹⁸ et que j'ai beaucoup aimé les chevaux, j'ai demandé à travailler dans l'enclos des chevaux. Ma demande a été satisfaite (...).¹⁹

¹⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 282-282ob. La lettre est écrite au stylo et la calligraphie, petite, est soignée.

¹⁸ Konstantin K. Rokossovski (1896-1969), maréchal de l'Union soviétique.

¹⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 41, l. 49-49ob.

De fait, la Deuxième Guerre mondiale occupe dans l'autoreprésentation de Karpov non seulement une place centrale, elle survient comme un profond cataclysme qui transforma sa vie. En effet, avant la guerre, Karpov travaillait comme simple kolkhozien – c'est-à-dire dans les champs collectifs – dans le kolkhoze où il était né. « Mais voilà que survint la Grande Guerre patriotique » écrit Karpov. Après avoir noté une augmentation des responsabilités domestiques, l'auteur insiste de fait sur son importante contribution militaire et ses sacrifices. Il fait le compte : trois blessures, deux médailles. S'il met ainsi de l'avant sa participation à la guerre, Karpov souligne aussi s'être vite remis au travail dans son kolkhoze natal. Or, ayant durant la guerre découvert un autre univers et son amour des chevaux et ayant en somme acquis une nouvelle expérience, Karpov améliora semble-t-il sa position dans le kolkhoze, passant à une tâche plus spécialisée à l'entretien des chevaux. Aussi Karpov situe-t-il son expérience – transformatrice – de la Deuxième Guerre mondiale au cœur de son identité.

Ainsi, les hommes de service de l'Armée rouge se définissent à Andreï A. Andreev d'abord par leur contribution militaire et leur expérience de la Deuxième Guerre mondiale – laquelle tend en effet à occuper une importance centrale dans le sens qu'ils donnent à leur vie. Les auteurs manifestent alors une forte conviction de leur mérite, conféré par l'exploit militaire et les sacrifices. Leurs autobiographies, plutôt longues et fréquentes dans les dossiers consultés, tâchent de rappeler à Andreev le devoir accompli et d'établir ainsi l'irréprochabilité des auteurs et leur loyauté au régime. En effet, le devoir des vétérans et des militaires de l'Armée rouge est finalement au cœur de leurs pétitions.

Si l'écriture des auteurs qui accomplissent leur service militaire dans l'après-guerre – et n'ont donc pas combattu durant la Guerre patriotique – se différencie des vétérans, les jeunes soldats de l'Armée rouge se définissent de fait également par le devoir qu'ils accomplissent. Le jeune Vasili P. Gužev, de l'oblast' de Leningrad, se présente ainsi par exemple le 9 octobre 1952 à Andreev :

Cher camarade Andreev, je demande votre attention à l'examen de ma lettre. Moi, Vasili P. Gužev, suis né en 1930 dans le village Malyžino, (...) oblast' de Leningrad. Ma mère, née en 1900, est malade. Mon père est mort pour la défense de la patrie. Ma sœur est née en 1937. En 1950, j'ai été appelé dans l'Armée soviétique où, au moment actuel, j'accomplis honnêtement mon devoir pour le peuple de notre bien-aimée patrie.²⁰

Ainsi, Gujev se définit par son entrée dans l'Armée rouge, tandis qu'il accomplit honnêtement son devoir. Laissant deviner la situation difficile de sa famille en son absence et ses responsabilités, il rappelle en outre à Andreev le décès héroïque de son père « mort pour la défense de la patrie ».

De fait, les sacrifices et la conduite ou la mort héroïque des soldats sont également au cœur des pétitions de leurs familles. La kolkhozienne Maria T. Filatova, du kolkhoze « Majak », *krai*

²⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 33, l. 439.

(région) de l'Altaï, introduit ainsi le 11 avril 1952 sa pétition en écrivant : « Mon mari T. N. Filatov a été mobilisé en janvier 1942 dans l'Armée soviétique et en mars 1942, il est mort au front. »²¹

Pour ces auteurs, le service dans l'Armée rouge fournit en définitive une nouvelle légitimité²². Il valide leur écriture, leur en donnant en quelque sorte le droit. C'est du moins ainsi que le jeune V. S. Gladkov, du *krai* (région) de Stravropol, écrit le 15 juin 1950 : « En tant que combattant des forces armées de l'URSS, je vous demande Andreï Andreevitch Andreev (...). »²³ Étant donné sa qualité de soldat de l'Armée rouge, Gladkov se sent en effet ici en droit de présenter une demande à Andreev. Comme pour les membres du Parti, le statut de soldat soviétique suffit donc souvent à ces auteurs pour les introduire, les définir. En parallèle aux longues autobiographies, nous trouvons de fait également de simples et très brèves mentions du service militaire. Le 5 mars 1953, V. B. Gribennikov débute par exemple sa lettre en écrivant : « Respecté Andreï Andreevitch Andreev. Vous écrit le combattant Gribennikov, no. 1117K. »²⁴ Son numéro de service résume alors ici son identité.

En somme, rappelant le contexte de l'après-guerre et la complexité des relations entre l'État stalinien et les vétérans, les hommes de l'Armée rouge qui s'adressent massivement après la guerre à Andreï A. Andreev se représentent typiquement comme les défenseurs infaillibles de la patrie. S'ils purent également être membres du Parti, ils ne sont néanmoins pas de « simples communistes ». En effet, dans leur écriture, le service militaire confère une légitimité et une valeur spéciale. Comme le remarqua dans son étude l'historien Mark Edele, le sentiment des vétérans de leur mérite et d'une dette de la société à leur égard motiva nombres de pétitions²⁵. Les auteurs se définissent en effet par leur contribution, héroïque, et leurs sacrifices. Aussi la Deuxième Guerre mondiale tend-t-elle de fait à détenir une nouvelle importance, centrale, dans la narration de leur vie, dans le sens qu'ils font de leur existence et de leur identité. Au cœur des pétitions des vétérans et combattants de l'Armée rouge est finalement leur sens des responsabilités, du devoir accompli et du patriotisme.

2.1.3 Les lettres anonymes

Très différents sont les auteurs anonymes. Le 25 juin 1949, le secrétaire du Conseil des Affaires kolkhoziennes G. Golubev et le membre du présidium du Conseil T. Sokolov adressent un

²¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 382. Filatova, analphabète, a en fait dicté sa lettre à un dénommé Vergiev. Celui-ci ajoute en postscriptum des faits qu'il a lui-même constatés sur place lors de cette rédaction (l. 380-379ob).

²² Alain Blum et Martine Mespoulet, analysant l'exemple d'une dénonciation écrite dans les années vingt par les chauffeurs Smirnov et Titov, anciens soldats de l'Armée rouge, arrivent à une constatation semblable : « Les chauffeurs s'octroient une légitimité sociale et politique qui reste exclusivement associée à leur passé dans l'Armée rouge. (...) C'est une nouvelle identité sociale : ils sont soldats du pouvoir légitime, celui des bolcheviks. » (A. Blum et M. Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, coll. « L'espace de l'histoire », 2003, p. 67).

²³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 543ob.

²⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 41, l. 30.

²⁵ Mark Edele. *Soviet Veterans of the Second World War...*, Op. Cit., p. 53-54. La pétition, écrit-il, renforça leur sentiment.

rapport alarmant à G. Malenkov, secrétaire du Comité central²⁶. Malgré les résolutions du Conseil des Affaires kolkhoziennes, du Ministère de la Justice et du procureur général, écrivent-ils, les kolkhoziens sont persécutés par les cadres locaux pour leurs plaintes, en conséquence de quoi ils refusent ou demandent de ne pas révéler leurs noms²⁷. Ils déplorent alors une importante progression des lettres anonymes, lesquelles sont le plus souvent, notent-ils, fondées²⁸. Aussi concluent-ils leur rapport en demandant d'ordonner de prendre des mesures contre ces persécutions des autorités locales²⁹.

De fait, ces lettres anonymes constituent dix pourcent de notre échantillon. Au contraire des hommes de l'Armée rouge qui insistent sur leur identité, ces auteurs ont en effet choisi de taire leurs noms. Étudiant les pétitions paysannes de l'après-guerre dans l'oblast' de Vologda, les historiens russes M. A. Beznin et T. M. Dimoni interprètent, nous l'avons vu, la progression des lettres anonymes durant la période comme un signe du peu de confiance des kolkhoziens envers le pouvoir³⁰.

C'est qu'en effet, les auteurs expliquent souvent ainsi leur anonymat. Le 7 mars 1951, Andreï A. Andreev reçoit par exemple une pétition de la part d'auteurs qui se disent kolkhoziens du kolkhoze « Progrès », oblast' de Tambov. La lettre n'est pas signée. Les auteurs se justifient : « Nous refusons de signer parce que nous ne pourrions pas vivre si on nous reconnaît (*žit'ja nam ne budet esli uznaet*). »³¹ De même, en août 1949, des auteurs qui se présentent comme les représentants du kolkhoze « Džulat », République kabarde, écrivent à quelques reprises en cours de rédaction : « (...) nous, kolkhoziens et kolkhoziennes, membres du Parti, membres du Komsomol »³², mais ils refusent de signer leur lettre, expliquant à Andreev : « Afin de nous garantir des organisations locales, nous ne pouvons révéler nos noms et prénoms. »³³ Ainsi, les auteurs se montrent ici soucieux d'établir leur nombre – nous reviendrons sur cet aspect dans l'analyse des lettres collectives – et leur respectabilité. Ils s'efforcent enfin de justifier leur anonymat non par honte ou abnégation d'eux-mêmes, mais par crainte des autorités locales, diabolisées.

Certains auteurs anonymes purent néanmoins négliger de se justifier. Le 22 avril 1952, un auteur de l'oblast' de Voronej signe par exemple sa lettre « un kolkhozien du district d'Elan-

²⁶ Document no. 7 dans *Krest'janstvo i gosudarstvo (1945-1953)*, Vassili P. Povov, éd., *Op. Cit.*, p. 68-72.

²⁷ *Ibid.*, p. 68 et 72.

²⁸ *Ibid.*, p. 69. Pour l'année 1948, ajoute l'éditeur V. P. Povov, le Conseil des Affaires kolkhoziennes aurait ainsi reçu 548 lettres anonymes (*Ibid.*).

²⁹ *Ibid.*, p. 72.

³⁰ M. A. Beznin et T. M. Dimoni. « Social'nyj protest kolhoznogo krest'janstva... », *Loc. Cit.*, p. 93. Les historiens citent une progression fulgurante pour l'oblast' de Vologda : si en 1946, 17% des lettres envoyées en provenance de l'oblast' aux organes centraux et à la rédaction du journal Pravda étaient anonymes, le pourcentage grimpa, écrivent-ils, à 40% (!!!) en 1959 (*Ibid.*). Dans les limites de notre échantillon, nous ne pouvons confirmer une telle ampleur du phénomène dans les lettres adressées à A. A. Andreev. Dans les dossiers consultés, les lettres anonymes, quoique nombreuses – possiblement davantage après 1950 –, demeurent minoritaires durant la période (dix pourcent).

³¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 352.

³² GARF, f. 5446, op. 53, d. 5, l. 385.

³³ *Ibid.*, l. 384.

Kolenovsk », expliquant pour sa part simplement : « Mon adresse personnelle, je ne peux donner. »³⁴ D'autres signent par de vagues qualificatifs, sans jamais aborder la question de leur anonymat. Nous retrouvons ainsi des signatures telles « votre compatriote »³⁵, « quelqu'un qui sait »³⁶ ou « un groupe de travailleurs »³⁷. De fait, ces signatures suggèrent malgré l'anonymat une certaine autoreprésentation des auteurs. En se présentant par exemple par « votre compatriote », l'auteur de la lettre se place sur un pied d'égalité avec le destinataire, qui habite et partage le même pays. Dans un contexte de tensions croissantes et de nationalisme exacerbé, il insinue également sa loyauté et sa respectabilité. L'épithète « quelqu'un qui sait » frappe bien sûr l'imaginaire. Elle suggère une certitude de l'auteur de sa véracité, de sa particularité et de son intérêt pour le destinataire, qui ne sait pas ou encore, qui partage une connaissance secrète restreinte à un groupe privilégié. Enfin, la signature « un groupe de travailleurs » traduit, comme chez les auteurs du kolkhoze « Džulat », un souci des auteurs d'établir leur importance numérique et leur sympathie naturelle à l'État « ouvrier ».

Dans plusieurs des lettres étudiées, les auteurs donnent effectivement leurs noms à Andreï A. Andreev, mais ils demandent par contre, avec insistance, la confidentialité de leur identité. Signant collectivement leur lettre, quatre kolkhoziens du kolkhoze « Staline », oblast' de Tambov, expliquent ainsi le 20 septembre 1952 : « Nous demandons de ne pas révéler nos noms car alors, nous subirons de Buhanov et Vškov [des cadres locaux]. »³⁸ Un peu dans le même esprit, le 20 août 1949, deux kolkhoziens du kolkhoze « Fédéré », oblast' de Poltava, Ukraine, concluent finalement leur pétition, qu'ils signent conjointement, en écrivant : « Nous demandons de ne pas divulguer nos noms. À propos de tout ça, nous ne pouvons pas parler chez nous puisque Zinčenko et Slinko [des cadres locaux] disent : « Vous allez contre le Parti. » (...) »³⁹ Ici, les deux auteurs questionnent finalement l'interprétation idéologique et politique des deux cadres qui, expliquent-ils candidement, se servent du Parti – et de l'interdiction des factions – pour les faire taire, pour taire la vérité.

Ainsi, les nombreuses lettres anonymes acheminées à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre sont généralement introduites, expliquées par la suspicion et la crainte à l'endroit des autorités locales. Malgré ce choix de l'anonymat ou de la confidentialité, les auteurs sous-entendent de fait souvent leur respectabilité et leur loyauté; après tout, ils écrivent malgré la peur et les persécutions. Aussi leurs autoreprésentations suggèrent, en plus d'une grande vulnérabilité face aux autorités locales, un certain

³⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 449. La lettre, rédigée au stylo par une calligraphie négligée, n'est pas non plus adressée.

³⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 472ob. La très brève lettre anonyme, provenant de l'oblast' de Smolensk, est reçue le 15 juin 1950 par le secrétariat d'Andreev.

³⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 348. La lettre, tapée à la dactylo et non datée, est reçue en août 1952 par Andreev.

³⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 33, l. 379. La lettre est tapée à la dactylo et datée du 1^{er} octobre 1952.

³⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 33, l. 431ob.

³⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 489. Il s'agit d'une traduction – légèrement abrégée – de l'ukrainien par le secrétariat d'Andreev. La lettre originale est conservée dans le dossier (l. 488-486).

sentiment de leur importance – due à leur nombre et/ou à leur connaissance particulière, privilégiée. De fait, dans les lettres étudiées, les auteurs se présentent à leur destinataire par cette conviction de posséder la vérité, d'avoir raison sur les cadres locaux – alors volontiers dépeints comme tyranniques et incontrôlés. En somme, au cœur de ces lettres anonymes sont les limites du contrôle étatique dans l'après-guerre identifiées par les auteurs pour s'introduire et se justifier. En effet, pour les auteurs, ces limites qu'ils reconnaissent viennent finalement valider leur anonymat et leur écriture.

2.1.4 Les lettres collectives

Dans son étude des lettres des années trente, Sheila Fitzpatrick constate qu'après 1930 la plupart des lettres était signée par des auteurs uniques, non par des groupes, des collectifs ou des associations. Elle en conclut alors : « *Thus, « public » letter-writing was essentially a form of individual, private communication with the authorities on topics both private and public.* »⁴⁰ La pratique de la pétition dans les années trente aurait ainsi été selon elle surtout le fait de particuliers individuels. Ayant fait la même constatation, François-Xavier Nérard perçoit par conséquent cette pratique comme la fin de la protestation collective⁴¹.

Or, les archives d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS contiennent en fait de très nombreuses lettres collectives (vingt-quatre pourcent de notre échantillon) et suggèrent donc possiblement une croissance significative du phénomène collectif après la Deuxième Guerre mondiale.

De fait, plusieurs des lettres acheminées au secrétariat d'Andreev présentent des signatures multiples. Le 23 septembre 1949, Andreev reçoit ainsi par exemple une plainte de huit kolkhoziens du kolkhoze « Nouveau chemin », oblast' de Gorki⁴². En août 1949, il reçoit une lettre cosignée par six individus représentant deux kolkhozes (les kolkhozes « Voie de Lénine » et « 3^e plan quinquennal », oblast' de Toula) qui, s'introduisant « nous, kolkhoziens et travailleurs », comptent à la fois des kolkhoziens et des membres de la direction des deux kolkhozes⁴³. Le 20 juillet 1951, la pétition du nouveau kolkhoze amalgamé « 17^e congrès du Parti », *krai* (région) de Stravropol, compte cette fois onze signatures⁴⁴. De même, le 8 juin 1951, est acheminée au secrétariat d'Andreev une plainte signée par vingt et un kolkhoziens du kolkhoze « Kominterm », oblast' de Tachkent, Ouzbékistan⁴⁵.

⁴⁰ Sheila Fitzpatrick. « Suplicants and Citizens... », *Loc. Cit.*, p. 80. La phrase est mise en relief par l'historienne. Le nombre de signatures sur une lettre ne dépasse après l'année 1930, explique-t-elle, pas six auteurs et est plus souvent unique.

⁴¹ François-Xavier Nérard. *5 % de vérité...*, *Op. Cit.*, p. 382.

⁴² GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 447-445. La lettre n'est pas datée.

⁴³ *Ibid.*, l. 427-425.

⁴⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 612-610ob. La lettre n'est pas datée.

⁴⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 543-538. La lettre, rédigée en langue ouzbek, est tapée à la dactylo et n'est pas datée. Le cas contient également une très brève traduction en russe (moins d'une page écrite au stylo pour une lettre de six pages dactylographiées) du secrétariat d'Andreev (l. 544).

C'est que, signant collectivement, les auteurs tâchaient en effet d'établir leur importance numérique et leur représentativité. Cinq kolkhoziens du kolkhoze « Petrovski », oblast' de Kamenets-Podolski, Ukraine, écrivent par exemple en mars 1951 : « Notre cher camarade Andreev. Nous, kolkhoziens du kolkhoze « Petrovski », nous tournons vers vous (...). De tout cœur et de tous les kolkhoziens, nous demandons votre intervention (...). »⁴⁶ Ainsi, les cinq signataires de la lettre se présentent comme les sincères représentants de leur kolkhoze; leur demande exprime, insistent-ils, le souhait de tous les kolkhoziens. C'est également en ces termes que s'expriment les kolkhoziens du kolkhoze « Daim joyeux », oblast' de Tchernigov, Ukraine, qui concluent leur lettre en écrivant : « Nous, tous les kolkhoziens, vous demandons camarade Andreev d'examiner notre demande (...). »⁴⁷ Ici, les auteurs s'introduisent à leur destinataire comme les messagers de « tous les kolkhoziens » et ne signent par ailleurs pas la lettre de leurs noms.

En effet, ces auteurs purent parfois omettre de mentionner leurs noms et leur individualité, insistant plutôt sur le caractère collectif de leur écriture et se présentant ainsi simplement comme les kolkhoziens d'un certain kolkhoze, dont ils indiquent l'adresse. Aussi ces lettres furent-elles parfois, nous l'avons vu, considérées comme anonymes dans les rapports produits en réaction. Le plus souvent toutefois, elles étaient qualifiées de plaintes collectives (*kollektivnye žaloby*)⁴⁸. Les auteurs de ces plaintes se représentaient de fait par leur collectivité et donnaient leur adresse. Une lettre collective reçue le 26 août 1948 par le secrétariat de Andreï A. Andreev s'amorce ainsi par exemple : « Respecté camarade Andreev, vers vous se tournent les kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi », district de Korsakov, oblast' d'Orel (village Minino). »⁴⁹ Et les auteurs de conclure : « En vous saluant, les kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi »⁵⁰. Ici, les auteurs se présentent finalement volontiers comme une entité homogène, comme un tout significatif; ils sont les kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi ». Leur adhésion à ce kolkhoze suffit donc ici à leurs yeux pour les introduire à leur destinataire.

Le 17 octobre 1948, avant d'entrer dans le vif du sujet et d'expliquer l'objet de leur écriture, les auteurs qui s'introduisent également simplement comme les kolkhoziens du kolkhoze « Jeune Fédéré », oblast' de Koursk, ajoutent quant à eux à leur introduction un sens de leur mérite et de leurs exploits. Ayant situé leur kolkhoze, ils écrivent : « Après l'occupation allemande, nos kolkhoziens de notre kolkhoze se sont mis au travail avec un grand exploit afin de plus vite reconstruire toute la

⁴⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 399, 397ob.

⁴⁷ GARF, f. 5446, op. 29, l. 561ob. La lettre, qui n'est pas datée, a été reçue par le secrétariat d'Andreev le 30 avril 1952. Elle est rédigée en langue russe mais compte plusieurs fautes d'orthographe.

⁴⁸ Les critères qui déterminèrent leur qualification par les autorités ne sont pas expliqués. Cette qualification résultait sans doute en grande partie des conclusions des enquêteurs sur place. Aussi les historiens M. A. Beznin et T. M. Dimoni purent-ils possiblement compter ces pétitions dans le pourcentage de lettres anonymes qu'ils fournissent (cf. note 30 du présent chapitre).

⁴⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 383. La lettre n'est pas datée.

⁵⁰ *Ibid.*

destruction. »⁵¹ Ainsi, se présentant à Andreï A. Andreev, les auteurs de la lettre insistent sur leur labeur et leur importante contribution à la reconstruction d'après-guerre. Ils soulignent leur respectabilité et leur patriotisme et rappellent enfin la situation critique de leur région après la guerre, leurs souffrances passées et leur expérimentation de l'occupation ennemie.

En somme, les auteurs des nombreuses lettres collectives acheminées dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev se définissent essentiellement par leur adhésion commune à un kolkhoze et leur expérience partagée. Ils insistent alors sur leur représentativité et leur nombre, donnant ainsi finalement du poids, de l'importance à leur identité et à leur écriture. Faisant souvent abstraction de leur individualité et de leur particularité, les auteurs se présentent en effet volontiers comme une entité homogène et unie dans l'adversité, par exemple dans la reconstruction d'après-guerre. De fait, même lorsqu'ils signent conjointement leurs noms, les auteurs des lettres collectives ne jugent généralement pas bon de s'arrêter sur la vie et l'identité des signataires. Aussi leur voix ne se veut pas personnelle, unique, seule. Les auteurs s'introduisent en effet comme les dignes représentants de leur kolkhoze, voire comme les messagers de tous les kolkhoziens. Dans les lettres étudiées, ils mettent enfin l'accent sur le caractère collectif de leur écriture et de leur existence, au cœur de leur définition identitaire.

2.1.5 Les « simples » kolkhoziens et kolkhoziennes

De fait, l'adhésion à une ferme collective occupe également une place centrale dans les présentations des « simples » kolkhoziens et kolkhoziennes qui signent cette fois individuellement les pétitions acheminées à Andreï A. Andreev (vingt-six pourcent de notre échantillon). En février 1951, le kolkhozien Popov du kolkhoze « Staline », *krai* de Stravropol, débute par exemple sa lettre par une très brève présentation : « Moi, kolkhozien du kolkhoze « Staline » (...). »⁵² Quoiqu'il signe la lettre de son nom, Popov ne juge alors pas bon de se nommer tandis qu'il se présente à son destinataire. Il introduit de fait simplement l'adresse de son kolkhoze avant d'aborder l'objet de son écriture. Pour Popov, la mention de son kolkhoze est donc suffisamment significative pour le destinataire; il est kolkhozien du kolkhoze « Staline » et cette qualité générale, en soi, fait sens de son identité particulière. En effet, Popov s'identifie volontiers à la collectivité de ce kolkhoze. Ayant amorcé sa lettre par l'emploi de la première personne du singulier, il alterne de fait ensuite avec la première personne du pluriel : « Nous vous demandons, camarade Andreev (...). »⁵³ Et l'auteur de clore finalement sa rédaction par la transmission de ses salutations personnelles⁵⁴. Ainsi, hésitant entre le

⁵¹ GARF, f. 5446, op. 53, d. 3, l. 351.

⁵² GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 245.

⁵³ *Ibid.*, l. 245ob.

⁵⁴ *Ibid.*

singulier et le pluriel, l'écriture de Popov témoigne d'un certain souci d'inscrire la pétition individuelle dans un contexte plus général.

Écrivant à Andreï A. Andreev le 13 février 1951, le kolkhozien N. Abdahin du kolkhoze « Džambyl », Kazakhstan, témoigne également de cette volonté. Il écrit en effet en cours de rédaction : « Cher camarade! Je vous transmets de la part des travailleurs-kolkhoziens de chaleureuses salutations et je vous demande (...) ».⁵⁵ L'auteur rappelle donc à Andreev la présence des autres kolkhoziens, avant de formuler sa demande. Il situe ainsi sa pétition dans un cadre qui dépasse son individualité : il est un kolkhozien parmi les autres; sa demande s'inscrit dans ce contexte collectif. Abdahin insinue de fait que les kolkhoziens du kolkhoze « Džambyl » sont informés de son écriture et l'appuient en transmettant aussi leurs salutations. Comme dans le cas des lettres collectives, Abdahin se présente ainsi un peu comme leur représentant. Notons par ailleurs qu'il les définit, par l'emploi d'un mot composé inaccoutumé, comme étant synonymes, égaux aux ouvriers. Enfin, le rappel est renouvelé en conclusion de la lettre : « Avec les salutations des kolkhoziens, signature. »⁵⁶

Ainsi, les kolkhoziens et kolkhoziennes qui écrivent individuellement à Andreï A. Andreev inscrivent volontiers leur écriture dans le contexte plus large de leur kolkhoze. De fait, mettant l'emphase sur le caractère collectif de la vie kolkhozienne, ils négligent souvent tout à fait d'aborder leur individualité. C'est par exemple le cas de A. I. Stolpakov, du kolkhoze « Front rouge », oblast' de Kalinine, qui, signant en juin 1950 une lettre adressée à A. A. Andreev, ne juge pas nécessaire de se présenter et entre directement dans le vif du sujet⁵⁷.

Certains auteurs, néanmoins, s'efforcent de souligner leurs traits distincts au destinataire. Le 15 juin 1950, le secrétariat d'Andreï A. Andreev reçoit ainsi par exemple du Kazakhstan une lettre du kolkhozien K. I. Fomenko qui indique dans un coin supérieur : « Du héros du travail socialiste K. I. Fomenko, kolkhoze « 3^e internationale » (...) ».⁵⁸ Ici, l'auteur ne se contente en effet pas de mentionner son adhésion à un kolkhoze et son adresse, il rappelle dès le début à Andreev son mérite particulier et l'honneur reçu, tâchant alors d'établir rapidement sa respectabilité.

Dans la pétition qu'il adresse à Andreev le 19 juin 1950, le kolkhozien T. N. Komarov du kolkhoze « 14 ans d'Octobre », oblast' de Tchkalovsk, est pour sa part beaucoup plus expansif sur lui-même. En effet, ayant titré une longue section de sa lettre « Autobiographie », il écrit :

Moi, Timofiev N. Komarov, suis né en 1881. J'ai rejoint le kolkhoze depuis le début de la révolution de la collectivisation. Depuis 1905, je lutte contre les voleurs et les dilapidateurs du bien de l'État et du kolkhoze et je serais d'accord, sous votre direction, pour passer plus

⁵⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 174-174ob. La lettre est rédigée au stylo dans un russe impeccable.

⁵⁶ *Ibid.*, l. 173.

⁵⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 415-414ob. La lettre, non datée, est reçue le 13 juin 1950 par le secrétariat d'Andreev.

⁵⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 469.

rapidement du socialisme au communisme. Travaillant dans le kolkhoze « 14 ans d'Octobre » depuis la collectivisation, je n'ai reçu aucun blâme pour aucune raison. (...) J'ai semé en 1950 550 quintaux de froments de bonne qualité et je veux donner à l'État et au kolkhoze non pas seulement 10-11 quintaux de récoltes, mais 20 quintaux (...)»⁵⁹.

Komarov insiste donc sur sa loyauté, active et de longue date, au régime stalinien. Non seulement il souligne avoir rejoint un kolkhoze dès les débuts de la collectivisation, mais il soutient maladroitement lutter depuis 1905 – cette date est bien sûr problématique, l'État étant encore monarchique et les kolkhozes, inexistant – contre les voleurs du bien étatique et kolkhozien. Dans le contexte du rétablissement intégralement du système kolkhozien, il se pose ainsi explicitement comme un sincère allié de l'État stalinien. Komarov se représente à Andreev comme un kolkhozien modèle, n'ayant reçu aucun blâme et étant motivé à surpasser les quotas de production. Si l'auteur ne revient pas sur son rôle pendant la Deuxième Guerre mondiale, laquelle de fait n'intervient pas dans son autobiographie, il ajoute toutefois en post-scriptum : « J'ai sept enfants qui ont combattu au front durant la Grande Guerre patriotique, et parmi eux, quatre sont morts. »⁶⁰ Aussi Komarov suggère-t-il efficacement par ce post-scriptum son mérite comme père de soldats de l'Armée rouge et son sacrifice – un sacrifice qui, sans être mis de l'avant dans le corps de la lettre, est de fait rappelé tout bas à l'oreille du lecteur. En ce sens, l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale apparaît dans la rédaction de Komarov comme un argument final décisif, une confirmation de sa valeur et de sa loyauté. L'auteur joint enfin une lettre de recommandation du président du kolkhoze qui atteste de sa productivité exemplaire⁶¹ et une photographie d'un homme souriant sur un tracteur, vraisemblablement lui-même plus jeune, à l'endos de laquelle il note : « Je donne en souvenir au cher leader camarade A. A. Andreev, 19 juin 1950. »⁶² Ainsi, cet auteur se montre exceptionnellement soucieux de tracer de lui un portrait exemplaire, conforme à l'idéologie officielle – ce qui n'est bien sûr pas sans lien avec le contenu de la lettre, sujet de notre prochain chapitre, et relève des stratégies discursives tandis que Komarov propose à Andreev de devenir informateur. Il témoigne enfin un fort sentiment de son mérite personnel.

De fait, dans les lettres acheminées à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre, les kolkhoziens et kolkhoziennes développent différents modes de représentation de soi. La kolkhozienne A. V. Vinogradova, du kolkhoze « Étincelle », oblast' de Gorki, choisit également d'insister sur sa loyauté et sa productivité. Le 22 mai 1950, elle revient dans sa pétition sur son autobiographie :

En 1931, avec mon grand-père adoptif chez qui, comme orpheline, j'ai été éduquée, j'ai rejoint le kolkhoze « Étincelle ». À partir de 1934, j'ai commencé à exécuter les travaux physiques dans

⁵⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 313ob.

⁶⁰ *Ibid.*, l. 312.

⁶¹ *Ibid.*, l. 311.

⁶² *Ibid.* La photographie en noir et blanc n'est pas paginée.

le kolkhoze. En 1937, je me suis mariée sans que rien ne change; je suis restée membre de ce kolkhoze et je travaille en moyenne entre 160 et 535 *trudodni*. En 18 ans dans le kolkhoze, je n'ai jamais reçu une sanction (...).⁶³

L'auteure, après avoir rappelé au leader sa condition démunie d'orpheline, met en effet l'accent sur son adhésion de longue date au kolkhoze, son dur labeur physique et sa productivité constante et sans reproche, malgré le mariage. Elle ne juge d'ailleurs pas utile de présenter son mari. La kolkhozienne se représente comme une femme forte et travaillante. Elle fait enfin complètement abstraction de la Deuxième Guerre mondiale, qui ne joue aucun rôle dans son autobiographie. En effet, insistant sur sa constance, à toute épreuve, durant ses dix-huit ans de travail, Vinogradova n'accorde dans sa rédaction aucune importance déterminante à cette expérience.

Également membre du kolkhoze « Étincelle », oblast' de Gorki, la kolkhozienne Serova reproduit un peu la même autoreprésentation dans sa lettre, reçue le 30 mai 1950 par A. A. Andreev : « Moi, Serova, j'ai rejoint le kolkhoze « Étincelle » en 1947 et, œuvrant aux travaux saisonniers dans les champs, j'ai travaillé entre 130 et 160 *trudodni* et ce, bien que j'aie deux enfants de l'âge de 4 ans pour le premier et de 6 mois pour le deuxième. »⁶⁴ Serova, qui a ici rejoint le kolkhoze après la Deuxième Guerre mondiale – laquelle est de fait encore une fois absente du récit –, met ainsi l'accent sur sa conformité aux attentes étatiques. Elle se présente en effet à Andreï A. Andreev comme une bonne kolkhozienne, une travailleuse productive qui a rempli ses obligations dans les champs – un dur travail physique – malgré la maternité et ses enfants en bas âge. La kolkhozienne insiste alors sur son utilité productive, ses capacités physiques et ses vertus maternelles.

Si certains auteurs misent ainsi dans leur présentation sur leur loyauté, leur contribution à la production et leurs forces, la kolkhozienne A. P. Eršova, oblast' de Leningrad, dans sa lettre adressée à A. A. Andreev en juillet 1949, se définit toutefois quant à elle par sa vulnérabilité : « Se tourne vers vous moi, kolkhozienne A. P. Eršova (...), avec la grande prière, si vous pouvez, aidez-moi. Mon mari est décédé le 7 août 1944 et je suis restée seule avec quatre fils. (...) Je n'ai plus de forces. »⁶⁵ Sans approfondir sur son expérience de la guerre, elle met en effet l'accent sur son état démun de veuvage. Nous pouvons présumer que la perte de son mari ne survint pas au front, auquel cas elle l'aurait très probablement mentionné. La kolkhozienne ne présente pas cette perte comme un sacrifice méritant gratitude, elle insiste sur sa misère. Eršova se représente alors comme une femme, une mère seule et faible, sans ressources. Aussi cette stratégie d'autoreprésentation contraste avec celles des auteurs qui insistent sur le caractère collectif de la vie kolkhozienne et leurs ressources personnelles.

⁶³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 324-323. La lettre est soigneusement rédigée au stylo sur une grande feuille brune.

⁶⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 277. La lettre, non datée, est rédigée au stylo sur de petites feuilles quadrillées et contient plusieurs erreurs d'orthographe.

⁶⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 344-344ob. La lettre est reçue le 30 juillet 1949 par le secrétariat d'Andreev.

De fait, les différents modes de représentation de soi développés dans les pétitions que nous analysons éclairent l'hétérogénéité de la paysannerie kolkhozienne dans l'après-guerre. Outre les différences de genre que rappelle finalement l'écriture d'A. P. Eršova, les barrières générationnelles, par exemple, sont importantes. Le 14 octobre 1948, le kolkhozien A. I. Šlygin du kolkhoze « Combattant rouge », oblast' de Tcheliabinsk, insiste en effet dans sa pétition sur sa jeunesse :

Je suis citoyen de l'Union soviétique, habitant en Union soviétique, kolkhozien. Je vis et je travaille dans le kolkhoze (...). Comme jeune kolkhozien, je n'ai que 23 ans, je veux vivre, mais je n'ai aucun encouragement. Je travaille de même comme un vrai kolkhozien, je lutte pour la vérité, mais je n'ai aucun encouragement, au contraire (...).⁶⁶

Ainsi, l'auteur, qui rappelle sa citoyenneté soviétique avant sa qualité de kolkhozien, souligne avec insistance à A. A. Andreev sa fougue combative, son désir de vivre et travailler comme un « vrai kolkhozien » – ce qui signifie peut-être ici en conformité avec le discours officiel. Enfin, il présente finalement son jeune âge comme méritant encouragement. Šlygin écrit de fait en conclusion : « Je suis un jeune kolkhozien, je veux travailler et vivre, ce pourquoi je demande (...). »⁶⁷ Ainsi donc, dans sa rédaction, sa jeunesse idéaliste lui donne en quelque sorte le droit de demander. Šlygin atteste en effet une forte assurance en son importance pour le destinataire et son rôle dans l'avenir du régime.

À l'inverse, dans une pétition datée du 23 février 1951, È. I. Konovalov du kolkhoze « Eaux sulfuriques » (« *Sernye vody* »), oblast' de Kouïbychev, met de l'avant son âge avancé. Il écrit en effet en tête de sa lettre : « Au camarade Andreï Andreevitch Andreev, du kolkhozien du kolkhoze « Eaux sulfuriques » (...) È. I. Konovalov – 75 ans. »⁶⁸ Il souligne ainsi explicitement son âge. De même, il conclut en écrivant : « Moi, en tant que vieux kolkhozien, 75 ans, je ne peux me réconcilier avec la dilapidation (...). »⁶⁹ Le kolkhozien fait alors preuve d'une certaine conviction du respect que lui doit selon lui le régime. Il insinue en effet son mérite, lié à son expérience et à sa contribution. Dans sa lettre, sa vieillesse semble finalement excuser son impatience et légitimer sa rédaction.

C'est que, de fait, les différentes autoreprésentations des kolkhoziens et kolkhoziennes témoignent des stratégies des auteurs tandis qu'ils s'introduisent au destinataire de leurs pétitions. Ces stratégies sont diverses et même contradictoires. Dans la pétition qui ouvre ce chapitre, le kolkhozien Demidov du kolkhoze « Noble Lénine », Ukraine, rappelle par exemple également en juin 1950 son âge de 70 ans⁷⁰. De fait, Demidov, qui mentionne avoir rejoint le kolkhoze en 1934, insiste ici sur ses bonnes intentions, mais surtout sur son ignorance et sa naïveté. C'est ainsi qu'il écrit – après plus de

⁶⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 221-221ob. La lettre contient quelques erreurs d'orthographe.

⁶⁷ *Ibid.*, l. 220.

⁶⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 266.

⁶⁹ *Ibid.*, l. 265.

⁷⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 388.

quinze ans dans le kolkhoze! – ne pas connaître le Statut kolkhozien : « (...) Mais nous les kolkhoziens n'avons pas d'exemplaires du Statut, nous ne connaissons pas le Statut et nous ne pouvons pas combattre ces violations. »⁷¹ Il met alors en scène la simplicité naïve des kolkhoziens et leur impuissance – lesquelles, qu'elles soient vraies ou pas, excusent et justifient finalement son écriture⁷².

Or, cette stratégie est à l'opposée de celle mise en œuvre par exemple le 8 juin 1950 dans une pétition du kolkhoze « Volgar' rouge », oblast' d'Oulianov : « Je me tourne vers vous en mon nom et au nom des autres kolkhoziens de notre kolkhoze (...). Nous, tous les kolkhoziens, avons étudié le Statut kolkhozien : c'est le document de notre vie kolkhozienne pour la violation duquel les coupables sont sévèrement punis et nous luttons pour que ne se commette pas la moindre violation du Statut. »⁷³ En effet, l'auteur, qui situe ici aussi sa rédaction dans le cadre plus large de son kolkhoze et s'identifie aux autres kolkhoziens, met plutôt l'accent sur leur connaissance et leur participation active.

En somme, les « simples » kolkhoziens et kolkhoziennes qui adressent individuellement une pétition à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre construisent diverses représentations d'eux-mêmes, qui témoignent de leurs stratégies et éclairent en définitive la complexité et l'hétérogénéité de la paysannerie kolkhozienne – divisée par diverses barrières tels le genre et la génération. Néanmoins, au cœur des pétitions des kolkhoziens et kolkhoziennes individuels demeure, malgré ces tensions, l'adhésion commune à un kolkhoze. En effet, les auteurs situent volontiers leur écriture dans le contexte plus large de leur kolkhoze et s'identifient souvent aux autres kolkhoziens, ainsi présentés comme un groupe homogène. Leurs autoreprésentations sont fréquemment très brèves, se contentant de citer l'adresse du kolkhoze. Aussi la qualité de kolkhozien suffit le plus souvent à ces auteurs pour se définir au destinataire. Leurs pétitions hésitent finalement entre le singulier et le pluriel, le particulier et le général⁷⁴.

2.1.6 Se définir et se créer

Ainsi, les cinq principaux types d'auteurs de lettres qui se démarquent dans les pétitions acheminées à Andreï A. Andreev (les membres du parti, les hommes de l'Armée rouge et leur famille, les auteurs anonymes, les auteurs collectifs et les « simples » kolkhoziens et kolkhoziennes) présentent

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Demidov rappelle donc ici le mythe du naïf paysan qui, étudia Daniel Field, permettait finalement aux paysans d'excuser leur insubordination et défendre leurs intérêts (Daniel Field. *Rebels in the Name of the Tsar*, *Op. Cit.*, p. 209-210).

⁷³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 381.

⁷⁴ Dans son étude des lettres des années trente, Sheila Fitzpatrick constate de fait également cette habitude discursive des kolkhoziens qui, quoique signant individuellement, prétendent le plus souvent représenter l'opinion de tous les kolkhoziens et situent leur rédaction dans le contexte plus large de la communauté (Fitzpatrick. « Readers' Letters to Krest'ianskaia Gazeta, 1938 », *Russian History/Histoire Russe*, 24, 1-2 (printemps-été 1997), p. 158-159).

au destinataire une image d'eux-mêmes. Les auteurs s'introduisent (ou pas), s'expliquent (ou pas) à Andreï A. Andreev. Ce faisant, ils se définissent, ils font sens de leur identité. Ils se créent.

En effet, en suivant l'historienne du genre Joan W. Scott, les identités ne sont pas données, déterminées par une expérience matérielle objective, indépendante du discours, elles sont construites discursivement⁷⁵. Autrement dit, les auteurs présentent une représentation qui ne fait pas que refléter le signifiant, leur identité, mais en construit les significations, en perpétuelle variation. Georges Gusdorf a d'ailleurs souligné le rôle de l'écriture autobiographique, qui ne contente pas d'enregistrer, mais intervient comme un facteur de conscience de l'*Autos* (le moi conscient, l'identité) et du *Bios* (son ordonnance historique, sa continuité)⁷⁶. De sorte que dans le processus d'écriture, l'identité est créée. C'est notamment ce qui pousse Julianne Fürst à affirmer que l'action d'écrire aux autorités a un effet émancipatoire et possiblement subversif qui conduit à une perception de soi plus individuelle⁷⁷. Cela dit, les critiques féministes, entre autres, nous préviennent contre le danger de revenir au sujet-connaissant rationnel et individuel des Lumières. À travers l'exemple des femmes et des minorités, Susan S. Friedman explique : « *The fundamental inapplicability of individualistic models of the self to women and minorities is twofold. First, the emphasis on individualism does not take into account the importance of a culturally imposed group identity (...). Second, the emphasis on separateness ignores the differences in socialization in the construction of male and female gender identity.* »⁷⁸ Or, les nombreuses pétitions acheminées à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre témoignent en effet de l'importance des identités de groupe (le Parti, la paysannerie kolkhozienne, etc.), du contexte et des interactions sociales dans la représentation que les auteurs font d'eux-mêmes⁷⁹. En outre, comme le souligne François-Xavier Nérard dans son analyse des lettres des années trente, l'autobiographie est aussi un élément central d'inscription dans la société soviétique⁸⁰.

De fait, les autoreprésentations des différents auteurs qui écrivent à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre ne sont pas qu'expressions de soi, elles visent une certaine efficacité. Introduisant au destinataire leur identité et leur écriture, elles participent en effet des stratégies discursives des auteurs. Dans la plupart des cas, ces derniers écrivent finalement ce qu'ils jugent qu'il faut écrire dans leur contexte. Aussi le destinataire influence-t-il, en ce sens, la rédaction. Le parti communiste et l'État

⁷⁵ Joan W. Scott. *Gender and the Politics of History*, Columbia, Columbia University Press, éd. rev., 1999, p. 5.

⁷⁶ Georges Gusdorf. *Auto-bio-graphie*, Paris, Éd. Odile Jacob, 1991, 501 p.

⁷⁷ Julianne Fürst. « In Search of Soviet Salvation... », *Loc. Cit.*, p. 344-345.

⁷⁸ Susan Stanford Friedman. « Women's Autobiographical Selfs : Theory and Practice » dans Shari Benstock, éd. *The Private Self : Theory and Practice of Women's Autobiographical Writings*, Chapel Hill et Londres, The University of North Carolina Press, 1988, p. 34.

⁷⁹ Elles rejoignent ici les autoreprésentations féminines qu'étudie Friedman, qui projettent, écrit-elle, « an identity that is not purely individualistic. Nor it is purely collective. Instead, the new identity merges the shared and the unique. » (*Ibid.*, p. 40).

⁸⁰ François-Xavier Nérard. « Entre plainte et délation : les « signaux » en URSS (1928-1939), *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1999, 33, 1, p. 19.

stalinien requéraient de fait des citoyens une réflexion sur leur autobiographie. Pour l'historien David L. Hoffmann, cette requête participe du projet stalinien de transformation sociale et d'acculturation des masses. Elle représente « *an important subjectivizing practice in that it sought to shape people's sense of self and transform them into fully conscious Soviet subjects.* »⁸¹ De fait, cette ambition du pouvoir rencontra selon lui un certain succès⁸². Hoffmann interprète en effet par exemple le langage collectiviste qu'il constate dans les lettres adressées par la population aux leaders du Parti comme le reflet d'un certain degré d'acceptation ou du moins de compréhension des valeurs socialistes⁸³. Néanmoins, l'historien nuance aussitôt : « *Many peasants and workers did feel a sense of collectivism, but their allegiance was to their own voluntary collectives instead of to the Soviet state.* »⁸⁴

C'est qu'en effet, les auteurs qui écrivent à Andreï A. Andreev ne sont pas passifs; leur rédaction témoigne de leur stratégies et pouvoir d'action autonome. Lynne Viola a d'ailleurs éclairé, dans son étude des stratégies féminines et de leur importance dans la résistance paysanne, comment les femmes, par exemple, purent manipuler l'image officielle d'elles-mêmes pour leurs fins propres⁸⁵. En jouant le rôle de l'ignorante *baba*, elles purent en effet, montre Viola, bénéficier en 1930 d'une plus grande clémence des autorités et ainsi jouer un rôle prépondérant dans la résistance des paysans.

Ainsi, les autoreprésentations des différents auteurs – qui, de fait, suggèrent l'hétérogénéité de la paysannerie kolkhozienne et l'importance des identités de groupe, du contexte et des interactions sociales – ne sont pas sans lien avec le destinataire, à qui elles sont finalement adressées. Mais qui est-il précisément? Comment les kolkhoziens et kolkhoziennes représentent-ils le(s) destinataire(s)?

2. 2 Le(s) destinataire(s)

Dans les archives du secrétariat d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS, les nombreuses pétitions conservées présentent en fait différentes adresses. Dans le premier dossier (27 mai au 25 décembre 1946) par exemple, la presque totalité des lettres de la population est adressée à Joseph Staline, avant d'être réexpédiée par la section spéciale du Comité central du Parti à Andreï A. Andreev, au Conseil des Ministres de l'URSS. Néanmoins, tandis que la fonction du vice-président se précise au Conseil des Ministres, les pétitions sont vite principalement adressées à A. A. Andreev dans les dossiers suivants. Le vice-président est donc en général l'unique destinataire des pétitions que nous

⁸¹ David L. Hoffmann. *Stalinist Values...*, *Op. Cit.*, p. 52.

⁸² Jochen Hellbeck va plus loin et avance l'internalisation du discours officiel par les auteurs d'autobiographies qui mène à un « bolchevisme personnel » (Jochen Hellbeck. « Fashioning the Stalinist Soul... », *Loc. Cit.*, p. 98-99)

⁸³ David L. Hoffmann. *Op. Cit.*, p. 53.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 54.

⁸⁵ Lynne Viola. « *Bab'i Bunty and Peasant Women's Protest During Collectivization* » dans B. Farnsworth et L. Viola, dir. *Russian Peasant Women*, *Op. Cit.*, p. 189-205.

analysons. Certains auteurs toutefois, écrivant à Andreev, précisent qu'une copie est envoyée à un tiers. C'est par exemple le cas du membre féminin du Parti F. A. Škol'nikova, qui mentionne dans le coin supérieur droit de sa lettre avoir envoyé une copie au procureur en chef de l'URSS et une autre au procureur de l'Ukraine⁸⁶. Inversement, certains s'adressent plutôt à un autre organe du pouvoir, mais expédient une copie à Andreev. Le kolkhozien Kasimov, kolkhoze « Kouïbychev », d'Ouzbékistan, écrit ainsi par exemple au secrétaire du Comité central du parti bolchevique d'Ouzbékistan, camarade Nijasov, et au président du Conseil des Ministres d'Ouzbékistan, camarade Muhitdinev, mais il envoie une copie de sa lettre à la rédaction du journal *Pravda*, ainsi qu'à Andreï A. Andreev⁸⁷. Notons par ailleurs que Kasimov envoie la copie d'Andreev au Comité central du Parti. Il arrive en effet, quoique assez rarement, que des pétitions adressées à Andreev soient expédiées par les auteurs au Comité central ou au Conseil des Affaires kolkhoziennes. De fait, Andreï A. Andreev, qui, nous l'avons vu, cumule les fonctions, traite alors également les pétitions à ces adresses. Aussi nous ne connaissons pas la raison de leur réexpédition et de leur conservation dans les archives du Conseil des Ministres. Enfin, de très rares pétitions conservées ne sont pas du tout adressées, comme c'est le cas de la lettre anonyme signée le 22 avril 1952 « un kolkhozien du district d'Elan-Kolenovsk »⁸⁸.

Or, en adressant généralement leurs pétitions, les différents auteurs construisent finalement une représentation de leur(s) destinataire(s). Le 22 octobre 1948, le militaire Piotr F. Kurijanov, République autonome de Mordovie, amorce par exemple sa lettre à Andreï A. Andreev par : « Cher élu du peuple! »⁸⁹. De même, le soldat Mahmudžan Abdullaev, d'Ouzbékistan, écrit le 8 mai 1950 à A. A. Andreev : « Bonjour notre aimé et très respecté député! »⁹⁰. Ils présentent ainsi le destinataire comme un représentant de la population, qui en cette qualité doit écouter ses électeurs.

Le 6 avril 1952, le double vétéran de la Guerre civile et de la Grande Guerre patriotique S. S. Četverikov, kolkhoze « Andreev », oblast' de Koursk, demande pour sa part à Andreev de lui répondre « en tant que membre du gouvernement soviétique »⁹¹. Dans la rédaction de Četverikov, il apparaît en effet du devoir du destinataire de lui répondre, étant donné sa fonction officielle au gouvernement. C'est aussi en ces termes que le militaire Nikolaj K. Solovec, oblast' d'Amoursk, écrit le 14 février 1951 à Andreï A. Andreev se tourner vers lui « en tant que membre de notre gouvernement et président du Conseil des Affaires kolkhoziennes »⁹². Le destinataire est alors défini par ses postes administratifs comme une figure officiellement concernée par la rédaction.

⁸⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 551.

⁸⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 471-468.

⁸⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 550-549.

⁸⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 234.

⁹⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 18.

⁹¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 281.

⁹² GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 218.

Les kolkhoziens anonymes du kolkhoze « Progrès », oblast' de Tambov, identifient également en mars 1951 la fonction officielle d'Andreev et son rôle dans les campagnes, mais ils précisent :

Nous vous rapportons à vous, en tant que dirigeant du régime kolkhozien. Pourquoi est-ce précisément à vous que nous rapportons? Parce que plus personne n'accorde d'attention au pouvoir du fonctionnaire qui se tient au service des intérêts de l'État bourgeois, qui protège et qui défend ses intérêts personnels au détriment des affaires d'État, ce profiteuse, rustre et bureaucrate qui sacrifie les intérêts de la cause commune à son profit personnel (...).⁹³

Ainsi, ils représentent le destinataire non seulement comme un responsable du système kolkhozien, mais comme étant finalement le seul, le dernier à accorder de l'attention aux comportements fautifs des cadres locaux. Rappelant l'instauration du Conseil des Affaires kolkhoziennes et le mandat d'Andreï A. Andreev dans l'après-guerre, les auteurs suggèrent stratégiquement son intérêt et son devoir. Ils le présentent comme un rempart contre les cadres locaux, puissants et traîtres.

C'est qu'en effet, les représentations que les auteurs de lettres font de leur(s) lecteur(s) ne sont pas innocentes. Elles participent aussi des stratégies discursives, tandis que les auteurs introduisent et justifient leur rédaction et leur choix de destinataire. Le 18 février 1953, le vétéran Nikolaj I. Karpov, kolkhoze « Voie de Lénine », oblast' de Iaroslav, suggère par exemple à Andreï A. Andreev l'attitude à prendre : « Si chez nous, il y aura à la direction de véritables léninistes-stalinistes, éduqués dans l'esprit du marxisme-léninisme, je demande de prendre les mesures sur cette situation (...). »⁹⁴ En effet, Karpov incite Andreev à respecter la représentation officielle du cadre fidèle au marxisme-léninisme – et, ainsi, à faire respecter cette représentation au niveau local, objet de son écriture.

Adressant le 25 septembre 1946 sa pétition à Joseph Staline, V. S. B.⁹⁵ présente également une représentation stratégique du destinataire : « Joseph Vissarionovitch! Vers votre important génie, vers votre remarquable raison, je me tourne. Je vous demande, en tant que notre leader, en tant que deuxième Lénine (...). »⁹⁶ Il continue plus loin : « Cher ami du peuple! »⁹⁷. De fait, s'il est impossible de mesurer le degré de sincérité de cette représentation, qui renvoie au culte de Staline, elle invite dans tous les cas le destinataire à faire preuve de raison et à témoigner son amitié au peuple, à répondre avec bienveillance et génie à sa pétition. Ici, l'auteur en appelle de fait moins à la fonction officielle et au devoir du destinataire, qu'à ses vertus personnelles, supérieures.

En effet, si certains auteurs des pétitions analysées présentent le(s) destinataire(s) comme un représentant élu de la population ou un membre du gouvernement, d'autres insistent surtout sur la

⁹³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 354. La lettre, non datée, est reçue le 7 mars 1951 par le secrétariat d'Andreev.

⁹⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 41, l. 45ob.

⁹⁵ Le nom complet est illisible, seules les initiales sont déchiffrables.

⁹⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 111ob. Le lieu d'origine de la lettre n'est pas clair, peut-être de Pologne.

⁹⁷ *Ibid.*

bienveillance du pouvoir suprême, présumé mal informé. C'est ainsi que le vétéran Vasili Ja. Borzunov, kolkhoze « Kirov », oblast' de Tula, écrit le 8 mai 1950 à Andreï A. Andreev : « À propos de cela, je suis certain que vous n'êtes pas au courant. On vous rapporte que le plan est accompli, que tout est en ordre, que tous reçoivent du kolkhoze et pourquoi? Parce que les dirigeants de l'oblast' sont si bureaucratiques, que sans doute, ils ne font rien et ne voient rien. »⁹⁸ Ici, Borzunov rappelle finalement le monarchisme naïf qu'étudia Daniel Field⁹⁹. Or, tout comme pour les pétitions prérévolutionnaires, cela ne signifie pas nécessairement que Borzunov idéalise sincèrement Andreev et le pouvoir central, mais bien que ce discours est encore utile pour faire avancer ses intérêts.

En somme, adressant leurs pétitions et justifiant leur choix de destinataire(s), les auteurs des lettres acheminées à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre définissent leur destinataire. Ils esquissent une représentation, construisent les significations de son identité. Dans son analyse des pétitions des citoyens soviétiques privés de leurs droits civiques dans les années vingt et trente, Golfo Alexopoulos souligne en effet, à travers l'exemple des auteurs qui insistent sur leur impuissance et leur misère, que les autoreprésentations des auteurs agissent aussi sur le destinataire : « *For just as people shared a particular kind of self through lamentation, they also constructed an image of the audience for their narratives and, challenged their powerful reader to conform to this image.* »¹⁰⁰ En se représentant par exemple comme démunis et miséreux, les auteurs, explique Alexopoulos, obligent le destinataire à agir : « (...) *Having constructed the audience as the sole agent who can reverse the fate of the writer, lamenting petitioners shifted the focus of judgment from themselves to their reader.* »¹⁰¹ De fait, ce constat vaut également pour les représentations qui insistent moins sur le pouvoir tout-puissant du destinataire que sur ses responsabilités en tant qu' élu du peuple et membre du gouvernement. Aussi les diverses images du destinataire construites dans les pétitions des kolkhoziens et kolkhoziennes adressées à Andreï A. Andreev relèvent en définitive de leurs stratégies discursives.

2.3 S'adresser au pouvoir

Dans son analyse des lettres des années trente, Sheila Fitzpatrick interprète finalement les différentes stratégies discursives qu'elle constate selon deux grandes catégories d'auteurs : les citoyens et les suppliants¹⁰². De fait, si ce schéma est un peu réducteur et ne permet pas vraiment d'appréhender l'hétérogénéité de la paysannerie kolkhozienne, les cinq principaux types d'auteurs de lettres qui se

⁹⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 409ob-408.

⁹⁹ Daniel Field. *Op. Cit.*, p. 200, 209-210, 213-214.

¹⁰⁰ Golfo Alexopoulos. *Stalin's Outcasts. Aliens, Citizens, and the Soviet State, 1926-1936*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2003, p. 124.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 124-125.

¹⁰² Sheila Fitzpatrick. « Suppliants and Citizens... », *Loc. Cit.*, p. 103.

démarquent dans les pétitions que nous analysons s'adressent en effet à Andreï A. Andreev en insistant sur ses responsabilités comme membre du Parti et du gouvernement ou bien sur sa bienveillante, paternelle toute-puissance. Notons que dans les deux scénarios, le destinataire incarne le pouvoir central et a des devoirs envers ceux qui s'adressent à lui.

C'est ainsi que le vétéran Piotr V. Gerasimov affirme le 16 mai 1950 s'adresser à Andreï A. Andreev de membre à membre du Parti : « C'est pourquoi je considère de mon devoir, en tant que membre du parti bolchevique, de me tourner vers vous, membre du parti bolchevique. »¹⁰³ Or, si Gerasimov écrit s'adresser d'égal à égal à Andreev, le kolkhozien Demidov, nous l'avons vu, insiste plutôt sur l'impuissance et l'ignorance des kolkhoziens, qui contrastent avec les pouvoirs d'action du destinataire¹⁰⁴. De même, la veuve E. P. Eršova, oblast' de Leningrad, insiste en juillet 1949 sur sa misère et son impuissance : « Je n'ai plus de forces. Je vous demande de m'aider et pardonnez que j'aie écrit ainsi. »¹⁰⁵ Elle reproduit alors le « rituel de lamentation » qu'identifie Golfo Alexopoulos, par lequel les auteurs mettent l'accent non sur leur loyauté et leur utilité, mais sur leurs souffrances¹⁰⁶.

De fait, les différents auteurs qui écrivent à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre s'excusent alors souvent, comme E. P. Eršova, de leur écriture. Le 15 juin 1950, le soldat Vasili S. Gladkov, *krai* de Stravropol, clôt par exemple sa lettre en écrivant : « Sur ce, j'ai décidé de terminer ma lettre. Pardonnez pour le tel dérangement et possiblement, pour une quelconque expression incorrecte dans la lettre. Avec ça, salut (*poka*), au revoir, au revoir (*do svidanija, do svidanija*). »¹⁰⁷ Gladkov, qui emploie un style de rédaction très populaire – un style qui se veut, de fait, authentiquement simple – s'excuse en effet de sa maîtrise élémentaire de l'écriture. Il s'excuse en outre de déranger Andreev, renforçant alors ainsi l'appréciation de l'importance du destinataire, comparée à sa propre simplicité.

Le 26 août 1946, le membre du Parti Veniamin V. Beliakov s'excuse pour sa part à Joseph Staline de ne pas vraiment maîtriser le sujet de sa rédaction : « Je n'ai pas étudié spécialement ces questions et c'est pourquoi je vous donne, peut-être, une vision trop restreinte et des exemples non représentatifs. Si des matériaux plus précis et détaillés sont requis, je suis prêt à le faire pour le Parti et pour l'État à votre demande. »¹⁰⁸ Témoignant de ses stratégies, Beliakov se défend ainsi à l'avance d'une possible erreur ou d'une rédaction qui pourrait déplaire à Staline.

Dans le même esprit, Dimitri M. Voroncov, oblast' d'Orel, s'excuse à Staline le 15 juillet 1946 : « Il est possible que cela paraisse déplacé et sans tact de ma part. Possible que, comme on dit, je m'occupe de ce qui ne me regarde pas (*ne svoë na sebja beru*). Mais mû de tout mon cœur par de

¹⁰³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 146.

¹⁰⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 388.

¹⁰⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 344ob.

¹⁰⁶ Golfo Alexopoulos. *Op. Cit.*, p. 115-122.

¹⁰⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 543ob.

¹⁰⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 103.

bons sentiments pour ma patrie, j'espère dans ce cas votre indulgence. »¹⁰⁹ Il n'est en effet pas rare que les auteurs, insistant sur leur bonne volonté, implorent l'indulgence du destinataire et s'excusent de ne pas se mêler de leurs affaires – suggérant alors, stratégiquement, une rédaction désintéressée.

De fait, si les différents auteurs optent souvent – même lorsqu'ils témoignent, comme chez les hommes de l'Armée rouge, un sentiment de leur mérite – pour un ton humble tandis qu'ils s'adressent au pouvoir, certains se font plus agressifs. En février 1951, le kolkhozien de 75 ans È. I. Konovalov, kolkhoze « Eaux sulfuriques », oblast' de Kouïbychev, clôt par exemple sa lettre à Andreï A. Andreev en écrivant : « Si vous ne m'accordez pas de l'aide, alors j'aurai besoin d'écrire au camarade I. V. Staline. »¹¹⁰ De même, G. G. Mazurec, kolkhoze « Švernîk », Ukraine, écrit en mars 1951 à Andreï A. Andreev : « Nous écrivons la pure vérité, nous demandons de vérifier, alors vous en apprendrez encore plus. Si vous ne pouvez pas, alors nous écrirons au camarade Staline. »¹¹¹ Ils menacent ainsi explicitement Andreï A. Andreev de pétitionner à l'échelon supérieur du pouvoir et d'écrire à Staline.

Aussi les différentes façons des auteurs de s'adresser au pouvoir sont-elles révélatrices quant à leurs représentations de la pratique populaire de pétition. Certains auteurs expliquent ainsi à Andreï A. Andreev s'adresser directement à lui, comme le militaire V. B. Gribennikov, oblast' de Rostov, qui écrit en mars 1953 : « Je n'ai écrit nul part au district car je considère qu'ils ne comprendront jamais au fond. »¹¹² Plusieurs, néanmoins, s'adressent à Andreï A. Andreev en le présentant comme leur dernier recours – avant Staline – et en suggérant l'inefficacité de la pratique de pétition.

Le 22 octobre 1948, le militaire Piotr F. Kurijanov, République autonome de Mordovie, écrit par exemple à Andreï A. Andreev en ouverture de sa lettre :

J'espère que ma lettre va se rendre jusqu'à vous car j'ai envoyé de semblables appels à la Section du ministère de l'Agriculture de la République de Mordovie [et] au journal *Pravda*, lequel l'a réexpédié à au comité régional (*obkom*) de l'oblast' de Mordovie. J'ai écrit en supplément encore une fois au comité régional (*obkom*) du Parti (...) mais à toutes les fois, ou bien on ne me donne pas de réponse, ou bien la lettre ne se rend pas à son destinataire (...).¹¹³

Kurijanov, qui se plaint de ne pas avoir reçu de réponse à ses nombreuses lettres, peint alors le grand va-et-vient des pétitions entre les instances et le rôle des journaux soviétiques à ce niveau. Ayant pris soin, écrit-il, de s'adresser à la fois au premier journal national du Parti et directement aux hautes instances étatiques de la République, le militaire suggère à Andreev un problème dans la circulation des lettres qui peut-être, écrit-il avec candeur, ne se rendent simplement pas à leurs destinataires. Il

¹⁰⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 98.

¹¹⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 265.

¹¹¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 21, l. 617. Il s'agit d'une traduction de l'ukrainien. La lettre originale est conservée (l. 616-609ob). L'auteur ne signe pas la lettre, mais son nom apparaît dans les rapports produits en réaction.

¹¹² GARF, f. 5446, op. 52, d. 41, l. 30ob. La lettre, non datée, est reçue le 5 mars 1953 par le secrétariat d'Andreev.

¹¹³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 234.

évite en effet ainsi d'accuser les destinataires de faillir à ce qu'il présente donc comme leur devoir de réponse. Insinuant la possibilité que certains cadres interceptent les lettres et bloquent le processus, l'auteur s'adresse alors au vice-président du Conseil des Ministres de l'URSS en désespoir de cause.

C'est également ainsi que les kolkhoziens du kolkhoze « 17^e congrès du Parti », *krai* de Stravropol, signant collectivement en juin 1951 une pétition adressée à A. A. Andreev, écrivent :

(...) Nous nous sommes plaints aux organisations du district et à la direction du kolkhoze, lesquelles n'ont pris aucune mesure. (...) Nous ne sommes pas loin d'en arriver à la conclusion que les organisations du district ne veulent pas offenser leurs camarades. C'est pourquoi toutes nos déclarations sont restées et resteront dissimulées.¹¹⁴

Les kolkhoziens représentent en effet la pétition au pouvoir comme étant confrontée à la corruption et aux réseaux de solidarité des cadres locaux – représentation de fait typique dans notre échantillon. Dans la rédaction des kolkhoziens du kolkhoze « 17^e congrès du Parti », ces problèmes viennent finalement ici justifier leur appel à Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS.

F. A. Škol'nikova, kolkhoze « 28 ans d'Octobre », oblast' de Tchernivtsi, Ukraine, explique pour sa part en août 1949 à Andreï A. Andreev que bien qu'elle ait reçu une réponse positive à ses lettres, celles-ci demeurent sans effet :

J'ai écrit à Nikita Sergueevitch Khrouchtchev, qui a envoyé l'ordre au comité régional (*obkom*) de vérifier les faits et prendre des mesures. Le procureur de l'Ukraine a de même donné l'ordre au procureur de l'oblast' de mener une enquête sur place (...). Plusieurs faits ont été entièrement confirmés (...). Mais voici aujourd'hui le 25 août, et Havrunjak [le président du kolkhoze] continue de bien se porter et comme avant, de diriger comme seul peut diriger un ennemi.¹¹⁵

Ainsi, Škol'nikova peint la pétition au pouvoir comme une pratique inefficace. Elle questionne de fait les limites du pouvoir d'État dans l'application au niveau local des mesures décidées par les hauts destinataires. Ces limites qu'elle identifie viennent ainsi défier la représentation d'Andreï A. Andreev comme tout-puissant et l'invitent finalement à agir.

En somme, les différents auteurs qui acheminent une pétition dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev s'adressent à lui – avec humilité ou agressivité – en tant que membre du gouvernement ou bienveillant pouvoir suprême. Dans leur rédaction, Andreï A. Andreev incarne alors le pouvoir central et a des devoirs envers ceux qui s'adressent à lui. Souvent implicite dans les façons des kolkhoziens et kolkhoziennes d'aborder A. A. Andreev est ainsi la différence qu'ils lui attribuent par rapport aux autorités locales. Dans le contexte de l'après-guerre et de la volonté étatique de rétablir le système kolkhozien, les auteurs se tournent vers lui directement ou en désespoir de cause. Incitant le

¹¹⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 611.

¹¹⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 550-549.

destinataire à agir, ils situent de fait volontiers leur rédaction dans le cadre de l'inefficacité de la pratique populaire de pétition et des limites du contrôle étatique ainsi suggérées.

2. 4 Une écriture motivée

C'est qu'en effet, leur écriture est motivée. En avril 1952, les kolkhoziens du kolkhoze « Lénine », oblast' de Ternopol, Ukraine, écrivent par exemple : « Au sujet de ces violations nous avons écrit au comité régional (*obkom*), mais cependant, jusqu'à maintenant, aucune mesure n'a été prise. C'est pourquoi nous avons résolu de nous tourner vers vous, camarade Andreev (...). »¹¹⁶ Les kolkhoziens expriment ainsi à Andreev leur motivation à écrire par l'inaction des instances régionales.

Dans le même esprit, le militaire Burjantinskii, kolkhoze « Spartak », oblast' de Kherson, Ukraine, explique le 22 mai 1950 à A. A. Andreev ses motivations : « Puisque les organes locaux du pouvoir n'accordent pas à cette situation l'attention requise, j'ai décidé qu'il était de mon devoir d'écrire à ce sujet au Comité central du Parti (...). »¹¹⁷ Ainsi, puisque selon lui les autorités locales n'agissent pas comme ils le devraient, Burjantinskii écrit par devoir.

De fait, le devoir est fréquemment invoqué dans les pétitions que nous analysons. Le kolkhozien Nikolaj P. Koncev, kolkhoze « Kaganovič », *krai* de Stravropol, amorce par exemple le 2 mars 1951 sa lettre à Andreï A. Andreev en écrivant : « Par mon devoir premier, j'ai décidé de me tourner vers vous (...). »¹¹⁸ De même, le kolkhozien Čerejanov, oblast' de Kouïbychev, écrit le 18 juillet 1950 à Andreï A. Andreev : « Je veux alors tout vous transmettre. Alors je considérerai que j'ai accompli mon devoir. Et mon devoir du début à la fin est d'apporter la vérité au camarade Staline. »¹¹⁹ Ici encore, le kolkhozien définit sa motivation à écrire par son devoir. Or, le devoir de Čerejanov est dans sa rédaction intimement lié à son sentiment de posséder la vérité.

En effet, certains auteurs purent exprimer leurs motivations par la conviction de connaître la vérité, d'avoir raison. Le 15 juillet 1946, Dimitri M. Voroncov, oblast' d'Orel, écrit ainsi Staline :

Une profonde conviction dans la véracité de mes pensées et le brûlant désir de voir ma patrie soviétique posséder plus rapidement l'abondance de tout ce qui est nécessaire à notre peuple pour une vie heureuse et aisée, ces facteurs m'incitent à me tourner vers vous, camarade Staline, avec ce prochain appel. (...) Par une compréhensible considération politique, je n'ai jamais exprimé, ni n'exprimerai jamais cette pensée à quiconque, mais à mon gouvernement, à vous, cher camarade Staline, j'ai décidé d'oser émettre mon opinion. Je l'ai décidé parce que je suis profondément

¹¹⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 308-308ob. La lettre, non datée, est reçue le 12 avril 1952 par le secrétariat d'Andreev.

¹¹⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 252. La lettre est tapée à la dactylo. Elle est rédigée en langue russe dans un excellent niveau d'écriture et présente un style très littéraire. L'auteur a raturé au stylo l'adresse d'Andreï A. Andreev au Comité central du Parti et a inscrit au Conseil des Ministres.

¹¹⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 491.

¹¹⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 542.

certain de la justesse de cette opinion et seulement votre réponse me forcera à changer cette opinion.¹²⁰

De fait, Dimitri M. Voroncov sort de nos cinq principaux types d'auteurs identifiés. Enseignant dans une école élémentaire de village, il est le seul membre de l'intelligentsia rurale de notre échantillon. Écrivant directement à Staline, Voroncov se dit alors motivé par le désir d'aider sa patrie et par la certitude d'avoir raison. En effet, s'il prend garde d'assurer son silence « par une compréhensible considération politique », sa conviction, explique-t-il, l'invite à oser émettre son opinion à Staline, à qui il s'adresse, ici aussi, en tant que son gouvernement. Le leader est alors, dans sa rédaction, le seul à avoir le pouvoir de le faire changer d'avis.

Chez d'autres auteurs de pétitions, c'est le mécontentement et l'indignation qui incitent à écrire au pouvoir. Le 7 mars 1951, Andreï A. Andreev reçoit par exemple une lettre des kolkhoziens anonymes du kolkhoze « Progrès », oblast' de Tambov, qui débute par : « Nous, kolkhoziens du kolkhoze « Progrès », sommes révoltés par les dirigeants de notre district et très mécontents des encouragements qu'ils tolèrent. »¹²¹ De même, les auteurs collectifs du kolkhoze « 17^e congrès du Parti » expliquent en juin 1951 : « Par ces agissements, nous étions très indignés (...). »¹²²

Pour la veuve E. P. Eršova, sa motivation réside quant à elle essentiellement, nous l'avons vu, dans son état démunie et sa grande faiblesse¹²³. Si le manque de force put ainsi dans la rédaction des kolkhoziens et kolkhoziennes inciter à la pétition, il prend souvent une autre signification que la seule misère matérielle. C'est en ce sens que les auteurs collectifs des kolkhozes « Voie de Lénine » et « 3^e plan quinquennal », oblast' de Tula, expliquent en août 1949 ne pas avoir la force de se taire : « Nous, kolkhoziens et travailleurs ne pouvons observer avec indifférence les faits qui se produisent dans nos kolkhozes « Voie de Lénine » et « 3^e plan quinquennal ». »¹²⁴ C'est également ainsi que le kolkhozien Popov, kolkhoze « Staline », *krai* de Stravropol, formule en mars 1951 sa motivation à écrire : « (...) Je ne peux plus taire les désordres causés dans le kolkhoze cité plus haut. »¹²⁵ Ces désordres – un terme qui indique un bouleversement de l'ordre, une anormalité – sont en effet selon lui intolérables.

De même, chez les membres du Parti et les hommes de l'Armée rouge – pour qui, nous l'avons vu, le devoir occupe une si grande place dans la définition identitaire –, cette incapacité au silence est alors généralement liée à la réception d'informations sur une situation jugée fautive, anormale. Le congé ou les vacances dans le kolkhoze natal sont par exemple dans leur rédaction

¹²⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 98-97.

¹²¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 354.

¹²² GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 611.

¹²³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 344ob.

¹²⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 427.

¹²⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 245-245ob.

souvent identifiés comme l'élément déclencheur. Le 26 août 1946, le membre du Parti Veniamin V. Beliakov écrit ainsi à Joseph Staline :

Durant la période du 11 au 21 août 1946, étant en vacances dans le district de Bašmakov, oblast' de Penza, j'ai observé les conditions de vie du village kolkhozien. Et ce qui m'a été donné d'observer provoque en moi de l'inquiétude quant au destin futur du village kolkhozien et dicte la nécessité de vous écrire à vous, en tant que leader du Parti et du peuple (...).¹²⁶

Et Beliakov de conclure : « (...) Je n'ai pas la force de regarder avec indifférence ce qui se passe dans ma région natale, laquelle je viens seulement de visiter comme vacancier, après une absence de six ans. »¹²⁷ Ainsi, l'auteur, qui aurait quitté la région en 1940, se dit inquiet des changements d'après-guerre qu'il constate durant ses vacances dans le district, inquiétude qui l'incite alors à écrire.

Le 15 juin 1950, le soldat Vasili S. Gladkov présente également son congé passé dans le kolkhoze « Gladkov », *krai* de Stravropol, comme la source de sa motivation à écrire :

Voyant et entendant des kolkhoziens toutes ces anormalités dans notre kolkhoze, lesquelles causent l'affaiblissement et le détriment du kolkhoze et de la vie kolkhozienne, j'ai décidé en bref de vous les communiquer (...). Moi, soldat du poste de campagne 57286, Vasili Semonovič Gladkov, me suis trouvé en congé du 15 mai au 2 juin 1950 dans (...) le kolkhoze « Gladkov », où j'ai vu et entendu des kolkhoziens une série d'anormalités dans la vie de ces kolkhoziens et de même, dans le kolkhoze.¹²⁸

Gladkov répète alors avoir durant son congé vu et entendu des kolkhoziens une série de faits. Sa mention répétitive des deux sens – la vue et l'ouïe – renforce ici l'importance concrète accordée à ses observations. Gladkov définit de fait, à deux reprises, la situation observée comme anormale.

En effet, les hommes de l'Armée rouge qui écrivent massivement à A. A. Andreev expriment souvent leur motivation par la contradiction qu'ils identifient entre la réalité concrète observée et le discours officiel. C'est ainsi que le soldat Demin, oblast' de Kourgan, écrit : « Du 1^{er} au 12 août 1949 je me trouvais pour un court congé dans (...) le kolkhoze « Molotov ». Durant ce temps, les kolkhoziens m'ont raconté beaucoup de faits sur la vie de notre kolkhoze, lesquels je considère être fondamentalement en contradiction avec la politique de notre Parti menée dans le village. »¹²⁹

Aussi pour le vétéran V. Ja. Borzunov, kolkhoze « Kirov », oblast' de Tula, la réalité qu'il constate à son retour le consterne et l'oblige, le 18 mai 1950, à écrire à Andreï A. Andreev :

Cher Andreï Andreevitch, il m'a été donné cette année, après 7 ans, d'être en congé durant le mois de mars dans ma région natale (...). Durant mon séjour (...), la situation que j'ai vue dans

¹²⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 106.

¹²⁷ *Ibid.*, l. 103.

¹²⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 543.

¹²⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 466.

mon kolkhoze « Kirov » et généralement dans le village m'a beaucoup consterné, c'est seulement pourquoi j'ai décidé de vous déranger. Pardonnez-moi, peut-être que j'ai écrit quelque chose incorrectement (*po negramotnosti*) mais comme communiste j'ai n'ai pu me résoudre à ne rien faire. (...) Depuis 7 ans, je n'ai pas été à la maison, depuis 7 ans on m'a éduqué à l'Armée, depuis 5 ans, comme je suis entré dans notre Parti (...), j'ai étudié les bases du marxisme-léninisme, j'ai étudié ma patrie en général et j'ai été et je suis maintenant fier d'elle. Quand je suis parti à la maison, je pouvais déjà me représenter comme elle aurait certainement changée (...), mais il est arrivé le contraire et cela m'a même paralysé (...).¹³⁰

Borzunov insiste alors lourdement sur la déception de ses attentes et le fossé qui sépare la réalité de son kolkhoze de l'idéologie officielle. Ce fossé vient ici en somme motiver, légitimer sa rédaction.

Le congé n'est néanmoins pas la seule façon pour les hommes de l'Armée rouge d'être informés de ce qui se passe dans leur kolkhoze. Dans les dossiers consultés, les auteurs expliquent en effet souvent à Andreï A. Andreev écrire suite à leur correspondance privée avec les kolkhoziens. Le soldat Piotr F. Kurijanov, République autonome de Mordovie, justifie par exemple le 22 octobre 1948 : « Il n'y a pas longtemps du kolkhoze on m'a écrit (...) ». ¹³¹ Le 24 mai 1950, le soldat A. S. Popov, kolkhoze « Octobre rouge », oblast' de Voronej, écrit quant à lui après que son père ait écrit à Andreï A. Andreev, pour appuyer et renforcer les dires de son père : « Les faits ont été exposés dans la lettre de mon père adressée à votre nom. Je vais encore une fois vous les rappeler. » ¹³²

De même, le soldat Burjantinskii, kolkhoze « Spartak », oblast' de Kherson, Ukraine, précise dans sa lettre du 22 mai 1950 :

Tous les faits mentionnés plus haut m'ont été transmis par le président de la commission de révision du kolkhoze « Spartak », le camarade Semen G. Kostetskin. (...) Et moi, comme soldat des Forces armées de l'Armée soviétique et comme communiste, ayant été instruit de cela, j'ai décidé qu'il était de mon devoir d'écrire au Comité central du Parti, car les appels au comité exécutif du district (*rajispolkom*) et au comité exécutif régional (*oblispolkom*) n'ont pas donné les résultats requis, sans mentionner mon propre appel à eux.¹³³

Burjantinskii explique donc écrire après avoir été informé de la situation par le kolkhoze. Il intercède pour les kolkhoziens, dont les pétitions, mentionne-t-il, n'ont pas obtenu les résultats souhaités.

Ainsi, dans l'après-guerre les hommes de l'Armée rouge définissent souvent leur motivation par un rôle d'intermédiaire entre l'État stalinien et les kolkhoziens et kolkhoziennes. C'est ainsi que le soldat Aleksandr I. Sokolov, kolkhoze « Nouvelle affaire », oblast' de Kourgan, explique écrire suite à la réception de deux lettres du kolkhozien Fëdor E. Čuharev, lettres qu'il joint à la sienne¹³⁴. Dans ces dernières, nous pouvons en effet lire le kolkhozien demander à Sokolov de lui servir d'intermédiaire :

¹³⁰ GARF, f. 5446, op. 53, d. 9, l. 410.

¹³¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 232ob-231.

¹³² GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 395-395ob.

¹³³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 251-250.

¹³⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 264-263. Les lettres de Fëdor E. Čuharev sont également conservées (l. 262-261ob).

« Je vous demande d'intercéder pour une commission de révision de l'oblast' ». ¹³⁵ Après avoir cité des extraits des lettres reçues, Sokolov explique alors sa décision d'écrire à Andreï A. Andreev :

J'ai décidé de vous écrire et de vous envoyer les deux lettres que j'ai reçues pour établir les faits et je vous demande de l'aide, puisque je suis un ancien travailleur de ce kolkhoze et que je pense après la fin de mon service militaire retourner dans mon kolkhoze et continuer mon travail. Me trouvant dans les rangs des Forces armées de l'Armée soviétique, je suis très intéressé par mon kolkhoze et j'ai une correspondance avec les kolkhoziens, de qui je sais tout ce qui se passe dans le kolkhoze. Je suis un partisan de mon kolkhoze (*ja boleû za svoj kolhoz*) et je veux de toute mon âme que notre kolkhoze « Nouvelle affaire » soit premier. ¹³⁶

Sokolov souligne ainsi fortement son intérêt pour son kolkhoze et son intention d'y retourner après le service militaire. Par conséquent, explique-t-il, il entretient une correspondance avec les kolkhoziens, qui le gardent informé. Aussi cette correspondance motive enfin son écriture – qui se veut intéressée.

En somme, les différents auteurs qui acheminent une pétition à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre expriment plusieurs motivations à écrire : l'inaction des autorités locales, le devoir, la certitude de savoir la vérité, le mécontentement, la misère, l'incapacité de se taire et/ou la constatation d'informations sur une situation jugée fautive. Les vétérans et soldats de l'Armée rouge se présentent alors volontiers comme des intermédiaires entre l'État et les kolkhoziens, rôle que ces derniers sont souvent heureux de leur attribuer. Mais tous les auteurs ne jugent néanmoins pas bon d'identifier leurs motivations. Les auteurs collectifs du kolkhoze « Laboureur rouge », Kazakhstan, par exemple, se contentent dans leur très brève lettre datée du 15 mars 1951 d'aller directement à l'objet de leur pétition ¹³⁷. De fait, même lorsqu'elles sont exprimées, ces motivations ne peuvent être interprétées au premier degré. Elles participent en effet des stratégies discursives des auteurs tandis qu'ils introduisent et justifient leur écriture. Or, s'il est impossible de mesurer leur sincérité, les motivations exprimées révèlent en définitive l'importance accordée par les auteurs aux limites du contrôle étatique et au fossé entre le discours officiel et la réalité, qui servent finalement d'incitatifs, de justificatifs à leur rédaction.

2.5 Conclusion

Dans son étude des lettres envoyées au Komsomol entre 1941 et 1953, Julianne Fürst suggère que la Deuxième Guerre mondiale détermina de nouvelles normes d'identification et pratiques d'écriture ¹³⁸. De fait, le conflit mondial détient une nouvelle importance, centrale, dans le sens que les vétérans soviétiques font de leur identité. Les hommes de l'Armée rouge se définissent à Andreï A.

¹³⁵ *Ibid.*, l. 261.

¹³⁶ *Ibid.*, l. 264-264ob.

¹³⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 25, l. 295.

¹³⁸ Julianne Fürst. *Loc. Cit.*, p. 335-336.

Andreev par le devoir accompli et leurs sacrifices. De façon stéréotypée, ils se présentent comme de braves et infaillibles défenseurs de la patrie. En effet, l'expérience de la guerre confère dans leur écriture un prestige et une nouvelle légitimité; elle leur donne en quelque sorte le droit de formuler une demande. Comme le souligne Amir Weiner, la Deuxième Guerre mondiale transforma physiquement et symboliquement le régime soviétique, forçant les individus à se repenser, à tenir de nouveaux rôles et à faire de nouvelles demandes¹³⁹. De fait, écrivant massivement dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS, les hommes de l'armée rouge et leurs familles constituent numériquement le plus important type d'auteurs de notre échantillon. Aussi, comme le note Mark Edele, ils témoignent un fort sentiment de leur mérite particulier – un sentiment, suggère l'historien, finalement renforcé par l'acte de la pétition¹⁴⁰. Leur prestige est en fait tel que certains kolkhoziens, à l'instar de Fëdor E. Čuharev, leur demandent alors d'intercéder pour eux¹⁴¹. Ainsi, les vétérans et soldats de l'Armée rouge apparaissent dans les pétitions analysées comme des intermédiaires privilégiés, une courroie de transmission entre l'État et les campagnes soviétiques.

Ce faisant, ils rappellent l'autre versant de leur statut de méritant que souligne Mark Edele : leur rôle de modèle, d'ambassadeur idéologique dans la société et leur devoir de se conformer eux-mêmes au stéréotype du soldat méritant, stéréotype qui résume et valide en effet leur identité¹⁴². C'est ainsi qu'Amir Weiner présente les vétérans de l'Armée rouge comme des bastions du pouvoir stalinien dans les campagnes ukrainiennes après la guerre¹⁴³. Or, comme le démontre Mark Edele, les vétérans soviétiques sont plus que de simples staliniens; ils sont des agents historiques autonomes¹⁴⁴. Les pétitions acheminées à Andreï A. Andreev illuminent en définitive les stratégies discursives des vétérans et des combattants de l'Armée rouge, qui justifient dans l'après-guerre leurs très nombreuses pétitions par le devoir et leur rôle d'intermédiaire dans les campagnes. Si le stéréotype du soldat peut servir l'État, et les kolkhoziens, il leur permet aussi d'introduire et légitimer leurs demandes. Aussi ces auteurs purent-ils manipuler l'image stéréotypée d'eux-mêmes pour défendre leurs intérêts.

Les hommes de l'Armée rouge et leurs familles sont dans tous les cas loin d'être les seuls à s'adresser dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev. Il importe donc de relativiser leur importance. En effet, dans les dossiers consultés se démarquent également les membres du Parti, les auteurs anonymes, les auteurs collectifs et les « simples » kolkhoziens et kolkhoziennes. L'impact de la Deuxième Guerre mondiale est ainsi finalement mesuré. Dans l'écriture des kolkhoziens et kolkhoziennes individuels, en effet, l'expérience du conflit mondial est soit complètement absente, soit elle vient confirmer une

¹³⁹ Amir Weiner. *Making Sense of War...*, *Op. Cit.*, p. 7-8.

¹⁴⁰ Mark Edele. *Soviet Veterans of the Second World War...*, *Op. Cit.*, p. 53-54.

¹⁴¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 262-261ob.

¹⁴² Mark Edele. *Op. Cit.*, p. 35.

¹⁴³ Amir Weiner. *Op. Cit.*, p. 366.

¹⁴⁴ Mark Edele. « More than Just Stalinists... » dans Julianne Fürst, dir., *Op. Cit.*, p. 167.

situation lui préexistant – par exemple pour le kolkhozien Timofiev N. Komarov, sa loyauté et sa contribution au régime¹⁴⁵. Dans cette perspective, la Deuxième Guerre mondiale aurait peut-être moins transformé que confirmé les autoreprésentations des « simples » kolkhoziens et kolkhoziennes.

Dans leurs pétitions, ces derniers développent enfin divers modes de représentation de soi, qui relèvent de leurs stratégies variées et suggèrent l'hétérogénéité de la paysannerie kolkhozienne, divisée par différentes barrières tels le genre et la génération. Hésitants entre le singulier et le pluriel, les kolkhoziens et kolkhoziennes témoignent cependant de l'importance des identités de groupe et des interactions sociales dans la représentation qu'ils font d'eux-mêmes. Ainsi, ils inscrivent volontiers leur rédaction dans le contexte plus large de la communauté et s'associent aux autres kolkhoziens.

De même, la hausse significative des lettres collectives dans l'après-guerre, suggérée dans les archives d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres, indique finalement une société non atomisée. Sans doute, nous pouvons voir dans cette hausse un legs de la Deuxième Guerre mondiale. Signant en effet dans l'après-guerre presque aussi souvent collectivement qu'individuellement, les kolkhoziens de l'URSS se présentent à Andreev comme un groupe homogène et uni dans l'adversité, par exemple pendant l'occupation allemande ou dans la reconstruction de l'agriculture – un sentiment de solidarité et de cohésion que cette pratique de rédaction commune vient ainsi renforcé. Ils insistent alors sur le caractère collectif de leur écriture et de leur existence, au cœur de leur définition identitaire.

Enfin, les auteurs anonymes qui, nous l'avons vu, inquiètent le Conseil des Affaires kolkhoziennes dans l'après-guerre se présentent pour leur part par un antagonisme et la conviction d'avoir raison sur les cadres locaux, alors dépeints comme tyranniques et indisciplinés. Les limites du contrôle étatique qu'ils identifient viennent finalement valider leur anonymat et leur écriture.

C'est que les autoreprésentations des différents types d'auteurs ne sont en effet pas innocentes; elles visent une certaine efficacité. Aussi le destinataire à qui elles sont destinées n'est pas sans influence. Or, une image du destinataire est également construite, qui l'incite à s'y conformer et à agir. Les auteurs s'adressent dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev en tant que membre du gouvernement ou bienveillant pouvoir suprême. Dans les deux scénarios, ce dernier a des devoirs envers ceux qui font appel à lui. Représentant finalement la pétition au pouvoir comme une pratique foncièrement inefficace, les auteurs expliquent s'adresser à Andreev directement ou en dernier recours (avant Staline). Ils situent alors en effet volontiers leur rédaction dans le cadre des limites du pouvoir étatique dans les campagnes soviétiques. Mais pourquoi s'adressent-ils ainsi dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev? Quel est l'objet de leur rédaction?

¹⁴⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 313-312.

CHAPITRE III

SE PLAINDRE ET DÉNONCER : QUOI ? POURQUOI ?

Dans ma lettre, je veux dénoncer à propos de ce que moi, natif de l'oblast' de Kiev (...), étant en congé à la maison durant le mois de mai 1950, j'ai observé la vie des kolkhoziens (...). Dans notre gouvernement soviétique, on lutte pour l'amélioration de la vie de tous les habitants (...). Mais là-bas, il se passe complètement autre chose. (...) La direction du kolkhoze «Ševčenko», le président du kolkhoze, le communiste Besarev et le président du conseil de village, le communiste Mazur se comportent très mal envers les kolkhoziens. (...) Ils ont vendu le grain sans permission et avec l'argent, ils boivent tous les jours. (...) Et voilà qu'une fois, l'assemblée des kolkhoziens s'est réunie et a décidé d'exclure le communiste Besarev de la direction du kolkhoze. (...) Ensuite, on a fait venir du district quelqu'un, je ne peux dire qui, qui est intervenu (...). Le peuple a pris peur et a involontairement voté pour le retour du camarade Besarev. (...) Je vous demande d'examiner ma lettre et de donner l'enquête aux organes centraux de notre gouvernement, parce qu'aux organes inférieurs, cela sera inutile. (Lettre du soldat M. S. Poliškuk, reçue le 19 juin 1950 par le secrétariat d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres).¹

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la situation de l'agriculture en URSS est catastrophique. Les pertes et destructions de la guerre, l'occupation ennemie et les politiques étatiques de collecte des grains ont laissé les campagnes soviétiques dans un état critique. Dans ce contexte difficile, l'après-guerre est marqué par la coercition et la volonté de l'État stalinien de restaurer l'ordre

¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 505-504ob. La lettre est écrite dans un russe parfois parsemé de quelques mots en ukrainien.

d'avant-guerre. Aussi la reconstruction de l'agriculture soviétique se caractérise par le rétablissement intégral du système kolkhozien, tandis que l'État tâche d'accroître la productivité et la discipline de travail dans les kolkhozes et de reprendre le contrôle sur les autorités locales – qui, par mesure d'efficacité, avaient en effet pu gagner une certaine autonomie durant la guerre.

Comme le soldat ukrainien M. S. Poliśuk, les hommes de l'Armée rouge, mais également les membres du Parti, les auteurs anonymes, les auteurs collectifs et les « simples » kolkhoziens et kolkhoziennes de l'URSS adressent alors aux organes centraux du pouvoir d'État nombre de plaintes et dénonciations. Ils expriment, nous l'avons vu, diverses motivations. Mais que demandent en fait les différents auteurs? Comment représentent-ils le régime stalinien, l'après-guerre et le système kolkhozien? De quoi se plaignent-ils exactement? Pourquoi? Ce chapitre s'intéressera spécialement au contenu des pétitions acheminées entre 1946 et 1953 au vice-président du Conseil des Ministres de l'URSS et président du nouveau Conseil des Affaires kolkhoziennes, Andreï A. Andreev. Nous nous pencherons donc sur les demandes formulées, le propos des différents auteurs de lettres et enfin, la façon dont ils l'expliquent et le justifient.

3.1 Formuler une demande

« Nous nous tournons vers vous Andreï Andreevitch avec la prière d'ordonner de vérifier les faits que nous communiquons et de prendre les mesures qui s'imposent en accord avec la loi (...). »² écrivent à Andreï A. Andreev en novembre 1948 les kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi », oblast' d'Orel. De fait, les différents auteurs qui adressent une pétition dans l'après-guerre à A. A. Andreev lui demandent généralement de vérifier leur situation et d'agir pour faire respecter l'ordre et la justice.

Pour la kolkhozienne A. V. Vinogradova, kolkhoze « Étincelle », oblast' de Gorki, les mesures à prendre consistent par exemple à lui venir en aide tandis qu'elle se dit victime d'une injustice, ayant été selon elle exclue à tort de son kolkhoze. Le 22 mai 1950, elle écrit : « Je vous demande camarade Andreev de charger de vérifier les faits exposés et de m'aider (...) puisque le comité exécutif du district (*rajispolkom*) n'ayant pas corrigé les faits, a confirmé la décision de l'assemblée générale. Je suis Soviétique, je souhaite être membre de mon kolkhoze natal et travailler encore mieux pour la consolidation et la reconstruction de l'économie nationale de notre patrie. »³ Elle demande alors à Andreev de corriger la situation, s'affirmant prête à collaborer à la reconstruction.

En effet, plusieurs auteurs de lettres formulent une demande à Andreï A. Andreev sous la forme d'un appel à l'aide. Signant collectivement leur lettre, les kolkhoziens du kolkhoze « Staline »,

² GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 383.

³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 323.

Daguestan, écrivent simplement à Andreev en juillet 1950 : « Nous, kolkhoziens, attendons de vous de l'aide. »⁴ En fait, ici les auteurs demandent moins de l'aide qu'ils ne l'attendent, voire l'exigent. Il semble en effet normal, légitime dans leur rédaction d'espérer une réponse positive d'Andreï A. Andreev. Aussi l'invitent-ils finalement à répondre à leurs attentes.

Dans la pétition collective des kolkhoziens du kolkhoze « Octobre », oblast' de Penza, l'appel à l'aide est au contraire, en septembre 1949, désespéré : « Nous, kolkhoziens du kolkhoze « Octobre », nous tournons vers les organes centraux de notre gouvernement natal pour qu'on nous porte secours, puisque nous avons déjà perdu tout espoir. »⁵ Et les auteurs de répéter en conclusion : « Encore une fois, nous vous demandons de nous porter secours. »⁶ Moins confiants que les auteurs du kolkhoze « Staline », les kolkhoziens implorent avec insistance le destinataire de leur venir en aide. Ils insistent en effet sur leur grand désespoir. C'est également ainsi que la veuve kolkhozienne A. P. Ėršova écrit à Andreï A. Andreev en juillet 1949 : « Je n'ai plus de forces. Je vous demande de m'aider et pardonnez que j'aie écrit ainsi. »⁷ Misérable, elle demande alors à A. A. Andreev de l'aider à payer l'admission de ses deux fils tuberculeux au sanatorium de l'école forestière de l'oblast' de Leningrad. Aussi, comme pour les kolkhoziens du kolkhoze « Octobre », la formulation de sa demande relève de ses stratégies discursives, tandis qu'elle tâche d'obtenir la gratuité de l'admission de ses fils.

De fait, l'aide demandée par les auteurs prend diverses formes dans les pétitions analysées. Le 8 mai 1950, le soldat Mahmudžan Abdullaev, d'Ouzbékistan, demande par exemple pour subvenir aux besoins de sa famille le retour de son père, condamné en 1948 pour vol de la propriété collective, ou encore son propre retour, tandis qu'il accomplit son devoir : « Et voilà, au moment actuel, personne ne pourvoit et n'éduque ma famille. Voilà ma situation familiale. Je demande de prendre les mesures nécessaires en rapport à ma famille qui vit dans l'oblast' de Fergana (...), kolkhoze « Staline ». Je me trouve dans les rangs de l'Armée soviétique depuis 1947 (...) et je dois accomplir mon devoir, voilà pourquoi je demande que mon père ou moi puissions être avec ma famille. »⁸

Le 18 août 1950, le vétéran et comptable Ėrgaš Hajdarov, kolkhoze « Vorošilov » d'Ouzbékistan, ayant été condamné pour avoir battu le chef de brigade du potager après qu'il ait fait une remarque à sa femme, implore pour sa part Andreï A. Andreev : « Je vous demande votre concours dans l'examen de mon affaire et dans ma libération. »⁹ Il sollicite en effet l'intervention d'Andreï A. Andreev, soutenant que sa condamnation résulte en fait de son démasquement des voleurs dans le kolkhoze.

⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 525. La lettre, non datée, est reçue le 18 juillet 1950 par le secrétariat d'A. A. Andreev.

⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 456. La lettre, non datée, est reçue le 25 septembre 1949 par le secrétariat d'A. A. Andreev.

⁶ *Ibid.*, l. 454ob.

⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 344 ob.

⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 18ob.

⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 557 ob. La lettre est traduite de l'ouzbek par le secrétariat d'Andreï A. Andreev.

En janvier 1951, la jeune Relina Poplavskaja, onze ans, écrivant de Vinnytsa, Ukraine, demande également le secours d'Andreï A. Andreev. Cette fois, l'aide sollicitée concerne le retour de sa mère, déportée en 1948 pour ne pas avoir travaillé dans le kolkhoze¹⁰. Appelant vigoureusement aux sentiments paternels du leader, elle demande : « Si vous êtes père et si vous avez des enfants, s.v.p. [traitez] moi comme votre enfant et rendez-moi ma maman. Je me tourne vers vous avec la grande demande de m'aider (...). »¹¹ Elle poursuit un peu plus loin : « Encore une fois, je vous demande avec conviction de me rendre ma maman (...). Pardonnez-lui, sauvez-moi, rendez-la moi pour que je puisse étudier et vivre comme les autres. »¹² La jeune fille demande alors à Andreev d'agir comme un père avec ses enfants. Elle l'implore pitoyablement de la sauver d'une enfance anormale, d'accorder son pardon et de lui permettre enfin de retrouver sa mère.

Ainsi, l'aide demandée par les auteurs de lettres à Andreï A. Andreev concerne divers sujets et domaines. Certains vont d'ailleurs jusqu'à dresser une liste, comme la kolkhozienne et veuve de guerre Maria T. Filatova, kolkhoze « Majak », *krai* (région) de l'Altaï, qui demande le 11 avril 1952 :

(...) Je me tourne vers vous avec la demande de m'accorder votre concours : 1) Dans la réception d'une allocation du kolkhoze et de l'État en tant que famille d'un combattant mort au front 2) Dans la récupération de l'allocation extraordinaire pour la mort de mon mari, qui a été illégalement donnée à ma belle-mère E. A. Filatova 3) Dans la réception d'une pleine pension (...) 4) Dans la libération de l'obligation de fournir du lait pour une vache morte il y a six ans 5) Dans le retour de mes enfants à l'école (...) et de ma fille adulte à la production à la ville.¹³

La kolkhozienne sollicite ainsi l'aide d'Andreev dans l'octroi de compensations financières pour la perte de son mari, héroïquement mort au front. Ce faisant, elle demande son concours dans un conflit familial qui l'oppose à sa belle-mère – laquelle a finalement, écrit-elle, réussi avec l'aide de l'ancien président du kolkhoze à manœuvrer pour recevoir à sa place les allocations. De fait, étant analphabète, Maria T. Filatova dicte sa lettre à un dénommé Vergiev. Or, après avoir ajouté en post-scriptum ses propres observations qu'il explique avoir fait durant le temps de son séjour dans le kolkhoze, le mystérieux Vergiev formule aussi sa propre demande à Andreï A. Andreev : « Par une enquête des faits énumérés, je demande de se tourner davantage vers les simples kolkhoziens. »¹⁴

Outre de l'aide, les auteurs des pétitions acheminées à Andreï A. Andreev demandent en effet fréquemment au destinataire une attention spéciale et personnelle de sa part à l'égard des membres ordinaires des kolkhozes. Le jeune kolkhozien A. I. Šlygin, kolkhoze « Combattant rouge », oblast' de Tcheliabinsk, écrit ainsi par exemple le 14 octobre 1948 : « (...) Je vous demande à vous

¹⁰ Sur cette campagne, lancée en avril 1948, de déportation des kolkhoziens improductifs, voir notre chapitre 1, p. 74.

¹¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 21, l. 229. La lettre, non datée, est reçue le 26 janvier 1951 par le secrétariat d'Andreev.

¹² *Ibid.*, l. 229ob.

¹³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 380-380ob. Analphabète, Filatova dicte sa lettre à un dénommé Vergiev.

¹⁴ *Ibid.*, l. 379-379ob.

personnellement et à tout notre gouvernement, portez une attention spéciale à notre kolkhoze (...). »¹⁵ C'est aussi dans cet esprit que le vétéran et chef de la cinquième brigade du kolkhoze amalgamé « Étincelle de Lénine », oblast' de Velikie Luki, écrit le 19 juillet 1950 : « Je me tourne vers vous avec la demande d'accorder une attention sérieuse au kolkhoze « Étincelle de Lénine » et l'aide de l'État avec le pain. »¹⁶ Dans son écriture, une attention au kolkhoze signifie alors une attention à la situation des kolkhoziens qui, vivant difficilement, nécessitent selon lui l'aide étatique.

Dans certains cas, l'attention demandée prend la forme d'une faveur personnelle. C'est ainsi par exemple que l'invalidé de la Grande Guerre patriotique Nikolaj Red'kiny, sa femme et ses beaux-parents écrivent du *krai* (région) de Krasnodar le 20 janvier 1951 pour demander à Andreï A. Andreev d'être le parrain de leur première fille : « (...) Toute la famille vous implore de nous accorder ce grand bonheur, c'est-à-dire d'accepter d'être le parrain de notre fille (...). »¹⁷ Dans la même logique, pour Emylan D. Pugačëv – qui se dit un ami d'enfance d'Andreev – et le kolkhozien Mihail V. Grigor'ev, l'attention demandée se veut une faveur personnelle : une réponse amicale du leader et l'entretien d'une correspondance. Quoique les auteurs soient natifs de Tchouvachie, ils écrivent de Sibérie le 22 juin 1950 : « Si nous ne vous importunons pas et ne vous dérangeons pas dans votre travail, nous écrirons les détails de notre vie la prochaine fois. (...) Il pleut depuis le 14 juin, mais la température est fraîche. (...) La vie dans les kolkhozes est bonne. Voilà, c'est tout, à la prochaine. (...) Peut-être vous souviendrez-vous de Pugačëv, écrivez quelque chose à Pugačëv. »¹⁸

Néanmoins, certains auteurs de lettres attendent d'Andreï A. Andreev plus que de l'attention. Ils lui demandent de confirmer ou expliquer la vérité. En juin 1950, l'invalidé de la Grande Guerre patriotique et secrétaire du Parti dans le kolkhoze « Lénine » G. G. Gurov, oblast' de Koursk, écrit ainsi par exemple : « Je me tourne vers vous personnellement et je veux savoir si selon notre Parti je suis juste ou si je me trompe fermement, mais, camarade Andreev, selon moi, je ne me trompe pas. »¹⁹ De même, le kolkhozien A. I. Stolpakov, kolkhoze « Front rouge », oblast' de Kalinine, demande en juin 1950 : « Camarade Andreï Andreevitch Andreev, je vous demande de répondre à cette déclaration, si elle est correcte ou pas. »²⁰ Ils demandent ainsi à Andreev de valider, confirmer leur écriture.

En avril 1952, les auteurs collectifs du kolkhoze « Daim Joyeux », Ukraine, demandent pour leur part une explication à A. A. Andreev : « Tous les kolkhoziens, nous vous demandons camarade

¹⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 220ob.

¹⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 586-586ob. La lettre est cosignée par quatre kolkhoziens.

¹⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 21, l. 267ob.

¹⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 400-400ob. La raison de leur présence en Sibérie n'est pas expliquée. Peut-être le désir de Pugačëv de se rappeler à Andreev est-il lié à ce fait. Nous n'avons pas confirmation de son amitié avec le leader. De fait, le nom de l'auteur – qui rappelle le chef de l'insurrection cosaque sous le règne de Catherine II au 18^e siècle – suggère un canular.

¹⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 492. La lettre, non datée, est reçue le 16 juin 1950 par le secrétariat d'Andreev.

²⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 414. La lettre, non datée, est reçue le 13 juin 1950 par le secrétariat d'Andreev.

Andreev d'examiner notre demande et de nous communiquer comment est arrivée cette situation (...). »²¹ Une explication, c'est également ce qu'exige le 6 avril 1952 le double vétéran de la guerre civile et de la Grande Guerre patriotique S. S. Četverikov, kolkhoze « Andreev », oblast' de Koursk :

J'ai une question qui surgit. (...) Pourquoi je suis exclu du kolkhoze, privé de mon lot privé que j'utilise depuis 55 ans, (...) ayant travaillé 35 ans pour le pouvoir soviétique aux besoins du kolkhoze. Je voudrais que vous, en tant que membre du gouvernement, me répondiez à cette question. Existe-t-il une loi pour défendre les kolkhoziens lorsqu'ils travaillent et accomplissent leurs *trudodni*. Si non, alors accordez attention au travail des dirigeants du kolkhoze qui porte votre nom.²²

Ainsi, Četverikov demande vigoureusement à Andreï A. Andreev de l'éclairer quant à ses droits et la raison de son exclusion du kolkhoze – qu'il présente de fait, par son insistance sur sa contribution, comme injuste. Aussi demande-t-il en outre à Andreev de porter attention aux dirigeants du kolkhoze.

C'est qu'en effet, si une attention spéciale aux kolkhoziens et aux kolkhozes est demandée dans les pétitions acheminées à Andreï A. Andreev, elle peut aussi signifier une attention à la conduite des autorités locales. En août 1949, les kolkhoziens anonymes du district de Glouchkovo, oblast' de Koursk, demandent ainsi par exemple : « Cher camarade A. A. Andreev, nous nous tournons vers vous avec la demande de notre kolkhoze. Nous vous demandons d'accorder une attention à ce qui se passe dans notre district (...). »²³ De même, les auteurs collectifs du kolkhoze « Petrovskij », Ukraine, demandent le 8 mars 1951 : « Notre cher camarade Andreev. Nous, kolkhoziens du kolkhoze « Petrovskij » (...), nous tournons vers vous avec notre lettre pour que vous vous occupiez personnellement de nous. (...) Nous demandons de créer une commission pour enquêter sur notre kolkhoze. (...) Notre assemblée générale ne peut user des droits défendus par le Statut kolkhozien. »²⁴

Dans les lettres analysées, les différents auteurs demandent ainsi souvent au destinataire d'intervenir et de ramener l'ordre dans leur localité. Le 12 octobre 1948, le secrétariat d'Andreï A. Andreev reçoit par exemple une pétition du kolkhozien et secrétaire du komsomol Šumaj, oblast' de Voronej, qui demande : « Je prie le Parti d'intervenir dans les affaires de ce kolkhoze et d'aider les honnêtes citoyens du kolkhoze à construire honnêtement une vie aisée et civilisée. »²⁵ Pour les kolkhoziens du kolkhoze « Nouveau chemin », oblast' de Gorki, la demande est, en août 1949, plus explicite encore : « Nous vous demandons de forcer les organes concernés à ramener à l'ordre notre président de kolkhoze et ses receleurs. »²⁶ Ils sollicitent ici la haute intervention d'Andreï A. Andreev.

²¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 561ob. La lettre, non datée, est reçue le 30 avril 1952 par le secrétariat d'Andreev.

²² GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 281.

²³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 512. La lettre est rédigée au plomb et présente une calligraphie grossière.

²⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 399 et 397ob. La lettre, non datée, est reçue le 8 mars 1951 par le secrétariat d'Andreev.

²⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 138ob.

²⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 447ob. La lettre, non datée, est reçue le 23 août 1949 par le secrétariat d'Andreev.

En juin 1951, les kolkhoziens du kolkhoze « 17^e congrès du Parti », *krai* (région) de Stravropol, dressent ainsi une liste de points : « Si notre voix ce rend jusqu'à vous, nous demandons votre intervention sur les points suivants : 1) Envoyer un représentant des organisations du *krai* chez nous qui pourrait résoudre cette question (...) 2) Examiner la possibilité du retour des anciens habitants du village (...). »²⁷ Les kolkhoziens demandent de fait à Andreï A. Andreev de superviser et initier l'intervention des organisations régionales. Ils lui demandent en outre d'envisager la possibilité du retour des anciens habitants qui, expliquent-ils en cours de rédaction, avaient dû déménager en 1929-1930 « en raison de l'agitation des koulaks »²⁸. Ici, la portée de la demande est de fait quasi politique.

Parfois, lorsque l'intervention demandée semble dépasser le terrain d'intervention d'Andreï A. Andreev, les auteurs lui demandent alors d'intercéder pour eux et de poser la question aux autres membres du gouvernement et du Parti. En juin 1950, les femmes d'officiers Zav'jalova, Kraskova et Martynova demandent par exemple à Andreï A. Andreev :

Au camarade Andreev. Déclaration. Nous vous demandons d'étudier notre déclaration à la session du Conseil de Guerre. Nous, femmes d'officiers desquelles leur mari se trouvent à l'étranger, vous demandons chers députés de remplacer l'ordre existant pour nous jusqu'à maintenant (...) pour que nous puissions être avec nos maris. Il y avait la guerre, nous avons attendu, mais maintenant elle n'est plus. Nous espérons en vous, nos Respectés, et vous souhaitons du succès au travail.²⁹

En effet, ayant demandé à Andreï A. Andreev de porter leur requête au Conseil de Guerre, où par ailleurs Andreev n'occupe pas de fonctions officielles, les auteures adressent ensuite leur demande spécifique, celle d'être enfin avec leurs maris, aux membres du Conseil.

C'est dans le même esprit que les auteurs anonymes, signant « un groupe de travailleurs », demandent le 1^{er} octobre 1952 à Andreï A. Andreev : « Il est évident que parmi les Juifs, il y a des dégénérés et des gredins, mais pourquoi châtier tout le peuple? (...) Nous vous demandons, membre du Politburo, de poser cette question. »³⁰ Ici, les auteurs questionnent explicitement les politiques antisémites du régime dans l'après-guerre et demandent alors à Andreï A. Andreev de poser pour eux cette question au Politburo – où, en fait, Andreï A. Andreev est exclu à la suite du XIX^e congrès du PC qui se tint du 5 au 14 octobre 1952³¹.

²⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 611ob. La lettre, non datée, est reçue le 18 juin 1951 par le secrétariat d'Andreev.

²⁸ *Ibid.*, l. 612.

²⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 479. La lettre, non datée, est reçue le 16 juin 1950 par le secrétariat d'Andreev.

³⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 33, l. 379. La lettre est rédigée à la dactylo.

³¹ Cet appel à A. A. Andreev s'explique sans doute par le fait que la femme d'Andreev, Dora Moiseevna Hazan, membre du Parti depuis 1912 et ancienne adjointe au commissaire du Peuple à la production textile, était juive. Comme la femme du ministre des Affaires extérieures (jusqu'en 1949) V. M. Molotov, elle a été arrêtée en 1948 pour des raisons assez évidentes, mais Andreev n'a pas été touché, à l'exception de la critique qu'il a reçu en 1950 pour sa défense des petites unités de travail, les maillons (voir à ce sujet notre chapitre 1, p. 70). Comme l'avait fait Staline en 1946 pour justifier qu'Andreev ne soit pas nommé ministre de l'Agriculture, la raison invoquée en 1952 pour son exclusion du Politburo est sa santé défaillante. De fait,

Quoique très rares, certaines demandes des auteurs de lettres se veulent ainsi plus générales, politiques. Dans le premier dossier (1946) notamment, plusieurs pétitions adressées à Joseph Staline demandent l'établissement d'une garantie de paiement minimum pour les kolkhoziens de l'URSS qui, dénonce-t-on, travaillent pour rien³². Implicite dans ces pétitions est alors en effet le sentiment d'une exploitation des paysans soviétiques, dont la légitimité ou l'utilité est questionnée.

Le plus souvent cependant, les différents auteurs des pétitions que nous analysons restreignent l'envergure de leurs demandes à leur localité. Présentant finalement celle-ci comme méconnue du destinataire, certains auteurs, sollicitant l'intervention d'Andreï A. Andreev, l'implorent alors de venir chez eux. Le 18 juillet 1950, le kolkhozien Čerejanov, oblast' de Kouïbychev, demande en effet : « Venez chez nous Andreï Andreevitch! Sans vous, nous ne ferons rien! »³³ Et l'auteur de répéter plus loin : « Venez chez nous Andreï Andreevitch! Nous attaquerons l'affaire. »³⁴

C'est également ainsi que les kolkhoziens Gorbas et Severin, kolkhoze « Fédéré », oblast' de Poltava, Ukraine, formulent le 20 août 1949 leur demande :

Nous vous demandons de venir et de tout vérifier profondément, puisque habituellement quand on vient vérifier du district, la direction met en avant ses parents, lesquels disent que tout est bien et en ordre dans le kolkhoze. (...) Nous vous demandons d'apporter l'ordre bolchevique dans notre kolkhoze (...). Nous demandons, si vous jugez nécessaire une enquête, d'envoyer des représentants de la presse moscovite.³⁵

Les deux kolkhoziens sollicitent ainsi la présence d'Andreï A. Andreev qui, défendent-ils, saura voir la vérité, facilement cachée au district en raison des réseaux de parenté. Ils lui demandent d'apporter l'ordre officiel et enfin d'envoyer, pour mener l'enquête, des représentants de la presse centrale.

En effet, les différents auteurs demandent fréquemment à Andreï A. Andreev d'envoyer un représentant du pouvoir central pour constater les faits sur place. En mars 1951, G. G. Mazurec, kolkhoze « Šverník », Ukraine, demande ainsi dans une pétition qu'il laisse alors anonyme : « Nous demandons d'envoyer un de vos hommes, qu'il vienne dans notre village et voit toute la vérité. »³⁶ C'est aussi ce que demande le kolkhozien Popov, kolkhoze « Staline », *krai* de Stravropol, en février 1951, mais ce dernier précise la nécessité de s'entretenir avec les kolkhoziens, pas seulement avec les autorités locales. Il écrit : « Nous vous demandons camarade Andreev de fournir de l'aide (...). Vous

ses problèmes de santé éloignent de plus en plus Andreev des affaires politiques, de sorte qu'il devient finalement superflu, « un symbole de la continuité révolutionnaire » (Y. Gorlizki et O. Khlevniuk. *Cold Peace : Stalin and the Soviet Ruling Circle, 1945-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 102). Je remercie Jean Lévesque d'avoir attiré mon attention sur cette citation.

³² GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 112a-111, 98-96, 93-91, 30-25.

³³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 542.

³⁴ *Ibid.*, l. 541ob.

³⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 489-489ob. La lettre est traduite de l'ukrainien par le secrétariat d'Andreev. L'originale est conservée dans le dossier (l. 488-486).

³⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 21, l. 618. La lettre est également traduite de l'ukrainien par le secrétariat d'Andreev. L'originale est conservée dans le dossier (l. 616-609ob). Le nom de l'auteur apparaît dans les rapports produits en réaction.

pouvez envoyer votre représentant, seulement une demande, qu'il observe de ses yeux notre kolkhoze et qu'il s'entretienne avec une série de kolkhoziens (...). »³⁷ Il prévient en effet Andreï A. Andreev de ne pas se fier uniquement au discours des autorités locales.

Aussi c'est en ce sens que, dans la citation qui ouvre ce chapitre, le soldat G. S. Polișuk, oblast' de Kiev, clôt en juin 1950 sa pétition par une mise en garde : « Je vous demande d'examiner ma lettre et de livrer l'enquête aux organes suprêmes de notre gouvernement, parce qu'aux inférieurs, cela sera inutile. »³⁸ De fait, dans les dossiers consultés, les auteurs demandent typiquement à Andreï A. Andreev de ne pas déléguer son intervention et ses responsabilités. En novembre 1948, les kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi », oblast' d'Orel, demandent ainsi : « (...) Seulement, nous demandons avec conviction ne pas remettre cela aux travailleurs de notre district, car cela sera absolument inutile (...). »³⁹ De même, le kolkhozien Ali Ibragomov, kolkhoze « Staline », Daguestan demande le 26 juin 1950 : « Et c'est pourquoi je vous demande de charger une commission pour examiner cette affaire, mais seulement je vous demande avec conviction de nommer une commission centrale et pas du district, car une commission du district ne donnera aucun résultat. Je vous demande de porter attention à la situation exposée plus haut dans la déclaration et de vérifier ces faits. »⁴⁰ Ainsi, les auteurs s'entendent sur l'inutilité de s'en remettre aux autorités locales du district.

Le 19 juin 1950, le kolkhozien Timofiev N. Komarov, kolkhoze « 14 ans d'Octobre », oblast' de Tchkalovsk, demande alors quant à lui :

(...) Je vous demande cher camarade Andreev d'avoir des rapports avec votre ministère, étant donné qu'il y a 55 kolkhozes dans notre district et que votre représentant n'est pas en force de démasquer tous les manquements de notre kolkhoze, et dans nos kolkhozes, il y a encore beaucoup d'exagération et de manquements de la part de plusieurs (...) présidents. Je souhaite que tous les kolkhoziens soient au niveau supérieur et vivent bien une vie aisée. En vous saluant, [signature]. Je demande pour une réponse.⁴¹

Komarov demande en somme à Andreï A. Andreev de devenir pour lui informateur, insistant en effet sur la faiblesse de sa représentation dans le district et les nombreux manquements des cadres locaux.

C'est ainsi que plusieurs auteurs, insistant sur les limites du contrôle étatique, se tournent vers Andreï A. Andreev en lui demandant d'intervenir personnellement et enfin, de sévir contre les fautifs. Le 24 mai 1950, le soldat A. S. Popov, kolkhoze « Octobre rouge », oblast' de Voronej, demande par exemple :

³⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 245ob. La lettre, non datée, est reçue le 27 février 1951 par le secrétariat d'Andreev.

³⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 504ob. La lettre est rédigée dans un russe parsemé de quelques mots en ukrainien. Non datée, elle est reçue le 19 juin 1950 par le secrétariat d'Andreev.

³⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 383.

⁴⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 381-381ob.

⁴¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 313ob-312.

Je vous demande encore une fois d'examiner cette question, de retirer des postes de direction les pillards et de les punir sévèrement, car les kolkhoziens pensent que peu importe combien on écrit à propos de ça, même aux organes suprêmes du pouvoir étatique, aucune mesure ne sera prise contre eux (...) et c'est pourquoi ils ont encore plus peur de parler à propos des désordres dans le kolkhoze. (...) Je demande de ne pas confier cette affaire aux organes inférieures, puisqu'ils sont déjà au courant de ces désordres et ne prennent pas de mesure (...).⁴²

Mettant de fait ici Andreï A. Andreev au défi d'agir, le soldat lui demande fortement en effet de punir les coupables et de les retirer de leurs postes de direction.

Aussi certains auteurs fournissent enfin une liste de personnes à châtier. En mars 1951, les auteurs anonymes du kolkhoze « Progrès », oblast' de Tambov, demandent ainsi par exemple : « Nous vous demandons de prendre des mesures, de calculer les dommages causés au kolkhoze et de poursuivre les coupables en justice. Nous demandons de juger (...) F. M. Alitiev, P. N. Tûrin, N. Zilim, S. Melincev, T. Šepelev, S. P. Tûrin et une série d'autres kolkhoziens. »⁴³

En somme, dans les pétitions acheminées dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS, les différents auteurs formulent plusieurs demandes. Ils demandent à Andreï A. Andreev de vérifier leur situation et de prendre les mesures qui s'imposent pour faire respecter l'ordre et la justice, de les aider, de leur accorder de l'attention, de confirmer ou expliquer la vérité, d'intervenir dans leur localité, d'intercéder pour eux, de venir sur place ou d'envoyer un représentant du pouvoir central, de ne pas déléguer ses responsabilités, de punir les coupables. Ils espèrent alors une réponse positive et le concours du destinataire. Mais certains auteurs – c'est d'ailleurs souvent le cas des soldats – ne présentent pas de demande. Le 22 octobre 1948, le soldat Piotr F. Kurijanov se contente par exemple de rapporter ce qu'il a constaté dans le kolkhoze « Étendard rouge », République de Mordovie, durant son congé⁴⁴. Dénonçant alors les violations du Statut kolkhozien par le président du kolkhoze, il ne demande rien et laisse de fait Andreï A. Andreev juger de ce qu'il faut faire.

3.2 Représenter le régime stalinien et le système kolkhozien

C'est qu'en effet, plus de soixante-quinze pourcents des pétitions analysées, toutes demandes confondues, visent en fait essentiellement les autorités locales : les présidents de kolkhoze et les représentants locaux du gouvernement et du Parti. Ici la rédaction des différents types d'auteurs converge. Or, de quoi les auteurs se plaignent-ils? Comment représentent-ils le régime stalinien et le système kolkhozien dans l'après-guerre? De fait, par leurs nombreuses plaintes et dénonciations, les différents auteurs construisent une image des cadres locaux, de l'agriculture collective et des politiques

⁴² GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 393ob.

⁴³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 352. La lettre, non datée, est reçue le 7 mars 1951 par le secrétariat d'Andreï A. Andreev.

⁴⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 234-231.

étatiques entre 1946 et 1953. Leurs pétitions sondent ainsi l'opinion populaire et offrent un regard inédit sur la vie quotidienne des kolkhoziens dans le contexte critique de la reconstruction de l'agriculture. En représentant le régime stalinien et le système kolkhozien dans l'après-guerre, les auteurs de lettres construisent de fait les significations de leur expérience. Aussi reviendrons-nous sur ces représentations. Qu'écrivent finalement les différents auteurs à Andreï A. Andreev?

3.2.1 Les cadres locaux

En novembre 1948, les kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi », oblast' d'Orel, se tournent vers le vice-président du Conseil des Ministres de l'URSS Andreï A. Andreev et dénoncent :

Le président de notre kolkhoze, Emelyan V. Vasin, a absolument démoli le travail du kolkhoze, s'est moralement corrompu, viole des jeunes filles mineures et des femmes. (...) Il boit, comme ça s'appelle, sans retenue et cela, aux frais du kolkhoze. (...) En bref, son lot privé ressemble à ce que ressemblait le terrain de n'importe quel propriétaire terrien avant 1917. (...) Mais ce n'est pas ainsi que nous vivons nous, les kolkhoziens. (...) Nous avons essayé de nous tourner vers le district, mais sans utilité puisque le secrétaire du comité de district (*raikom*) Karlov se trouve systématiquement chez Vasin et boit avec lui. (...) Il importe de noter que le secrétaire du Parti Karlov s'intéresse également peu au travail du kolkhoze, qu'il s'est moralement corrompu : il boit et de lui aussi a accouché une jeune fille (...).⁴⁵

Les kolkhoziens identifient ainsi une série de problèmes : la moralité criminelle et l'alcoolisme de leur président de kolkhoze, la taille illégale – et, dans leur écriture, anachronique, perpétuant selon eux le comportement ennemi d'Ancien régime – de son lot privé, l'écart entre son mode de vie et celui des kolkhoziens et kolkhoziennes et enfin, la complaisance et la participation des autorités du district. Ils accusent alors leur président de ruiner, de « démolir » le travail du kolkhoze. Aussi celui-ci ne répond pas selon eux à son rôle. Dans leur kolkhoze, le Statut kolkhozien, apparaît-il, n'est pas respecté.

En vigueur en URSS depuis le 17 février 1935, le Statut kolkhozien – qui définit les droits et devoirs des kolkhoziens – circonscrit de fait le fonctionnement de la direction des kolkhozes et le rôle des présidents. L'autorité suprême dans le kolkhoze, stipule-t-il alors, est l'assemblée générale des membres du kolkhoze⁴⁶. Les kolkhoziens, par une assemblée générale d'élections – à laquelle, précise la charte, au moins deux tiers des membres doivent être présents –, sont ainsi sensés élire pour un mandat de deux ans une équipe de direction, entre cinq et neuf personnes selon la grandeur du kolkhoze. Constituant l'organe exécutif du kolkhoze, cette direction est en vertu du Statut responsable devant l'assemblée générale de son travail et de l'accomplissement des obligations du kolkhoze envers

⁴⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 383.

⁴⁶ *Rešenija Partii i Pravitel'stva po hozjaistvennym voprosam. Sbornik dokumentov*, vol. 2 : 1929-1940, Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, 1967, p. 528.

l'État⁴⁷. « Pour la direction quotidienne des travaux du kolkhoze et de ses brigades (équipes de travail) et la vérification quotidienne de l'accomplissement des décisions de la direction », prévoit-on ensuite, « l'assemblée générale du kolkhoze élit un président de kolkhoze, qui se révèle être aussi le président de la direction. »⁴⁸ Le président élu est donc en charge de la direction quotidienne des travaux dans le kolkhoze. Il répartit les tâches selon la qualification évaluée et les travailleurs disponibles, il s'assure de l'entretien en quantité suffisante et du bon fonctionnement des outils et du matériel agricoles, il supervise la discipline de travail (et distribue possiblement sanctions et récompenses) et il répond de la réalisation quotidienne des décisions de la direction et des obligations du kolkhoze envers l'État. Enfin, l'équipe de direction, stipule le Statut, nomme les chefs des fermes d'élevage animal et les chefs d'équipe (*brigadiry*) qui, pour un mandat minimum de deux ans, devront aider le président.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'État stalinien situe à propos la source des problèmes et la déficience de l'agriculture soviétique non dans le système kolkhozien – qui a fait ses preuves –, mais dans les déviations du système, dans les violations du Statut kolkhozien. C'est ainsi que la résolution du 19 septembre 1946, qui tâche entre autres de récupérer les terres des kolkhozes illégalement appropriées durant la guerre, est justifiée par la nécessité de contrer les abus bureaucratiques et les violations du Statut⁴⁹. Ainsi, si la réduction des lots privés vise en fait les kolkhoziens, la résolution n'annonce pas officiellement un assaut contre la paysannerie, mais contre les déviations bureaucratiques. Ce faisant, elle contribue à cibler les présidents de kolkhoze, encourageant leur poursuite en justice; ils sont de fait parmi les plus visés et poursuivis – à tel point que le Comité central du Parti ordonne le 14 juin 1947 la fin de leur arrestation de masse par la résolution « Sur l'injustifiable et fréquent congédiement des présidents de kolkhoze et sur leur injustifiable poursuite en justice »⁵⁰. En principe, les présidents sont en effet responsables du rendement des kolkhozes.

Or, comme le souligne Lewis H. Siegelbaum dans son étude des contremaîtres dans l'industrie soviétique dans les années vingt et trente, le rôle des contremaîtres dans la sélection et la formation de leurs assistants, dans l'évaluation des qualifications et dans la répartition des tâches (rôle que le Statut kolkhozien attribue aussi aux présidents de kolkhoze) ouvre en fait la porte à l'arbitraire et au favoritisme et contribue, montre-t-il, à la survivance des pouvoirs traditionnels, préindustriels, du contremaître⁵¹. Dans le contexte soviétique, celui-ci était finalement un médiateur entre les attentes

⁴⁷ *Ibid.*, p. 529. L'assemblée générale élit également une commission de révision, chargée de contrôler quatre fois par année les dépenses de la direction, l'inventaire et les finances du kolkhoze. Celle-ci transmet ensuite ses conclusions à l'assemblée générale des kolkhoziens ainsi qu'au comité exécutif du district (*rajspolkom*).

⁴⁸ *Ibid.* Ce dernier a alors l'obligation de rencontrer au moins deux fois par mois l'équipe de direction.

⁴⁹ Sur la résolution de septembre 1946 et la reconstruction de l'agriculture soviétique, voir notre chapitre 1, p. 63-78.

⁵⁰ Jean Lévesque. « Part-time Peasants... », *Op. Cit.*, p. 64.

⁵¹ Lewis H. Siegelbaum. « Masters of the Shop Floor : Foremen and Soviet Industrialisation » dans N. Lambert et G. T. Rittersporn, éd. *Stalinism : Its Nature and Aftermath. Essays in Honour of Moshe Lewin*, Londres, Macmillan Academic and Professional Ltd., 1992, p. 134, 150-151.

irréalistes de l'État et la culture de travail et les intérêts des travailleurs. Il était donc dépeint, souligne Siegelbaum, aussi bien comme une brute arbitraire que comme un complice des travailleurs dans la résistance aux normes. Cette alliance – essentiellement négative – des ouvriers et des contremaîtres devant la pression étatique est ainsi également, conclut Siegelbaum, un facteur dans la survivance des marges de manœuvres et d'influence des contremaîtres soviétiques dans l'entre-deux-guerres⁵².

Aussi, peut-être, ces conclusions peuvent-elles de même s'appliquer au cas des présidents de kolkhoze dans l'après-guerre, coïncés entre la volonté étatique d'accroître la productivité des kolkhozes, la situation critique de l'agriculture et la résistance des paysans. De fait, ces présidents sont selon Jerry F. Hough différents de leurs prédécesseurs⁵³. En 1941, cite-t-il, entre soixante et soixante-dix pourcents des présidents de kolkhoze et chefs d'équipe sont appelés dans l'Armée soviétique, et plusieurs autres durant la guerre⁵⁴. Après la victoire, les présidents de kolkhoze du temps de guerre sont massivement remplacés; en 1946, 41% des présidents sont en poste depuis moins d'un an⁵⁵. Étant généralement remplacés par des vétérans, l'après-guerre voit donc selon Hough l'émergence d'un nouveau type de président plus discipliné et autoritaire⁵⁶. Dans son étude de Vinnytsa, Ukraine, Amir Weiner vient à la même conclusion et suggère que les vétérans et leurs familles servent alors de bastion du pouvoir soviétique dans les villages ukrainiens⁵⁷. Enfin, Hough note un autre changement dans l'après-guerre : la délocalisation des présidents de kolkhoze qui proviennent de plus en plus souvent de l'extérieur du kolkhoze et du district, particulièrement après l'amalgamation des kolkhozes à partir de mai 1950⁵⁸. En parallèle, ils sont plus souvent membres du Parti (79,6% des présidents le sont en juillet 1953)⁵⁹. Hough souligne néanmoins une constance : la faible scolarité des présidents (en juillet 1953, 52% n'ont qu'une éducation élémentaire et 11% sont semi-alphabétisés)⁶⁰. Nous pouvons ajouter la prédominance masculine; 2,4% des présidents de kolkhoze sont en 1952 des femmes⁶¹.

Récemment toutefois, Jean Lévesque nuance le portrait du président de kolkhoze dans l'après-guerre et l'impact des vétérans de l'Armée rouge : le taux de roulement des présidents demeure durant

⁵² *Ibid.*, p. 151. Un troisième facteur explicatif du pouvoir du contremaître soviétique, note alors Siegelbaum, est que pour des raisons pratiques et idéologiques « it suited the régime for them to have it. » (*Ibid.*).

⁵³ Jerry F. Hough. « The Changing Nature of the Kolkhoz Chairman » dans James R. Millar, éd. *The Soviet Rural Community : a Symposium*, Urbana, University of Illinois Press, 1971, p. 106-107.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 106.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ *Ibid.*, p. 107. Cette attitude s'explique selon lui par l'expérience militaire et les difficultés matérielles de l'après-guerre.

⁵⁷ Amir Weiner. *Making Sense of War...*, *Op. Cit.*, p. 314-319.

⁵⁸ Jerry F. Hough. *Loc. Cit.*, p. 107-109.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 110.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 109.

⁶¹ Jean Lévesque. « Foremen in the Field : Collective Farm Chairmen and the Fate of Labour Discipline after Collectivization, 1932-1953 » dans Donald Filtzer et al., éd. *A Dream Deferred. New Studies in Russian and Soviet Labour History*, Bern, Peter Lang, 2008, p. 247 (tableau 11.1 *Gender and experience (in the current kolkhoz) of chairmen, 1932-1952*). De fait, aucune des pétitions que nous analysons ne concerne une femme président de kolkhoze.

la période extrêmement élevée et constitue un problème endémique⁶². Jusqu'en 1952, lorsque les présidents de kolkhoze en tant que groupe atteignent une certaine stabilité, les mandats des présidents de kolkhoze sont, note l'historien, généralement très courts. La majorité des présidents a durant la période deux ans d'expérience ou moins et le tiers, un an ou moins d'expérience⁶³. Aussi, explique Jean Lévesque, s'ils ne réussissent pas dans l'après-guerre à réconcilier les attentes étatiques et les intérêts des kolkhoziens, c'est entre autres selon lui en raison de l'instabilité de leur position et de la fragilité de leur autorité. Cette instabilité s'explique selon Lévesque d'une part par l'intervention des autorités du district dans la pratique courante de nomination et de transfert d'un président sans l'accord de l'assemblée des kolkhoziens, d'autre part dans les pratiques électorales irrégulières. De fait, si les fréquentes élections peuvent constituer un moyen d'expression du mécontentement des kolkhoziens, la décision finale revient toujours aux autorités du district, qui confirment la décision ou posent leur veto. Jean Lévesque résume donc : « *Chairmen were thus either a scapegoat for peasant bitterness or a mere tentacle that raion party and state leaders tried to extend into the affairs of a given kolkhoz.* »⁶⁴ Or, cette instabilité nuit à l'application des politiques étatiques. Lévesque éclaire en effet les marges d'influence des présidents dans l'application des politiques et leur complicité tacite avec les stratégies paysannes, qui contribuent selon lui à faire de la discipline de travail un slogan vide de sens⁶⁵. Aussi sont-ils ciblés par les autorités comme les responsables du manque de discipline dans les kolkhozes.

Comme les kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi », la majorité des auteurs qui adressent une pétition dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev questionne de fait aussi les responsabilités de leur président de kolkhoze. Ils dénoncent régulièrement les violations du Statut kolkhozien par les cadres locaux : agrandissement illégal du lot privé, dilapidation du bien public, fraude, violation de la démocratie kolkhozienne, etc. C'est ainsi que le 19 octobre 1948, le membre du Parti Ali U. Satdykov, kolkhoze « La voie de la vérité », oblast' d'Oulianov, amorce sa lettre en écrivant :

Moi, Ali U. Satdykov, membre du Parti depuis 1938, numéro de membre 1928486, me tourne vers vous et rapporte ce qui suit. Les directeurs du kolkhoze « La voie de la vérité » (...) en la personne du président du kolkhoze K. Aliev, du premier secrétaire du Parti, K. Hakimov, de l'économe (*zavhoz*) du kolkhoze Mustafin se sont rendus jusqu'à un point si intolérable dans la violation du Statut kolkhozien et de la résolution du plénum du Parti de février, qu'il est déjà impossible d'aller plus loin.⁶⁶

Et Satdykov de citer une série de points sur lesquels les directeurs violent le Statut, fournissant des exemples précis du nombre d'hectares des différents produits qu'ils ont semés pour eux-mêmes dans

⁶² *Ibid.*, p. 248-250.

⁶³ *Ibid.*, p. 248.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ Jean Lévesque. « Part-time Peasants... », *Op. Cit.*, p. 255-309.

⁶⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 164.

les champs du kolkhoze, sans la permission de l'assemblée. Satdykov dénonce alors l'utilisation du bien public pour leur profit personnel. Suggérant l'influence des politiques, il renvoie à la résolution du plénum du Parti de février 1947 « Sur les mesures d'amélioration de l'agriculture dans la période de l'après-guerre ». De fait, dans le contexte de la famine en URSS, cette résolution examine les moyens pour accroître la productivité des kolkhozes et identifie l'amélioration de la gestion de l'État et du Parti en agriculture, exigeant alors la liquidation des violations du Statut kolkhozien et l'application des nouvelles normes de production – en précisant longuement quoi semer, où et dans quels délais⁶⁷.

Dénonçant également les violations commises par le président et la direction du kolkhoze, le soldat A. S. Popov, kolkhoze « Octobre rouge », district de Voronej, rapporte alors le 24 mai 1950 :

Pour la deuxième fois je vous communique que dans le kolkhoze « Octobre rouge » (...), où N. T. Kašlev est président de kolkhoze, s'observent depuis plusieurs années des agissements anormaux dans la direction du kolkhoze. Les directeurs du kolkhoze dilapident, pillent le bien kolkhozien, s'enivrent au frais du kolkhoze, briment la démocratie kolkhozienne, etc. (...) On se venge par n'importe quel moyen de ceux qui expriment à l'assemblée générale une critique envers les directeurs du kolkhoze, ce pourquoi les kolkhoziens ont peur de s'exprimer (...). Il y a eu des cas où le président du kolkhoze a arbitrairement emprisonné sous clé des kolkhoziens pour la nuit dans la grange du kolkhoze et le matin, les a renvoyés au travail, ce qu'il n'a pas le droit de faire.⁶⁸

Ainsi, Popov dépeint finalement le président comme une brute arbitraire. Il présente les directeurs du kolkhoze comme de petits tyrans qui règnent à leur profit sur le kolkhoze et imposent le silence.

Les différents auteurs pointent de fait souvent du doigt les réseaux de parenté et de clientèle, qui permettent selon eux aux cadres locaux d'instaurer une domination mafieuse. C'est ainsi par exemple que le kolkhozien et secrétaire du komsomol Šumaj, kolkhoze « Dzeržinski », oblast' de Voronej, explique en octobre 1948 au sujet des directeurs malfaisants de son kolkhoze : « Ces personnes ont réuni autour d'eux un groupe et ont pris la direction du kolkhoze entre leurs mains. »⁶⁹ De même, dénonçant cette fois le président du comité exécutif de district (*rajspolkom*), les kolkhoziens du kolkhoze « Staline », Daguestan, écrivent en juillet 1950 : « Le président du *rajspolkom* Sulejmanov a organisé autour de lui un groupe de personnes malhonnêtes, se plaçant à la tête de ce groupe qui lui permet de conduire une organisation de pillage. »⁷⁰ Ce groupe, expliquent-ils, est permis par son favoritisme. Ils citent un exemple, qui se veut de fait persuasif : « Sulejmanov a sans raison retiré de son poste un invalide de la Guerre patriotique ayant à sa charge huit enfants (...) et à sa place, il a nommé la femme de Vdiguzjalov. Elle est la propre cousine de Sulejmanov. »⁷¹

⁶⁷ *Direktivy KPSS i Sovetskogo Pravitel'stva po hozjajstvennym voprosam...*, Op. Cit., p. 147-194.

⁶⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 395-394ob.

⁶⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 138. La lettre, non datée, est reçue le 12 octobre 1948 par le secrétariat d'Andreiev.

⁷⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 527. La lettre, non datée, est reçue le 18 juillet 1950 par le secrétariat d'Andreiev.

⁷¹ *Ibid.*, l. 525. Les auteurs ne précisent pas de quel poste il s'agit.

En août 1949, les kolkhoziens anonymes du kolkhoze « Džulat », République kabarde, dénoncent alors également leur président de kolkhoze et ses réseaux de contacts :

Par la présente, nous demandons d'examiner notre déclaration sur les agissements du président du kolkhoze « Džulat », Ahmedov, et de son frère H. K. Ahmedov qui travaille comme directeur du MTS. Depuis 5-6 ans, Ahmedov pille le kolkhoze et la paysannerie (...). Et à propos de ces agissements (...), la direction de l'appareil du district, de même que les travailleurs du comité régional (*obkom*) sont au courant. (...) Il semble qu'Ahmedov ait des amis intimes qui travaillent au ministère de l'Agriculture et au comité régional (*obkom*).⁷²

Ils accusent ainsi la complaisance des autorités qui « sont au courant » et l'amplitude des réseaux de contacts du président de kolkhoze, qui se prolongeraient aux divers échelons du pouvoir.

Les autorités du district, notamment, sont ainsi dans les pétitions analysées fréquemment accusées de complaisance coupable, ne prenant pas de mesures contre les fautifs. Le soldat Demin, kolkhoze « Molotov », oblast' de Kourgan, s'exclame en effet le 14 août 1949 : « Et tout ça se passe devant les yeux du district! »⁷³ De même, le 2 mars 1951, le kolkhozien Nikolaj P. Koncev, kolkhoze « Kaganovič », *krai* de Stravropol, va plus loin encore :

Est-ce que la direction du kolkhoze (le président du kolkhoze Ivan I. Papko, le secrétaire du Parti Vladimir I. Jakonov et le comptable du kolkhoze Dimitri I. Soromev) peuvent arbitrairement piller les grains collectifs, le froment, le riz et l'argent (...) pour de la vodka et pour pourvoir leurs familles. (...) Mais à propos de ce pillage, aucune mesure n'a été prise, parce que les organisations du district, au nombre duquel les organes du MVD⁷⁴ du district, profitent de l'occasion et s'enrichissent eux-mêmes.⁷⁵

Dénonçant – stratégiquement – la direction du kolkhoze sous la forme d'une question, le kolkhozien accuse les autorités du district, y compris la police politique, de fermer volontairement les yeux sur les violations, y participant eux-mêmes en profitant de l'occasion pour s'enrichir. Ainsi, Koncev dépeint les autorités locales comme étant toutes corrompues.

De fait, dans les lettres acheminées à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre, l'intervention des autorités du district est problématique. En mars 1951, les kolkhoziens du kolkhoze « Petrovskii », Ukraine, écrivent par exemple à Andreev : « À l'assemblée générale d'élection (...) a été posée la question pour retirer camarade Nagornjak de son poste de président de kolkhoze, mais le représentant du comité de district (*rajkom*) camarade Čelimec, un proche parent de Nagornjak, n'a pas accepté (...). »⁷⁶ Ainsi, ils questionnent le droit de veto du représentant du district, qui impose aux

⁷² GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 387.

⁷³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 464.

⁷⁴ Ministère des Affaires intérieures, organe de la police politique.

⁷⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 491-490.

⁷⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 397. La lettre, non datée, est reçue le 8 mars 1951 par le secrétariat d'Andreev.

kolkhoziens ce président de qui il est parent. En effet, les auteurs de lettres se plaignent régulièrement à Andreev de l'imposition ou du maintien contre leur gré d'un président de kolkhoze par le district.

Signant « Quelqu'un qui sait », un auteur anonyme du district de Krasilov, Ukraine, dénonce alors sévèrement l'intervention du district. En avril 1952, parlant de l'administrateur de la section agraire du comté exécutif du district (*rajspolkom*) A. K. Golenko, il écrit :

(...) Il y a de grandes pertes de bétail, spécialement dans le kolkhoze « Čpaev », village Morika, où camarade Golenko change tous les deux jours la direction, afin d'aller dans les kolkhozes montrer de l'aide pratique. Le camarade Golenko va dans les kolkhozes où l'on peut retirer et agir, mais où il faut témoigner de l'aide, Golenko ne va pas. Sur le désordre du comportement et sur la conduite antiétatique du camarade Golenko, il y a vraiment beaucoup de faits (...).⁷⁷

L'auteur, utilisant peut-être l'exagération pour renforcer ses dires, pointe ainsi du doigt un excessif et nuisible roulement de présidents dans le kolkhoze « Čpaev », qu'il décrit comme étant inutilement causé par Golenko pour justifier son travail et prétendre agir – alors qu'une réelle intervention du district pour aider certains kolkhozes serait selon lui nécessaire, mais ne se fait, déplore-t-il, pas.

C'est un peu dans le même esprit que les kolkhoziens anonymes du kolkhoze « Kalinine », Daguestan, écrivent en juin 1950 à Andreï A. Andreev :

Nous allons exposer dans cette déclaration nos malheurs que nous et nos familles souffrons depuis plus de dix ans. Depuis dix ans nous, kolkhoziens, ne recevons presque rien pour nos *trudodni*, mais nous-mêmes ne travaillons pas mal. (...) Sur cette période, dans le kolkhoze, nous avons eu beaucoup de changements de présidents, parmi lesquels plusieurs ont mené une vie incorrecte, ont privilégié leurs intérêts propres aux intérêts publics. Ils ont bu, pillé le bien kolkhozien. Pour leurs actions commises, on les a retirés et envoyés à d'autres places. Bien sûr, la vie des kolkhoziens ne s'améliore pas. (...) Nous allons maintenant vous exposer l'histoire d'un président qui nous a été imposé contre la volonté des kolkhoziens (...). Son grand-père était adjudant-chef de l'autocratie tsariste. Son père dans les premiers temps est entré dans le Parti, mais il a ensuite publiquement déclaré que sa voie n'était pas dans le Parti (*menja ne po puti s partiej*) et a quitté le Parti. Son fils est notre ancien président de kolkhoze Džaruplas' qui s'est conduit comme son père, a causé plusieurs blessures au couteau au citoyen B. Alicyltanov (...).⁷⁸

Les kolkhoziens citent alors beaucoup de changements – par nomination et transfert, précisent-ils – de présidents dans leur kolkhoze, changements qui « bien sûr » n'améliorent pas leur vie, dont ils déplorent la misère. Les auteurs s'arrêtent particulièrement sur le cas de leur président actuel qui leur a été imposé, protestent-ils, contre leur volonté et dénoncent entre autres ses antécédents familiaux.

De fait, les antécédents des cadres locaux sont fréquemment invoqués dans les pétitions acheminées à Andreï A. Andreev, à commencer par les antécédents familiaux et l'origine sociale. En août 1949, les kolkhoziens des kolkhozes « Voie de Lénine » et « 3^e plan quinquennal de Staline »,

⁷⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 348. La lettre est rédigée à la dactylo.

⁷⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 526-526ob. La lettre, non datée, est reçue le 22 juin 1950 par le secrétariat d'Andreev.

oblast' de Tula, dénoncent par exemple : « La secrétaire du Parti et enseignante à l'école primaire de Verkhne-Sukhodol est K. I. Žilina, mais, par un fait incompris, elle est la fille d'un prêtre (...). »⁷⁹ De même, le kolkhozien Ali Ibragimov, kolkhoze « Staline », Daguestan, dénonce le 26 août 1950 à A. A. Andreev : « Le président du kolkhoze camarade Soltanov provient d'une famille de koulaks, son père en 1920 a jadis lutté contre les Bolcheviks. »⁸⁰ Aussi ces dénonciations suggèrent-elles une certaine persistance, pour les auteurs, de l'importance des critères de classe.

Outre les antécédents familiaux, les antécédents judiciaires sont également soulignés par les différents auteurs. Le 14 août 1949, le soldat Demin, kolkhoze « Molotov », oblast' de Kourgan, inclut par exemple dans sa dénonciation : « Le chef d'équipe camarade Tučin a dans le passé été condamné pour meurtre. Il a passé onze ans en prison et maintenant il est de retour dans le kolkhoze. Il se comporte avec les kolkhoziens avec sarcasme. »⁸¹

Enfin, les antécédents militaires et le rôle des cadres locaux durant la Deuxième Guerre mondiale sont de même régulièrement rapportés par les auteurs de lettres. L'expérience de la guerre a ainsi une certaine importance dans leur écriture et invite à de nouvelles délations. En effet, les accusations de collaboration avec l'ennemi reviennent très souvent dans les pétitions en provenance des anciennes régions occupées. Celles de désertion se retrouvent aussi dans l'ensemble des pétitions. En août 1949, les kolkhoziens anonymes du kolkhoze « Džulat », République kabarde, décrivent alors par exemple leur président de kolkhoze et son frère comme des profiteurs de guerre : « Pendant la Guerre patriotique, A. Ahmedov et H. K. Ahmedov ne se sont pas montrés comme les défenseurs de notre patrie, mais se sont révélés être des profiteurs du bien kolkhozien, pillant le bétail du kolkhoze et l'argent pour leur utilisation personnelle. Leur frère Z. Ahmedov était l'homme de confiance des fascistes et travaillait pour les Allemands. »⁸² Selon eux, les deux hommes ont donc failli à répondre à leurs responsabilités comme défenseurs de la patrie et du kolkhoze; ils ont trahi.

De fait, la faillite des présidents de kolkhoze et des représentants locaux du pouvoir de répondre à leur rôle est au cœur des pétitions analysées. Comme dans l'écriture des kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi » qui, nous l'avons vu, dénoncent les viols commis par leur président et son alcoolisme, cette faillite peut s'exprimer par une moralité criminelle et déviante. En effet, les auteurs citent souvent des comportements qu'ils jugent immoraux, indignes d'un représentant du pouvoir, tels l'alcoolisme, le viol, la pédophilie, la débauche, l'infidélité et la polygamie – cette dernière rappelant de fait la composition multiculturelle de l'URSS et les rapports entre Moscou et les différentes nations soviétiques. C'est ainsi par exemple que les auteurs anonymes du kolkhoze « Džulat », République

⁷⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 427.

⁸⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 381. La lettre est rédigée à la dactylo.

⁸¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 465ob.

⁸² GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 386.

kabarde (dans le Caucase du Nord musulman), ajoutent simplement : « A. Ahmedov a deux femmes. »⁸³ Un peu dans le même esprit, le soldat A. S. Popov, kolkhoze « Octobre rouge », oblast' de Voronej, dénonce en juin 1950 : « (...) Les directeurs du kolkhoze vivent au frais du kolkhoze, s'enivrent, ont une vie débauchée qui n'est pas digne d'un communiste. »⁸⁴

En mars 1951, le kolkhozien G. G. Mazurec, kolkhoze « Šverník », Ukraine, écrit quant à lui anonymement à Andreï A. Andreev :

La femme de Vasilišin [le secrétaire du Parti, objet principal de la dénonciation], Spiridonova, membre du Parti, ne se conduit pas comme une communiste. (...) Spiridonova a couru à l'étang bolchevique pour se noyer, entrant jusqu'au cou dans l'eau et criant : « Adieu Bolcheviks, je me suis disputée avec mon mari parce qu'il voit d'autres femmes. » Ont vu cela ceux qui travaillent au moulin et toute la brigade riait. Est-il possible qu'une communiste puisse faire cela ? »⁸⁵

Ici, soulignant également les relations extraconjugales du secrétaire du Parti, objet principal de sa dénonciation, l'auteur suggère finalement que les conflits maritaux, exprimés publiquement, font rire. Il se moque de Spiridonova et lui reproche de ne pas se conduire comme une communiste.

Une conduite non conforme ou anormale des cadres locaux, c'est donc finalement ce que dénoncent la plupart des auteurs de lettres. En septembre 1949, les kolkhoziens du kolkhoze « Octobre », oblast' de Penza, reprochent ainsi au président du conseil de village de ne pas se conformer à son rôle officiel. Ils écrivent :

Dans notre village (...) travaille depuis longtemps le président du conseil Aleksandr' N. Davydov. En tant qu'élus du peuple, il devrait servir les intérêts du peuple et de l'État (...). Il nous semble à nous, kolkhoziens, que son service est contre le peuple et anti-étatique. (...) Le camarade Davydov travaille comme président du conseil de village, se souciant non pas du peuple et de la consolidation (...) du kolkhoze, mais de ses intérêts personnels.⁸⁶

Les kolkhoziens accusent dès lors le président du conseil de ne pas répondre à ses devoirs officiels en tant qu'élus du peuple et à son rôle dans la consolidation de l'agriculture collective.

Dans le même esprit, le kolkhozien A. I. Šlygin, kolkhoze « Combattant rouge », oblast' de Tcheliabinsk, reproche le 14 octobre 1948 au président de son kolkhoze de ne pas remplir son rôle : « (...) Notre direction s'est transformée en bureaucrates. Cela ne ressemble pas à un kolkhoze, cela ressemble à un village tsariste. Le président de notre kolkhoze se considère comme un directeur, mais en fait, il n'y a aucune direction. Il s'occupe de beuverie, d'hooliganisme et de dilapidation (...). »⁸⁷

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 393.

⁸⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 21, l. 618ob. La lettre est traduite de l'ukrainien par le secrétariat d'Andreev, qui a reçu la lettre, non datée, le 8 mars 1951. La lettre originale est conservée dans le dossier (l. 616-609ob).

⁸⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 456. La lettre, non datée, est reçue le 25 septembre 1949.

⁸⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 221.

Aussi c'est en ces termes que les kolkhoziens du kolkhoze « Petrovskii », Ukraine, dénoncent en mars 1951 la faillite de leur président : « (...) Depuis le moment où nous avons comme président de kolkhoze le camarade Nagornjak (depuis mars 1950), à la place d'une vie meilleure, à chaque jour elle devient pire. (...) Le kolkhoze n'est pas prêt pour les semailles du printemps. »⁸⁸

Les différents auteurs dénoncent alors fréquemment dans leurs pétitions l'échec des autorités locales à correspondre au discours officiel et au cadre modèle. Pour le kolkhozien Kasimov, kolkhoze « Kouïbychev », d'Ouzbékistan, le président du kolkhoze ne concorde pas en avril 1952 avec l'image du président moderne; il est rétrograde : « Qui était Kara-Sadykov avant et qu'est-il maintenant? Il est un escroc avec un billet du Parti. Un arriviste. Il a été dix-huit fois président de différents kolkhozes et partout, il a causé l'arriération des kolkhozes. C'est un homme avec des vues dépassées, il s'occupe de vol, de chantage et de sabotage, a plusieurs femmes, s'enivre systématiquement (...). »⁸⁹

De même, le soldat Burjatinskii, kolkhoze « Spartak », Ukraine, dénonce en 1950 le président du kolkhoze, un vétéran et un ancien des 25 000 citoyens mobilisés au début de la collectivisation, pour sa faillite de correspondre au vétéran modèle et de répondre à son rôle dans l'après-guerre :

De quelle façon il a été démobilisé de l'Armée, c'est inconnu. Un vieux bolchevique, le cœur duquel s'est rempli durant la guerre de la souffrance et du chagrin du peuple de la patrie, devrait avec une force plus grande et de l'énergie se lancer à la reconstruction du kolkhoze, à l'accroissement du bien-être de son peuple, qui porta sur lui le poids de l'asservissement, mais (...) au lieu de tout ça, il a en premier lieu commencé par son lot privé. Il a posé une clôture de fil de fer barrée à clé, a pris deux chiens et maintenant, personne ne peut plus franchir sa porte.⁹⁰

Il dénonce alors l'indifférence du président de kolkhoze, sa brutalité (il aurait, écrit-il, battu deux enfants du district), son alcoolisme et la complaisance du district qui le maintient en fonction⁹¹.

Le 16 mai 1950, le vétéran Piotr V. Gerasimov va autrement plus loin encore, allant de fait jusqu'à dénoncer son père, le président du kolkhoze « Voie joyeuse », Mordovie, pour sa faillite à correspondre à l'image du président modèle de l'après-guerre. Il écrit :

Je suis né dans le kolkhoze « Voie joyeuse » (...), République socialiste soviétique de Mordovie. À cette époque, c'est-à-dire dans les années 37, 38, 39, 40, ce kolkhoze se développait, les kolkhoziens vivaient une véritable vie kolkhozienne. Sur la vie kolkhozienne durant les années de guerre, je ne sais rien. Mais après la guerre, ayant été trois fois dans le kolkhoze durant mes congés, j'ai observé le tableau de la décadence du kolkhoze (...). Et d'ici toutes les conclusions. Le président de ce kolkhoze est mon père, une personne absolument peu alphabétisée et, avec tout le respect qui me reste (...), qui ne correspond absolument pas à la personne pour diriger un tel

⁸⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 399-399ob.

⁸⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 469. La lettre, non datée, est reçue le 23 avril 1952.

⁹⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 252. La lettre, datée du 22 mai 1950, est rédigée à la dactylo dans un style très littéraire et avec un très bon niveau de langage.

⁹¹ *Ibid.*, l. 250.

kolkhoze à notre époque, à la période de l'établissement complet du socialisme. Mais le comité de district (*rajkom*) de Krasnoslobodsk pour une raison quelconque ne peut pas comprendre cela, en résultat de quoi la cause commune en souffre.⁹²

Ainsi, le vétéran questionne les compétences de son père, qu'il présente comme étant analphabète et dépassé, une personne « qui ne correspond absolument pas » au président requis dans l'après-guerre. Il joint alors une lettre de son père – dans laquelle il souligne plusieurs passages qu'il juge importants – et explique : « Je pense qu'elle va vous donner la possibilité de vous représenter de façon plus réelle la situation dans le kolkhoze. »⁹³ De fait, la lettre de son père, de nature très privée et familiale, est rédigée dans un russe élémentaire, au son. Le respect du père pour le fils est manifeste, tandis qu'il hésite entre le vouvoiement et le tutoiement. Il clôt par exemple sa lettre en écrivant : « Au revoir, en congé, nous vous attendons. [Il ajoute en biais] À propos du mariage, nous n'objectons pas. Regarde pour le mieux. »⁹⁴ Le président donne alors des nouvelles de la famille à son fils et lui raconte brièvement ses problèmes, notamment le manque de ressources et de travailleurs disponibles. Or, il fait mention de la perte de six têtes de bétail et d'un petit feu qui a brûlé dans l'enclos des chevaux, pour lequel il a été convoqué au district. Gerasimov fils souligne ici tout le passage. Aussi cet incident motive-t-il peut-être l'appel du vétéran, tandis qu'il va apparemment se marier. De fait, cette surprenante dénonciation pose un défi d'interprétation. Pas plus que les autres pétitions, nous ne pouvons l'interpréter au premier degré; elle reflète une interprétation et relève de la construction discursive des significations. Aussi, si nous ne pouvons accéder aux motivations sincères de l'auteur, nous pouvons dans tous les cas noter son insistance sur la non-conformité de son père à l'image du président modèle de l'après-guerre et le fossé qu'il identifie ainsi entre la réalité et le discours officiel.

En somme, rappelant l'incitation de Staline à la délation et le contexte de la reconstruction de l'agriculture, marqué par la volonté étatique de reprendre son contrôle sur les campagnes soviétiques et les autorités locales, les différents auteurs qui s'adressent entre 1946 et 1953 à Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS représentent les cadres locaux comme étant généralement corrompus, tyranniques et indisciplinés. Les kolkhoziens et kolkhoziennes pointent du doigt les réseaux de parenté et de clientèle et l'intervention problématique des autorités locales, questionnant dès lors les limites du contrôle étatique. Ils dénoncent ainsi les antécédents des cadres locaux et leur faillite à répondre à leur rôle, à correspondre à l'image officielle du cadre modèle. Enfin, ils insistent sur leur incompetence. Aussi les différents auteurs identifient-ils un écart entre leur vie et celle des représentants locaux du pouvoir. « Mais ce n'est pas ainsi que nous vivons nous, les kolkhoziens. »⁹⁵ écrivent en effet en

⁹² GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 146.

⁹³ *Ibid.*, l. 146ob. La lettre de son père est conservée dans le dossier (l. 145-145ob).

⁹⁴ *Ibid.*, l. 145ob.

⁹⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 383.

novembre 1948 les kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi ». De même, le soldat A. S. Popov conclut le 24 mai 1950 sa lettre par l'expression d'une dichotomie dans le kolkhoze : « (...) Le travail des kolkhoziens est très peu payé, chez les kolkhoziens, il y a de l'insatisfaction et pendant ce temps, les directeurs du kolkhoze vivent au frais du kolkhoze (...). »⁹⁶ De fait, dans la rédaction des kolkhoziens et kolkhoziennes, leur situation est en définitive catastrophique.

3.2.2 L'après-guerre et les politiques étatiques

Le 15 juin 1950, le soldat Vasili S. Gladkov, après avoir passé son congé dans le kolkhoze « Gladkov », *krai* de Stravropol, écrit à Andreï A. Andreev :

L'intérêt des kolkhoziens pour le travail dans le kolkhoze a déjà été tué. Travaillant dans le kolkhoze, les kolkhoziens s'écrient que nous ne savons pas pourquoi nous travaillons dans le kolkhoze puisque depuis toutes ces dernières années, nous n'avons pas encore une seule fois reçu suffisamment de pain pour pouvoir nourrir nos familles toute une année. Ils nous faut acheter, et pour acheter, on ne nous donne pas non plus d'argent du kolkhoze (...). Alors j'ai demandé, pourquoi les kolkhoziens sont-ils si certains de ne rien recevoir pour leurs *trudodni*. On m'a répondu : par expérience des années passées (...). En addition de cela, de lourds impôts sont imposés sur le lot privé des kolkhoziens. (...) On viole le Statut kolkhozien depuis longtemps, ouvertement. On m'a raconté que dans une récente assemblée générale des kolkhoziens, la majorité des voix s'est prononcée pour retirer le président du kolkhoze de ses fonctions, étant donné qu'il n'a plus la confiance des kolkhoziens. Mais un président quelconque du district a par un ordre quelconque ordonné de changer la décision de l'assemblée et de cette façon, le président est resté intouchable (...).⁹⁷

Dans sa lettre, Gladkov trace ainsi un sombre portrait de l'agriculture collective dans l'après-guerre : désintérêt pour le travail dans le kolkhoze, misère des kolkhoziens qui ne reçoivent presque rien et sont en outre lourdement imposés sur leur lot privé et enfin, intervention des autorités du district qui briment les kolkhoziens et leur imposent un président de kolkhoze.

De fait, la plupart des pétitions acheminées au secrétariat d'Andreï A. Andreev dans l'après-guerre reproduisent ce tableau désolant. Les différents auteurs déplorent l'extrême pauvreté des kolkhozes et leur maigre productivité. En avril 1952, les kolkhoziens du kolkhoze « Daim Joyeux », Ukraine, se plaignent ainsi : « Nous vous demandons camarade Andreev d'examiner notre demande au sujet de ce que nous vivons mal, parce que nous recevons peu. En 1950, nous avons reçu 600 grammes de grains, pas un seul gramme de patates (*kartoška*) et 6 kopeks en argent. En 1951, 300 grammes de grains, 800 grammes de patates et 10 kopeks en argent. »⁹⁸ Et de conclure : « Maintenant,

⁹⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 393.

⁹⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 543-543ob.

⁹⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 562. La lettre, rédigée en russe, présente plusieurs erreurs d'orthographe.

nous avons un nouveau malheur. La station de tracteurs nous sert mal. »⁹⁹ Ils insistent ainsi sur leur pauvreté et leur impuissance devant l'inefficacité de la station des tracteurs, qu'ils pointent du doigt.

En février 1951, le kolkhozien Popov, kolkhoze « Staline », *krai* de Stravropol, dépeint quant à lui le manque de ressources de son kolkhoze :

Au moment actuel, cet hiver, en raison de l'absence de fourrage dans notre kolkhoze sont morts près de 200 brebis et près de 40 bovins (...). La direction du kolkhoze n'est pas en moyen de fournir une aide à nos animaux. Et les organisations du district et du conseil de village ne viennent pas en aide à notre kolkhoze avec le fourrage et si on ne nous livre pas de fourrage, alors le kolkhoze va encore perdre des animaux.¹⁰⁰

Le kolkhozien décrit ainsi les cruelles conséquences du manque de fourrage dans son kolkhoze, les pertes animales et l'impuissance de la direction du kolkhoze. Il déplore alors le manque d'aide de la part des organisations locales du Parti et du gouvernement.

Aussi certains auteurs notent-ils une relative faiblesse de la présence du Parti et du pouvoir étatique dans les campagnes. Le vétéran Borzunov, kolkhoze « Kirov », oblast' de Tula, dénonce par exemple l'absence de travail idéologique et de clubs dans les kolkhozes. Il écrit le 18 mai 1950 :

(...) Je n'ai vu absolument aucun travail conduit par les organisations du Parti et le peuple des kolkhoziens ne sait rien et les membres du Komsomol savent bien peu. (...) Cela m'étonne qu'avant mon départ, nous avions un club et maintenant, même dans un plus grand village dans lequel il y a trois kolkhozes, il n'y a pas de club (...). Ici, on peut écrire beaucoup, mais je vais seulement dire les tristes résultats : les kolkhoziens et kolkhoziennes ne comprennent pas le plus essentiel, ce que peut donner les kolkhozes (...). En conséquence, Andreï Andreevitch, chacun pense davantage à son lot privé pour pouvoir survivre (...).¹⁰¹

Le vétéran déplore en effet l'ignorance des kolkhoziens sur le plan de l'idéologie, la négligence du Komsomol local dont les membres « savent bien peu » et la détérioration de la présence du Parti dans l'après-guerre, ne comptant aucun club dans trois kolkhozes, tandis qu'il y en avait avant la guerre. Il conclut alors sur le désintérêt des kolkhoziens pour le travail collectif et l'importance du lot privé.

En ce sens, l'écriture des auteurs de lettres questionne finalement l'efficacité des mesures étatiques visant la reconstruction de l'agriculture. Adressant le 25 septembre 1946 une pétition à Joseph Staline, V. S. B. concède par exemple que c'est avec une immense joie qu'il a accueilli la résolution du CC et du Conseil des Ministres de l'URSS du 19 septembre 1946 « Sur les mesures pour la liquidation des violations du Statut kolkhozien dans les kolkhozes », mais il ne la trouve pas suffisante. Situait son introduction dans un contexte de critiques populaires, il écrit :

⁹⁹ *Ibid.*, l. 561ob.

¹⁰⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 245-245ob.

¹⁰¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 410ob-409ob.

C'est très grand non seulement pour les membres des kolkhozes, mais pour toute l'affaire de la critique dans les masses populaires. (...) Mais cette résolution, il est impossible de la considérer comme suffisante (...). Elle est parfaite comme début (...). Le deuxième pas dans cette direction qu'attend de vous le peuple, tous les kolkhoziens, se révélera être l'établissement d'un niveau minimum dans le paiement des *trudodni* en nature et en argent.¹⁰²

Demandant l'introduction d'un salaire minimum pour les kolkhoziens, l'auteur soutient de fait que seulement alors se fonderont de justes rapports de production, que les kolkhoziens auront enfin intérêt à travailler. Il ajoute : « La contradiction entre les kolkhoziens et leurs administrateurs locaux du Parti soviétique, c'est-à-dire la contradiction entre les paysans et l'État soviétique s'écartera. Arrivera une nouvelle période dans la vie kolkhozienne où nous verrons une énorme amélioration de la propriété kolkhozienne »¹⁰³ Ainsi, il insiste sur un antagonisme entre les autorités étatiques et les kolkhoziens.

Le 18 juillet 1950, le kolkhozien Čerejanov, oblast' de Kouïbychev, identifie pour sa part une dichotomie entre les kolkhoziens et les ouvriers urbains :

Dans les kolkhozes, les gens ne restent pas et ceux qui restent, travaillent sans avoir l'âme à l'ouvrage, parce que pour le travail, on ne paie pas. Avant les ouvriers et les fonctionnaires par rapport à la paysannerie étaient un sur cent, mais maintenant les ouvriers et les fonctionnaires sont certainement deux fois plus nombreux que la paysannerie. (...) Je salue le développement de notre production, seulement il ne doit pas se faire au frais des travailleurs des kolkhoze, mais au frais des millions d'ouvriers et de fonctionnaires qui ne font absolument rien (...). Il faut renvoyer dans les villages tous les anciens kolkhoziens, sans qui la ville peut survivre. (...) En rapport à l'amalgamation des kolkhozes : c'est une très grande affaire car elle nous sera d'une très grande utilité. Un vieux kolkhozien m'a dit : « Les kolkhozes à ce jour sont bons, mais de vrais directeurs ne les ont pas encore rejoint. » Où sont donc les vrais directeurs? Ils sont dans l'appareil du district et à l'oblast! (...) Il faut tout le monde à la production.¹⁰⁴

Ainsi, le kolkhozien déplore que la production industrielle se fasse aux frais des kolkhoziens. Dans le contexte de l'adoption en mai 1950 de la politique d'amalgamation des kolkhozes, il dépeint un grand exode rural qui, en effet, l'inquiète particulièrement et une pénurie de « vrais directeurs ».

De fait, la rédaction des différents auteurs interroge souvent l'impact des politiques étatiques, notamment la campagne de l'amalgamation des kolkhozes qui, amorcée en mai 1950, charge en effet les autorités locales d'organiser des assemblées générales afin d'inviter les kolkhoziens à voter, sur une base volontaire, sur l'amalgamation de leur ferme à des kolkhozes voisins¹⁰⁵. Permettant à terme un meilleur contrôle de l'État sur les petits kolkhozes, cette campagne est de fait introduite dans le contexte de l'inefficacité des mesures répressives visant à accroître la productivité et la discipline de travail dans les kolkhozes. Elle est alors officiellement motivée par le désir d'améliorer le travail des

¹⁰² GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 112.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 543-542.

¹⁰⁵ Sur la campagne d'amalgamation des kolkhozes, voir notre chapitre 1, p. 75.

Stations des Machines et Tracteurs (MTS), la rotation des sols et l'obtention d'une main-d'œuvre suffisante et qualifiée. Or, les auteurs questionnent son efficacité et son application. Le 19 juillet 1950, le vétéran et chef de la cinquième brigade du kolkhoze amalgamé « Étincelle de Lénine », oblast' de Velikie Luki, suggère par exemple l'échec de la politique d'améliorer la situation de son kolkhoze, qui a au contraire empiré : « Maintenant, à l'heure actuelle, personne n'a de pain (...). Maintenant, on a exécuté l'amalgamation des kolkhozes, c'est-à-dire on a agrandi, et le peuple (...) ne peut remplir à 100% la norme fixée. Et chacun sait qu'il faut accomplir la norme (...). Mais sans pain, rien n'arrive. Je suis jeune, mais (...) toutes mes forces sont parties. »¹⁰⁶ Ici, l'amalgamation sert finalement d'excuse à la faillite du kolkhoze d'accomplir les normes étatiques.

Le 10 février 1951, le membre du Parti et administrateur des chevaux du kolkhoze « Karl Marx », Tadjikistan, Begali Umarov se défend quant à lui de n'être pas responsable des importantes pertes animales du kolkhoze – qui résultent en effet selon lui de la désorganisation engendrée par l'amalgamation du kolkhoze et les mauvaises décisions du président du kolkhoze. Il explique :

Après l'amalgamation de notre kolkhoze le 12 septembre 1950 aux kolkhozes « Kouïbychev » et « Karl Marx », on a donné au kolkhoze agrandi le nom de « Karl Marx ». J'ai été élu administrateur des chevaux. Les chevaux des trois kolkhozes amalgamés étaient dispersés et le fourrage pour eux avait été préparé à différents endroits. La réunion de tous les chevaux au même endroit n'était pas possible, bien que cela ait été exigé par le président du kolkhoze N. Radžabov. Néanmoins, Radžabov a donné l'ordre de réunir au même endroit tous les chevaux et le petit bétail. J'ai été envoyé dans l'arrondissement (*okrug*) de Yatak, sur le territoire de l'Ouzbékistan, pour la préparation des foin (...). Cependant, il n'y eut pas de temps pour la construction d'un abri fermé pour l'entretien des chevaux et du petit bétail. Ma demande d'entretenir les chevaux et le petit bétail séparément dans des abris fermés a été catégoriquement rejetée par le président Radžabov. (...) En résultat de quoi, 17 chevaux et 400 têtes de bétail sont morts.¹⁰⁷

Ainsi, l'auteur souligne les désastreux problèmes d'organisation du kolkhoze amalgamé et les difficultés liées à la réunion et à la gestion des ressources et des animaux.

Dans le même esprit, le kolkhozien Abdahin, kolkhoze amalgamé « Džambyl », Kazakhstan, se plaint le 13 février 1951 de l'imposition problématique du centre du nouveau kolkhoze agrandi : « Je vous demande de porter attention au fait suivant : le centre de notre kolkhoze a été choisi sans la confirmation de l'assemblée générale des kolkhoziens et sur décision seule de la direction du kolkhoze, laquelle a choisi comme endroit « Verkten-Kašar », que la majorité des kolkhoziens ne veulent pas parce qu'il se situe à un endroit salé (...), n'a pas de matériaux de construction (...), l'eau potable se trouve à 8-10 km (...). »¹⁰⁸

¹⁰⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 586-586ob. La lettre est cosignée par quatre kolkhoziens.

¹⁰⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 21, l. 434-433. Il s'agit d'une traduction en russe du secrétariat d'Andreiev. La lettre originale n'est pas conservée dans le dossier.

¹⁰⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 174-174ob.

Le 18 juillet 1951, les auteurs collectifs du kolkhoze « 17^e congrès du Parti », *krai* de Stravropol, dénoncent pour leur part une amalgamation forcée de leur kolkhoze :

Le secrétaire du district de Arzgir, camarade I. N. Marosov, est venu le 29 août 1950 réunir l'assemblée générale des membres de l'ancien kolkhoze « Tel'man » et a posé la question de l'amalgamation avec le kolkhoze « 17^e congrès du Parti ». Lors de l'assemblée, la question de l'amalgamation s'est résolue par l'intimidation de la population, disant que c'est une mesure obligatoire (...). Il se révèle que depuis le jour de l'amalgamation des kolkhozes, aucun directeur du district ne s'intéresse au destin de notre village (*aul*) et ils ne sont pas venus une seule fois.¹⁰⁹

Les kolkhoziens accusent dès lors l'hypocrisie et le court terme de l'intervention des autorités du district, qui ont forcé l'amalgamation des kolkhozes pour ensuite s'en désintéresser.

Ainsi, les auteurs questionnent le rôle et l'influence des autorités locales dans l'application des politiques étatiques. Écrivant en janvier 1951 de Vinnytsa, Ukraine, la jeune Relina Poplavskaja suggère par exemple un détournement des objectifs du décret du Conseil suprême d'URSS de juin 1948. Dans le contexte de la faible productivité des kolkhozes, ce décret – le paroxysme des tentatives étatiques pour contrôler le travail de la paysannerie kolkhozienne écrit Jean Lévesque¹¹⁰ – incite alors les kolkhoziens à voter en assemblée pour la déportation des membres actifs qui ne travaillent pas le minimum requis et n'ont pas de liens avec le kolkhoze, ou pour tout autre motif proposé par les autorités locales¹¹¹. Aussi l'historien russe V. F. Zima présente cette campagne de déportation comme une deuxième dékoulakisation¹¹². Or, la jeune fille explique : « J'ai onze ans, je n'ai pas de père et ma mère en 1948 a été déportée en République socialiste soviétique karelo-finnoise parce qu'elle n'a pas travaillé dans le kolkhoze. Ma mère n'a jamais travaillé dans le kolkhoze (...) parce qu'elle était malade et ne prenait part qu'aux travaux légers. »¹¹³ Elle présente donc sa mère, monoparentale et malade, comme une cible facile – une cible que ne vise de fait pas en théorie le décret de juin 1948.

Écrivant du *krai* de Krasnodar le 8 janvier 1951, le vétéran P. I. Šarypov, originaire de l'oblast' de Kourgan, se plaint de même à Andreï A. Andreev d'avoir été déporté à tort et pose également le problème de la définition au niveau local des cibles du décret de juin 1948. Il s'insurge :

Est-ce qu'une seule et même personne peut travailler à la production et dans le kolkhoze? Dans ma déclaration, j'ai écrit clairement que j'ai travaillé depuis le jour de ma démobilisation (...) en qualité de producteur de pelleterie et de poisson et j'ai honnêtement rempli mon plan de production dans les temps (...). Mais selon l'opinion de l'administrateur de la section agricole,

¹⁰⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 612ob-611.

¹¹⁰ Jean Lévesque. « Part-time Peasants... », *Op. Cit.*, p. 123.

¹¹¹ Sur la campagne de déportation des kolkhoziens improductifs, voir notre chapitre 1, p. 74.

¹¹² V. F. Zima. « Btoroe raskulačivanie... », *Loc. Cit.*, p. 109-125.

¹¹³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 21, l. 229.

camarade Zuev, (...) au nombre du travail à la production soviétique, il ne se révèle pas d'autre idées (...) que le travail kolkhozien (...).¹¹⁴

Enfin, de rares auteurs se font explicitement critiques des politiques étatiques. C'est le cas des auteurs anonymes qui le 1^{er} octobre 1952 dépeignent l'injustice des mesures discriminatoires à l'égard des Juifs. Signant « un groupe de travailleurs », ils écrivent ainsi :

Nous ne comprenons pas pourquoi depuis déjà quelques années il y a une persécution totale des Juifs. Tous à propos de ça savent et voient que l'antisémitisme a atteint des sommets extraordinaires, à quoi on se réfère de façon officieuse aux résolutions, inventant que cela vient directement du camarade Malenkov. On ne prend pas les Juifs à l'Université d'État de Moscou (...) même s'ils ont terminé avec une médaille d'or, on ne les prend pas à l'Institut supérieure (...). On ne les prend pas à l'École militaire (...). Tous les cadres locaux ne prennent pas de Juifs au travail et pour l'offre d'emploi, ils regardent seulement l'enquête de « nationalité » et le travailleur n'a pas besoin de plus. Ils se trouvent même des cadres qui disent : « Nous choisissons seulement des cadres nationaux. » (...) Le citoyen Sočev dit que bientôt tous les Juifs seront envoyés en Israël. (...) L'administrateur de la santé du district de Sovietsk dit que les Juifs boivent le sang russe (...). Il est évident que parmi les Juifs, il y a des dégénérés et des gredins, mais pourquoi châtier tout le peuple?¹¹⁵

Dénonçant les politiques antisémites du régime dans l'après-guerre, les auteurs critiquent alors leur légitimité et leur pertinence. Dans leur rédaction, ils présument – peut-être stratégiquement – que ces politiques ne viennent pas du centre, de Malenkov, mais de la déviation des autorités locales.

En somme, les différents auteurs des pétitions acheminées dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev tracent un sombre portrait de la période et de l'agriculture collective, questionnant le rôle des cadres locaux et l'impact des politiques étatiques dans la reconstruction de l'agriculture. Les pétitions dépeignent la faible productivité des kolkhozes et la misère des kolkhoziens; elles se closent sur le désintérêt des kolkhoziens pour l'agriculture collective et l'important exode rural dans l'après-guerre, particulièrement après l'amalgamation des kolkhozes. « En 1952 sont partis plus de cent kolkhoziens aptes au travail (...). Une telle situation se voit aussi dans les kolkhozes voisins. »¹¹⁶ écrit par exemple en avril 1952 le soldat Nikolaj K. Koplín, kolkhoze « Kirov », *krai* de l'Altaï. De même, le 2 mars 1951, le kolkhozien Nikolaj P. Koncev, kolkhoze « Kaganovič », *krai* de Stravropol, conclut enfin sa lettre en écrivant : « Il y a chez les kolkhoziens de l'énergie pour le travail et cela ne se manifeste pas (...). Ils refusent de travailler et fuient vers d'autres kolkhozes. »¹¹⁷ Dans leur rédaction, la situation des kolkhozes et des kolkhoziens est en définitive désespérée.

¹¹⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 21, l. 134ob-133.

¹¹⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 33, l. 379. La lettre est rédigée à la dactylo.

¹¹⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 336. La lettre, non datée, est reçue le 14 avril 1952 par le secrétariat d'Andreev.

¹¹⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 490ob.

3.3 Expliquer, justifier

Le 19 octobre 1948, le membre du Parti Ali U. Satdykov, kolkhoze « La voie de la vérité », oblast' d'Oulianov, explique alors :

Par les temps qui courent, si on peut parler ouvertement, le kolkhoze comme ferme collective se désagrège. Toutes les bêtes de trait se trouvent dans les mains des kolkhoziens. (...) On se demande pourquoi la ferme collective en est arrivée à cette situation? Le fait est que si on prend l'économe Mustafin, cet homme a été jugé trois fois en cour. La première fois en 1937, il a été jugé pour vol de semences kolkhoziennes, la deuxième fois en 1935 [sic] pour non-participation à la production du kolkhoze et la troisième fois en 1942 pour désertion des rangs de la RKKA [l'Armée rouge].¹¹⁸

Ayant dépeint la situation critique de l'agriculture collective, il attribue ainsi la responsabilité de la désagrégation de son kolkhoze aux directeurs locaux, notamment l'économe du kolkhoze.

De fait, les auteurs des pétitions analysées expliquent généralement le sombre tableau qu'ils tracent de l'agriculture collective par l'action des représentants locaux du Parti et du gouvernement, à commencer par le président de kolkhoze. Signant collectivement en août 1949 leur pétition, des soldats du *krai* de Stravropol expliquent ainsi par exemple les nombreux départs des kolkhoziens du kolkhoze « Partisan rouge » par le comportement des directeurs. Ils écrivent :

Les soldats de la section militaire 61604, se trouvant dans les rangs de l'Armée soviétique, demandent d'envoyer une commission pour enquêter sur les activités de la direction du kolkhoze « Partisan rouge » et notamment du président du kolkhoze, de son adjoint, de l'économe et du chef d'équipe puisque ces derniers se comportent très grossièrement et bureaucratiquement avec les kolkhoziens, ce pourquoi beaucoup de kolkhoziens tentent de quitter le kolkhoze.¹¹⁹

Aussi c'est dans le même esprit, les kolkhoziens anonymes du kolkhoze « Kalinine », Daguestan, expliquent en juin 1950 le manque de discipline des kolkhoziens, qui n'ont pas travaillé le minimum requis, comme une faute d'organisation du président du kolkhoze : « L'organisation du travail a été mal livrée. En résultat de quoi le minimum de *trudodni* n'a pas été rempli par 48% des membres. »¹²⁰

Certains auteurs, néanmoins, préfèrent s'en tenir à des causes hors de la volonté, comme l'occupation allemande et la météo. C'est ainsi que dans une lettre cosignée par quatre kolkhoziens, le vétéran et chef de brigade du kolkhoze amalgamé « Étincelle », oblast' de Velikie Luki, écrit le 19 juillet 1950 : « Durant la guerre, tout a été brûlé par les Allemands (...). Les kolkhoziens ne peuvent se rétablir en raison d'une mauvaise récolte de blé et de la mauvaise météo. »¹²¹

¹¹⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 162.

¹¹⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 370. La lettre est rédigée à la dactylo.

¹²⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 526ob.

¹²¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 586ob.

Enfin, dans les lettres analysées, plusieurs auteurs attribuent les problèmes que rencontrent les kolkhozes dans l'après-guerre au paiement insuffisant des kolkhoziens. Adressant sa pétition à Joseph Staline, l'enseignant de l'école élémentaire de village Dimitri M. Voroncov, oblast' d'Orel, explique ainsi le 15 juillet 1946 : « Le fait est que je vois la cause des manquements à la discipline de travail dans le système de paiement du travail des kolkhoziens. Le kolkhozien souvent n'est pas certain qu'il recevra un paiement suffisant pour le travail accompli. »¹²²

De même, le kolkhozien Popov, kolkhoze « Staline », *krai* de Stravropol, explique en février 1951 les pertes animales dans son kolkhoze par le non-paiement des kolkhoziens. Il écrit :

Vous pouvez envoyer votre représentant, seulement une demande, qu'il observe de ses yeux notre kolkhoze et qu'il s'entretienne avec une série de kolkhoziens pourquoi une telle situation malheureuse se produit dans notre kolkhoze. (...) Il se représentera que la direction du kolkhoze n'a pas encore réglé aux kolkhoziens leur *trudodni*, c'est pourquoi ils travaillent ainsi. (...) De quoi le kolkhozien doit-il vivre? Voilà pourquoi autant de nos frères sont en prison et que dans le kolkhoze, personne ne travaille. Ne restent que les vieux et les adolescents et la production est très basse, chacun tente de partir du kolkhoze.¹²³

Il attribue de fait les problèmes du kolkhoze, la fuite et l'indiscipline des kolkhoziens à l'absence d'un règlement des salaires aux kolkhoziens, qui leur permettraient de vivre.

Aussi les présidents de kolkhoze et les cadres locaux n'en sont pas moins visés, étant de fait typiquement dénoncés pour leur dilapidation du bien kolkhozien – qui pourrait finalement payer les kolkhoziens. Le 14 février 1951, le soldat Solovev, oblast' d'Amour, justifie donc sa dénonciation des autorités du district par le danger que représenterait dans l'après-guerre leur tolérance : « Je considère qu'à l'époque actuelle, il est impossible de tolérer que des cas semblables se produisent, car cela va ruiner la discipline de travail dans le kolkhoze et créer de l'insatisfaction chez la masse des kolkhoziens. »¹²⁴ C'est également ainsi qu'après une visite chez des parents dans le kolkhoze « Grand Lénine », oblast' d'Orlov, N. A. Mercalov justifie le 12 septembre 1952 sa dénonciation : « Je considère qu'une telle conduite du membre du Parti, président du kolkhoze, camarade Manihin n'est pas compatible avec le Statut du Parti bolchevique ni avec le Statut kolkhozien. Une telle conduite a des effets pernicieux sur la discipline de travail des kolkhoziens (...). »¹²⁵ Il légitime ainsi son écriture par les dangers de la conduite du président du kolkhoze et par un renvoi au Statut kolkhozien.

De fait, les auteurs justifient fréquemment leur écriture par une référence au Statut kolkhozien et aux résolutions du Conseil des Ministres et du CC du Parti. Le vétéran Borzunov, kolkhoze « Kirov », oblast' de Tula, écrit par exemple le 18 mai 1950 : « D'abord, dans les derniers temps, on

¹²² GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 97ob.

¹²³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 245ob.

¹²⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 218ob.

¹²⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 33, l. 122ob-121.

sait qu'il y a eu la résolution du Comité central du Parti sur l'éducation idéologique du Peuple, mais dans mon kolkhoze je n'ai vu absolument aucun travail conduit par les organisations du Parti (...). »¹²⁶

De même, les kolkhoziens du kolkhoze « Petrovskii », Ukraine, justifient en mars 1951 leur propos par un appel à leurs droits défendus dans le Statut kolkhozien : « Notre assemblée générale ne peut user de ses droits défendus par le Statut kolkhozien. De tout cœur et de tous les kolkhoziens, nous demandons votre intervention pour la création d'une commission pour enquêter sur notre kolkhoze et pour la réunion d'une assemblée générale des kolkhoziens pour l'élection d'un nouveau président en conformité avec la démocratie défendue par le Statut kolkhozien. »¹²⁷

Dans le même esprit, l'écriture des vétérans et de leurs familles est souvent justifiée, nous l'avons vu, par le sentiment de leur droit à une certaine reconnaissance sociale. Le 11 avril 1952, la kolkhozienne et veuve de guerre Maria T. Filatova, kolkhoze « Majak », *krai* de l'Altaï, écrit alors :

Mais je suis surprise, affligée et épouvantée par l'attitude sans cœur envers ma situation de veuvage de la part de plusieurs travailleurs de l'appareil soviétique que nous avons ici sur place (...). J'ai été obligée de retirer mes enfants de l'école pour qu'ils aillent travailler dans le kolkhoze, afin d'avoir la possibilité de payer les impôts et de ne pas rester affamés. (...) J'ai déjà 49 ans. Ma santé m'empêche les travaux lourds (...) et je sens que par cette situation, je ne réussirai pas à mettre mes enfants sur pieds, à remplir mon rôle de mère et ils vont rester, aussi ignares et analphabètes que moi, leur mère.¹²⁸

Ainsi, outre son veuvage de guerre, elle justifie sa demande par sa faiblesse et son incapacité à remplir son rôle maternel, à répondre à ses responsabilités familiales. Cette stratégie de justification n'est de fait pas exclusivement féminine, étant reproduite par le double vétéran S. S. Četverikov, kolkhoze « Andreev », oblast' de Koursk, le 6 avril 1952 : « Mon exclusion du kolkhoze, moi, un vieux kolkhozien qui, ensemble avec sa femme, a sacrifié toute sa santé pour le bien de la patrie (...), se révèle être une vie extrêmement difficile pour ma famille. (...) À l'heure actuelle, je suis obligé de retirer ma fille des études pour qu'elle travaille et soutienne notre vie durant la vieillesse et qu'elle abandonne ses études. »¹²⁹ Il insiste également sur sa contribution et ses responsabilités familiales.

Outre un renvoi à leurs droits et devoirs, les auteurs des pétitions analysées, rappelant leurs motivations, justifient également leur propos par l'identification d'un fossé entre la réalité et le discours étatique. Par exemple, le soldat Piotr F. Kurijanov, kolkhoze « Étendard rouge », Mordovie, justifie le 22 octobre 1948 sa dénonciation du président du kolkhoze en écrivant : « Lisant les journaux et écoutant la radio, mon cœur se réjouit par les succès atteints par notre peuple. Et il est pénible de garder en tête qu'il y a encore de même des personnes, et malheureusement des directeurs de kolkhoze,

¹²⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 410ob.

¹²⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 13, l. 397ob-396. La lettre, non datée, est reçue le 8 mars 1951 par le secrétariat d'Andreev.

¹²⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 382-380. Elle dicte sa lettre, nous l'avons dit, à un dénommé Vergiev.

¹²⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 282ob-281ob.

comme le camarade Uhanov, qui par leur conduite et action souillent l'honneur du kolkhoze (...). »¹³⁰ Aussi certains auteurs joignent à leur lettre un article de journal en guise de preuve, comme le kolkhozien Fomenko du kolkhoze « 3^e Internationale », Kazakhstan, qui le 6 juin 1950 colle à sa lettre un extrait du journal local daté du 31 mai 1950 faisant mention d'innovations dans la République, tandis qu'il demande de nouvelles machines et techniques dans le kolkhoze¹³¹.

Enfin, les auteurs légitiment également leur propos par l'universalisation des faits rapportés, s'efforçant alors de prouver la représentativité et l'objectivité de leur écriture. C'est ainsi que le kolkhozien A. I. Šlygin, kolkhoze « Combattant rouge », oblast' de Tcheliabinsk, assure le 14 octobre 1948 : « Ce n'est pas seulement avec moi cette manière de traiter, mais avec tous les kolkhoziens, particulièrement (...) avec les femmes seules dont le mari est mort au front. »¹³² Dans la même optique, pour justifier sa demande d'un salaire minimum pour les kolkhoziens, V. S. B. écrit à Staline le 25 septembre 1946 : « Comprenez-moi bien s.v.p. ce n'est pas moi qui parle comme un homme isolé. C'est nécessaire au peuple et à notre cause. L'introduction des normes de paiement minimum est une inévitabilité historique. »¹³³ Écrivant à Staline le 15 juillet 1946, Dimitri M. Vorontsov a alors quant à lui recours à la citation : « (...) Je vous note ici non pas ma pensée, mais ce qui s'entend beaucoup dans notre peuple : « (...) l'ouvrier soviétique est appelé à une discipline de fer. (...) Pourquoi ne pas exiger une discipline analogue de la paysannerie soviétique ? » C'est la voix du travailleur de la production et je me joins personnellement tout à fait à lui. »¹³⁴

Aussi, par souci d'inscrire leur écriture dans un cadre qui dépasse leurs seuls intérêts, certains auteurs citent des témoins qui pourront confirmer leur propos. En avril 1952, le kolkhozien Kasimov, kolkhoze « Kouïbychev » d'Ouzbékistan, note ainsi par exemple : « Tous les kolkhoziens confirment les faits, particulièrement les camarades suivants : Dunbaev, Husanov, Ryksitylla, Rahmanova, Mastura, Kaûmaimov, Lutfullaev, Abil Žahidov, Asil'hazidov, K. Naimov, A. Usmanov. »¹³⁵

En somme, entre 1946 et 1953 les différents auteurs des pétitions acheminées à Andreï A. Andreev expliquent l'image, décidément pessimiste, qu'ils construisent de l'agriculture collective par l'action des cadres locaux, l'occupation allemande, les conditions climatiques défavorables et enfin, le non-paiement des kolkhoziens. Justifiant leurs plaintes et leurs dénonciations, les auteurs renvoient au Statut kolkhozien et aux résolutions du Conseil des Ministres de l'URSS et du Comité central du Parti. Ils invoquent leurs droits et devoirs, identifient un fossé entre le discours officiel et la réalité et/ou inscrivent leur propos dans un contexte qui se veut plus large que leur simple individualité.

¹³⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 231.

¹³¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 469.

¹³² GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 221ob.

¹³³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 111ob.

¹³⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 96.

¹³⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 469. La lettre est rédigée en russe à la dactylo. Non datée, elle est reçue le 23 avril 1952.

3.4 Conclusion

En dénonçant ainsi massivement leurs présidents de kolkhoze et les représentants locaux du pouvoir, les différents types d'auteurs qui adressent une pétition à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre font finalement écho à l'agenda étatique, qui tâche alors en effet de reprendre et consolider son contrôle sur les fermes collectives et les autorités locales. D'ailleurs, l'instauration en septembre 1946 du Conseil des Affaires kolkhoziennes que préside Andreev participe, rappelons-le, du mouvement général de répression étatique après la Deuxième Guerre mondiale contre les autorités régionales pour les déficits de l'agriculture. Aussi, dans le contexte de la famine de 1946-1947, cite Nicholas Ganson, l'important journal *Pravda* lança, sans toutefois reconnaître l'existence de la crise alimentaire, une campagne de critiques contre les cadres locaux, qui servaient donc de boucs émissaires¹³⁶.

Dans son étude des lettres de la population urbaine publiées dans le journal *Večernaja Moskva* (Moscou le soir) entre 1945 et 1953, Christine Varga-Harris remarque de même que les cadres locaux sont la cible commune des lettres des lecteurs et des commentaires officiels. Elle en conclut sur une préoccupation conjointe de l'État et de la société : « *The collaboration of state and society in directing their grievances toward lesser officials was parallel with their common preoccupation, in the postwar context, with matters of subsistence (...), phenomena seemingly neutral in nature and of local significance, rather than of national or international importance.* »¹³⁷ Or, notre analyse des pétitions acheminées à Andreï A. Andreev ne nous permet malgré tout pas de conclure sur une convergence des intérêts entre l'État stalinien et la paysannerie kolkhozienne dans l'après-guerre. En effet, le tableau profondément pessimiste de l'agriculture collective, récurant dans la rédaction des différents auteurs, suggère les sérieuses difficultés et la résistance rencontrées par l'État dans sa tentative de reprendre le contrôle sur les campagnes soviétiques et d'accroître la productivité et la discipline de travail dans les kolkhozes. Les pétitions insistent sur les limites du contrôle étatique et le désintérêt croissant et constant des kolkhoziens; elles suggèrent la faillite de la reconstruction de l'agriculture.

De fait, les problèmes évoqués dans les pétitions paysannes de l'après-guerre ne diffèrent souvent pas de l'avant-guerre. Dans leur édition des lettres des années trente, les historiens russes A. Livšin, I. Orlov et O. Khlevniuk soulignent notamment qu'un trait caractéristique des lettres, qui relève des stratégies discursives des auteurs, est l'incroyance dans les autorités locales et l'espoir des auteurs d'atteindre la vérité par le pouvoir central¹³⁸. François-Xavier Nérard remarque aussi dans son analyse

¹³⁶ Nicholas Ganson. *The Soviet Famine of 1946-1947...*, *Op. Cit.*, p. 88.

¹³⁷ Christine Varga-Harris. « Green is the Color of Hope? The Crumbling Facade of Postwar Byt through the Public Eyes of *Vecherniaia Moskva* », *Canadian Journal of History*, 34, 3 (août 1999), p. 211.

¹³⁸ *Pis'ma vo vlast', 1928-1939...*, A. Livšin, I. Orlov, O. Khlevniuk, éd. *Op. Cit.*, p. 8. En fait, ce trait caractérise aussi les lettres prérévolutionnaires qu'étudia Daniel Field (*Daniel Field. Rebels in the Name of the Tsar...*, *Op. Cit.*).

des lettres des années trente que soixante-quatre pourcent des délations visent les autorités locales¹³⁹. Témoignant des tensions sociales, ces délations soulignent selon lui qu'elles sont un fort exutoire social¹⁴⁰. Elles reflètent la personnalisation de l'explication du dysfonctionnement, d'ailleurs objet de propagande¹⁴¹. Aussi les cibles les plus populaires des dénonciations paysannes dans les années trente, constate Sheila Fitzpatrick, sont les présidents de kolkhoze et les chefs d'équipes¹⁴².

Dans les lettres de l'avant-guerre récemment éditées, les paysans protestent ainsi typiquement contre les excès et abus des cadres locaux, l'arbitraire de leur président de kolkhoze et son alcoolisme, le bureaucratisme, le vol et les mauvais traitements à l'égard des kolkhoziens¹⁴³ – critiques qui se retrouvent aussi de fait dans les pétitions de l'après-guerre que nous analysons. Dans le contexte de la collectivisation forcée de l'agriculture et de la Grande Terreur, les lettres paysannes incluent également des délations sur l'origine sociale et les ennemis du peuple. Nous l'avons vu, les lettres adressées après la guerre à Andreï A. Andreev dénoncent de même les antécédents familiaux et l'origine sociale, indiquant donc une persistance, selon les auteurs, de l'importance des critères de classe. Enfin, comme dans les lettres acheminées à Andreev, les auteurs des pétitions de l'avant-guerre identifient aussi un fossé entre le discours officiel véhiculé dans les médias et la réalité des campagnes soviétiques. C'est ainsi par exemple que le 21 janvier 1929 le paysan N. Petrov écrit à M. I. Kalinine, président du Conseil suprême d'URSS : « Les journaux écrivent que la plus grosse quantité des marchandises va dans les villages, pourtant y'a rien ici. Étant donné les circonstances, les paysans sont lassés d'être complaisants avec le pouvoir des Soviets, ils ont l'impression d'être complètement dupés. »¹⁴⁴

Ainsi, la similitude des plaintes paysannes avant et après la guerre suggère des problèmes persistants dans les campagnes soviétiques depuis la collectivisation forcée de l'agriculture, voire depuis la prise du pouvoir par les Bolcheviks. Déjà le 30 juin 1924, le chef de l'O.G.P.U. (police politique) de l'oblast' de Kostroma s'inquiète dans son rapport au commissaire du peuple à l'Intérieur de l'alcoolisme parmi les cadres et du scepticisme de la population rurale : « (...) Les fonctionnaires de l'appareil administratif local sont les premiers à organiser des beuveries. Aussi n'est-il pas étonnant que la population ait une attitude sceptique vis-à-vis du pouvoir soviétique (...). »¹⁴⁵ De même, le sombre portrait de l'agriculture collective est également à retrouver dans les lettres de l'avant-guerre. Le 8 juin 1937, le kolkhozien N. P. Vetlužskij écrit par exemple à Kalinine :

¹³⁹ 21% des délations visent alors des représentants de l'administration centrale et 15% des individus qui n'occupent pas un poste de responsabilité (F.-X. Nérard. « Entre plainte et délation... », *Loc. Cit.*, p. 20).

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 23.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 8.

¹⁴² Sheila Fitzpatrick. « Signals from Below... », *Op. Cit.*, p. 845 et *Id.* « Readers Letters to Krest'ianskaia Gazeta, 1938 », *Loc. Cit.*, p. 153. Ces dénonciations appartiennent écrit-elle à la catégorie de lettres qu'elle nomme « Abus de pouvoir ».

¹⁴³ *Pis'ma vo vlast', 1928-1939...*, *Op. Cit.*; *Nous autres paysans. Lettres aux Soviets, 1925-1931*, H. Mondon, éd. *Op. Cit.*

¹⁴⁴ *Nous autres paysans. Lettres aux Soviets, 1925-1931*, H. Mondon, éd. *Op. Cit.*, p. 92-93.

¹⁴⁵ *Rapports secrets soviétiques...*, Nicolas Werth et Gaël Moullec, éd. *Op. Cit.*, p. 30.

Dans les journaux, on écrit que (...) les kolkhozes commencent à vivre aisément, mais est-ce vrai? Je considère que si l'on regarde la réalisation des kolkhozes, alors c'est superficiel, mais si on jette un œil à la vie intérieure des kolkhozes, alors, certainement, cela sera le contraire, et plus encore, si on jette un œil à la vie des kolkhoziens, alors chez eux, c'est complètement autre chose. Témoigne de cette situation la fuite des kolkhoziens des kolkhozes. Au moment actuel, il ne reste dans les kolkhozes, si on compte la population âgée (...), que 50%. (...) Comment expliquer la fuite des kolkhoziens des kolkhozes? Je pense que les kolkhozes et les kolkhoziens sont offensés par le gouvernement. (...) Voilà le fait, en 1936 les kolkhoziens ont reçu pour un *trudoden* un rouble et 500 grammes de grains, voilà le paiement du travail kolkhozien.¹⁴⁶

Ici, l'auteur décrit aussi la misère des kolkhozes et des kolkhoziens, le désintérêt de ces derniers et leur fuite massive, insinuant un antagonisme entre les kolkhoziens « offensés » et le gouvernement. En ce sens, le conflit mondial aurait donc peut-être renforcé ce tableau pessimiste de l'agriculture collective. En effet, les lettres acheminées dans l'après-guerre à Andreev suggèrent une continuité exacerbée, par exemple de l'exode rural, particulièrement après l'amalgamation des kolkhozes à partir de mai 1950.

Néanmoins, les lettres de l'après-guerre ne sont pas que continuité de l'avant-guerre et présentent quelques nouveautés. L'expérience de la Deuxième Guerre mondiale détient par exemple une certaine importance dans la rédaction des différents auteurs et inspire de nouvelles délations. Les accusations de collaboration avec l'ennemi reviennent très souvent dans les pétitions en provenance des anciennes régions occupées et les dénonciations des déserteurs et des profiteurs de guerre se retrouvent dans l'ensemble des pétitions analysées. Tout récemment (2011), Mark Harrison propose que la guerre permit enfin à l'État stalinien d'identifier ses ennemis réels, de sorte que la répression dans l'après-guerre est selon lui plus efficace, sélective – à l'opposé, écrit-il, de la répression de masse¹⁴⁷. Or, les nombreuses dénonciations acheminées entre 1946 et 1953 à Andreev suggèrent en fait le flou et la difficulté de définir, de trancher entre collaborateurs et résistants dans les campagnes – d'ailleurs souvent les mêmes individus. Également difficile de départager dans les régions épargnées par l'occupation les profiteurs de guerre des simples kolkhoziens qui ont vendu leurs produits sur le marché libre pour payer les impôts. Comme pour la délation des koulaks (paysans riches), ces délations apparaissent malléables, subjectives et ne sont finalement pas incompatibles avec une répression de masse. En outre, la persistance des dénonciations de classe dans notre échantillon – d'ailleurs souvent dans les mêmes lettres – nuance l'appréciation d'un changement dans la répression.

Les lettres de l'après-guerre présentent aussi une autre nouveauté : l'insistance sur la moralité et la sexualité. Dans son étude des lettres des années trente, Sheila Fitzpatrick note en effet l'absence de dénonciations sur la moralité sexuelle, qui s'explique selon elle soit par le fait que les autorités ne sont pas perçues comme étant intéressées par ce type de délation, soit parce qu'il ne s'agit pas d'une

¹⁴⁶ *Pis'ma vo vlast', 1928-1939*, A. Livšin, I. Orlov, O. Khlevniuk, éd. *Op. Cit.*, p. 355.

¹⁴⁷ Mark Harrison. « The Soviet Union after 1945... », *Loc. Cit.*, p. 120. Il nuance en concédant l'importance de l'ethnicité.

préoccupation dominante dans la société¹⁴⁸. Aussi, dans la même logique, l'importance de ces dénonciations après la guerre suggèrent un intérêt perçu de la part des autorités et/ou une préoccupation croissante dans la société soviétique. De fait, le contexte de l'après-guerre, le fossé démographique et les nouvelles difficultés légales à l'obtention du divorce expliquent peut-être en partie ces délations. Les relations entre Moscou et les différentes nations soviétiques aussi, notamment en ce qui a trait aux accusations de polygamie. Nous pouvons peut-être voir en outre un parallèle avec l'insistance, soulignée par Amir Weiner, de l'État dans l'après-guerre sur la pureté du corps social¹⁴⁹. Dans tous les cas, à la différence des lettres envoyées dans l'après-guerre au Parti de Lettonie, que Sheila Fitzpatrick a récemment analysées, ces dénonciations ne sont pas vraiment des invitations des auteurs à l'intervention du Parti dans leur vie privée; elles visent essentiellement les cadres locaux¹⁵⁰. Les différents auteurs qui s'adressent à Andreev dénoncent la moralité déviante ou inexistante des cadres locaux (viols, pédophilie, infidélités, polygamie, débauche, etc.) et leur faillite à répondre à leur rôle dans l'après-guerre, à correspondre au modèle idéal. Insistant sur le fossé entre le discours officiel et la réalité, ils accusent leur indignité et leurs écarts des normes sociales, de leurs normes. Aussi, finalement, ces délations expriment-elles typiquement l'idée d'une dichotomie, d'une rupture entre le mode de vie des cadres et des kolkhoziens, comme dans le cas des auteurs du kolkhoze « Budennyi » qui, après avoir dénoncé les viols et les abus de leur président, ajoutent : « Mais ce n'est pas ainsi que nous vivons nous, les kolkhoziens. »¹⁵¹ Implicite dans ces pétitions est en effet souvent le sentiment des kolkhoziens de la différence de leurs conditions de vie et de statut dans la société soviétique.

Enfin, Fitzpatrick note que dans les années trente, les paysans invoquent la justice naturelle plutôt que la loi formelle¹⁵². Or, les auteurs justifient souvent dans l'après-guerre leur rédaction par un renvoi au Statut kolkhozien et aux résolutions officielles, soulignant ainsi l'influence des politiques, mais aussi l'instrumentalisation du discours officiel par les auteurs qui, recourant à leurs droits et devoirs, tâchent de défendre leurs intérêts. En effet, ces lettres ne peuvent être lues au premier degré; elles relèvent de la construction des significations et témoignent des stratégies des auteurs. Aussi nous ne pouvons, à l'inverse de Robert Dale et V. P. Popov par exemple, voir dans ces lettres le simple reflet de la réalité d'un conflit entre les auteurs et les cadres locaux¹⁵³. Par cette rédaction, les auteurs protestent contre leur situation et défendent leurs intérêts. Comment le pouvoir y répond-t-il donc?

¹⁴⁸ Sheila Fitzpatrick. « Signals from Below... », *Loc. Cit.*, p. 852 et 865.

¹⁴⁹ Une métaphore, argumente Amir Weiner, liée à l'importance accrue de l'ethnicité et exacerbée par le dernier « complot des médecins » de 1953 (Weiner. « Nature, Nurture, and Memory in a Socialist Utopia : Delineating the Soviet Socio-Ethnic Body in the Age of Socialism », *The American Historical Review*, 104, 4 (octobre 1999), p. 1114-1155).

¹⁵⁰ Sheila Fitzpatrick. « Wives' Tales », *Tear Off the Masks!...*, *Op. Cit.*, p. 241-260.

¹⁵¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 383.

¹⁵² Sheila Fitzpatrick. « Signals from Below... », *Loc. Cit.*, p. 845.

¹⁵³ Robert Dale. « Rats and Resentment... », *Loc. Cit.*, p. 113-133; *Krest'jstvo i gosudarstvo (1945-1953)*, V. P. Popov, éd. *Op. Cit.*, p. 7-18.

CHAPITRE IV

TRAITEMENT ET RÉPONSE DES AUTORITÉS

Le 8 septembre de l'année actuelle (...) est venu un représentant du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Tula, le camarade Kozlov, pour enquêter sur une lettre adressée à votre nom par des particuliers de notre village. Ce qui a été écrit dans la lettre je ne le sais pas, mais discutant avec moi le camarade Kozlov a commencé à dire que je suis fille d'un pope et que c'est pourquoi je viole toutes les lois sur le territoire du village, puisque je suis secrétaire du Parti. Mes explications le camarade Kozlov n'a pas voulu écouter (...). J'ai écrit mon autobiographie avec précision et je n'ai rien caché. Depuis 1918, je travaille comme enseignante et je suis indépendante. Je suis fille d'un cordonnier, non d'un pope, et mon père n'a jamais été pope. J'ai violé le Statut kolkhozien : j'ai pris une génisse et je n'ai pas payé, j'ai pris des grains. C'est exact et je ne le nie pas. Mais pourquoi? (Début de la lettre de défense no. 12749 de K. I. Žilina, de l'oblast' de Tula, reçue par Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS le 20 octobre 1949).¹

Entre 1946 et 1953, en tant que président du nouveau Conseil des Affaires kolkhoziennes de l'URSS et vice-président du Conseil des Ministres de l'URSS, Andreï A. Andreev a le mandat de superviser la reconstruction de l'agriculture soviétique et de voir au rétablissement intégral du système kolkhozien. Dans le contexte critique des tensions d'après-guerre et de la famine de 1946-1947 (dont les effets s'étendent alors jusqu'en 1949), il est ainsi, nous l'avons vu, chargé de consolider le contrôle

¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 435. Il s'agit d'une copie tapée à la dactylo en haut de laquelle Andreï A. Andreev écrit : « Compte-rendu (*spravka*). La plainte suit son cours au Conseil des Ministres de l'URSS. 20 octobre 1949. [Initiales]. » Elle fait suite à la plainte collective des kolkhoziens des kolkhozes « Voie de Lénine » et « 3^e plan quinquennal », oblast' de Tula, reçue en août 1949 par le secrétariat d'Andreev (l. 427-425).

étatique sur les campagnes soviétiques et assurer le respect du Statut kolkhozien qui, depuis 1935, définit légalement en URSS les droits et devoirs des kolkhoziens. Ouvrant de façon indépendante en parallèle et en partenariat avec les organisations déjà en place, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes et ses représentants doivent enfin dans ce contexte difficile surveiller la mise en place des politiques étatiques visant à accroître la productivité et la discipline de travail dans les kolkhozes.

Appelant à sa fonction officielle au gouvernement central ou à sa bienveillance paternelle, les kolkhoziens et kolkhoziennes de l'URSS se tournent alors massivement vers lui dans l'après-guerre avec leurs plaintes et leurs dénonciations – qui visent le plus souvent, nous l'avons vu, les présidents de kolkhoze et les cadres locaux. Or, Andreï A. Andreev ne se montre pas indifférent à cette écriture et y témoigne de fait un certain intérêt. C'est que le Conseil des Affaires kolkhoziennes, créé dans un contexte de répression contre les autorités régionales, sert entre autres à mettre de la pression sur les présidents de kolkhoze. La résolution du 19 septembre 1946 contre les violations du Statut kolkhozien contribue, nous l'avons vu, à les stigmatiser². Aussi, attirant l'attention sur les présidents de kolkhoze et les cadres locaux, le Conseil est de même en quelque sorte un organisme tampon qui canalise le mécontentement populaire et mobilise les masses rurales. Nous reviendrons donc sur le traitement des demandes dans l'après-guerre, la réponse des autorités et enfin, les résultats des pétitions populaires.

4.1 Le traitement des demandes

De fait, dans les limites de nos sources – nous ne savons en effet pas par exemple quels critères ont déterminé la conservation des lettres –, les archives du secrétariat d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS suggèrent la réceptivité du vice-président et son intérêt pour les pétitions populaires. En effet, si quinze pourcent des plaintes et dénonciations de notre échantillon semblent avoir été placés directement dans les archives, sans autre réaction de sa part, quatre-vingt-cinq pourcent des pétitions analysées ont suscité une investigation des autorités.

Dans le premier dossier (1946), les pétitions – majoritairement adressées à Joseph Staline – sont transmises par la section spéciale du Comité central du Parti à Andreï A. Andreev pour son examen. On peut ainsi lire par exemple sur un petit carton agrafé à une des pétitions et adressé le 13 juillet 1946 à Andreev par Aleksandr' N. Poskrebyšev, président de la section spéciale et secrétaire particulier de Staline : « Est acheminée pour votre examen la lettre du camarade P. A. Ivanov. »³ Les résultats de l'examen d'Andreev ne sont pas souvent connus dans ce premier dossier, si ce n'est la mention du placement des lettres dans ses archives. Si nous ne connaissons pas dans quel pourcentage

² Sur la résolution de septembre 1946 et la poursuite en justice des présidents de kolkhoze, voir notre chapitre 1, p. 63-78.

³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 93. La pétition (l. 92-91) avait été reçue par la section spéciale la veille, le 12 juillet 1946.

et pour quelles raisons les pétitions sont conservées entre 1946 et 1953, une note d'Andreev suggère un possible classement par sujet ou enfin, un intérêt pour certains sujets liés aux politiques étatiques. Il écrit sur une pétition : « Dans les archives. Question du paiement des *trudodni* dans les kolkhozes. »⁴ De fait, plusieurs des pétitions contenues dans le premier dossier concernent cette question⁵. S'agissant du seul indice que nous ayons quant à un possible système de classement, nous ne pouvons en confirmer avec certitude l'existence; un certain lien (inconstant) avec les politiques étatiques dans les dossiers suivants peut n'être dû qu'au hasard de la chronologie et des problèmes agricoles. Dans tous les cas, si l'historienne Roberta T. Manning interprète le rapport qu'elle constate entre les lettres paysannes conservées dans les archives de Smolensk en 1937 et les politiques étatiques comme un signe de la bonne connaissance des paysans soviétiques de la loi et un indice de la réceptivité de l'État stalinien qui selon elle témoigne ainsi de la volonté d'adapter, dans une certaine mesure, les politiques agraires au désir des paysans⁶, cette note d'Andreev suggère que le lien pourrait simplement s'expliquer par les critères de conservation et de classement des lettres.

De façon typique, après réception des lettres de la population par son secrétariat – qui, si nécessaire, les traduit en russe, souligne les passages importants et/ou les copie à la dactylo –, Andreï A. Andreev achemine les lettres, parfois accompagnées d'un compte-rendu (*spravka*), aux diverses instances qu'il juge appropriées, leur demandant de mener une enquête sur place, de prendre les mesures requises et/ou de lui communiquer ensuite les résultats. C'est ainsi par exemple qu'Andreev demande au président du comité exécutif régional (*obliispolkom*) de Kourgan, L. A. Ivanov et au président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Kourgan, I. S. Mel'nikov le 31 août 1949 : « Je vous demande de vérifier la plainte du soldat camarade Demin au sujet de la dilapidation du bien kolkhozien et de l'insatisfaisante direction du kolkhoze « Molotov ». Communiquez les résultats au Conseil des Affaires kolkhoziennes [raturé pour Conseil des Ministres de l'URSS] d'ici le 25 septembre 1949. »⁷ Notons qu'Andreev souligne ici spécialement le service militaire du plaignant.

En effet, Andreï A. Andreev accorde une attention particulière aux pétitions des vétérans et des combattants soviétiques. De fait, si quatre-vingt-cinq pourcent des lettres que nous analysons ont motivé une enquête, le pourcentage grimpe à quatre-vingt-dix-sept pourcent dans le cas des hommes de l'Armée rouge et de leurs familles. Aussi la réceptivité d'Andreev encourage donc possiblement la rédaction de ce type d'auteurs – qui constitue de fait trente-cinq pourcent de notre échantillon – et, de même, les demandes des kolkhoziens d'intercéder pour eux. Elle suggère alors que les hommes de

⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 101.

⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 1, l. 112a-111, 98-96, 93-91, 30-25. Notons que ce premier dossier ne compte que 113 feuilles, aussi ces pétitions représentent-elles une part importante du dossier.

⁶ Roberta T. Manning. « Peasants and the Party : Rural Administration in the Soviet Countryside... », *Op. Cit.*, p. 230-234.

⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 467. La demande réfère à la plainte du soldat Demin datée du 14 août 1949 (l. 466-463).

l'Armée rouge sont dans l'après-guerre perçus par Andreev comme des correspondants importants, idéals. Dans son étude du mouvement des correspondants ruraux (*sel'kory*) des journaux soviétiques entre 1924 et 1928, Steven R. Coe constate de fait aussi, déjà, l'importance accordée par le régime à la rédaction des soldats soviétique qui, ayant vu le monde extérieur, étant initiés à l'idéologie et à la modernité, sont, explique-t-il, vus par le régime comme des éléments enfin affranchis du bastion conservateur et arriéré du village et donc, des médiateurs privilégiés par lesquels le pouvoir peut diffuser son influence et recevoir de l'information sur les masses rurales⁸. Dans le contexte de l'après-guerre, Andreï A. Andreev attribue ainsi le même rôle aux hommes de l'Armée rouge. En effet, en prenant leur rédaction au sérieux, il confirme leur mérite et leur prestige, notamment auprès des kolkhoziens. Aussi, dans ses indications aux diverses instances, Andreev insiste sur le service militaire des auteurs, sans toutefois – fait significatif – différencier les vétérans de la Deuxième Guerre mondiale des autres soldats. Dans sa demande du 25 mai 1950 au secrétaire Piksin du comité régional (*obkom*) de Mordovie, Andreev ne mentionne par exemple que le service militaire du vétéran P. V. Gerasimov, bien qu'il soit également membre du Parti : « Je vous demande d'examiner la lettre du combattant P. V. Gerasimov (...) »⁹. Une copie de la demande est alors envoyée au président du Conseil des Affaires kolkhoziennes de la République de Mordovie, camarade Persilov¹⁰.

De fait, Andreï A. Andreev adresse le plus souvent ses demandes à la fois au comité régional (*obkom*) concerné, au comité exécutif régional (*obliispolkom*) et au représentant régional du Conseil des Affaires kolkhoziennes. Lorsque les pétitions proviennent des différentes républiques soviétiques, il n'est pas rare qu'Andreev s'adresse aux hautes instances républicaines, comme le Comité central du Parti, le Conseil des Ministres et/ou le Conseil des Affaires kolkhoziennes de ces républiques. Les enquêtes alors conduites par les diverses autorités sont ainsi parfois conjointes. Le 31 juillet 1950, le président du comité exécutif régional (*obliispolkom*) de Tula, K. Subbotin et le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Tula, I. Žitkov présentent par exemple à A. A. Andreev un rapport conjoint dans lequel ils communiquent les résultats d'une enquête menée sur place par un représentant du Conseil et par le secrétaire du comité exécutif de district (*rajispolkom*)¹¹. De fait, si les autorités locales des districts sont rarement sollicitées par Andreï A. Andreev, elles participent parfois aux investigations et sont généralement invitées à en étudier les résultats.

Le plus souvent néanmoins, l'examen des pétitions est fait, à l'insistance même d'Andreev, de façon parallèle par les autorités interpellées. En effet, les représentants régionaux du Conseil des

⁸ Steven R. Coe. « Peasants, the State, and the Languages of NEP... », *Op. Cit.*, p. 112-113.

⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 147. La demande réfère à la lettre de V. T. Gerasimov du 16 mai 1950 (l. 146-146ob).

¹⁰ *Ibid.* Son adresse est jointe par la mention « c. c. », ce qui, différenciant des cas où la demande est simplement adressée à plusieurs adresses, indique généralement qu'Andreev attend de lui un suivi du traitement de la pétition par le destinataire.

¹¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 413-412.

Affaires kolkhoziennes se voient attribués un rôle particulier en tant qu'acteurs indépendants. Le 31 août 1949, Andreev demande par exemple au président du comité exécutif régional (*obliispolkom*) de Poltava, I. M. Martynenko et au président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Poltava, A. V. Kalinovskij : « Je demande de vérifier sur place la déclaration des kolkhoziens sur la violation du Statut et les abus dans le kolkhoze « Fédéré » et d'étudier les résultats au comité exécutif régional (*obliispolkom*). Camarade Kalinovskij, vérifiez personnellement dans ce kolkhoze le traitement des organisations du district de la plainte de la kolkhozienne V. M. Hoženko. »¹² Ainsi, le représentant régional du Conseil est mandé de vérifier personnellement le traitement des plaintes.

S'ils ne sont pas sommés de prendre les mesures requises, n'ayant pas de pouvoir législatif propre, les représentants régionaux du Conseil des Affaires kolkhoziennes sont de fait invités à formuler un avis indépendant. Suite à la demande de vérification d'Andreï A. Andreev du 29 juin 1950, le président du comité exécutif régional (*krajsipolkom*) de Stravropol, Baranov et le vice-président du Conseil des Affaires kolkhoziennes du *krai* de Stravropol, V. Vasiliev envoient par exemple le 10 août 1950 un rapport conjoint à Andreev¹³. Mais cela ne suffit pas. Le 24 août 1950, l'assistant d'Andreev au Conseil des Ministres, Kudrjartsev écrit au président du Conseil des Affaires kolkhoziennes du *krai* de Stravropol, M. Gordienko : « Prière de communiquer à A. A. Andreev au Conseil des Ministres votre opinion sur les résultats de l'examen de la lettre du soldat V. S. Gladkov, qui vous a été envoyée le 29 juin de l'année actuelle sous le numéro 1663-A. »¹⁴ En effet, le représentant doit en plus du rapport conjoint présenter à Andreev son avis personnel, indépendant.

Dé même, lorsqu'Andreï A. Andreev adresse une demande à plusieurs autorités, le rapport d'une seule d'entre elles ne suffit pas; il attend la réponse, parallèle, de tous les cadres interpellés. À cet égard, le traitement de la plainte de D. Hangereev contre le président du kolkhoze « Tel'man », Daguestan, reçue le 24 août 1949 par Andreev, est éloquent¹⁵. Le 31 août 1949, Andreï A. Andreev demande au président du Conseil des Ministres du Daguestan, S. M. Aidinbekov et au président du Conseil des Affaires kolkhoziennes du Daguestan, N. I. Kondrat'ev de mener une enquête sur place, d'étudier la plainte au Conseil des Ministres et de lui communiquer les résultats dans un délai d'un mois.¹⁶ N'ayant pas reçu de réponse, le 3 octobre 1949 Kudrjartsev, l'assistant d'Andreev, renouvelle la demande. Le 5 octobre, le président du Conseil des Ministres du Daguestan envoie son rapport,

¹² GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 491. La lettre des kolkhoziens Gorbas et Severin (l. 488-486) est traduite de l'ukrainien (l. 490-489). La plainte de la kolkhozienne V. M. Hoženko à laquelle Andreev fait allusion n'est pas jointe au dossier, mais concerne, suggère le rapport de Kanilovskij, les mêmes faits dénoncés par Gorbas et Severin (l. 483-481).

¹³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 540-538. La demande d'Andreev (l. 544) réfère à la lettre du soldat V. S. Gladkov, *krai* de Stravropol, du 15 juin 1950 (l. 543-543ob).

¹⁴ *Ibid.*, l. 542.

¹⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 546-526. La plainte de D. Hangereev (l. 543-542) a suscité la constitution d'un dossier relativement volumineux (vingt-cinq pages, en comptant les rectos des feuilles).

¹⁶ *Ibid.*, l. 545.

précisant que le matériel de l'enquête a été transmis au procureur du district pour une investigation plus détaillée¹⁷. Mais sa réponse ne suffit pas. Deux mois après la première demande, le 28 octobre 1949, Kudrjavitsev redemande au président du Conseil des Affaires kolkhoziennes de la République de communiquer les résultats. Deux autres mois plus tard, le 28 décembre 1949, N. I. Kondrat'ev soumet enfin son rapport, confirme les faits exposés et précise qu'une révision comptable est conduite dans le kolkhoze¹⁸. Le 10 janvier 1950, l'assistant d'Andreev écrit une note à S. M. Aidinbekov et, séparément, une note à N. I. Kondrat'ev dans lesquelles il demande de communiquer les résultats finaux de l'examen¹⁹. Le 3 février 1950, Kondrat'ev répond à Kudrjavitsev que finalement, les faits exposés dans la plainte ne sont pas confirmés et que les sanctions contre le président du kolkhoze sont annulées.²⁰ Le lendemain, Aidinbekov répond la même chose²¹. Le 14 février, n'ayant semble-t-il pas reçu sa réponse, Kudrjavitsev redemande à Kondrat'ev de communiquer les résultats, précisant qu'il s'agit du second avis. Un mois plus tard, le 7 mars 1950, Kudryavitsev envoie une note à Aidinbekov, dans laquelle il lui demande de préciser quels faits sont confirmés et quelles mesures ont été prises par le Conseil des Ministres du Daguestan. Le même jour, il envoie une note similaire au représentant du Conseil des Affaires kolkhoziennes, mais à sa requête il ajoute la demande de présenter ses conclusions [et il souligne ce mot]²². Le vice-président du Conseil des Ministres du Daguestan répond le 23 mars 1950. Le 7 avril 1950, Kudrjavitsev est forcé de redemander encore à Kondrat'ev de répondre et de présenter ses propres conclusions. Enfin, sept mois et demi après la première demande d'investigation, Kondrat'ev répond que la plainte est inexacte et conclut considérer possible de fermer le dossier²³. Ce cas témoigne donc de l'importance accordée aux réponses de chaque instance, du rôle des représentants indépendants du Conseil des Affaires kolkhoziennes, d'une certaine confusion dans le traitement des pétitions – qui ici confirme par exemple d'abord les faits exposés avant de finalement les infirmer et annuler les sanctions – et enfin de l'importante durée des échanges.

De fait, c'est la règle, les autorités interpellées par Andreï A. Andreev répondent très rarement dans les délais exigés, obligeant l'envoi d'avis répétés. Les sérieux problèmes au niveau des réseaux de communication et du manque de ressources en URSS dans l'après-guerre sont soulignés. Suite à une demande d'investigation le 10 mars 1951 par Andreev, qui fixe le délai de réponse au 10 avril, le vice-président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Tambov demande par exemple le 24 mars 1951 au camarade Golubev, secrétaire du Conseil des Affaires kolkhoziennes de l'URSS,

¹⁷ *Ibid.*, l. 527.

¹⁸ *Ibid.*, l. 530.

¹⁹ *Ibid.*, l. 531 et 532.

²⁰ *Ibid.*, l. 534.

²¹ *Ibid.*, l. 535.

²² *Ibid.*, l. 536.

²³ *Ibid.*, l. 546.

une prolongation : « En conséquence de la saison des mauvaises routes, de l'impraticabilité et de l'absence de service ferroviaire, il n'est pas possible à ce moment-ci de se rendre dans les kolkhozes du district de Pišaev, sachant en outre que le district se trouve à la frontière de l'oblast' de Penza. En conclusion de quoi, je demanderais votre permission pour repousser jusqu'au 25 avril 1951 le délai pour présenter les résultats de l'examen de la plainte des kolkhoziens du kolkhoze « Progrès » (...). »²⁴

Enfin, outre ces difficultés, un certain imbroglio, souvent dû aux différentes adresses d'Andreev, n'est pas rare. Le 7 octobre 1949, Kudrjavsev envoie par exemple un second avis au camarade Gapij, secrétaire du comité régional (*obkom*) de Tchernivtsi, Ukraine²⁵. Or, camarade Gapii se défend alors le 12 octobre 1949 que les résultats de l'examen de la plainte, conformément à la demande d'Andreï A. Andreev du 2 septembre 1949 no. 1669-A, ont été envoyés sous le no. 891-K le 23 septembre 1949 à l'adresse du président du Conseil des Affaires kolkhoziennes de l'URSS²⁶.

Aussi, dans ce contexte, les différents auteurs se plaignent-ils fréquemment d'un mauvais traitement de leurs pétitions. C'est ainsi que le 20 octobre 1948, le kolkhozien K. N. Ulez'ko, kolkhoze « Rayon rouge », oblast' de Voronej, proteste par exemple à Andreï A. Andreev :

À la fin du mois de juillet 1948 vous a été envoyé une déclaration dans laquelle j'indiquais plusieurs abus dans notre kolkhoze « Rayon rouge » par le président G. I. Levčenko et par le comptable du kolkhoze P. V. Bražnikov. Cette déclaration a été envoyée au comité exécutif régional (*obliispolkom*) de Voronej pour qu'il la vérifie et prenne les mesures nécessaires (...). [L'inspecteur] a été dans le kolkhoze « Rayon rouge » les 14-15-16 octobre et n'a fait aucune vérification, n'a pas investigué les faits sur lesquels j'avais écrits, mais est resté dans la chambre du président de kolkhoze Levčenko.²⁷

À la demande d'Andreev de vérifier la deuxième plainte du kolkhozien, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Voronej, M. Suetin se défend alors le 30 novembre 1948 qu'aucun représentant de l'oblast' n'a participé à l'investigation, insistant sur la nature indépendante de l'enquête qui, rappelle-t-il, n'a pas confirmé les faits dénoncés par Ulez'ko²⁸.

De fait, Andreï A. Andreev relève particulièrement les dénonciations sur une faillite des représentants du Conseil des Affaires kolkhoziennes de répondre à leur rôle. Le 19 octobre 1948, le membre du Parti Ali U. Satdykov, kolkhoze « La voie de la vérité », oblast' d'Oulianov, mentionne dans sa dénonciation du président de son kolkhoze : « Je me suis personnellement à propos de cette affaire adressé au représentant des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' d'Oulianov, camarade

²⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 348.

²⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 547. La demande réfère à la pétition de F. A. Škol'nikova, kolkhoze « 28 ans d'Octobre », Ukraine, reçue le 30 août 1949 par le secrétariat d'Andreev (l. 551-549).

²⁶ *Ibid.*, l. 548.

²⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 319-319ob.

²⁸ *Ibid.*, l. 322-321.

Kriučkov, mais je n'ai reçu aucune réponse et aucune mesure n'a été prise. Je me suis adressé au procureur du district Briukov, lequel a déclaré que ce n'est pas son affaire (...). »²⁹ Or, bien que Satdykov compromette plusieurs cadres, à commencer par le président du kolkhoze, le principal objet de son écriture, Andreev ne retient que les allégations contre Kriučkov dans sa demande, qu'il adresse le 29 octobre 1948 au secrétaire du Conseil des Affaires kolkhoziennes, le camarade Golubev : « Le membre du Parti camarade Satdykov écrit qu'il a communiqué au président du Conseil des Affaires kolkhoziennes camarade Kriučkov au sujet des violations du Statut kolkhozien dans le kolkhoze « La voie de la vérité » et que Kriučkov a laissé sa déclaration sans faire enquête et sans prendre aucune mesure. Vérifiez cette déclaration et communiquez-moi les résultats. »³⁰ Andreev se montre en effet soucieux du traitement des pétitions populaires par ses représentants régionaux.

Un mauvais traitement d'une pétition par un représentant du Conseil, c'est enfin également ce que soutient en ouverture du chapitre la secrétaire du Parti et enseignante K. I. Žilina, de l'oblast' de Tula, qui proteste contre le fait que le représentant du Conseil, le camarade Kozlov, n'ait pas voulu écouter ses explications³¹. De fait, la lettre de défense de K. I. Žilina est particulièrement intéressante et trace un portrait concret du traitement des pétitions dans l'après-guerre et des possibles impacts humains. Il s'agit du seul cas de notre échantillon où nous ayons accès à la défense d'un individu dénoncé, en l'occurrence ici par les auteurs collectifs des kolkhozes « Voie de Lénine » et « 3^e plan quinquennal » qui l'accusent d'être la fille d'un pope, de voler le bien public et d'agir avec grossièreté dans ses rapports aux kolkhoziens³². Ayant nié être fille d'un pope, elle avoue immédiatement avoir violé le Statut kolkhozien en ne payant pas pour la génisse et les grains reçus et explique :

En 1942, je suis venue à l'école de Suhodol. Ma famille comptait six personnes. Ma fille aînée (...) est partie pour le front en 1942. Au mois de mars 1943, mon mari est parti pour le front et en novembre 1943, mon fils. Je suis restée seule avec trois enfants de 11 à 6 ans et un salaire de 300 roubles par mois. Je n'avais pas de lot privé. La vie était très difficile (...). Après le travail, la nuit, je lavais et raccommodais les restes des vêtements, si on pouvait encore les appeler ainsi. Mais je n'ai pas abandonné le travail. J'étais avec le peuple. (...) Je ne pleurais pas, mais j'avais très peur pour la vie de mes enfants. Souvent, je ne mangeais pas de la journée, laissant tout ce qu'il y avait aux enfants. Mon plus jeune fils devait aller à l'école, mais il n'avait pas de pantalon et il est resté une demi-année à la maison sous les couvertures. (...) À ce moment dans les kolkhozes, on a attribué 2% du fond pour venir en aide aux agronomes, aux médecins et aux enseignants. Je ne suis pas la seule à avoir reçu. (...) Pourquoi est-ce seulement à moi qu'on s'en prend? Et le camarade Kozlov a dit qu'on va m'exclure du Parti. Pour quelles raisons? (...) Est-il possible qu'il ait été mieux que mes enfants soient morts de faim?³³

²⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 162.

³⁰ *Ibid.*, l. 165.

³¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 435.

³² *Ibid.*, l. 427-425.

³³ *Ibid.*, l. 435-434.

Ainsi, Žilina insiste dans sa défense sur la contribution militaire de sa famille durant la Deuxième Guerre mondiale, sur sa vaillance au travail et surtout, sur sa grande misère qu'elle dépeint longuement et pitoyablement. Étrangère au kolkhoze, elle souligne enfin vigoureusement ne pas être la seule à avoir reçu gratuitement. De fait, Žilina poursuit sa défense par une dénonciation des cadres locaux : « Est-ce parce que je me suis mêlée des affaires du kolkhoze? J'ai appliqué les résolutions du Parti et du gouvernement. Je sais tout en détail de chaque kolkhoze (...). Lors d'une assemblée générale, j'ai dévoilé leurs actions incorrectes [parlant du président du kolkhoze « Voie de Lénine » et de ses complices] et ça leur a déplu. »³⁴ Et d'ajouter plus loin : « Dans le kolkhoze « 3^e plan quinquennal » le président du kolkhoze Kosarev dit que les organisations du Parti l'empêchent de travailler. »³⁵ Enfin, Žilina conclut en promettant de ne pas répéter ses erreurs : « J'ai corrigé mes torts et je ne vais jamais plus les répéter, mais tous les désordres qui se produiront dans les kolkhozes, je vais les combattre peu importe, même si je ne suis plus membre du Parti, comme a dit le camarade Kozlov. Je ne sais pas encore quelle sera la décision du bureau, mais c'est égal. »³⁶ Aussi la défense de Žilina apparaît désespérée, tandis qu'elle tâche, peu subtilement, d'orienter en sa faveur la décision des autorités. Elle se dit prête à tout, prête à combattre et dénoncer les violations du Statut kolkhozien.

De fait, Andreï A. Andreev ne se montre pas indifférent à ce discours, demandant le 20 octobre 1949 au secrétaire du comité régional (*obkom*) I. A. Šalkov de tenir compte de l'examen de la lettre de défense de K. I. Žilina³⁷. Mais avant même la réception de cette lettre, Šalkov communique le 14 octobre 1949 à Andreev que le bureau régional (*obkom*) ayant pris acte de la promesse de Žilina de se corriger, le bureau du district (*rajkom*) ne lui a finalement administrée qu'un blâme³⁸. C'est entre autres ce qui nous amène à croire que l'intérêt d'Andreev dans l'envoi de la lettre réside surtout dans les dénonciations de Žilina. De fait, il envoie la lettre en supplément au rapport du 15 septembre 1949 du président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Tula, camarade Pindik – rapport qu'Andreev demande aussi à Šalkov d'étudier, éclairant de nouveau le rôle qu'il accorde aux représentants du Conseil. Dans son rapport, Pindik confirme les violations du Statut par la secrétaire du Parti Žilina, mais identifie également la culpabilité des présidents de kolkhoze, reprochant alors à Žilina de n'être pas intervenue³⁹. Or, dans ce rapport, Andreev ne souligne en rouge que les passages qui concernent les présidents. Rappelant le mandat du Conseil dans l'après-guerre, il suggère ainsi une des principales fonctions qu'il attribue à la pratique populaire de pétition : le contrôle de l'appareil bureaucratique et du respect du Statut kolkhozien. N'ayant toujours pas de réponse, il envoie lui-

³⁴ *Ibid.*, I. 433-432.

³⁵ *Ibid.*, I. 430.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ *Ibid.*, I. 436.

³⁸ *Ibid.*, I. 424-423.

³⁹ *Ibid.*, I. 421-418.

même un deuxième avis à Šalkov le 5 janvier 1950 : « Pour la deuxième fois, nous vous demandons de communiquer au Conseil des Ministres les résultats de l'examen du rapport du président du Conseil des Affaires kolkhoziennes Pindik (...) et de la lettre de la camarade Žilina qui vous a été envoyée le 20 octobre 1949. »⁴⁰ Kudrjavitsev écrit enfin sur la demande le 10 février 1950 que le camarade Šalkov communique que selon le bureau régional (*obkom*) toutes les questions sont déjà résolues⁴¹.

En somme, le tableau du traitement des demandes nous apparaît chaotique dans les dossiers consultés. Si les pétitions motivent souvent une investigation des autorités, particulièrement dans le cas des hommes de l'Armée rouge et de leurs familles à qui le vice-président du Conseil des Ministres accorde une attention spéciale, les différentes instances interpellées par Andreï A. Andreev répondent rarement dans les délais exigés, l'obligeant à répéter sans cesse ses demandes. Les difficultés des communications dans l'après-guerre et une certaine confusion due aux diverses adresses d'Andreev amplifient encore le problème de la durée importante des échanges. Plusieurs acteurs sont impliqués dans le traitement des demandes et sommés de répondre, souvent séparément. Les représentants du Conseil des Affaires kolkhoziennes, notamment, sont invités à formuler un avis indépendant. Enfin, les différents auteurs se plaignent régulièrement de l'examen de leurs pétitions. Aussi Andreï A. Andreev se montre-t-il soucieux du traitement des plaintes par ses représentants régionaux. Mais quel intérêt les pétitions de l'après-guerre suscitent-elles? Quelle est la réponse des autorités?

4.2 La réponse des autorités

Entre mai 1946 et mars 1953, de très nombreuses pétitions populaires sont acheminées au secrétariat d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres. Dans le contexte de la reconstruction de l'agriculture, le vice-président ou son secrétariat souligne alors généralement au crayon de couleur les demandes formulées, ainsi que les passages qui font état des politiques étatiques et des violations du Statut kolkhozien. En plus de permettre un certain contrôle sur les cadres locaux, mandat d'Andreï A. Andreev dans l'après-guerre, une des premières fonctions de la pétition apparaît alors, du point de vue du secrétariat d'Andreev, l'acquisition d'informations sur la situation de l'agriculture collective, mais également sur l'opinion populaire dans les campagnes, qui suscite en effet un intérêt marqué.

De fait, comme le souligna Alex Inkeles, l'importance de l'opinion populaire dans l'idéologie bolchévique relève du rôle dirigeant du Parti et de l'enseignement des masses, qui doivent apprendre au Parti le quand et le comment du passage au communisme : « *Bolshevik theory does not disregard public opinion. Its emphasis, however, more or less completely rejects following public opinion and*

⁴⁰ *Ibid.* I, 437.

⁴¹ *Ibid.*

stresses the prime need to shape and mold it. This implies that one studies public opinion primarily to determine the pace and speed of his own actions. »⁴² Aussi c'est un peu dans cet optique qu'Andreï A. Andreev approche l'opinion populaire pour mesurer sa propre efficacité. Il vérifie l'humeur générale des campagnes dans l'après-guerre, l'application des politiques étatiques et leurs impacts. Étant donné le rôle du Conseil des Affaires kolkhoziennes, Andreev est alors particulièrement intéressé par les allégations qui concernent les responsabilités des présidents de kolkhoze et des cadres locaux.

Aussi, dans les rapports produits en réaction aux plaintes et dénonciations, les autorités soviétiques insistent d'abord essentiellement sur les violations du Statut kolkhozien et la faillite des présidents de kolkhoze de répondre à leur rôle dans la reconstruction de l'agriculture. C'est ainsi par exemple qu'en réponse à la demande de vérifier la pétition des kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi », oblast' d'Orel, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' d'Orel écrit le 3 janvier 1949 : « Dans le kolkhoze, le Statut kolkhozien est grossièrement violé. Vasin [le président du kolkhoze] n'accorde pas l'essentiel de son attention à la reconstruction et à la consolidation de l'agriculture collective, mais à son lot privé. (...) Vasin n'applique pas la résolution du Conseil des Ministres de l'URSS du 19 avril 1948. Les kolkhoziens ne sont même pas au courant des résolutions (...). »⁴³ La résolution du 19 avril 1948 concerne en fait l'organisation du travail dans les kolkhozes, tâchant d'accroître leur productivité et ainsi de contrer le nivellement à la baisse du paiement du travail des kolkhoziens⁴⁴. Le représentant du Conseil insiste alors sur la faillite du président à appliquer les politiques étatiques, lesquelles ne sont pas même, écrit-il, connues des kolkhoziens.

Dans le même esprit, soumettant le 20 juillet 1951 son rapport sur l'examen de la pétition anonyme du kolkhoze « Progrès », oblast' de Tambov, au sujet de la violation du Statut kolkhozien par le président du kolkhoze, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Tambov Glubokov confirme les faits cités dans la pétition et ajoute : « Durant la période de l'agrandissement des kolkhozes, Mačîn [le président du kolkhoze] était clairement contre l'amalgamation du kolkhoze aux kolkhozes voisins. Les organisations du district n'ont pas fait preuve de la persévérance nécessaire et le kolkhoze « Progrès » demeure jusqu'à maintenant non agrandi. »⁴⁵ Dans son rapport, il apparaît en effet que le principal reproche des autorités au président Mačîn soit son refus de participer à la campagne d'amalgamation des kolkhozes qui, votée le 30 mai 1950, permettait à terme d'accroître le contrôle étatique sur les petits kolkhozes⁴⁶. Le président Mačîn, déplore donc Glubokov, a réussi à faire obstacle à la campagne étatique; le kolkhoze n'a – jusqu'à ce moment – pas été amalgamé.

⁴² Alex Inkęles. *Public Opinion in Soviet Russia...*, *Op. Cit.*, p. 24.

⁴³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 387-386.

⁴⁴ *Direktivy KPSS i Sovetskogo Pravitel'stva po hozjajstvennym voprosam...*, *Op. Cit.*, p. 263-283.

⁴⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 357.

⁴⁶ Sur la campagne de l'amalgamation des kolkhozes, en théorie volontaire, voir notre chapitre un, p. 75.

Comme les auteurs des pétitions, les autorités attribuent ainsi la responsabilité des problèmes agricoles dans l'après-guerre aux présidents de kolkhoze. En effet, suivant le principe stalinien de *l'edinonačalie*, du chef unique, les présidents de kolkhoze sont les principaux responsables des bons comme des mauvais rendements de leur kolkhoze. Le 10 août 1950, le président du comité exécutif régional (*krajispolkom*) de Stravropol et le vice-président du Conseil des Affaires kolkhoziennes du *krai* de Stravropol rapportent dans leur examen de la lettre du 15 juin 1950 du soldat V. S. Gladkov, au sujet des abus du président du kolkhoze et, surtout, de la situation misérable des kolkhoziens :

En 1949, sur un total de 396 kolkhoziens aptes au travail, 50 n'ont pas travaillé le minimum de *rudodni* et pour la première période de 1950, 40 kolkhoziens n'ont pas travaillé le minimum (...). L'enquête a établi qu'une des causes de l'état insatisfaisant de la productivité du kolkhoze se révèle être le fait qu'à la direction de ce kolkhoze se trouvent des personnes qui n'inspirent pas confiance. Comme président du kolkhoze travaille F. F. San'kov, lequel a été condamné en 1941 à un emprisonnement de deux ans en prison et s'est retrouvé sur le territoire occupé par les Allemands. Il a été exclu de la candidature au Parti en 1946 (...). Le membre de la direction du kolkhoze M. V. Ustinov, fils d'un koulak, a été exclu en 1948 du Parti (...).⁴⁷

Ainsi, les deux cadres expliquent l'indiscipline de travail et l'improductivité du kolkhoze par les antécédents du président du kolkhoze et de son équipe de direction – antécédents que le soldat ne mentionne quant à lui pas dans sa pétition⁴⁸. En effet, il n'est pas rare que les autorités soulignent les antécédents sociaux ou juridiques des présidents de kolkhoze, ainsi que leur comportement durant la Deuxième Guerre mondiale. Ici, le président est de fait suspecté de collaboration avec l'ennemi.

Répondant cette fois à la demande d'examen de la pétition des soldats de la section militaire 61604 au sujet du président du kolkhoze « Partisan rouge », *krai* de Stravropol, le président du comité exécutif régional (*krajispolkom*) de Stravropol, A. Baranov dresse alors le portrait idéal du président de kolkhoze, tandis qu'il infirme le 2 septembre 1949 les faits exposés dans la pétition : « Le président du kolkhoze « Partisan rouge » camarade Soljanov travaille à ce poste depuis 18 ans et dans ce kolkhoze depuis 5 ans, ayant de l'autorité sur les kolkhoziens. Pour les succès atteints par le kolkhoze (...), il a été décoré de la médaille de « l'étoile rouge du travail ». Le kolkhoze se révèle être un des meneurs dans l'oblast' (...). Cette année, le plan de livraison des grains est rempli à 118% (...). »⁴⁹ Dans le rapport qu'il joint des autorités ayant mené l'enquête sur place, on peut lire en outre : « L'enquête a montré que le président du kolkhoze camarade Soljanov, l'économe camarade Ponomarčuk et le comptable camarade Samborskij témoignent d'une grande délicatesse dans leurs rapports aux kolkhoziens. (...) Camarade Soljanov se conduit idéologiquement, ne boit pas et n'offense pas les

⁴⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 539.

⁴⁸ *Ibid.*, l. 543-543ob.

⁴⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 376.

kolkhoziens. Il a une haute autorité sur les kolkhoziens et de même avec les organisations soviétiques et du Parti du district et de l'oblast'. »⁵⁰ Ainsi, le président idéal se conduit idéologiquement et moralement, il a de l'autorité sur les kolkhoziens avec qui il se comporte avec délicatesse et enfin, il est expérimenté et performant, de telle sorte que les plans de production sont surpassés.

De fait, les différentes autorités tiennent généralement compte dans leur examen des plaintes et dénonciations de la performance du kolkhoze et du président, de l'accomplissement des plans et de l'expérience du président de kolkhoze. C'est ainsi par exemple que le secrétaire du comité régional (*obkom*) de Kamenets-Podolski, Ukraine dans sa réponse à la demande d'examen de la pétition collective des kolkhoziens du kolkhoze « Petrovskij » qui vise le président du kolkhoze, communique le 20 avril 1951 que le président n'a reçu qu'un avertissement, étant « instruit du fait que le camarade Nagornjak travaille comme président de kolkhoze dans ce kolkhoze depuis peu et que depuis son arrivée les affaires économiques du kolkhoze s'améliorent (...). »⁵¹

Ainsi, si l'expérience des présidents est considérée, l'inexpérience (de fait plus fréquente dans notre échantillon, rappelant le contexte du roulement important des présidents entre 1946 et 1952⁵²) peut aussi jouer en leur faveur. Par exemple, le 30 septembre 1949, le président du comité exécutif régional (*obliispolkom*) de Poltava, Martynenko confirme la plainte des kolkhoziens du kolkhoze « Fédéré » au sujet des violations du Statut par le président du kolkhoze, mais écrit alors :

Étant instruit que le camarade Zinčenko [le président du kolkhoze], désigné pour ce travail en qualité de membre du Parti après sa démobilisation de l'Armée soviétique, travaille comme président de kolkhoze depuis peu – six mois – et qu'ainsi, les violations du Statut kolkhozien ont été commises non par mauvaises intentions, mais par inexpérience, le comité exécutif régional (*obliispolkom*) a pris la décision de poser à l'assemblée générale des kolkhoziens la question de l'applicabilité dans son cas de sanctions pour les violations commises et de même la question de la poursuite en justice du chef d'équipe du kolkhoze Movčan, lequel n'est pas venu en aide au camarade Zinčenko, mais en fait l'a manipulé.⁵³

Mentionnant sa contribution militaire à la guerre et son adhésion au Parti, Martynenko excuse donc le président pour son inexpérience qui en a fait, défend-t-il, une proie facile à la manipulation.

Mais l'expérience n'est pas toujours suffisante. Le 26 juin 1950, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Kherson, Ukraine soumet un long rapport (sept pages) sur son examen de la pétition du soldat Burjatinskij, qui dénonce le 22 mai 1950 le président du kolkhoze « Spartak », un vétéran de la Deuxième Guerre mondiale et un ancien des 25 000 communistes urbains mobilisés au début de la collectivisation. Il commence alors son rapport par une biographie du

⁵⁰ *Ibid.*, t. 375-374.

⁵¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 401.

⁵² À ce sujet, voir Jean Lévesque. « Foremen in the Field... », *Op. Cit.*, p. 243-264.

⁵³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 484.

président du kolkhoze et une mention de sa longue expérience et contribution : « Le président du kolkhoze camarade A. Danilušenko, membre du parti bolchevique depuis 1929, né en 1902, (...) en 1930 a été mobilisé au nombre des 25 000, a travaillé comme président dans ce kolkhoze de 1937 à 1941. Jusqu'à la guerre, A. Danilušenko travaillait bien, le kolkhoze « Spartak » était premier dans le district (...). En 1941, il s'est porté volontaire dans l'Armée soviétique, où il a servi du 20 septembre 1941 jusqu'à septembre 1945 à titre d'officier. »⁵⁴ Néanmoins, le représentant du Conseil cite ensuite une série de violations du Statut kolkhozien par le président dans l'après-guerre et ajoute :

Depuis 1949, Danilušenko a commencé à boire systématiquement. (...) Ayant une femme en union libre – le père de laquelle, dans un village voisin, a été staroste sous les Allemands tandis qu'elle-même vivait avec un policier –, il fréquente également deux jeunes kolkhoziennes (...) à propos de quoi tous les kolkhoziens sont au courant. (...) Pour tous ces faits, le comité de district (*rajkom*) l'a exclu du Parti, mais le comité régional (*obkom*) du Parti, instruit du fait que A. Danilušenko avant travaillait bien et instruit de sa promesse de se corriger et de travailler de nouveau bien, a le 27 avril 1950 rétabli A. Danilušenko dans les rangs du Parti (...). Cependant, notre enquête du 8-10 juin de l'année actuelle a montré que A. Danilušenko n'a pas appliqué les décisions finales du comité régional (*obkom*) et continue de se conduire de façon indigne d'un communiste, c'est-à-dire continue de boire et d'entretenir plusieurs femmes.⁵⁵

Ainsi, son expérience et sa contribution n'excusent pas (ou plus) selon lui le président, qui malgré sa promesse continue de se conduire « de façon indigne d'un communiste » en buvant et en entretenant plusieurs femmes – un point que par ailleurs le soldat Burjantinskij n'aborde pas dans sa pétition⁵⁶.

En effet, la moralité sexuelle – typiquement liée à l'autorité – des présidents de kolkhoze suscite un intérêt particulier des autorités et est fréquemment relevée dans leurs rapports produits en réaction aux pétitions des différents auteurs et ce, même lorsque ces derniers n'abordent pas ce point. Ayant étudié la plainte des kolkhoziens du kolkhoze « Budennyi », oblast' d'Orel, qui dénoncent entre autres leur président de kolkhoze pour son alcoolisme et les viols de jeunes filles mineures, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' d'Orlov écrit alors le 6 janvier 1949 :

E. V. Vasin [le président du kolkhoze] a laissé tomber sa dignité en tant que communiste et président de kolkhoze, il n'élève pas son niveau politique ni sa compétence pratique, ne travaille pas sur lui-même, se dégenère moralement, a perdu toute autorité sur les kolkhoziens (...). Vasin (...) occupant le poste de président de kolkhoze et utilisant sa position a fait de 1942 à 1944 systématiquement preuve d'indiscipline sexuelle. (...) Vasin dans son travail ne consulte presque pas les kolkhoziens. (...) La critique et l'autocritique des manquements du travail dans le kolkhoze ne sont absolument pas développées. C'est la règle, les kolkhoziens qui ont un commentaire critique à l'endroit de la direction du kolkhoze et du président ne prennent pas la parole et bien plus, ils ne participent pas du tout aux discussions. Sur quatorze assemblées

⁵⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 260.

⁵⁵ *Ibid.*, l. 258.

⁵⁶ *Ibid.*, l. 252-250. Le soldat mentionne l'alcoolisme du président, mais n'aborde pas du tout ses liaisons sexuelles.

générales des kolkhoziens conduites cette année, les kolkhoziens n'ont pas du tout pris la parole dans onze assemblées.⁵⁷

Ainsi, le représentant du Conseil dénonce l'indiscipline sexuelle du président, qui, écrit-il, ne travaille pas sur lui-même et a perdu toute autorité, s'aliénant les masses. Il témoigne ainsi d'un intérêt des autorités pour la moralité sexuelle, qui répond peut-être à une préoccupation croissante dans la société soviétique dans l'après-guerre. Dans le contexte des tensions sur la scène intérieure comme internationale, des problèmes agraires et du fossé démographique qui laisse les femmes supérieures en nombre dans les campagnes soviétiques, les autorités se montrent de fait soucieuses de la pureté des mœurs des cadres locaux (de fait dans notre échantillon essentiellement masculins), du respect de leurs engagements familiaux et enfin, de leur influence auprès des masses paysannes. De l'immoralité des cadres résulte en effet typiquement, dans leur interprétation, une perte d'autorité et de légitimité.

C'est dans ce même esprit que le représentant du Conseil poursuit ensuite en insistant sur la non-participation des kolkhoziens aux discussions et sur l'absence de la critique et autocritique dans le kolkhoze. Dans son étude de l'autocritique dans les réunions fermées du Comité central du Parti entre 1933 et 1938 en URSS, l'historien J. Arch Getty approche l'autocritique comme un rituel qui, propose-t-il, est plus qu'un outil; il est selon lui un élément essentiel de la culture élitiste par la performance duquel les élites s'engagent dans un processus dynamique de représentation et de construction de soi⁵⁸. Affirmant certaines valeurs existantes ou souhaitées et l'appartenance des participants à un groupe, le rituel a selon lui des effets autant sur les individus que sur le groupe, renforçant sa cohésion, son autorité et sa légitimité. Getty interprète alors l'autocritique comme une réponse des élites au chaos et à l'anxiété des années trente, une autodéfense du groupe dirigée contre les membres qui rompent la discipline et l'unité du Parti et compromettent ainsi leur pouvoir et les succès de la révolution socialiste⁵⁹. C'est pourquoi, démontre-t-il, les dénouements de l'autocritique dépendent davantage de la participation de l'individu critiqué à la transaction symbolique que de la nature des faits reprochés⁶⁰.

Dans le contexte des tensions d'après-guerre, cette interprétation explique peut-être de fait une certaine insistance des autorités sur la participation des masses à l'autocritique – dans laquelle s'insère finalement la pratique populaire de pétition – et sur la réaction des cadres à la critique. Dans leur examen de la plainte collective du kolkhoze « Petrovskij », l'instructeur du comité régional (*obkom*) de Kamenets-Podolski, Ukraine et le représentant du Conseil des Affaires kolkhoziennes saluent ainsi en mars 1951 l'adéquation de la réaction du président du kolkhoze à la critique des kolkhoziens :

⁵⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 388.

⁵⁸ J. Arch Getty. « Samokritika Rituals in the Stalinist Central Committee, 1933-38 », *Russian Review*, 58, 1 (janvier 1999), p. 56.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 66.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 52.

La plainte et les résultats de l'enquête ont été discutés à la réunion des actifs du kolkhoze, où près de cent personnes étaient présentes. Les kolkhoziens ont critiqué le camarade Nagornjak [le président du kolkhoze] parce qu'il consulte peu l'actif (...). Le camarade Nagornjak, qui a pris la parole à la réunion de l'actif, a correctement réagi à la critique des kolkhoziens et a promis de se corriger, demandant à l'actif de témoigner une aide constante à la direction du kolkhoze (...). Nous considérons que le remplacement du camarade Nagornjak n'est pas nécessaire.⁶¹

Le président du kolkhoze, déjà excusé pour sa performance et son arrivée récente dans le kolkhoze, est ainsi jugé avoir bien réagi à la critique, ayant admis ses torts et promis de se corriger – c'est-à-dire ici de consulter davantage les kolkhoziens et ainsi respecter la démocratie kolkhozienne.

De fait, la démocratie kolkhozienne suscite une attention particulière des autorités dans leur examen des plaintes et dénonciations populaires. Andreï A. Andreev témoigne par exemple son intérêt en marquant certains cas, qu'il juge exemplaires. C'est ainsi que le 23 juin 1950, avant de formuler sa demande au président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Koursk, le camarade Kuznecov, de vérifier la pétition de G. G. Gurov du kolkhoze « Lénine », A. A. Andreev écrit en haut de la feuille : « Exemple exceptionnel de la flagrante violation de la démocratie kolkhozienne lors d'une assemblée générale d'élections dans le kolkhoze « Lénine ». L'assemblée d'élections a duré dix jours. »⁶² Ici, Andreev questionne en définitive l'intervention des autorités du district.

En effet, les cadres locaux des districts sont très fréquemment visés par les autorités dans leurs réponses aux pétitions populaires. L'instructeur du comité régional (*obkom*) de Kamenets-Podolski, Ukraine et le représentant du Conseil des Affaires kolkhoziennes concluent par exemple leur enquête citée précédemment au sujet du président Nagornjak en écrivant : « Tous ces manquements dans le kolkhoze « Petrovskij » se révèlent être la conséquence du fait que le comité de district (*rajkom*) et le comité exécutif de district (*rajispolkom*) (...), ayant désigné comme président du grand (*bol'soj*) kolkhoze camarade Nagornjak, lui ont insuffisamment témoigné une aide pratique (...). Camarade Nagornjak, bien qu'il ait de l'expérience dans la direction de kolkhoze, en raison de sa faible alphabétisation commet des erreurs dans la direction d'un grand kolkhoze et a besoin d'aide. »⁶³

Les autorités du district sont ainsi tenues d'aider les présidents de kolkhoze et blâmées pour leur intervention ou, au contraire, leur absence d'intervention. C'est ainsi que le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' d'Orel conclut finalement le 6 janvier 1949 son rapport sur la pétition collective du kolkhoze « Budennyi » en écrivant :

Il est nécessaire de noter que le président du comité exécutif du district (*rajispolkom*) (...) et la section agraire ont machinalement et de façon irresponsable abordé la planification des tâches dans le kolkhoze. Ils ont diminué plusieurs tâches pour l'année 1948 et ont ainsi incorrectement évalué

⁶¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 390-389.

⁶² GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 493.

⁶³ GARF, f. 5446, op. 52, d. 17, l. 390.

l'activité de la direction et de son président. (...) Tous les faits cités et les crimes de Vasin ont été rendus possibles parce que le secrétaire du comité de district (*rajkom*), le camarade Karlov a fait preuve de myopie politique et d'un manque de principes dans la direction du kolkhoze et dans l'évaluation des activités du président Vasin. Cette lettre a été vérifiée sur place par un inspecteur du comité de district (*rajkom*). Les faits ont été entièrement confirmés. Cependant, les résultats de l'enquête n'ont pas été étudiés par le comité de district (*rajkom*) et tout le matériel s'est retrouvé dans les archives du camarade Karlov. Plus encore, le camarade Karlov considère Vasin comme un des meilleurs communistes et présidents de kolkhoze (...).⁶⁴

Or, de tout le rapport du représentant du Conseil, A. A. Andreev ne souligne en rouge que la mention de l'évaluation incorrecte du district, suggérant l'importance particulière qu'il y accorde. En addition, le représentant confirme l'importance théorique accordée à la pratique populaire de pétition dans l'information, le contrôle et l'amélioration des administrations étatiques; bien que confirmée, la lettre des kolkhoziens, déplore-t-il alors en effet, n'a pas été étudiée et s'est retrouvée dans les archives.

Si la responsabilité des sérieux problèmes identifiés dans les kolkhozes après la guerre est en somme le plus souvent attribuée aux présidents de kolkhoze et aux cadres des districts, les autorités soulignent parfois des circonstances atténuantes. En réponse à la pétition du vétéran V. Ja. Borzunov, kolkhoze « Kirov », oblast' de Tula qui dénonce en mai 1950 l'absence de travaux politiques et la situation des kolkhoziens, le président du comité exécutif régional (*obliispolkom*), K. Subbotin et le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Tula, I. Žitkov expliquent ainsi le 31 juillet 1950 les problèmes par l'occupation allemande : « Par l'enquête, il a été établi que le village Gati, district de Venëv durant l'occupation temporaire a été dévasté et mis en cendre par les soldats allemands fascistes. Les pertes causées par les soldats fascistes dans ce village s'élèvent à 2 704 000 roubles, et de ce nombre le club a été brûlé. »⁶⁵ Aussi la situation critique des kolkhoziens est due selon eux au manque de ressources du kolkhoze, ce pourquoi ils ont, le 24 juin 1950, amalgamé le kolkhoze à cinq autres kolkhozes voisins : « La dilapidation du bien kolkhozien de l'ancien kolkhoze « Kirov » n'est pas confirmée par l'enquête. Dans l'ancien kolkhoze « Kirov », on a réellement obtenu des récoltes inférieures, c'est pourquoi le paiement des *trudodni* a été inférieur. (...) Maintenant que le kolkhoze « Kirov » est amalgamé à d'autres kolkhozes, on a vraiment la pleine possibilité d'améliorer l'aide fournie au kolkhoze agrandi par les tracteurs et autres machines du MTS. »⁶⁶ Subbotin et Jitkov justifient ici par leur rapport le bien fondé et le succès de la campagne d'amalgamation des kolkhozes qui, votée le 30 mai 1950 par le Comité central du Parti, est introduite par ces mêmes objectifs.

De fait, la campagne d'amalgamation des kolkhozes, officiellement motivée par la nécessité d'améliorer l'efficacité des MTS, la rotation des sols et l'acquisition d'une main d'œuvre suffisante et

⁶⁴ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3 l. 387 et 385.

⁶⁵ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 413-412.

⁶⁶ *Ibid.*

qualifiée, permettait aussi à terme un meilleur contrôle étatique sur les petits kolkhozes⁶⁷. À compter de mai 1950, Andreï A. Andreev souligne donc spécialement les mentions du manque de ressources des kolkhozes pas encore amalgamés, qui viennent en effet finalement légitimer la politique étatique.

Le cas de l'examen de la lettre du vétéran P. V. Gerasimov qui, le 16 mai 1950, dénonce son père, le président du kolkhoze « Voie joyeuse », Mordovie, pour sa faillite de correspondre au président modèle de l'après guerre, est à cet égard éloquent⁶⁸. Le 25 mai 1950, Andreev envoie une note au secrétaire du comité régional (*obkom*) de Mordovie, Piksin et une copie au président du Conseil des Affaires kolkhoziennes de Mordovie, Perfilov, dans laquelle il demande : « Je vous demande d'examiner la lettre du combattant P. V. Gerasimov au sujet de l'octroi de l'aide au kolkhoze « Voie joyeuse ». Sur les mesures prises, communiquez. »⁶⁹ Pourtant, le vétéran ne demande pas du tout l'octroi d'une aide au kolkhoze, mais bien plutôt la prise de mesures pour le remplacement de son père⁷⁰. Dans ce but, le vétéran joint une lettre de son père, écrite dans un russe rudimentaire, au son, qui témoigne selon lui de sa faible alphabétisation⁷¹. Or, s'il souligne dans cette lettre un long passage qui fait état de la perte de six têtes de bétail et d'un petit feu qui a brûlé dans l'enclos des chevaux, pour lequel le président du kolkhoze a été convoqué au district, Andreev ne souligne quant à lui en rouge que le passage qui fait mention du peu de ressources et de kolkhoziens aptes au travail⁷².

En réponse à la demande d'Andreev, le secrétaire du comité régional (*obkom*) confirme le 11 juillet 1950 le peu de ressources du kolkhoze et innocent le président Gerasimov : « Comme président du kolkhoze « Voie joyeuse » travaille depuis trois ans et demi V. T. Gerasimov, le père du soldat P. V. Gerasimov. Il est peu alphabétisé, mais pas mauvais organisateur. Il se débrouille avec les questions agraires, sait analyser la situation dans le kolkhoze et tire des conclusions correctes. Sous sa présidence, le kolkhoze a agrandi d'une fois et demie sa surface d'ensemencement, a augmenté de deux fois le cheptel (...). Le kolkhoze n'est pas grand, il possède en tout seulement 334 hectares et un petit nombre de kolkhoziens aptes au travail. »⁷³ Dans son rapport daté du même jour, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes de Mordovie reprend les mêmes conclusions que Piksin sur le peu de ressources du kolkhoze et les habilités pratiques du président et ajoute : « Pour ce qui touche à la poursuite en justice de V. T. Gerasimov, c'est-à-dire le père de l'auteur de la lettre, pour le feu causé dans l'enclos du bétail, on ne l'a pas poursuivi et on ne le poursuivra pas. »⁷⁴ De fait, sa fréquente

⁶⁷ Sur la campagne d'amalgamation des kolkhozes, voir notre chapitre un, p. 75.

⁶⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 146-146ob. Sur ce cas, voir notre chapitre trois, p. 130-131.

⁶⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 147.

⁷⁰ *Ibid.*, l. 146-146ob.

⁷¹ *Ibid.*, l. 145-145ob.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*, l. 148.

⁷⁴ *Ibid.*, l. 143.

répétition de l'incise « le père de l'auteur » suggère un certain malaise des autorités qui ici ne semblent pas encourager les délations entre membres d'une famille, sans toutefois les décourager. En résultat de la pétition, rapportent finalement Piksin et Perfilov, l'amalgamation du kolkhoze au grand kolkhoze voisin « Gornyak » a été votée en juin 1950. Le président dudit kolkhoze voisin a été élu président du kolkhoze amalgamé et Gerasimov père a été nommé au poste d'administrateur de la ferme animale⁷⁵.

En somme, dans le contexte critique de la reconstruction de l'agriculture en URSS, les rapports officiels produits en réponse aux nombreuses pétitions acheminées au secrétariat d'Andreï A. Andreev suggèrent différentes fonctions attribuées aux pétitions : information sur la situation et l'humeur des campagnes, évaluation de sa propre efficacité, contrôle des cadres, intégration et lien avec les masses, légitimité. Rappelant le mandat d'Andreev dans l'après-guerre, les rapports soulignent les violations du Statut kolkhozien. Ils insistent sur le rôle instrumental des présidents de kolkhoze et des cadres locaux dans l'application des politiques et suggèrent ainsi leurs marges d'influence – pouvant, éclairent-ils, violer, détourner, taire ou encore faire complètement obstacle à la volonté étatique. Les autorités accordent une attention particulière aux rendements des kolkhozes, aux antécédents sociaux et juridiques des présidents, à leur comportement durant la Deuxième Guerre mondiale, à la pureté de leurs mœurs, à leur sens des responsabilités et enfin, à leur influence auprès des kolkhoziens. Dans le contexte des difficultés d'après-guerre, les autorités se montrent inquiètes d'affirmer la légitimité, l'unité et l'autorité des élites dirigeantes. Dans les rapports, une importance significative est ainsi attachée à la participation des masses – mobilisées par la pétition au pouvoir ou par la démocratie kolkhozienne – et à la réaction, ritualisée, des cadres à la critique. Enfin, après mai 1950, les rapports suggèrent un possible et relatif changement de cible au profit de la campagne d'amalgamation des kolkhozes : les cadres locaux ne sont plus les seuls bouc émissaires des problèmes de l'agriculture collective, c'est également le fait du manque de ressources des petits kolkhozes.

4.3 Les résultats

Suscitant donc un intérêt certain des autorités et motivant, dans quatre-vingt-cinq pourcent des cas, une investigation, les auteurs des pétitions massivement acheminées à Andreï A. Andreev dans l'après-guerre obtiennent finalement le plus souvent satisfaction. Les résultats des enquêtes ne sont cependant pas toujours connus. Le dernier dossier (1953) par exemple ne présente pas les conclusions des directives, sans doute abandonnées après la mort de Staline en mars 1953 et la destitution d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres. Il arrive également qu'Andreev ou son assistant demande aux

⁷⁵ *Ibid.*, I, 148 et 143.

diverses instances de répondre directement au plaignant, nous privant ainsi de leurs conclusions. Mais lorsque, le plus souvent, nous connaissons les résultats, il apparaît que soixante-trois pourcent des pétitions sont majoritairement confirmées par l'enquête, dix-sept pourcent sont partiellement confirmées et enfin, vingt pourcent des pétitions sont infirmées par l'enquête. Ainsi donc, quatre-vingt pourcent des pétitions de notre échantillon qui ont suscité une investigation dont on connaît les conclusions obtiennent un résultat positif, même s'il ne s'agit parfois que d'un avertissement.

De façon typique, les pétitions confirmées par l'enquête conduisent au remplacement des présidents de kolkhoze, à l'administration d'un blâme inscrit dans leur dossier personnel ou, si c'est plus sérieux, à leur poursuite en justice et/ou à leur expulsion du parti bolchévique. C'est ainsi par exemple que le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Koursk, Šamšin conclut le 21 décembre 1948 son examen de la pétition collective du kolkhoze « Jeune Fédéré » au sujet des abus de leur président de kolkhoze en écrivant : « En résultat de l'enquête, le comité exécutif régional (*rajispolkom*) a pris la décision du 14-20 décembre 1948 de poursuivre les fautifs en justice et de charger la section agraire de réunir une assemblée générale au plus tard le 25 décembre pour discuter du remplacement du président du kolkhoze. »⁷⁶ Plus sévèrement, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' du Kazakhstan du Sud, B. Tanatarov conclut le 15 mars 1952 son examen de la pétition collective du kolkhoze amalgamé « Laboureur rouge » en précisant que le président du kolkhoze est condamné à douze ans de travaux forcés dans les colonies du Goulag et à trois ans de privation de ses droits civiques, avec confiscation de ses biens⁷⁷.

Les pétitions confirmées peuvent alors également entraîner des sanctions contre les cadres des districts pour leur intervention ou non-intervention dans les dossiers. Le secrétaire du comité régional (*obkom*) d'Oulianov conclut ainsi par exemple son rapport sur la lettre du kolkhoze « Volgar' rouge » le 9 août 1950 en justifiant l'administration d'un blâme aux cadres du district : « Le comité de district (*rajkom*) (...) et le comité exécutif de district (*rajispolkom*), n'ayant pas vérifié les qualités pratiques et politiques de Luk'jančev, ont donné leur accord pour sa nomination au poste de président de la direction du kolkhoze. (...) Pendant l'amalgamation des kolkhozes « Volgar' rouge », « Amitié » et « Percuteur », le comité de district (*rajkom*) et le comité exécutif de district (*rajispolkom*) ont pour la deuxième fois commis une erreur, ayant donné leur accord au maintien du camarade Luk'jančev comme président du kolkhoze amalgamé. »⁷⁸ De même, le 14 octobre 1949, le président du comité exécutif régional (*obliispolkom*) de l'oblast' de Kourgan termine son examen de la plainte du soldat Demin au sujet des violations du Statut kolkhozien par la direction du kolkhoze « Molotov » en citant

⁷⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 346-345.

⁷⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 25, l. 299.

⁷⁸ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 380.

des sanctions contre le district pour sa complicité : « Après l'intervention du comité exécutif régional (*obliispolkom*) dans les affaires du kolkhoze, [les responsables du] comité de district (*rajkom*) (...) et [du] comité exécutif de district (*rajispolkom*) sont démis de leur poste et poursuivis en justice. »⁷⁹

Selon les demandes, outre les mesures répressives, les pétitions confirmées peuvent également conduire à l'octroi d'une aide au kolkhoze ou au demandeur. La veuve kolkhozienne A. P. Eršova, qui demande en juillet 1949 de l'aide avec l'admission de ses fils tuberculeux au sanatorium de l'école forestière de l'oblast' de Leningrad, obtient par exemple l'admission gratuite de l'un de ses fils et l'admission à moitié prix pour le second⁸⁰.

Enfin, à partir de mai 1950 plusieurs pétitions introduisent finalement l'amalgamation des kolkhozes. C'est qu'en effet, si la politique est justifiée par des impératifs économiques, elle permet aussi à terme un meilleur contrôle sur les petits kolkhozes. Aussi après l'adoption de la campagne le 30 mai 1950 par le Comité central du Parti, les autorités concluent souvent leur examen sur la décision d'amalgamer les kolkhozes problématiques, plutôt que la répression des cadres locaux. C'est ainsi que la demande du vétéran P. V. Gerasimov de prendre des mesures pour remplacer son père, le président du kolkhoze « Voie joyeuse », Mordovie, pour sa faillite de correspondre au président modèle de l'après-guerre n'est qu'accidentellement satisfaite par l'amalgamation du kolkhoze au kolkhoze voisin « Gornjak », qui conduit à l'élection d'un autre président de kolkhoze et à la nomination de Gerasimov père au poste d'administrateur de la ferme animale⁸¹. Les rapports concluent en effet, nous l'avons vu, sur les habilités pratiques du président Gerasimov.

De fait, si les pétitions des vétérans et combattants soviétiques se voient accorder une attention particulière par Andreï A. Andreev, motivant dans quatre-vingt-dix-sept pourcent des cas une investigation, elles n'obtiennent malgré tout pas plus de succès que les autres, au contraire. Dans notre échantillon, cinquante-sept pourcent des pétitions des hommes de l'Armée rouge et de leurs familles ayant motivé une enquête dont on connaît les résultats sont confirmées par les autorités, dix-sept pourcent sont partiellement confirmées et vingt-six pourcent sont finalement infirmées. Ainsi, seulement soixante-quatorze pourcent des pétitions de ce type d'auteurs obtiennent un résultat positif, comparativement à la moyenne de quatre-vingt pourcent. Cela dit, ce plus faible taux de réussite peut peut-être aussi s'expliquer par le pourcentage plus élevé des pétitions investiguées par les autorités.

Prises au sérieux par Andreï A. Andreev qui demande presque toujours qu'elles soient étudiées par les diverses instances du pouvoir, les plaintes et dénonciations des vétérans et des combattants soviétiques peuvent de fait parfois forcer l'intervention étatique. L'exemple de la lettre du

⁷⁹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 468.

⁸⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, l. 346-343.

⁸¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 148 et 143.

soldat P. F. Kurijanov, du kolkhoze « Étendard rouge », Mordovie, est à cet égard révélateur. Le 27 octobre 1948, le soldat envoie une dénonciation du président du kolkhoze à Andreï A. Andreev, expliquant s'être adressé à ce sujet aux autorités régionales, sans succès⁸². Andreev demande alors au secrétaire du comité régional (*obkom*) et au président du Conseil des Affaires kolkhoziennes de Mordovie de vérifier la plainte, insistant sur le fait que le soldat écrit s'être tourné vers le comité régional (*obkom*) sans que ses allégations ne soient étudiées⁸³. À la suite de quoi la pétition du soldat est enfin confirmée et le président du kolkhoze, retiré de son poste. Or, il apparaît dans le rapport de l'enquête que le président était jusque-là protégé des autorités étant donné la bonne performance du kolkhoze : « Puisque le kolkhoze accomplit soigneusement les plans de semailles et ses obligations devant l'État, les organisations du district ont jugé le kolkhoze comme un kolkhoze d'avant-garde dans le district, sans prêter attention à sa vie intérieure. Sans enquête, ils ont donc rejeté les critiques des kolkhoziens. (...) Après l'enquête citée et la décision de l'assemblée générale des kolkhoziens de retirer Uhanov [le président du kolkhoze] de son poste, le comité exécutif de district (*rajispolkom*) et le comité de district (*rajkom*) avouent leurs erreurs (...) »⁸⁴. À la suite de la confirmation de la plainte, les autorités régionales décident enfin : « À côté de l'enquête citée plus haut, nous conduisons une profonde enquête sur le respect du Statut kolkhozien dans les autres kolkhozes de ce district. Le matériel de l'enquête servira éventuellement de sujet de discussion auprès des organisations dirigeantes de la République. »⁸⁵ Ainsi, l'impact de la pétition du soldat est ici fulgurant.

Parfois, les pétitions des vétérans et combattants sont confirmées, mais nuancées. Par exemple, en réponse à la lettre du soldat V. S. Gladkov qui, le 15 juin 1950, dénonce entre autres le président du kolkhoze « Gladkov », *krai* de Stravropol, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes de Stravropol écrit le 20 septembre 1950 : « Le camarade Gladkov dans sa lettre dénature légèrement la situation dans le kolkhoze. Utilisant différents bruits et récits de kolkhoziens inconnus, il présente certains faits incorrectement et non objectivement. Mais à propos du fait que dans le kolkhoze, le Statut kolkhozien est grossièrement violé, que les droits des kolkhoziens sont bafoués et qu'à la direction se trouvent des personnes indignes, les faits sont entièrement confirmés. »⁸⁶

Aussi certaines pétitions des hommes de l'Armée rouge obtiennent des résultats mitigés. Le 18 août 1950, le vétéran et comptable E. Hajdarov écrit par exemple à Andreev pour lui demander de l'aider dans sa libération, prétendant avoir été condamné à tort pour son démasquement des voleurs

⁸² GARF, f. 5446, op. 52, d.

⁸³ *Ibid.*, l. 235.

⁸⁴ *Ibid.*, l. 227-226.

⁸⁵ *Ibid.*, l. 226.

⁸⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 547-545.

dans le kolkhoze⁸⁷. Précisant ses dénonciations, il écrit son autobiographie, dans laquelle il insiste sur sa contribution à la Deuxième Guerre mondiale et son entrée dans le Parti, son expérience de travail et enfin, les cinq enfants et sa mère qui sont à sa charge⁸⁸. Or, outre les allégations contre le président du kolkhoze, Andreï A. Andreev ne souligne – typiquement – dans l'autobiographie du vétéran que la mention de ses responsabilités familiales, n'accordant de cette façon pas d'importance explicite à sa contribution militaire. Enfin, si les dénonciations du vétéran sont confirmées et les coupables poursuivis en justice, Hajdarov demeure néanmoins incarcéré, sa culpabilité ayant été prouvée⁸⁹.

Le 6 avril 1952, le double vétéran de la guerre civile et de la Deuxième Guerre mondiale S. S. Četverikov du kolkhoze « Andreev », oblast' de Koursk, écrit quant à lui à Andreï A. Andreev pour se plaindre de son expulsion du kolkhoze qu'il juge profondément injuste et ingrate et lui demander une explication à ce sujet⁹⁰. Dans son rapport du 7 mai 1952, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Koursk rapporte alors que le kolkhozien n'a en fait pas été exclu, mais seulement averti. N'accordant cependant aucune attention à la contribution militaire du kolkhozien, le représentant du Conseil souligne plutôt sa mauvaise productivité et insiste sur son rôle, son devoir de père de famille : « En lien avec le fait que son fils et sa fille aptes au travail ont quitté sans permission le kolkhoze, que sa femme kolkhozienne apte au travail ne travaille pas dans le kolkhoze et que lui-même Četverikov travaille mal, l'assemblée générale des kolkhoziens l'a averti que si, en tant que chef de famille, il ne prenait pas de mesure pour le retour de son fils et sa fille dans le kolkhoze et s'il ne changeait pas son attitude face au travail collectif, alors il serait exclu. »⁹¹

En effet, le sentiment des hommes de l'Armée rouge et de leurs familles de mériter un statut spécial, une reconnaissance sociale est rarement satisfait par les autorités. Il apparaît par exemple dans les rapports que si l'aide aux vétérans est considérée, la priorité demeure l'endettement des kolkhozes. C'est ainsi que le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast' de Tcheliabinsk écrit le 6 décembre 1948, en réponse à la plainte du kolkhozien A. I. Šlygin du kolkhoze « Combattant rouge » : « Les allégations sur l'absence d'aide aux familles de l'Armée rouge ne sont pas fondées. Plusieurs familles ont reçu de l'aide du kolkhoze. Le kolkhoze est endetté monétairement. »⁹²

De fait, le cas du kolkhozien A. I. Šlygin est particulièrement intéressant en ce qu'il nous rappelle aussi un autre résultat possible des pétitions populaires : leur retournement contre leur auteur. Dans sa lettre, le kolkhozien, qui insiste sur sa jeunesse, dénonce les abus du président du kolkhoze et

⁸⁷ GARF f. 5446, op. 52, d. 13, l. 557-557ob. La lettre est traduite de l'ouzbek (l'originale est conservée, l. 555-552).

⁸⁸ *Ibid.*, l. 557.

⁸⁹ *Ibid.*, l. 559.

⁹⁰ GARF, f. 5446, op. 52, d. 29, l. 282-280.

⁹¹ *Ibid.*, l. 285.

⁹² GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, l. 225.

l'absence d'encouragement⁹³. Or, sauf pour l'alcoolisme du président, le représentant du Conseil ne confirme pas les faits, mais écrit plutôt : « L'auteur de la lettre A. I. Šlygin a maintes fois troublé la discipline de travail dans le kolkhoze, a de mauvais soin et une attitude barbare envers le bétail du kolkhoze, a été examiné six fois en 1947 dans les réunions de la direction du kolkhoze. En février 1948, la direction a prononcé la décision d'exclure Šlygin du kolkhoze. L'assemblée générale des kolkhoziens tenue le 28 février 1948, tenant compte de la prière de Šlygin et de sa promesse de se corriger, le garda comme membre du kolkhoze. »⁹⁴ Et le représentant de rapporter les récidives du kolkhozien et la nouvelle décision de l'expulser, jugeant en conclusion : « Si l'assemblée générale des kolkhoziens confirme la décision de la direction, alors cela sera un juste châtiment pour Šlygin. »⁹⁵

De même, le kolkhozien K. N. Ulez'ko du kolkhoze « Rayon rouge », oblast' de Voronej, qui se plaint le 20 octobre 1948 du mauvais traitement de sa première lettre adressée à Andreï A. Andreev, voit sa pétition se tourner contre lui, étant accusé de calomnie. En effet, le président du Conseil des Affaires kolkhoziennes pour l'oblast de Voronej écrit dans son rapport du 20 novembre 1948 :

Le 10 octobre, les résultats de l'enquête sur la lettre de Ulez'ko ont été discutés dans une assemblée générale des kolkhoziens, laquelle n'a confirmé aucun des faits cités dans la lettre d'Ulez'ko contre le président et le comptable du kolkhoze. Lors de l'assemblée générale, plusieurs kolkhoziens ont exigé d'Ulez'ko que lui et sa femme travaillent mieux dans le kolkhoze (jusqu'au mois d'octobre, Ulez'ko a travaillé 58 *trudodni* et sa femme, 60). L'assemblée générale les a avertis que s'ils ne travaillaient pas le minimum requis de *trudodni*, ils seraient alors exclus du kolkhoze. À cette remarque des kolkhoziens, Ulez'ko n'a rien pu répondre. (...) À la fin du mois d'octobre, le président et le comptable du kolkhoze ont réellement présenté au procureur du district la plainte d'Ulez'ko avec la demande de le poursuivre en justice pour calomnie. C'est la raison de l'envoi de la deuxième lettre d'Ulez'ko.⁹⁶

Enfin, les vétérans et les combattants de l'Armée rouge ne sont pas épargnés non plus de cette éventualité et voient parfois se retourner contre eux leur ambition de servir d'intermédiaire entre l'État stalinien et la paysannerie kolkhozienne. L'exemple de la pétition collective des soldats de la section militaire 61604 du *krai* de Stravropol en témoigne. En effet, en août 1949, les soldats adressent collectivement une pétition à Andreï A. Andreev dans laquelle ils dénoncent le président du kolkhoze « Partisan rouge » et son équipe de direction⁹⁷. Or, l'investigation des autorités infirment leurs allégations et trace plutôt un portrait idéalisé du président du kolkhoze. Le rapport de l'instructeur du comité exécutif régional (*krajispolkom*), du secrétaire du comité exécutif régional (*obliispolkom*) et de l'instructeur de la section agraire du 30 août 1949 débute ainsi par : « L'enquête de la plainte des

⁹³ *Ibid.*, I. 221-220.

⁹⁴ *Ibid.*, I. 224.

⁹⁵ *Ibid.*, I. 223.

⁹⁶ GARF, f. 5446, op. 52, d. 3, I. 321.

⁹⁷ GARF, f. 5446, op. 52, d. 5, I. 370.

soldats de la section militaire 61604 adressé au nom du vice-président du Conseil des Ministres de l'URSS camarade A. A. Andreev a établi que les faits exposés dans la plainte ne sont pas confirmés et qu'ils se révèlent être du début à la fin des inventions grossières et calomniatrices.»⁹⁸ Mais les autorités ne s'arrêtent pas là. Les enquêteurs discréditent également leurs familles : « En guise d'exemple significatif de la manifeste humeur anti-kolkhozienne de toute la famille du plaignant Ůrčenko, on peut citer ce fait. Le 27 août, le frère cadet du plaignant Nikolaj à notre question « Où est ta mère? » a répondu « Ma mère travaille à l'exploitation forestière (*leskoz*) à la récolte du maïs, là-bas pour le travail, ils paient de l'argent. » »⁹⁹ Et les enquêteurs de citer plusieurs exemples des comportements fautifs de leurs familles. Ensuite de quoi, ils déplorent explicitement l'habitude des soldats d'envoyer des pétitions, lesquelles dérangent selon eux le travail de la direction du kolkhoze :

L'enquête a établi que des plaintes calomniatrices analogues des soldats ont à deux reprises été envoyées au Conseil des Affaires kolkhoziennes de l'URSS (...) mais ces plaintes n'ont pas été confirmées. En outre, des plaintes analogues de ces personnes ont été envoyées à d'autres directions : au procureur du comité de district (*rajkom*), au comité exécutif du district (*rajispolkom*), par des lettres anonymes au kolkhoze et personnellement au président du kolkhoze camarade Soljanov. Ce torrent de plaintes dérange le travail normal de la direction du kolkhoze, puisque seulement cette année pour vérification de ces déclarations, huit commissions d'enquête ont travaillé.¹⁰⁰

Enfin, les enquêteurs, soulignant l'importance de la correspondance entre les hommes de l'Armée rouge et leurs familles, dénoncent la faillite des soldats de répondre à leur rôle d'intermédiaire entre le pouvoir étatique et les kolkhoziens. Ils écrivent :

Comme on peut voir par les résultats de l'enquête, les parents des plaignants se révèlent être des kolkhoziens peu consciencieux, des personnes qui, ne travaillant pas dans le kolkhoze, aspirent à recevoir davantage de lui. Dans leurs lettres, ils ont désinformé leurs fils, lesquels se révèlent être eux-mêmes immatures idéologiquement, se montrant non seulement incapables d'influencer positivement leurs parents, mais faisant eux-mêmes preuve d'une attitude anti-kolkhozienne. (...) Nous considérons qu'il est nécessaire d'envoyer une lettre à l'adresse du commandement militaire de la section de l'Armée pour qu'il ramène à l'ordre les calomniateurs (...).¹⁰¹

Ainsi, les autorités interpellées par Andreï A. Andreev concluent violemment leur examen de la pétition collective des soldats sur la nécessité de ramener à l'ordre les auteurs. Ici, les soldats justiciers sont finalement considérés par les autorités comme des fauteurs de troubles.

En somme, les nombreuses pétitions populaires acheminées dans l'après-guerre au secrétariat d'Andreï A. Andreev suscitent généralement une réponse favorable et intéressée des autorités. Même

⁹⁸ *Ibid.*, I. 375.

⁹⁹ *Ibid.*, I. 374.

¹⁰⁰ *Ibid.*, I. 373.

¹⁰¹ *Ibid.*, I. 372.

s'il ne s'agit parfois que d'un avertissement, elles obtiennent le plus souvent des résultats positifs, qui en définitive donnent lieu à l'intervention étatique dans les campagnes soviétiques. La rédaction des hommes de l'Armée rouge et de leur famille, particulièrement prise au sérieux par Andreev, peut ainsi parfois avoir un impact significatif, forçant les autorités à agir. Néanmoins, au total, ce type d'auteurs n'obtient pas plus de succès que les autres, au contraire. Le sentiment de mériter une reconnaissance spéciale de la société est notamment rarement satisfait par les autorités. Aussi, pas plus que les autres types d'auteurs, les soldats et les vétérans soviétiques ne sont épargnés de l'éventualité que leurs pétitions se retournent contre eux. En effet, comme le constate également Sheila Fitzpatrick dans son étude des lettres des années trente, « (...) *it is evident not only that popular letter-writing in the Stalin period was a two-way transaction but also that it could be a bit of a gamble for the initiator.* »¹⁰²

4. 4 Conclusion

Dans son étude de la dénonciation en URSS dans les années trente, F.-X. Nérard suggère que le régime rechercha délibérément l'échec du système de gestion des plaintes et dénonciations¹⁰³. Cela lui aurait selon lui permis de faire perdurer l'image d'un pouvoir à l'écoute de son peuple sans menacer la survie des cadres intermédiaires. Concluant sur la réussite de Staline d'encadrer et étouffer le mécontentement populaire, Nérard propose enfin que la dénonciation, enjeu de pouvoir entre les hiérarchies, renforça ainsi le pouvoir stalinien et sa centralisation vers le sommet¹⁰⁴. De même, dans son étude des lettres adressées aux journaux soviétiques dans les années trente, Matthew Lenoe conclut sur le sentiment que le chaos dans la gestion des plaintes consolida la domination étatique¹⁰⁵. De fait, l'approche « totalitariste » interprète traditionnellement depuis Merle Fainsod la pratique populaire de rédaction au pouvoir comme un instrument du contrôle étatique, notamment sur les cadres locaux¹⁰⁶.

Or, le tableau du traitement des nombreuses pétitions acheminées entre 1946 et 1953 au secrétariat d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres apparaît en effet chaotique dans les dossiers consultés. Nous l'avons vu, plusieurs acteurs sont impliqués dans le traitement des demandes et sommés de répondre, souvent séparément. En outre, les difficultés des communications dans l'après-guerre et une certaine confusion due aux diverses adresses d'Andreev contribuent de même à la durée importante des échanges. Aussi les différents auteurs se plaignent régulièrement de l'examen de leurs pétitions. Mais cette confusion ne semble pas non plus renforcer le pouvoir central, qui peine à se faire

¹⁰² Sheila Fitzpatrick. « Supplicants and Citizens... », *Loc. Cit.*, p. 103.

¹⁰³ F.-X. Nérard. « 5% de vérité... », *Op. Cit.*, p. 380-381.

¹⁰⁴ *Ibid.*, l. 382.

¹⁰⁵ Matthew Lenoe. « Letter-writing and the State... », *Loc. Cit.*, p. 169.

¹⁰⁶ Merle Fainsod. *Smolensk Under the Soviet Rule*, *Op. Cit.*, p. 378.

répondre. En effet, les différentes instances interpellées par Andreï A. Andreev répondent rarement dans les délais exigés, l'obligeant à répéter sans cesse ses demandes. Ce dernier se montre alors également soucieux du traitement inefficace des pétitions par ses représentants régionaux.

Dans le contexte critique de la reconstruction de l'agriculture et des tensions d'après-guerre, les rapports officiels témoignent d'un intérêt certain des autorités, qui attribuent finalement différentes fonctions aux pétitions : information sur la situation et l'humeur des campagnes, évaluation de sa propre efficacité, contrôle des cadres, intégration et lien avec les masses, légitimité. Les archives d'Andreï A. Andreev attestent alors de la réceptivité de l'État stalinien dans l'après-guerre aux pétitions populaires, demandant dans quatre-vingt-cinq pourcent des cas qu'elles soient investiguées. De fait, ce pourcentage semble astronomique lorsque comparé aux pourcentages établis par Sheila Fitzpatrick dans son étude des lettres des années trente : « *By a rough estimate based on my work in various archives, perhaps 15-30 percent of the letters that have been preserved received some kind of response, that is, provoked some kind of bureaucratic action or order to act. The figure rise to 70 percent in some archives if we expand the meaning of 'response' to include a bureaucrat's instruction to a secretary to type out a handwritten letter.* »¹⁰⁷ Bien sûr, nous ne connaissons pas les critères qui déterminèrent la conservation des lettres. Peut-être Andreev conserva-t-il essentiellement les lettres répondues, mais peut-être ce fonds confirme-t-il plutôt l'hypothèse de François-Xavier Nérard quant à l'accroissement de l'importance accordée à la délation par le régime stalinien après la Deuxième Guerre mondiale¹⁰⁸. Dans tous les cas, la réceptivité suggérée d'Andreev durant la période a sans doute pour effet d'encourager la rédaction de la paysannerie kolkhozienne sur les violations du Statut kolkhozien, laquelle vient ainsi en effet participer à la répression des cadres locaux, mandat d'Andreï A. Andreev dans l'après-guerre, et canalise enfin sur ces derniers le mécontentement populaire.

Cet encouragement d'Andreev est de fait encore plus important dans le cas des hommes de l'Armée rouge et de leurs familles, qui motivent presque toujours une investigation. En effet, la réceptivité d'Andreev présente finalement ce type d'auteurs comme des correspondants importants, idéals. Confirmant ainsi le mérite et le prestige des soldats et vétérans soviétiques, notamment auprès des kolkhoziens, Andreev encourage leur rôle d'intermédiaire dans l'après-guerre entre l'État stalinien et la paysannerie kolkhozienne et renforce leurs autoreprésentations. Néanmoins, le sentiment de ces derniers de mériter une reconnaissance spéciale est rarement satisfait par les autorités. Aussi ils n'obtiennent pas plus de succès que les autres. C'est qu'en effet, comme le démontre Mark Edele, les vétérans et combattants de l'Armée rouge sont pas que de simples staliniens; ils sont des agents

¹⁰⁷ Sheila Fitzpatrick. « Supplicants and Citizens... », *Loc. Cit.*, p. 101-102.

¹⁰⁸ François-Xavier Nérard. *Op. Cit.*, p. 157.

historiques autonomes¹⁰⁹. C'est entre autres pourquoi ils peuvent être vus par les autorités autant comme des bastions du pouvoir stalinien que comme des fauteurs de trouble.

Dans son étude des lettres des années trente, Sheila Fitzpatrick suggère alors que la réceptivité de l'État stalinien le rend vulnérable à la manipulation des auteurs, qui peuvent ainsi défendre leurs intérêts¹¹⁰. De fait, les auteurs qui écrivent à Andreïev développent des stratégies discursives et instrumentalisent le discours officiel pour promouvoir leurs intérêts propres. Pour maintenir le lien avec les masses rurales et entretenir leur participation, il faut dans une certaine mesure une réponse encourageante d'Andreï A. Andreïev, des résultats. Aussi la grande majorité des auteurs de notre échantillon obtient finalement satisfaction, même s'il ne s'agit parfois que d'un avertissement.

Néanmoins, la vulnérabilité de l'État stalinien dans l'après-guerre doit être nuancée. En effet, nous l'avons vu, les auteurs courent toujours le risque de voir leur pétition se retourner contre eux. En outre, les pétitions confirmées par les autorités servent finalement un peu de fenêtres à l'intervention étatique dans les campagnes, donnant lieu à l'octroi d'une aide de l'État, à la répression des présidents de kolkhoze et des cadres locaux ou à l'amalgamation des kolkhozes, qui à terme peut permettre un meilleur contrôle de l'État sur les petits kolkhozes. C'est en effet ainsi par exemple que la lettre du vétéran V. Ja. Borzunov du kolkhoze « Kirov », oblast' de Tula sert le 24 juin 1950 de prétexte à l'amalgamation du kolkhoze – laquelle, dans le rapport des autorités, est ainsi justifiée et légitimée¹¹¹.

Cela dit, les mesures adoptées par Andreï A. Andreïev et la volonté étatique ne sont pas toujours respectées par les autorités locales. C'est du moins ce que soutiennent en conclusion les nombreuses pétitions des kolkhoziens et kolkhoziennes et les rapports officiels produits en réaction, qui s'entendent pour faire des présidents de kolkhoze et des cadres locaux les boucs émissaires des problèmes de l'agriculture dans l'après-guerre. En effet, rappelant le mandat d'Andreïev, les rapports soulignent les violations du Statut kolkhozien et insistent sur le rôle instrumental des représentants locaux du pouvoir, qui, concluent-ils, peuvent violer, détourner, taire ou faire complètement obstacle à la volonté étatique. Or, ce faisant, ils éclairent les limites du pouvoir étatique et la résistance rencontrée par l'État dans sa tentative de reprendre le contrôle sur les campagnes et d'accroître la productivité et la discipline dans les kolkhozes. Derrière l'inquiétude manifestée dans les rapports pour l'autorité des présidents de kolkhoze se cache en définitive le problème de l'indiscipline et de la résistance des kolkhoziens. En somme, les rapports des autorités confirment le tableau pessimiste des campagnes soviétiques et suggèrent la faillite de la reconstruction de l'agriculture.

¹⁰⁹ Mark Edele. « More than Just Stalinists... » dans Julianne Fürst, dir., *Op. Cit.*, p. 167.

¹¹⁰ Sheila Fitzpatrick. « Signals from Below... », *Loc Cit.*, p. 853, 863.

¹¹¹ GARF, f. 5446, op. 52, d. 9, l. 413-412.

CONCLUSION

Le 7 janvier 1949, en convalescence, Andreï A. Andreev écrit à G. M. Malenkov pour se plaindre de son état de santé qui ne s'améliore pas, pressentant un mauvais traitement ou un mauvais diagnostic du personnel soignant, qui, écrit-il, persiste après deux ans de douleur aux jambes et d'étourdissements à juger son état passager. Il conclut alors en demandant au leader : « Voilà, en rapport avec tout ça, j'ai une grande demande, si vous pouvez intervenir dans cette affaire, je vous serais très reconnaissant. Diable, je suis las d'être absent du travail! »¹ Responsable au Conseil des Ministres de la collecte des grains et directeur du Bureau de l'Agriculture, qui supervise depuis février 1947 les ministères en charge de l'agriculture, G. M. Malenkov n'a pourtant aucune influence officielle dans le secteur de la santé, très éloigné de sa sphère d'activité. Aussi, si la lettre du vice-président Andreev ne peut bien sûr pas être considérée comme une pétition populaire, elle témoigne de l'importance des réseaux de contacts et de clientèles dans l'après-guerre, de la personnalisation du pouvoir et de l'habitude de la population de solliciter directement l'aide du pouvoir suprême.

S'intéressant à la pratique populaire de pétition au pouvoir stalinien, les historiens se sont de fait principalement concentrés sur les années trente, par exemple sur l'impact de la collectivisation forcée de l'agriculture ou de la Grande Terreur. Très peu d'études ont étendu le questionnement aux années d'après-guerre. Pourtant, nous l'avons vu, le régime est à ce moment aussi répressif que dans les années trente, tâchant entre autres de reprendre et consolider son contrôle sur les fermes collectives. Caractérisée par la coercition et le rétablissement intégral du système kolkhozien, la reconstruction de l'agriculture en URSS peut en effet être vue, suivant Jean Lévesque, comme le deuxième grand assaut de l'État stalinien sur la paysannerie soviétique après la collectivisation forcée². Or, dans ce contexte critique, le secrétariat d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres – acteur qui, nous l'avons vu, est alors chargé de voir à la restauration et à la consolidation du système kolkhozien – reçoit nombre de plaintes et dénonciations des kolkhoziens et kolkhoziennes de l'URSS.

Présentant une analyse des pétitions encore largement inédites conservées dans les archives d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres, notre mémoire offre donc un regard original, bien que

¹ Document no. 309 dans *Politburo CK VKP(b) i Sovet Ministrov...*, O. V. Khlevniuk et al., éd. *Op. Cit.*, p. 406. Sur sa lettre, Andreev inscrit 1948, mais les éditeurs la datent plutôt de 1949. Yoram Gorlizki et Oleg Khlevniuk citent ce document et, plus généralement, le surmenage d'Andreev comme un exemple de l'influence patrimoniale de Staline sur les horaires et la surcharge de travail dans l'après-guerre (*Cold Peace : Stalin and the Ruling Circle...*, *Op. Cit.*, p. 63).

² Jean Lévesque. « Part-Time Peasants ... », *Op. Cit.*, p. 311.

circonscrit et limité, sur les relations entre l'État stalinien et la paysannerie kolkhozienne dans les années d'immédiat après-guerre jusqu'à la mort de Staline, en mars 1953. Utilisant un vaste répertoire de sources primaires et secondaires afin de replacer ces pétitions dans leur contexte de production et enfin, comparer, confronter nos résultats, nous nous sommes en effet demandés si la Deuxième Guerre mondiale a eu un impact sur la façon de s'adresser au pouvoir, sur les modalités et les stratégies des acteurs – elles-mêmes symptomatiques d'un changement de rapports entre l'État et la population.

Après être revenu dans notre premier chapitre sur le contexte de l'après-guerre en URSS et la reconstruction de l'agriculture, notre chapitre deux s'est intéressé aux différents auteurs de lettres et à leur(s) destinataire(s), à la façon de s'adresser au pouvoir dans l'après-guerre et enfin, aux motivations exprimées. Le chapitre trois s'est ensuite penché sur le contenu des lettres : les demandes formulées, le propos des différents auteurs et la façon dont ils l'expliquent et le justifient. Enfin, notre chapitre quatre a étudié le traitement et la réponse des autorités, l'intérêt manifesté et les résultats des pétitions populaires. Notre analyse a ainsi mis en lumière de nombreux changements dans la pratique populaire de rédaction au pouvoir, changements qui sont cependant, pour conclure, finalement mesurés.

En effet, les très nombreuses plaintes et dénonciations paysannes acheminées dans l'après-guerre au secrétariat d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres de l'URSS illuminent de nouvelles normes d'identification et pratiques d'écriture³. De fait, la Deuxième Guerre mondiale détient une nouvelle importance, centrale, dans le sens que les vétérans soviétiques font de leur identité. Dans leur écriture, l'expérience de la guerre confère un prestige et une nouvelle légitimité; elle leur donne en quelque sorte le droit de formuler une demande. Constituant alors dans notre échantillon le type d'auteurs le plus important numériquement, les hommes de l'Armée rouge recourent en effet à l'image idéalisée du valeureux soldat et se présentent volontiers comme des intermédiaires privilégiés entre l'État stalinien et les kolkhoziens, rôle que ces derniers sont en fait dans l'après-guerre souvent heureux de leur attribuer. Nous l'avons vu, Andreï A. Andreev présente les combattants soviétiques comme des correspondants importants, idéals. Demandant en effet presque toujours que leurs lettres soient investiguées, la réceptivité d'Andreev vient spécialement encourager leur rédaction et leur rôle d'intermédiaire. Ainsi, le vice-président renforce leurs autoreprésentations. Or, ces auteurs purent en conclusion manipuler l'image stéréotypée d'eux-mêmes et leur nouvelle autorité dans l'après-guerre pour défendre leurs intérêts. C'est entre autres pourquoi ils peuvent être vus par les autorités autant comme des bastions du pouvoir dans les campagnes que comme des fauteurs de trouble.

Les vétérans et les combattants soviétiques ne sont dans tous les cas pas les seuls à s'adresser dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev. Les membres du Parti, les auteurs anonymes, les auteurs

³ Julianne Fürst fait, nous l'avons vu, le même constat dans son analyse des lettres envoyées au Komsomol dans l'après-guerre (Julianne Fürst. « In Search of Soviet Salvation... », *Loc. Cit.*, p. 335-336).

collectifs et les « simples » kolkhoziens et kolkhoziennes se démarquent de fait également. Il importe donc de relativiser leur importance. En effet, l'impact du conflit mondial est nuancé. Dans l'écriture des kolkhoziens et kolkhoziennes, la Deuxième Guerre mondiale est soit complètement absente, soit elle vient confirmer une situation lui préexistant. Ainsi, le conflit aurait peut-être moins transformé que confirmé leurs autoreprésentations. Néanmoins, la hausse significative des lettres collectives après la guerre, suggérée dans les archives d'Andreev, peut être vue comme un nouveau legs du conflit et indique enfin une société non atomisée. Signant en effet presque aussi souvent collectivement qu'individuellement, les kolkhoziens se présentent volontiers comme un groupe homogène et uni dans l'adversité, par exemple dans la reconstruction de l'agriculture. Ici, la pratique de rédaction commune vient alors renforcer le sentiment de solidarité et de cohésion, les modes de représentation de soi.

Témoignant des stratégies discursives, les autoreprésentations des différents auteurs visent en fait une certaine efficacité, tandis qu'ils s'introduisent au destinataire de leur pétition. Aussi Andreï A. Andreev n'est pas sans influence sur celles-ci. Cependant, nous l'avons vu, une image du destinataire est également créée, qui l'invite de même à s'y conformer. Les pétitions populaires apparaissent donc finalement comme un lieu de négociation, de confrontation des représentations et constructions identitaires. Nous rappelant ainsi que le pouvoir est moins le résultat d'une volonté politique que le fruit des interactions entre l'État et la société, elles soulignent aussi l'impossibilité de les approcher au seul premier degré. En effet, comme l'explique l'historienne de genre Joan W. Scott, le discours reflète autant qu'il crée les relations de pouvoir⁴. Il est le lieu par lequel sont établies les significations, en perpétuelle variation, par luttes de pouvoir. En somme, l'enjeu, c'est ici l'autorité.

De fait, dans le contexte de la reconstruction de l'agriculture, les pétitions acheminées dans l'après-guerre à Andreï A. Andreev suscitent un intérêt certain des autorités, qui leur attribuent en somme différentes fonctions : information sur la situation et l'humeur des campagnes, évaluation de sa propre efficacité, contrôle des cadres, intégration et lien avec les masses, légitimité. Dans les limites de nos sources, les archives d'Andreev témoignent de la réceptivité de l'État stalinien après la guerre. En effet, quatre-vingt-cinq pourcent des pétitions de notre échantillon motivent une investigation.

C'est qu'en dénonçant massivement les présidents de kolkhoze et les cadres des districts, de fait les cibles les plus fréquentes des pétitions analysées, les auteurs font écho à l'agenda étatique dans l'après-guerre. Créé dans un contexte de répression contre les autorités locales, le Conseil des Affaires kolkhoziennes que préside Andreev doit en effet assurer le respect du Statut kolkhozien, qui définit légalement les droits et devoirs des kolkhoziens, et sert ainsi entre autres à mettre de la pression sur les présidents de kolkhoze. Les mentions des différents auteurs sur les violations du Statut sont donc alors

⁴ Joan W. Scott. *Gender and the Politics of History*, Op. Cit., p. 2.

particulièrement soulignées par Andreï A. Andreev. Aussi sa réceptivité encourage-t-elle sans doute la rédaction de la population sur les violations du Statut, qui vient ainsi participer à la répression des cadres locaux et canalise enfin sur ces derniers le mécontentement populaire.

Ces dénonciations ne font toutefois souvent pas changement des périodes antérieures. Sheila Fitzpatrick constate par exemple de même, nous l'avons vu, que les cibles les plus populaires des dénonciations paysannes dans les années trente sont les présidents de kolkhoze et les chefs d'équipes⁵. Ainsi, les pétitions acheminées à Andreev dans l'après-guerre insinuent des problèmes persistants dans les campagnes soviétiques depuis la collectivisation forcée de l'agriculture, voire depuis la prise du pouvoir par les Bolcheviks. Comme dans les années trente, les auteurs insistent sur l'indiscipline et la tyrannie des cadres locaux, leurs antécédents sociaux, le fossé entre le discours étatique et la réalité des campagnes, la misère des kolkhozes et des kolkhoziens et enfin, leur désintérêt pour le travail kolkhozien. En ce sens, la Deuxième Guerre mondiale aurait finalement renforcé le tableau pessimiste de l'agriculture collective. En effet, les pétitions analysées suggèrent une continuité exacerbée, par exemple de l'exode rural, particulièrement après l'amalgamation des kolkhozes à partir de mai 1950.

Néanmoins, les pétitions de l'après-guerre ne sont pas que continuité de l'avant-guerre et présentent quelques innovations. Nous l'avons vu, l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale détient une certaine importance dans les pétitions analysées et inspire de nouvelles délations. En effet, les dénonciations des collaborateurs, des déserteurs et des profiteurs de guerre abondent dans notre échantillon. Or, les pétitions éclairent en définitive la difficulté de définir collaborateurs et résistants dans les anciennes régions occupées et, de même, de départager les profiteurs de guerre des simples kolkhoziens qui ont vendu leurs produits sur le marché libre pour payer les impôts. Comme les délations des paysans riches (*koulaks*), ces accusations apparaissent finalement malléables, subjectives. Elles sont d'ailleurs alors souvent combinées aux délations de classe, persistantes dans les lettres acheminées à Andreï A. Andreev, qui nuancent l'appréciation d'un changement dans la répression. De fait, les rapports officiels produits en réaction insistent de même à la fois sur les antécédents sociaux et juridiques des cadres locaux et leur comportement durant la Deuxième Guerre mondiale.

Une autre nouveauté ressort également de notre analyse : l'insistance sur la moralité et la sexualité (viols, pédophilie, infidélités, polygamie, débauche, etc.). Ces dénonciations suggèrent alors un intérêt perçu de la part des autorités et/ou une préoccupation croissante dans la société soviétique. De fait, le contexte de l'après-guerre, le fossé démographique qui laisse les femmes supérieures en nombre dans les campagnes et les difficultés légales à l'obtention du divorce expliquent peut-être en partie ces délations. Les relations entre Moscou et les différentes nations soviétiques aussi, notamment

⁵ Sheila Fitzpatrick. « Signals from Below... », *Op. Cit.*, p. 845 et *Id.* « Readers Letters to Krest'ianskaja Gazeta, 1938 », *Loc. Cit.*, p. 153.

en ce qui a trait aux accusations de polygamie. Dans l'écriture des différents auteurs, ces délations visent cependant essentiellement les présidents de kolkhoze et les cadres locaux. Elles expriment alors typiquement l'idée d'une dichotomie, d'une rupture entre le mode de vie des cadres et des kolkhoziens. Implicite est en effet souvent le sentiment des kolkhoziens d'une différence de leurs conditions de vie et de statut dans la société. De même, les autorités accordent dans leurs rapports une grande attention à la sexualité des cadres locaux, qu'elles soulignent même lorsque les auteurs n'abordent pas ce point. La pureté des mœurs des cadres (de fait essentiellement masculins dans notre échantillon), le respect de leurs responsabilités familiales et leur influence auprès des masses suscitent de fait un intérêt particulier. En effet, dans les rapports, l'immoralité des cadres locaux entraîne typiquement une perte d'autorité et l'aliénation des masses. Dans le contexte des difficultés d'après-guerre, les autorités se montrent en somme soucieuses d'affirmer la légitimité, l'unité et l'autorité des élites dirigeantes.

Enfin, autre changement, les auteurs des pétitions acheminées à Andreï A. Andreev justifient souvent leur rédaction dans l'après-guerre par un renvoi au Statut kolkhozien et aux résolutions du gouvernement et du Parti, soulignant ainsi l'influence des politiques, mais aussi l'instrumentalisation du discours officiel par les auteurs qui, recourant à leurs droits et devoirs, tâchent de défendre leurs intérêts. Dans son étude de la vie quotidienne, Michel de Certeau suggère de fait que la consommation, par exemple du discours officiel, n'est pas passive : « On suppose qu'« assimiler » signifie nécessairement « devenir semblable à » ce qu'on absorbe, et non le « rendre semblable » à ce qu'on est, le faire sien, se l'approprier ou réapproprier. »⁶ Les auteurs, pouvons-nous conclure, ne sont pas passifs ; les pétitions témoignent de leur pouvoir d'agence et de leurs stratégies.

En effet, si la pratique de la pétition peut profiter à l'État et sert souvent, nous l'avons vu, de prétexte à l'intervention étatique dans les campagnes, ainsi légitimée, les auteurs de lettres peuvent dans une certaine mesure exploiter la réceptivité d'Andreï A. Andreev durant la période pour protester contre leur situation et défendre leurs intérêts. De fait, la majorité des pétitions analysées obtient finalement des résultats positifs, même s'il ne s'agit parfois que d'un avertissement. Cela dit, la vulnérabilité de l'État stalinien dans l'après-guerre doit être nuancée. Comme dans les années trente, les auteurs courent par exemple toujours le risque de voir leur pétition se retourner contre eux.

Ainsi, si l'État et les différents auteurs de lettres s'entendent pour faire des présidents de kolkhoze et des cadres locaux les boucs émissaires des problèmes de l'agriculture collective, nous ne pouvons conclure sur une convergence de leurs intérêts dans l'après-guerre. En effet, les pétitions insistent sur les limites du contrôle étatique dans les campagnes, l'inefficacité et enfin, l'impopularité croissante du système kolkhozien. Rejoignant la thèse de Jean Lévesque, elles suggèrent enfin la

⁶ Michel de Certeau. *L'invention du quotidien...*, Op. Cit., p. 280.

faillite de la reconstruction de l'agriculture⁷. De même, les rapports des autorités chargées d'examiner les pétitions confirment, nous l'avons vu, ce sombre portrait de l'agriculture collective. En conclusion, notre analyse des pétitions acheminées entre 1946 et 1953 au secrétariat d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres éclaire finalement les difficultés et la résistance rencontrées par l'État stalinien dans sa tentative de reprendre le contrôle et d'augmenter la productivité et la discipline de travail dans les kolkhozes. Derrière l'inquiétude de l'État pour l'autorité des présidents de kolkhoze se cache aussi de fait le problème de l'indiscipline et de la résistance des kolkhoziens et kolkhoziennes.

Notre analyse souligne en addition non seulement l'hétérogénéité de la paysannerie soviétique dans l'après-guerre, en effet divisée par diverses barrières telles le genre et la génération, mais également celle de l'État stalinien. Dans leur récente étude de l'administration statistique dans les années vingt et trente, Alain Blum et Martine Mespoulet questionnent de fait la notion d'État stalinien, préférant parler de gouvernement stalinien⁸. En effet, l'État stalinien, démontrent-ils, ne forme pas un bloc monolithique ; il est constitué de différentes administrations et individus aux sources de légitimité et d'autorité variées qui, tâchant d'appliquer leurs lois et leurs directives, créent un espace de tensions et de négociations⁹. De fait, nous l'avons vu, le traitement des pétitions interpelle différentes instances administratives, hiérarchisées ou parallèles, parfois conflictuelles, comme dans le cas des nouveaux représentants indépendants du Conseil des Affaires kolkhoziennes. En outre, les pétitions et les rapports officiels insistent sur les marges de manœuvre et d'influence des autorités locales.

Aussi notre mémoire soulève-t-il enfin plusieurs questions, à commencer par le rôle des cadres locaux dans l'après-guerre, principalement visés par la pratique de pétition au pouvoir. En janvier 1963, dans le contexte de la déstalinisation et de la faiblesse économique des kolkhozes, l'écrivain soviétique Fyodor Abramov publia à Leningrad, dans le journal *Neva*, un roman dont le héros est Anany Yegorovitch, président de kolkhoze¹⁰. Or, à la différence de nos pétitions, ce roman met en scène l'impuissance du sympathique président et ses difficultés, tandis qu'il est confronté, en plus du mécontentement de son épouse, à la profonde misère du kolkhoze, à l'intervention et à la pression aveugle des autorités du district, à l'indiscipline et enfin, aux diverses stratégies de résistance des kolkhoziens, désintéressés – souvent avec raison, le héros concède-t-il avec empathie.

Dans son étude des lettres de la population publiées dans les journaux soviétiques dans les années soixante-dix et quatre-vingt, Nicholas Lambert souligne de fait que les abus et les violations des cadres soviétiques sont souvent créés par la loi elle-même et les insuffisances du système, qui les

⁷ Jean Lévesque. *Op. Cit.*

⁸ Alain Blum et Martine Mespoulet. *L'anarchie bureaucratique...*, *Op. Cit.*, p. 252.

⁹ *Ibid.*, p. 349-353.

¹⁰ Fyodor Abramov. *The New Life. A Day on a Collective Farm*, trad. du russe par G. Reavey, New York, Grove Press Inc., 1963, 135 p.

obligent à l'illégalité pour accomplir les plans et remplir leurs obligations devant l'État¹¹. Si Lambert conclut sur la puissance des réseaux de contacts des cadres locaux, finalement renforcée par cette illégalité nécessaire, il nuance en rappelant que ces derniers, en enfreignant la loi, se rendent dès lors vulnérables, notamment à la dénonciation populaire¹².

De fait, revenant à la suite de son émigration en Allemagne de l'Ouest en 1951 sur son expérience, après sa démobilisation de l'Armée Rouge, comme président de kolkhoze dans un village ukrainien entre 1947 et 1950, le vétéran Fedor Belov confirme : « *The kolkhoz was forced to engage in a variety of illegal activities in order to exist and fulfill its obligations.* »¹³ Après avoir noté une amplification dans le contexte de la famine, il écrit plus loin : « *From the point of view of raion officials, kolkhoz chairmen were also guilty of breaches of labor discipline. I have already mentioned a number of illegal activities in which we all engaged in an effort to get things done (...).* »¹⁴ Aussi trace-t-il finalement un portrait pathétique du président de kolkhoze dans l'après-guerre :

*The over-all picture in a rural area such as ours was one in which illegalities and infraction of discipline were the rule rather than the exception; in which high officials tried to squeeze as much as possible out of the kolkhozes, both for the state and for themselves; in which the peasants tried to give up as little as possible, in terms both of effort and of good; and in which people like the kolkhoz chairman were pushed to the limits of their ingenuity to strike some balance between the two.*¹⁵

Or, à cinq reprises dans sa rétrospection et dans son journal publié en annexe, Fedor Belov fait mention de la pratique de pétition au pouvoir¹⁶. En date du 15 août 1948, nous pouvons lire par exemple : « *Today the chairman of the raion executive committee showered me with the vilest language he knew because the kolkhoz stopped working on the new road. What a fool he is to throw such words at me in front of the kolkhoz members, even women and children! (...) I think I'll write a complaint tomorrow to the oblast Party committee.* »¹⁷ Ainsi, se montrant consterné par l'intervention grossière du district qui nuit à son autorité, Belov témoigne de l'ampleur de l'habitude populaire de rédaction au pouvoir. Le 28 juillet 1949, il mentionne en outre des dénonciations qui lui sont adressées : « *I know, nonetheless, that much stealing goes on; I've even received several anonymous letters telling me who steals what and where it's hidden. I intend to check these facts one of these days.* »¹⁸ Ici, l'ancien président ne semble en fait pas pressé d'examiner les lettres reçues. De fait, Belov dépeint finalement la pratique

¹¹ Nicholas Lambert. *Whistleblowing in the Soviet Union...*, *Op. Cit.*, p. 3.

¹² *Ibid.*, p. 144.

¹³ Fedor Belov. *The History of a Soviet Collective Farm*, *Op. Cit.*, p. 25.

¹⁴ *Ibid.*, p. 114.

¹⁵ *Ibid.*, p. 116.

¹⁶ *Ibid.*, p. 130, 192, 202, 211 et 214.

¹⁷ *Ibid.*, p. 202.

¹⁸ *Ibid.*, p. 211.

comme inefficace. Il écrit par exemple : « *In the name of the Party organization a letter was written to the Central Committee of the Communist Party, enclosing the newspaper clipping telling of our 123 percent fulfillment of the grain delivery plan and other documents confirming this fact and protesting against the action of the raion Party secretary. Needless to say, the letter remained unanswered.* »¹⁹ Enfin, le 17 novembre 1949, il insiste sur les possibles répercussions négatives : « *The peasants think that I am being taken away into the army purely because I was disobedient administrator. The secretary of the Party organization wants to write a complaint to the Central Committee but I advised him not to do it lest he makes matters worse for himself.* »²⁰

Notre analyse s'est concentrée sur les nombreuses pétitions de la paysannerie kolkhoziennne acheminées dans l'après-guerre au secrétariat d'Andreï A. Andreev au Conseil des Ministres. Ce faisant, nous avons dû rejeter les lettres en provenance des sovkhozes (fermes d'État), des milieux urbains ou envoyées par des représentants officiels du pouvoir. Or, plusieurs présidents de kolkhoze, apparaît-il, ont également envoyé des pétitions à Andreï A. Andreev durant la période. Aussi serait-il intéressant de comparer leur rédaction à celle des kolkhoziens et kolkhoziennes. De même, une analyse comparative des lettres urbaines et rurales ou des pétitions adressées à d'autres destinataires serait certainement très éclairante. En effet, notre mémoire suscite finalement plusieurs interrogations quant à l'importance et l'ampleur de la pratique de pétition dans le régime stalinien d'après-guerre.

Enfin, cette pratique populaire ne cessa pas à la mort de Staline. Nicholas Lambert cite par exemple que si le journal *Izvestia* reçut 37 301 lettres de la population en 1952, le chiffre passa à 46 974 en 1955 et enfin, à 211 000 lettres en 1963²¹. Dans le contexte de la déstalinisation, suggère récemment Mark Harrison, la pratique aurait été fortement encouragée par Khrouchtchev; elle aurait en effet, soutient Harrison, gagné en importance dans les relations entre le centre et les périphéries, permettant, dans le contexte de l'abandon de la terreur de masse, un contrôle sur les autorités locales²².

De même, démontre Lambert, la pratique reçue sous Brejnev une attention renouvelée de l'État : en plus des différents décrets du Comité central et du Conseil suprême, la nouvelle constitution de 1977 enregistra le droit des citoyens de soumettre des propositions et de se plaindre de l'action des cadres (articles 49 et 58)²³. Enfin, en 1978, un Département des Lettres fut créé au Comité central. Ainsi, le devoir des citoyens soviétiques de dénoncer était semble-t-il devenu un droit. En somme, notre mémoire ouvre en définitive la porte à de plus vastes recherches.

¹⁹ *Ibid.*, p. 192.

²⁰ *Ibid.*, p. 214.

²¹ Nicholas Lambert. *Op. Cit.*, p. 64.

²² Mark Harrison. « Whistleblower or Troublemaker? How One Man Took on the Soviet Mafia », *Warwick Economic Research Papers*, 890 (Janvier 2009, 1^{ère} version septembre 2008), 14 p.

²³ Nicholas Lambert. *Op. Cit.*, p. 65.

BIBLIOGRAPHIE

Documents d'archives

Russie, Moscou, Gosudartsvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii (Archives d'État de la Fédération de Russie), fonds 5446, « Sovet Ministrov SSSR » (Conseil des Ministres de l'URSS), opis 52, « Sekretariat zam. pred. SM A. A. Andreev, 1946-1953 » (Secrétariat du vice-président du Conseil des Ministres A. A. Andreev, 1946-1953), dela 1-41.

Sources imprimées

Dear Comrade Editor : Readers' Letters to the Soviet Press under Perestroika, Susan Bridger et James Riordan, éd., Bloomington, Indiana University Press, 1992, 235 p.

Direktivy KPSS i Sovetskogo Pravitel'stva po hozjaistvennym voprosam. Sbornik dokumentov, vol. 3 : 1946-1952, Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, 1958, 704 p.

From Supplication to Revolution. A Documentary Social History of Imperial Russia, Gregory L. Freeze, éd., New York et Oxford, Oxford University Press, 1988, 331 p.

Kolhoznaia žizn' na Urale, 1935-1953, H. Kessler et G. E. Kornilov, éd., Moscou, Rosspen, coll. « Dokumenty sovetskoj istorii », 2006, 912 p.

Krest'janstvo i gosudarstvo (1945-1953), Vasili P. Povov, éd., Paris, Presses du YMCA, coll. « Issledovanija novejchej russkoj istorii », 1992, 298 p.

Nous autres, paysans. Lettres aux Soviets, 1925-1931, Hélène Mondon, éd., Paris, Verdier, coll. « Poustiaki », 2004, 149 p.

Pis'ma vo vlast', 1917-1927. Zajavlenija, žaloby, donosy, pis'ma v gosudartstvennye struktury i bol'shevistskim voždjam, A. Ja. Livšin et I. B. Orlov, éd., Moscou, Rosspen, coll. « Dokumenty sovetskoj istorii », 1998, 664 p.

Pis'ma vo vlast', 1928-1939. Zajavlenija, žaloby, donosy, pis'ma v gosudartstvennye struktury i sovetskim voždjam, A. Ja. Livšin, I. B. Orlov et O. V. Khlevniuk, éd., Moscou, Rosspen, coll. « Dokumenty sovetskoj istorii », 2002, 528 p.

Politburo CK VKP(b) i Sovet Ministrov SSSR, 1945-1953, O. V. Khlevniuk, Y. Gorlizki, L. P. Košeleva, A. I. Miniuk, M. Ŭ. Prozumenšikov, L. A. Rogovaja et S. V. Somova, éd., Moscou, Rosspen, coll. « Dokumenty sovetskoj istorii », 2002, 656 p.

Rapports secrets soviétiques. La société russe dans les documents confidentiels, 1921-1991, Nicolas Werth et Gaël Moullec, éd., Paris, Gallimard, 1994, 699 p.

Rešenija Partii i Pravitel'stva po hozjaistvennym voprosam. Sbornik dokumentov, vol. 2 : 1929-1940, Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, 1967, 799 p.

Sovetskaja žizn', 1945-1953, Elena Ů. Zubkhova, L. P. Košeleva, G. A. Kuznecova, A. I. Miniuk et L. A. Rogovaja, éd., Moscou, Rosspen, coll. « Dokumenty sovetskoj istorii », 2003, 720 p.

Soviet Culture and Power. A History in Documents, 1917-1953, Evgeny Dobrenko et Katarina Clark, éd., trad. du russe par Marian Schwartz, New Haven et Londres, Yale University Press, 2007, 546 p.

Voices of Revolution, 1917, Mark D. Steinberg, éd., trad. du russe par Marian Schwartz, New Haven, Yale University Press, coll. « Annals of Communism », 2001, 404 p.

Mémoires et œuvres littéraires

ABRAMOV, Fyodor. *The New Life. A Day on a Collective Farm*, trad. du russe par G. Reavey, New York, Grove Press Inc., 1963, 135 p.

BELOV, Fedor. *The History of a Soviet Collective Farm*, trad. du russe par Anna Vakar, New York, Frederick A. Praeger Publishers, coll. « Studies of the Research Program on the U. S. S. R. », 1955, 237 p.

Monographies spécialisées

ALEXOPOULOS, Golfo. *Stalin's Outcasts. Aliens, Citizens, and the Soviet State, 1926-1936*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2003, 243 p.

ARUTŪNJAN, Ů. V. *Sovetskoe krest'janstvo v gody Velikoj Otečestvennoj vojny*, Moscou, Izdatel'stvo Akademii nauk SSSR, 1963, 459 p.

BARBER, John et Mark HARRISON. *The Soviet Home Front, 1941-1945 : A Social and Economic History of the USSR in World War II*, Londres et New York, Longman, 1991, 252 p.

BAUDIN, Antoine et Leonid HELLER. « La question russe et la littérature à l'époque du jdanovisme » dans Michel NIQUEUX, dir. *La question russe. Essais sur le nationalisme russe*, Paris, Éditions Universitaires, 1992, p. 131-146.

BENSTOCK, Shari, éd. *The Private Self : Theory and Practice of Women's Autobiographical Writings*, Chapel Hill et Londres, The University of North Carolina Press, 1988, 319 p.

- BEZNIN, M. A. et T. M. DIMONI. « Krest'janstvo i vlast' v Rossii v konce 1930-x-1950-e gody » dans V. P. DANILOV, L. V. MILOV, A. N. SAHAROV, I. N. SLEPNEV et D. FIELD, éd. *Mentalitet i agrarnoe razvitie Rossii (XIX-XX vv.) Materialy mezhdunarodnoj konferentsii*, Moscou, Rosspen, 1996, p. 155-166.
- BLUM, Alain. *Naître, vivre et mourir en URSS*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 2004 (1994, Librairie Plon), 315 p.
- BLUM, Alain et Martine MESPOULET. *L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, coll. « L'espace de l'histoire », 2003, 372 p.
- BOFFA, Giuseppe. *The Stalin Phenomenon*, trad. de l'italien par Nicholas Fersen, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1992, 206 p.
- BOSSIS, Mireille, dir. *La lettre à la croisée de l'individuel et du social*, Paris, Éd. Kimé, 1994, 254 p.
- BOTERBLOEM, Kees. *Life and Death under Stalin. Kalinin Province, 1945-1953*, Montréal et Kingston; Londres; Ithaca, McGill-Queen's University Press, 1999, 435 p.
- BROOKS, Jeffrey. *Thank You, Comrade Stalin! Soviet Public Culture from Revolution to Cold War*, Princeton, Princeton University Press, 2000, 319 p.
- CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène. *Staline, l'ordre par la terreur*, Paris, Flammarion, 1979, 288 p.
- CERTEAU, Michel de. *L'invention du quotidien. Tome I : Arts de faire*, Paris, Union générale d'édition, 1980, 374 p.
- CONQUEST, Robert. *La Grande Terreur. Les purges staliniennes des années trente*, trad. de l'anglais par M.-A. Revellat, Paris, Stock, 1970 (1968), 579 p.
- . *Harvest of Sorrow : Soviet Collectivization and the Terror-Famine*, Londres, Hutchinson, 1986, 411 p.
- DAVIES, Sarah. *Popular Opinion in Stalin's Russia. Terror, Propaganda and Dissent, 1934-1941*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 236 p.
- DUNMORE, Timothy. *Soviet Politics, 1945-1953*, Londres et Basingstoke, The Macmillian Press LTD, 1984, 167p.
- DUSKIN, Eric J. *Stalinist Reconstruction and the Confirmation of a New Elite, 1945-1953*, Basingstoke et New York, Palgrave, 2001, 195 p.
- EDELE, Mark. *Soviet Veterans of the Second World War : A Popular Movement in an Authoritarian Society, 1941-1991*, Oxford, Oxford University Press, 2008, 334 p.
- FAINSOD, Merle. *Smolensk under the Soviet Rule*, Cambridge, Harvard University Press, 1958, 486 p.
- FARNSWORTH, Beatrice et Lynne VIOLA, éd. *Russian Peasant Women*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1992, 304 p.

- FIELD, Daniel. *Rebels in the Name of the Tsar*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1976, 220 p.
- FIGES, Orlando. *The Whisperers : Private Life in Stalin's Russia*, Londres, Allen Lane, 2007, 740 p.
- FILTZER, Donald. *Soviet Workers and Late Stalinism. Labour and the Restoration of the Stalinist System after World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 276 p.
- FITZPATRICK, Sheila. *Stalin's Peasants: Resistance and Survival in the Russian Village after Collectivization*, New York, Oxford University Press, 1994, 386 p.
- _____. *Tear Off the Masks! Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2005, 332 p.
- FOUCAULT, Michel. *L'ordre du discours. Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard, 1971, 82 p.
- FÜRST, Julianne, dir. *Late Stalinist Russia. Society between Reconstruction and Reinvention*, Londres et New York, Routledge, coll. « Russian and East European Studies », 2006, 287 p.
- GANSON, Nicholas. *The Soviet Famine of 1946-47 in Global and Historical Perspective*, New York et Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009, 218 p.
- GETTY, J. Arch. *Origins of the Great Purges : The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1938*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 276 p.
- GRAZIOSI, Andrea. *The Great Soviet Peasant War. Bolsheviks and Peasants, 1917-1933*, Cambridge, Harvard Papers in Ukrainian Studies, 1996, 77 p.
- GORLIZKI, Yoram et Oleg KHLEVNIUK. *Cold Peace : Stalin and the Ruling Circle, 1945-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2004, 248 p.
- GORHAM, Michael S. *Speaking in Soviet Tongues. Language Culture and the Politics of Voice in Revolutionary Russia*, DeKalb (IL), Northern Illinois University Press, 2003, 266 p.
- GUSDORF, Georges. *Auto-bio-graphie*, Paris, Éd. Odile Jacob, 1991, 501 p.
- HAHN, Werner G. *Postwar Soviet Politics. The Fall of Zhdanov and the Defeat of Moderation, 1946-1953*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1982, 243 p.
- HELLBECK, Jochen. « Fashioning the Stalinist Soul : The Diary of Stepan Podlubnyi, 1931-9 » dans Sheila FITZPATRICK, dir. *Stalinism : New Directions*, Londres et New York, Routledge, coll. « Rewriting histories », 2000, p. 77-116.
- _____. *Revolution on My Mind. Writing a Diary Under Stalin*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 2006, 436 p.
- HOFFMANN, David L. *Stalinist Values; The Cultural Norms of Soviet Modernity, 1917-1941*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2003, 247 p.

- HOLQUIST, Peter. « State Violence as a Technique : The Logic of Violence in Soviet Totalitarianism » dans David L. HOFFMANN, dir. *Stalinism*, Londres, Blackwell Publishers Ltd., coll. « Essential readings in history », 2003, p. 129-156.
- HOUGH, Jerry F. « The Changing Nature of the Kolkhoz Chairman » dans James R. MILLAR, éd. *The Soviet Rural Community : a Symposium*, Urbana, University of Illinois Press, 1971, p. 103-120.
- INKELES, Alex. *Public Opinion in Soviet Russia. A Study in Mass Persuasion*, Cambridge, Harvard University Press, 1967 (1950, 1958), 393 p.
- KEEP, John et Alter LITVIN. *Epoha Iosifa Stalina v Rossii. Sovremennaja istoriografija*, Moscou, Rosspen, 2009, 328 p.
- KOTKIN, Stephen. *Magnetic Mountain. Stalinism as a Civilization*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1995, 639 p.
- LAMBERT, Nicholas. *Whistleblowing in the Soviet Union. Complaints and Abuses under State Socialism*, Londres et Basingstoke, Macmillan, 1985, 210 p.
- LENOE, Matthew. *Closer to the Masses : Stalinist Culture, Social Revolution, and Soviet Newspapers*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 2004, 315 p.
- LEPETIT, Bernard. « Histoire des pratiques, pratique de l'histoire » dans Bernard LEPETIT, dir. *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, 1995, p. 9-22.
- LÉVESQUE, Jean. « Foremen in the Field : Collective Farm Chairmen and the Fate of Labour Discipline after Collectivization, 1932-1953 » dans Donald FILTZER, Wendy Z. GOLDMAN et al., éd. *A Dream Deferred. New Studies in Russian and Soviet Labour History*, Bern, Peter Lang, coll. « International and comparative social history », 2008, p. 243-264.
- . « A Peasant Ordeal : The Soviet Countryside » dans David R. STONE, éd. *The Soviet Union at War*, Londres, Pen and Sword, 2010, p. 182-214.
- LEWIN, Moshe. *La formation du système soviétique : essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, trad. de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1987 (1985), 466 p.
- . *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard, 2003, 526 p.
- LINZ, Susan J., dir. *The Impact of World War II on the Soviet Union*, Totowa (N. J.), Rowman and Allenheld, 1985, 300 p.
- MALIA, Martin. « The Soviet Tragedy : A History of Socialism in Russia » dans David L. HOFFMANN, dir. *Stalinism*, Londres, Blackwell Publishers Ltd., coll. « Essential readings in history », 2003, p. 65-79.
- MANNING, Roberta T. « Peasants and the Party : Rural Administration in the Soviet Countryside on the Eve of World War II » dans John W. STRONG, éd., *Essays on Revolutionary Culture and Stalinism. Selected Papers from the Third Congress for Soviet and East European Studies*, Columbus, Slavica Publishers, 1989, p. 224-244.

- MERRIDALE, Catherine. *Ivan's War. Life and Death in the Red Army, 1939-1945*, New York, Metropolitan Books, 2006, 462 p.
- NÉRARD, François-Xavier. *5% de vérité : la dénonciation dans l'URSS de Staline, 1928-1941*, Paris, Éd. Tallandier, 2004, 533 p.
- PASCAL, Pierre. *La civilisation paysanne en Russie*, Lausanne, Éditions L'Âge de l'homme, 1969, 137 p.
- PETHYBRIDGE, Roger W. *A History of Postwar Russia*, New York, The New American Library Inc., 1966, 263 p.
- SIEGELBAUM, Lewis H. « Masters of the Shop Floor : Foremen and Soviet Industrialisation » dans N. LAMBERT et G. T. RITTERSPORN, éd. *Stalinism : Its Nature and Aftermath. Essays in Honour of Moshe Lewin*, Londres, Macmillan Academic and Professional Ltd., 1992, p. 127-156.
- SCOTT, Joan W. *Gender and the Politics of History*, Columbia, Columbia University Press, éd. rév., 1999, 242 p.
- SOHN, Anne-Marie, dir. *La correspondance, un document pour l'histoire*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 2002, 109 p.
- STITES, Richard. « Soviet Russian Wartime Culture : Freedom and Control, Spontaneity and Consiousness » dans Robert W. THURSTON et Bernd BONWETSCH, éd. *The People's War. Responses to World War II in the Soviet Union*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 2000, p. 171-184.
- TIMASHEFF, Nicholas S. *The Great Retreat. The Growth and Decline of Communism in Russia*, New York, E. P. Dutton et Cie Inc., 1948 (1946), 470 p.
- TROTSKI, Léon. *La révolution trahie*, Paris, Union générale d'éditions, 1969 (1936), 312 p.
- TUCKER, Robert C. *Stalin as Revolutionnary, 1879-1929; A Study in History and Personality*, New York, Norton, 1973, 519 p.
- _____. *Stalin in Power : The Revolution from Above, 1928-1941*, New York, Norton, 1990, 707 p.
- VIOLA, Lynne. *Peasant Rebels under Stalin : Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, New York, Oxford University Press, 1996, 312 p.
- _____, dir. *Contending with Stalinism. Soviet Power and Popular Resistance in the 1930s*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2002, 235 p.
- WARD, Chris. *Stalin's Russia*, New York et Londres, Oxford University Press, 1999 (1993), coll. « Reading history », 278 p.
- WEINER, Amir. *Making Sense of War; The Second World War and the Fate of the Bolshevik Revolution*, Princeton (N.J.), Princeton University Press, 2001, 416 p.

- WERTH, Alexander. *Russia : The Post-war Years*, ép. par H. E. Salisbury, New York, Taplinger Publishing Company, 1971, 446 p.
- WERTH, Nicolas. « Cher Kalinouchka...Lettres paysannes à Kalinine, 1930 » dans Martine GODET, dir. *De Russie et d'ailleurs. Feux croisés sur l'histoire. Mélanges M. Ferro*, Paris, Institut d'études slaves, 1995, p. 233-241.
- _____. « Un État en lutte contre son peuple : violences, répressions, terreurs en URSS » dans Stéphane COURTOIS et al. *Le livre noir du communisme : crimes, terreurs, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 164-177.
- _____. *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Paris, Presses universitaires de France, 2001, 5e éd., 586 p.
- ZIMA, V. F. *Golod v SSSR 1946-1947 godov : proishozhdenie i posledstviia*, Moscou, Institut rossijskoj istorii RAN, 1996, 266 p.
- ZUBKOVA, Elena Iu. *Russia after the War : Hopes, Illusions, and Disappointments, 1945-1957*, trad. du russe par Hugh Ragsdale, Armonk (N. Y.) et Londres, M. E. Sharpe, coll. « The New Russian History », 1998, 239 p.

Articles de périodiques

- ALEXOPOULOS, Golfo. « Victim Talk : Defense Testimony and Denonciation under Stalin », *Law and Social Inquiry*, 24, 3 (été 1999), p. 637-654.
- BEZNIN, M. A. et T. M. DIMONI. « Social'nyj protest kolhoznogo krest'janstva (vtoraja polovina 1940-x-1960-e gg.) », *Otečestvennaja istorija*, no. 3 (1999), p. 81-99.
- BRODY, Richard J. « Ideology and Political Mobilization. The Soviet Home Front During World War II », *The Carl Beck Papers in Russian and East European Studies*, 1104 (octobre 1994), 45 p.
- BURDS, Jeffrey. « A Culture of Denunciation : Peasant Labor Migration and Religious Anathematization in Rural Russia, 1860-1905 », *The Journal of Modern History*, 68, 4 (décembre 1996), p. 786-818.
- COE, Steven R. « Struggles for Authority in the NEP village : The Early Rural Correspondents Movement, 1923-1927 », *Europe-Asia Studies*, 48, 7 (novembre 1996), p. 1151-1171.
- CROWFOOT, John et Mark HARRISON. « The USSR Council of Ministers under Late Stalinism, 1945-1954: Its Production Branch Composition and the Requirements of National Economy and Policy », *Soviet Studies*, 42, 1 (janvier 1990), p. 39-58.
- DALE, Robert. « Rats and Resentment : The Demobilization of the Red Army in Postwar Leningrad, 1945-50 », *Journal of Contemporary History*, 45, 1 (2010), p. 113-133.

- DEWEY, Horace W. et Ann Marie KLEIMOLA. « The Petitions (Čelobitnaja) as an Old Russian Literary Genre », *The Slavic and East European Journal*, 14, 3 (automne 1970), p. 284-301.
- DOBRENKO, Evgeny. « Socialism as Will and Representation, or What Legacy Are We Rejecting? », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 5, 4 (automne 2004), p. 675-708.
- EDELE, Mark. « Soviet Veterans as an Entitlement Group, 1945-1955 », *Slavic Review*, 65, 1 (printemps 2001), p. 111-137.
- FITZPATRICK, Sheila. « Supplicants and Citizens: Public Letter-writing in Soviet Russia in the 1930s », *Slavic Review*, 55, 1 (printemps 1996), p. 78-105.
- _____. « Introduction to the Practices of Denunciation in Modern European History », *The Journal of Modern History*, 68, 4 (décembre 1996), p. 747-767.
- _____. « Signals from Below: Soviet Letters of Denunciation of the 1930s », *The Journal of Modern History*, 68, 4 (décembre 1996), p. 831-866.
- _____. « Editor's Introduction : Petitions and Denunciations in Russian and Soviet History », *Russian History/Histoire Russe*, 24, 1-2 (printemps-été 1997), p. 1-9.
- _____. « Readers' Letters to Krest'ianskaia Gazeta, 1938 », *Russian History/Histoire Russe*, 24, 1-2 (printemps-été 1997), p. 149-170.
- FÜRST, Julianne. « In Search of Soviet Salvation : Young People Write to the Stalinist Authorities », *Contemporary European History*, 15, 3 (2006), p. 327-345.
- GETTY, J. Arch. « Samokritika Rituals in the Stalinist Central Committee, 1933-38 », *Russian Review*, 58, 1 (janvier 1999), p. 49-70.
- GORHAM, Michael S. « Tongue-tied Writers : The *Rabsel'Kor* Movement and the Voice of the « New Intelligentsia » in Early Soviet Russia », *The Russian Review*, 55 (juillet 1996), p. 412-429.
- GORLIZKI, Yoram. « Ordinary Stalinism : The Council of Ministers and the Soviet Neopatrimonial State, 1946-1953 », *Journal of Modern History*, 74, 4 (décembre 2002), p. 699-736.
- HARRISON, Mark. « Whistleblower or Troublemaker? How One Man Took on the Soviet Mafia », *Warwick Economic Research Papers*, 890 (Janvier 2009, 1^{ère} version septembre 2008), 14 p.
- _____. « The Soviet Union after 1945 : Economic Recovery and Political Repression », *Past and Present*, 210, supp. 6 (février 2011), p. 103-120.
- HELLIE, Richard. « The Origins of Denunciation in Muscovy », *Russian History/Histoire Russe*, 24, 1-2 (printemps-été 1997), p. 11-26.
- HESSLER, Julie. « A Postwar Perestroika? Toward a History of Private Enterprise in the USSR », *Slavic Review*, 57, 3 (automne 1998), p. 516-542.

- HOFFMANN, David L. « Was There a 'Great Retreat' from Soviet Socialism? Stalinist Culture Reconsidered », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 5, 4 (automne 2004), p. 651-674.
- KARASEV, I. V. « The Reconstruction of Agriculture in Pskov Oblast, 1945-1953 », *Soviet Studies*, 43, 2 (1991), p. 301-309.
- KLEIMOLA, Ann Marie. « The Duty to Denounce in Muscovite Russia », *Slavic Review*, 31, 4 (Décembre 1972), p. 759-779.
- KOZLOV, Vladimir A. « Denunciation and its Functions in Soviet Governance : A Study of Denunciations and Their Bureaucratic Handling from Soviet Police Archives, 1944-1953 », *The Journal of Modern History*, 68, 4 (décembre 1996), p. 867-898.
- LENOE, Matthew. « Letter-writing and the State : Reader Correspondence with Newspapers as a Source for Early Soviet History », *Cahiers du monde russe*, 40, 1-2 (janvier-juin 1999), p. 139-170.
- . « In Defense of Timasheff's Great Retreat », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 5, 4 (automne 2004), p. 721-730.
- LEWIN, Moshe. « Rebuilding the Soviet Nomenklatura, 1945-1948 », *Cahiers du monde russe*, 44, 2/3, Les pratiques administratives en Union soviétique, 1920-1960 (avril-septembre 2003), p. 219-251.
- NÉRARD, François-Xavier. « Entre plainte et délation : les « signaux » en URSS (1928-1939), *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1999, 33, 1, p. 5-30.
- . « Les bureaux des plaintes dans l'URSS de Staline (1928-1941) : la gestion du mécontentement dans un État socialiste », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XLIX, 2 (avril-mai 2002), p. 125-144.
- PYLE, Emily E. « Peasant Strategies for Obtaining State Aid : A Study of Petitions During World War I », *Russian History/Histoire Russe*, 24, 1-2 (printemps-été 1997), p. 41-64.
- SANBORN, Josh. « Conscription, Correspondence, and Politics in Late Imperial Russia », *Russian History/Histoire Russe*, 24, 1-2 (printemps-été 1997), p. 27-40.
- SAPIR, Jacques. « Le système économique stalinien face à la guerre », *Annales ESC*, 2 (mars-avril 1989), p. 273-297.
- SIEGELBAUM, Lewis. « « Dear Comrade, You Ask What We Need » : Socialist Paternalism and Soviet Rural « Notables » in the Mid-1930s », *Slavic Review*, 57, 1 (printemps 1998), p. 107-132.
- SHEARER, David R. « Elements Near and Alien : Passportization, Policing, and Identity in the Stalinist State, 1932-1952 », *The Journal of Modern History*, 76, 4 (décembre 2004), p. 835-881.

- VARGA-HARRIS, Christine. « Green is the Color of Hope? The Crumbling Facade of Postwar Byt through the Public Eyes of Vecherniaia Moskva », *Canadian Journal of History*, 34, 3 (août 1999), p. 194-219.
- VERNER, Andrew M. « Discursive Strategies in the 1905 Revolution : Peasant Petitions from Vladimir Province », *Russian Review*, 54, 1 (janvier 1995), p. 65-90.
- WEINER, Amir. « Nature, Nurture, and Memory in a Socialist Utopia : Delineating the Soviet Socio-Ethnic Body in the Age of Socialism », *The American Historical Review*, 104, 4 (octobre 1999), p. 1114-1155.
- WERTH, Nicolas. « L'appel au petit peuple selon Staline », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 56, Numéro spécial : Les populismes (octobre-décembre 1997), p. 132-141.
- ZIMA, V. F. « Btoroe raskulačivanie (agrarnaja politika konca 40-x- načala 50-x gg.) », *Otečestvennaja istorija*, no. 3 (1994), p. 109-125.
- _____. « Golod, medicina, vlast' : 1946-1947 gody », *Otečestvennaja istorija*, no. 1 (2008), p. 117- 126.

Études non publiées

- BERG, Auri. « Seeing Like an Oblast' : The Kolkhoz Amalgamation Campaign of 1950-1951 in Arkhangel'sk », communication à la conférence annuelle de l'Association canadienne des slavistes (CAS), Montréal, Université Concordia, mai 2010.
- CLIBBON, Jennifer. « The Soviet Press and Grass-roots Organization : the Rabkor Movement, NEP to the First Five Year Plan », thèse de doctorat, Toronto, University of Toronto, 1993, 250 + 17 p.
- COE, Steven R. « Peasants, the State, and the Languages of NEP : the Rural Correspondents Movement in the Soviet Union, 1924-1928 », thèse de doctorat, Ann Arbor, University of Michigan, 1993, 466 p.
- GREEN, Thomas J. « The End of the World Must Be at Hand : The Collective Farm Peasantry and the Soviet State During the Great Patriotic War, 1941-1945 », thèse de doctorat, Toronto, University of Toronto, 1999, 353 p.
- LÉVESQUE, Jean. « « Part-Time Peasant » : Labor Discipline, Collective Farm Life, and the Fate of Soviet Socialized Agriculture after the Second World War, 1945-1953 », thèse de doctorat, Toronto, University of Toronto, 2003, 347 p.